



Société Anonyme au capital de 3 250 000 dinars divisé en 3 250 000 actions de nominal 1* dinar chacune entièrement libérées.

Registre de commerce : B0167672008

Siège social : Rue de l'énergie solaire, impasse N°5 – 2035, Z.I Charguia I - Tunis

Tél : 71 112 300 – Fax : 71 112 301

Site web: www.mip.com.tn – E-mail: contact@mip.com.tn

PROSPECTUS MIS A LA DISPOSITION DU PUBLIC A L'OCCASION :

- D'une offre à prix ferme auprès du public de 1 531 916 actions dont
 - 382 979 actions anciennes à un prix de 4,7 dinars l'action
 - 1 148 937 actions nouvelles émises dans le cadre d'une augmentation de capital en numéraire par appel public à l'épargne, au prix de 4,7 dinars l'action ;
- De l'admission aux négociations sur le marché alternatif de la cote de la Bourse des actions composant le capital de la société MIP.

VISA DU CONSEIL DU MARCHÉ FINANCIER

N° 14 - 0860 29 AVR. 2014

Visa du du Conseil du Marché Financier donné en application de l'article 2 de la loi n° 94-117 du 14 novembre 1994. Ce visa n'implique aucune appréciation sur l'opération proposée. Ce prospectus a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Le visa n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des éléments comptables et financiers présentés. Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs. Il doit être accompagné des états financiers de l'émetteur relatifs à l'exercice 2013 pour tout placement sollicité après le 30 avril 2014.

Ce visa a été accordé en vue de l'introduction de la société au marché alternatif de la cote de la Bourse. Ce marché permet aux sociétés de lever des fonds stables dans le but de se restructurer et de financer leur croissance. Il est essentiellement destiné aux investisseurs ayant un horizon de placement de moyen et long terme.

Responsable chargé de l'information

M. Bilel CHAABENE

Directeur Général Adjoint de la société « MIP »

Rue de l'énergie solaire, impasse N°5 – 2035, Z.I Charguia I – Tunis

Tél: +216 71 112 300 – Fax : +216 71 112 301

E-mail : contact@mip.com.tn

Intermédiaire en Bourse Introduceur et Evalueur

MCP | MENA CAPITAL PARTNERS

Mena Capital Partners

5 bis, rue du Lac de Tibériade – Les Berges du Lac

Tél : +216 71 862 328 – Fax : +216 71 961471

Email : contact@menacp.net

Listing Sponsor



MAC SA

Green Center, Bloc C 2ème étage,

Rue du Lac Constance - 1053, Les Berges du Lac

Tél : +216 13 76 00 – Fax : +216 71 96 09 59

Email : macsa@macsa.com.tn

Avril 2014



Sommaire

Présentation résumée de la société	9
FLASH SUR L'OPERATION D'AUGMENTATION DE CAPITAL DE « MIP» ET D'ADMISSION DE SES ACTIONS AU MARCHE ALTERNATIF DE LA COTE DE LA BOURSE.....	11
Chapitre 1. Responsable du prospectus et responsable du contrôle des comptes.....	15
1.1. Responsable du prospectus	15
1.2. Attestation du responsable du prospectus	15
1.3. Responsable du contrôle des comptes	15
1.4. Attestation du commissaire aux comptes	19
1.5. Attestation de l'intermédiaire en Bourse chargé de l'opération	19
1.6. Attestation du Listing Sponsor.....	20
1.7. Responsable de l'information.....	21
Chapitre 2. Renseignements concernant l'opération.....	22
2.1. Caractéristiques et modalités de l'opération.....	22
2.1.1. Contexte et objectifs de l'opération	22
2.1.2. Décisions ayant autorisé l'opération.....	22
2.1.3. Actions offertes au public	23
2.2. Le prix de l'offre et sa justification.....	23
2.2.1. Choix des méthodes d'évaluation	23
2.2.2. Coût du capital	23
2.2.3. Choix du taux d'actualisation	24
2.2.4. Ajustements.....	25
2.2.5. Méthode des Discounted Cash Flows (DCF)	25
2.2.6. Méthode de BATES	27
2.2.7. Méthode de l'ECONOMIC VALUE ADDED (EVA)	28
2.2.8. Synthèse de l'évaluation	29
2.2.9. Le prix proposé	30
2.3. Transactions récentes.....	31
2.4. Répartition du capital et des droits de vote avant et après l'offre.....	32
2.5. Modalités de paiement du prix.....	33
2.6. Période de validité de l'offre	33
2.7. Date de jouissance des actions.....	33
2.8. Etablissements domiciliaires.....	33
2.9. Mode de placement, modalités et délais de délivrance des titres	33

2.9.1. Mode de répartition des titres et modalités de satisfaction des demandes d'acquisition.....	36
2.9.2. Transmission des demandes et centralisation.....	36
2.9.3. Ouverture des plis et dépouillement	36
2.9.4. Déclaration des résultats	37
2.9.5. Règlement des espèces et livraison des titres.....	37
2.10. Renseignements divers sur l'offre	37
2.11. Renseignements généraux sur les actions offertes	37
2.11.1. Droits attachés aux actions	38
2.11.2. Régime de négociabilité	38
2.11.3. Régime fiscal applicable	38
2.12. Marché des titres	38
2.13. Cotation des titres	39
2.14. Tribunaux compétents en cas de litige.....	39
2.15. Avantage fiscal.....	39
2.16. Listing sponsor	39
2.17. Contrat de liquidité	39
2.18. Régulation du cours boursier.....	40
2.19. Engagements de la société.....	40
2.19.1. Représentation au Conseil d'Administration.....	40
2.19.2. Engagement de créer un comité permanent d'audit.....	40
2.19.3. Engagement de se conformer à la loi sur la dématérialisation des titres.....	40
2.19.4. Engagement de se conformer à l'annexe 12 du règlement du CMF relatif à l'APE.....	40
2.19.5. Tenue de communications financières	40
2.19.6. Engagement d'exercer un contrôle exclusif au sein de ses filiales	41
2.20. Engagements des actionnaires de référence de la société	41
2.20.1. Engagement de ne pas céder plus de 5% de leur participations au capital de la société.....	41
2.20.2. Engagement de ne pas développer une activité locale concurrente.....	41
Chapitre 3. Renseignements de caractère général concernant l'émetteur et son capital.....	42
3.1. Renseignements de caractère général concernant l'émetteur	42
3.1.1. Dénomination et siège social.....	42
3.1.2. Forme juridique et législation particulière applicable	42
3.1.3. Date de constitution et durée.....	42

3.1.4. Objet social (Article 3 des statuts)	42
3.1.5. Numéro du registre du commerce.....	42
3.1.6. Exercice social	42
3.1.7. Clauses statutaires particulières	42
3.1.8. Nationalité.....	45
3.1.9. Capital social	45
3.1.10. Matricule fiscal	45
3.1.11. Régime fiscal.....	45
3.1.12. Lieu où peuvent être consultés les documents de la société	46
3.1.13. Responsable chargé de l'information et des relations avec les actionnaires, le CMF, la BVMT, et la STICODEVAM	46
3.2. Renseignements de caractère général concernant le capital de la société	46
3.3. Evolution du capital social.....	46
3.4. Répartition du capital social et des droits de vote au 31/03/2014	47
3.4.1. Actionnaires détenant individuellement 3% et plus du capital et des droits de vote au 31/03/2014	47
3.4.2. Capital et droits de vote détenus par l'ensemble des membres des organes d'administration et de direction au 31/03/2014.....	47
3.4.3. Nombre d'actionnaires	47
3.5. Description sommaire du groupe MIP au 31/12/2012	47
3.5.1. Présentation générale du groupe MIP	47
3.5.1.1. Présentation des sociétés du groupe MIP au 31/12/2012	47
3.5.1.2. Schéma financier du groupe MIP au 31/12/2012.....	49
3.5.1.3. Etat des participations entre les différentes sociétés du groupe MIP au 31/12/2012.....	49
3.5.1.4. Evénements récents modifiant le schéma financier du groupe MIP entre le 31/12/2012 et la date d'élaboration du prospectus.....	49
3.5.1.5. Chiffres clés des sociétés du groupe MIP au 31/12/2012	50
3.5.1.6. Engagements financiers des sociétés du groupe MIP au 31/12/2012	50
3.5.1.7. Politique actuelle et future de financement inter-sociétés du groupe	50
3.5.2. Relations de la société MIP avec les sociétés du groupe au 31/12/2012	51
3.5.2.1. Prêts octroyés et crédits reçus des sociétés du groupe MIP.....	51
3.5.2.2. Créances et dettes commerciales avec les sociétés du Groupe MIP	51
3.5.2.3. Les apports en capitaux avec les sociétés du groupe MIP	51
3.5.2.4. Les dividendes et autres rémunérations encaissés par la société MIP et distribués par les sociétés du Groupe MIP	52

3.5.2.5. Les dividendes et autres rémunérations distribués par la société MIP et encaissés par les sociétés du Groupe MIP	52
3.5.2.6. Les garanties, sûretés réelles et cautions données ou reçues des sociétés du Groupe MIP	52
3.5.3. Relations commerciales entre la société MIP et les autres sociétés du groupe MIP durant l'exercice 2012	52
3.5.3.1. Chiffre d'affaires réalisé avec les autres sociétés du Groupe MIP	52
3.5.3.2. Les achats ou ventes d'immobilisations corporelles, incorporelles, financières ou tous autres éléments d'actifs avec les sociétés du Groupe MIP	53
3.5.3.3. Les prestations de services reçues ou données.....	53
3.5.3.4. Les contrats de gestion.....	53
3.5.3.5. Les contrats de location.....	53
3.6. Relations de la société MIP avec les autres parties liées au 31/12/2012	53
3.6.1. Informations sur les engagements.....	53
3.6.2. Garanties, sûretés réelles et cautions données ou reçues	54
3.6.3. Transferts de ressources et d'obligations	54
3.6.4. Dividendes et autres rémunérations encaissés par la société MIP et distribués par les autres parties liées.....	55
3.6.5. Dividendes et autres rémunérations distribués par la société MIP et encaissés par les autres parties liées	55
3.6.6. Relations commerciales entre la société MIP et les autres parties liées durant l'exercice 2012	55
3.6.6.1. Chiffre d'affaires réalisé avec les autres parties liées	55
3.6.6.2. Les achats ou ventes d'immobilisations corporelles, incorporelles, financières ou autres éléments d'actifs avec les autres parties liées.....	55
3.6.6.3. Les prestations de services reçues ou données.....	55
3.6.6.4. Les contrats de location.....	56
3.6.7. Obligations et engagements de la société « MIP » envers les dirigeants	56
3.6.8. Engagement des dirigeants par rapport à la société « MIP ».....	56
3.7. Dividendes.....	56
3.8. Marché des titres	56
Chapitre 4. Renseignements concernant l'activité de l'émetteur et son évolution	57
4.1. Présentation générale du secteur d'activité	57
4.1.1. Présentation du marché publicitaire	57
4.1.2. Secteur d'affichage	58
4.1.3. Publicité en ligne.....	62
4.1.4. Photovoltaïque et éclairage LED	64

Photovoltaïque	64
Eclairage LED.....	65
4.1.5. Signalétique et habillage de façade.....	66
Signalétique	66
Habillage de façade	66
4.1.6. Environnement législatif et réglementaire	66
4.2. Présentation générale des sociétés du groupe et de leurs activités	67
4.2.1. Historique et évolution du groupe.....	67
4.2.2. Présentation des sociétés du groupe	70
4.3. Description de l'activité au 31/12/2012.....	71
4.4. Description de l'activité au 30/06/2013.....	78
4.5. Indicateurs d'activité trimestriels au 31/12/2013	82
4.6. Indicateurs d'activité trimestriels au 31/03/2014.....	83
4.7. Certifications et mises à niveau	83
4.8. Facteurs de risque et nature spéculative de l'activité	83
4.9. Dépendance de l'émetteur	84
4.10. Litiges ou arbitrage en cours.....	84
4.11. Organisation de la société	85
4.12. Politique sociale et effectif.....	90
4.13. Politique d'investissement.....	92
4.14. Analyse SWOT :	94
Chapitre 5. Patrimoine– Situation financière– Résultats	95
5.1. Patrimoine de la société MIP au 31/12/2012	95
5.1.1. Immobilisations corporelles et incorporelles au 31/12/2012	95
5.1.2. Immobilisations financières au 31/12/2012	96
5.2. Patrimoine de la société MIP au 30/06/2013	97
5.2.1. Immobilisations corporelles et incorporelles au 30/06/2013	97
5.2.2. Immobilisations financières au 30/06/2013	98
5.3. Principales acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles, incorporelles et financières postérieures au 30/06/2013.....	98
- Principales acquisitions d'immobilisations corporelles, incorporelles et financières :	98
- Principales cessions d'immobilisations corporelles, incorporelles et financières :	98
5.4. Renseignements sur les états financiers individuels au 31 Décembre 2012	100
5.4.1. Etats financiers comparés au 31 Décembre 2012	102

5.4.2. Engagements financiers au 31/12/2012.....	135
5.4.3. Encours des crédits contractés par la société MIP.....	136
5.4.4. Soldes intermédiaires de gestion comparés au 31 Décembre.....	138
5.4.5. Tableau des mouvements des capitaux propres	139
5.4.6. Affectation des résultats des trois derniers exercices	139
5.4.7. Evolution du bénéfice net et du résultat d'exploitation	139
5.4.8. Evolution des dividendes	140
5.4.9. Evolution de la marge brute d'autofinancement	140
5.4.10. Evolution de la structure financière	140
5.4.10.1. Fonds de roulement.....	140
5.4.10.2. Besoin en fonds de roulement.....	140
5.4.10.3. Trésorerie nette	141
5.4.11. Indicateurs de gestion	141
5.4.12. Ratios financiers	142
5.5. Renseignements sur les états financiers consolidés au 31 Décembre 2012	143
5.5.1. Bilan consolidé arrêté au 31/12/2012	144
5.5.2. Etat de résultat consolidé arrêté au 31/12/2012	146
5.5.3. Etat des flux de trésorerie consolidé arrêté au 31/12/2012	147
5.5.4. Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 31/12/2012	148
5.5.5 Note rectificative de la note 2-4- « Pourcentage d'intérêts »	157
5.5.6 Notes complémentaires aux états financiers consolidés arrêtés au 31/12/2012.....	157
5.5.7 Avis du commissaire aux comptes sur les états financiers consolidés arrêtés au 31/12/2012.....	168
5.6. Renseignements sur les états financiers individuels au 30/06/2013.....	170
5.6.1. Bilan arrêté au 30/06/2013	172
5.6.2. Etat de résultat arrêté au 30/06/2013	174
5.6.3. Etat des flux de trésorerie arrêté au 30/06/2013	175
5.6.4. Notes aux états financiers arrêtés au 30/06/2013.....	176
5.6.5. Notes rectificatives aux états financiers intermédiaires arrêtés au 30/06/2013.....	188
5.6.6. Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires arrêtés au 30/06/2013.....	189
5.6.7. Avis du commissaire aux comptes sur les états financiers intermédiaires arrêtés au 30/06/2013.....	195
Chapitre 6. Organes d'administration, de direction et de contrôle des comptes	197
6.1. Membres des organes d'administration et de direction.....	197

6.1.1. Membres des organes d'administration.....	197
6.1.2. Fonctions des membres des organes d'administration et de direction dans la société	197
6.1.3. Principales activités exercées en dehors de la société au cours des trois dernières années par les membres des organes d'administration et de direction.....	197
6.1.4. Mandats d'administrateurs les plus significatifs dans d'autres sociétés	197
6.2. Intérêts des dirigeants dans la société au 31/12/2012	198
6.2.1. Rémunérations et avantages en nature attribués aux membres des organes d'administration et de direction au titre de l'exercice 2012	198
6.2.2. Prêts et garanties accordés en faveur des membres des organes d'administration et de direction au 31/12/2012	198
6.3. Contrôle	198
6.4. Nature et importance des opérations conclues depuis le début du dernier exercice avec les membres des organes d'administration et de direction ainsi qu'avec un candidat à un poste de membre du conseil d'administration ou un actionnaire détenant plus de 5% du capital :	198
Chapitre 7. Renseignements concernant l'évolution récente et les perspectives d'avenir.....	199
7.1. Evolution récente et orientations	199
7.1.1. Evolution récente	199
7.1.2. Stratégie de développement	199
7.2. Perspectives d'avenir	200
7.2.1. Perspectives d'avenir de la société MIP	200
7.2.2. Perspectives d'avenir du groupe MIP	212
7.2.3 Indicateurs de gestion consolidés prévisionnels	221
7.2.4 Ratios financiers consolidés prévisionnels.....	222
7.2.5 Marge brute d'autofinancement consolidée prévisionnelle :	222
7.2.6 Avis du commissaire aux comptes sur les informations financières consolidées prévisionnelles de la période allant de 2013 à 2017 :	223
Annexe : Liste des intermédiaires en Bourse	234

Présentation résumée de la société

1. Le groupe MIP :

Les origines du groupe remontent à 1994, date de la création par la famille CHERIHA de la société MIPE « Maghreb International Presse et Edition » spécialisée dans la gestion et l'édition de campagnes-presse.

Dans le cadre d'une stratégie de diversification et d'expansion des activités, MIPE a créé en 1998 un département consacré exclusivement à l'affichage urbain qui a donné naissance en 2004 à la société Maghreb International Publicité « MIP ».

Conscient des enjeux stratégiques et du potentiel de croissance de l'activité d'affichage urbain, la société MIPE s'est orientée vers une stratégie d'intégration verticale et ce, par le lancement de l'activité de fabrication des panneaux publicitaires qui a été transférée à la société Maghreb Industrie Métallique et Electrique « MIME » en 2004.

Face aux évolutions qu'a connues le secteur de la communication en Tunisie, la société MIP poursuit une stratégie de diversification par :

- La création en 2007 du département DMS « Digital Media Solutions », spécialisé dans la gestion de l'affichage dynamique sur réseaux d'écrans et tout autre support numérique ;
- Le développement en 2011-2012 de nouveaux mobiliers urbains de communication, notamment les abribus ;
- Le lancement en 2012 de l'activité affichage publicitaire WEB.

Par ailleurs, MIP a lancé en 2010 l'activité photovoltaïque qui sera par la suite transférée à « MIME Energy », la nouvelle entité du groupe créée en juin 2013.

Dans le cadre d'une stratégie d'expansion régionale, MIP a créé une filiale en Mauritanie qu'elle a ensuite cédée en raison de l'importance des taxes municipales. Et en 2011, MIP a participé dans le capital de « MIP Mali », une société spécialisée dans la communication « Outdoor » dans le district de Bamako.

Actuellement, le groupe MIP est constitué de 5 sociétés spécialisées essentiellement dans l'affichage publicitaire :

- **MIP**, Leader en Tunisie dans l'affichage urbain avec plus de 23 000 m² d'espace. Le réseau de MIP est implanté sur tout le territoire Tunisien. Ce réseau s'adresse à l'ensemble des catégories socioprofessionnelles selon le type de produit à promouvoir. MIP dispose également d'un large choix de supports publicitaires regroupant près de 3 000 faces tous formats confondus. Par ailleurs, en 2012 il y a eu démarrage de l'exploitation sur une période de 25 ans d'une concession de 1 500 abribus avec 6 000 m² d'espace publicitaire. L'offre de produits DMS se caractérise par les solutions media numériques à travers la location d'écrans LCD et les sites web « lesannonces.tn » et « automag.tn ».
- **MIME**, opère dans l'industrie métallique et dans l'aménagement d'espaces relatifs à la communication extérieure : la fabrication et la vente des panneaux publicitaires, la signalétique d'entreprises, l'usinage, l'habillage des façades, l'agencement des points de vente, l'agencement muséographique, la conception des stands, la signalétique culturelle

et routière. Elle fournit ses services pour le compte de la société MIP et d'autres sociétés hors groupe.

- **MIP PRINT**, fournit des services d'impression pose et dépose destinés à la communication extérieure et à l'affichage urbain.
- **MIME Energy**, opère dans le secteur des énergies renouvelables. Elle offre des services d'études technico-financières et d'installations de panneaux photovoltaïques. Elle offre ses services en partenariat avec la référence mondiale SolarWorld. MIME Energy propose également des solutions d'éclairage écologique, avec ses solutions LED.
- **MIP Mali**, est une société à responsabilité limitée de droit Malien créée en septembre 2009 et ce dans le cadre d'une stratégie de développement régional du Groupe MIP. La société est spécialisée dans la communication « Outdoor » et notamment l'affichage publicitaire urbain.

2. Contexte et objectifs de l'opération :

Dans le cadre d'une stratégie de croissance axée sur la consolidation des activités existantes ainsi que le lancement de nouvelles activités, le groupe MIP a mis en place un plan d'investissement. Afin de financer cette stratégie, une augmentation de capital a été décidée à travers l'introduction de la société au marché alternatif de la cote de la Bourse. Le but de cette opération est de :

- Consolider la position du groupe de leader sur le marché de l'affichage urbain en investissant dans l'expansion du parc de panneaux d'affichage ;
- Développer la présence du groupe sur des secteurs prometteurs (Photovoltaïque, Equipement LED, etc.) ;
- Renforcer les fonds propres du groupe afin de soutenir la stratégie d'expansion en maintenant une structure financière saine ;
- Bénéficier des avantages fiscaux liés à une ouverture du capital de la société à hauteur de plus de 30% ;
- Faciliter l'accès à d'autres sources de financement moins coûteuses sur le marché financier.

FLASH SUR L'OPERATION D'AUGMENTATION DE CAPITAL DE « MIP» ET D'ADMISSION DE SES ACTIONS AU MARCHE ALTERNATIF DE LA COTE DE LA BOURSE

- **Caractéristiques de l'opération :**

Il s'agit d'une offre à prix ferme de 1 531 916 actions de valeur nominale 1 dinar et à un prix unitaire de 4,7 dinars portant sur un montant global de 7,2 MDT, soit 34,82% du capital après augmentation.

Cette introduction se réalisera selon les modalités suivantes :

- Une cession de 382 979 actions anciennes d'une valeur nominale de 1 dinar chacune, représentant 8,71% du capital après augmentation,
- Une augmentation de capital en numéraire de 1 148 937 actions d'une valeur nominale de 1 dinar chacune, représentant 26,12% du capital après augmentation.

- **Valeur nominale :**

1 dinar

- **Forme des actions :**

Nominative

- **Catégorie :**

Actions ordinaires

- **Modalités de l'offre :**

En réponse à l'offre, les intéressés souscriront exclusivement à des quotités d'actions. Chaque quotité est composée de trois (3) actions nouvelles à souscrire en numéraire et d'une (1) action ancienne à acheter. Ainsi, l'offre porte sur l'acquisition par le public de 382 979 quotités.

- **Prix de l'offre :**

Pour les actions nouvelles : 4,7 dinars l'action, soit 1 dinar de nominal et 3,7 dinars de prime d'émission à libérer en totalité à la souscription.

Pour les actions anciennes : 4,7 dinars l'action.

- **Période de souscription :**

Du 20/05/2014 au 05/06/2014 inclus.

- **Date de jouissance des actions :**

Les actions anciennes et nouvelles porteront jouissance à partir du 1^{er} janvier 2013.

- **Droit préférentiel de souscription :**

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 25/01/2014 a décidé de réserver l'intégralité de l'augmentation du capital projetée à de nouveaux souscripteurs. En conséquence de cette décision, les anciens actionnaires ont renoncé à leurs droits préférentiels de souscription dans ladite augmentation de capital au profit de nouveaux souscripteurs. Cette renonciation s'est traduite par la suppression de ces droits préférentiels de souscription pour la totalité de l'augmentation du capital.

- **Etablissements domiciliataires :**

Tous les intermédiaires en Bourse sont habilités à recueillir, sans frais, les demandes d'acquisition des quotités d'actions de la société MIP exprimées dans le cadre de la présente Offre (voir la liste des intermédiaires en Bourse en annexe).

Le jour de dénouement de l'offre, le montant de l'augmentation de capital est versé dans le compte indisponible n° 20 005 0522399922163 71 ouvert auprès de la Banque Tuniso-Koweïtienne, Agence Centre Urbain Nord, conformément à l'état de dénouement espèces de la STICODEVAM.

- **Offre proposée et mode de répartition des titres :** Les actions offertes dans le cadre de cette opération seront réparties en deux (2) catégories :

Catégories	Nombre de quotités	Correspondant à		Répartition en % du capital social après l'opération	Répartition en % de l'OPF	Montant total en dinars
		Nombre d'actions anciennes	Nombre d'actions nouvelles			
Catégorie A : Institutionnels tunisiens et/ou étrangers sollicitant au minimum 265 quotités et au maximum 54 986 quotités.	268 085	268 085	804 255	24,38%	70%	5 039 998
Catégorie B : Personnes physiques et/ou morales, Tunisiennes et/ou étrangères autres que les institutionnels sollicitant au minimum 53 quotités et au maximum 5 498 quotités.	114 894	114 894	344 682	10,45%	30%	2 160 007
Total	382 979	382 979	1 148 937	34,82%	100%	7 200 005

Le mode de satisfaction des demandes d'acquisition se fera de la manière suivante :

Pour la catégorie A : Les demandes d'acquisition seront satisfaites au prorata sur la base d'un taux d'allocation, déterminé par le rapport quantité offerte / quantité demandée et retenue. Le reliquat non servi sera réparti par la commission de dépouillement, sans que la part de chaque institutionnel ne dépasse 5% du capital à l'issue de l'opération.

Pour la catégorie B : Les demandes d'acquisition seront satisfaites également par palier jusqu'à l'épuisement des titres alloués à cette catégorie. Les paliers de satisfaction seront fixés par la commission de dépouillement.

En cas d'excédent de titres offerts non demandés par une catégorie, le reliquat sera affecté à l'autre catégorie.

- **Date de la première cotation :**

La date de démarrage de la cotation des titres sur le marché alternatif de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis fera l'objet d'un avis qui sera publié sur le bulletin officiel de la BVMT.

- **Listing Sponsor :**

La société MAC SA, intermédiaire en Bourse, a été désignée par la société « MIP » pour assurer la fonction de Listing Sponsor. Elle aura pour mission d'assister la société pendant son introduction au marché alternatif de la cote de la Bourse et de l'accompagner pour l'accomplissement de ses obligations légales et réglementaires d'informations périodiques et permanentes et ce, pendant au moins les deux exercices suivant son introduction.

Cette mission pourrait être prolongée dans le cas où il n'y aurait pas eu transfert de cotation de MIP sur le marché principal de la cote de la Bourse. En cas de résiliation du mandat, pour quelque motif que ce soit, la société MIP doit, sans délai, désigner un nouveau Listing Sponsor. Le Conseil du Marché Financier doit être informé de toute désignation.

- **Contrat de liquidité :**

Un contrat de liquidité pour une période d'une année à partir de la date d'introduction est établi entre MENA CAPITAL PARTNERS « MCP », intermédiaire en Bourse et les deux actionnaires de référence M. Mehdi CHERIHA et M. Mohamed Hédi CHERIHA portant sur 6,94% du produit de l'Offre à Prix Ferme, soit un montant de 250 000 dinars et 53 192 titres.

- **Régulation du cours boursier :**

Les actionnaires de la société MIP se sont engagés, après l'introduction de la société en Bourse, à obtenir lors de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire de la société, les autorisations nécessaires pour la régulation du cours boursier et ce, conformément à l'article 19 nouveau de la loi n°94-117 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du marché financier.

Le contrat de régulation sera confié à MENA CAPITAL PARTNERS « MCP », intermédiaire en Bourse.

- **Prise en charge des titres par la STICODEVAM :**

La STICODEVAM a attribué en date du 12/03/2014 aux actions anciennes de la société MIP le code ISIN TN0007660012.

La société MIP s'engage à demander la prise en charge de ses actions nouvelles et anciennes par la STICODEVAM dès la réalisation définitive de l'augmentation du capital en numéraire.

Ainsi, les opérations de règlement et livraison seront assurées par cette dernière.

Le registre des actionnaires sera tenu par MENA CAPITAL PARTNERS « MCP », intermédiaire en Bourse.

- **Admission des actions de la société MIP au marché alternatif de la cote de la Bourse :**

La société MIP a demandé l'admission au marché alternatif de la cote de la Bourse de Tunis de la totalité des actions ordinaires y compris celles objet de la présente Offre, toutes de même catégorie, de nominal 1 dinar et composant la totalité de son capital.

La Bourse a donné en date du 25 février 2014 son accord de principe quant à l'admission des actions de la société MIP au marché alternatif de la cote de la Bourse de Tunis.

L'admission définitive des 4 398 937 actions de nominal 1 dinar chacune, composées de 3 250 000 actions anciennes et 1 148 937 actions nouvelles à émettre, reste toutefois tributaire de l'accomplissement des formalités suivantes :

- ✓ Présentation du prospectus d'admission visé par le Conseil du Marché Financier ;
- ✓ Justification de la diffusion dans le public des 34,8% du capital auprès d'au moins 100 actionnaires ou cinq institutionnels au plus tard le jour de l'introduction.

Au cas où la présente offre aboutirait à des résultats concluants, l'introduction des actions MIP se fera au marché alternatif de la cote de la Bourse, au cours de 4,7 dinars l'action et sera ultérieurement annoncée dans les bulletins officiels de la BVMT et du CMF.

MCP, intermédiaire en Bourse, est chargée de la réalisation de la présente offre.

Chapitre 1. Responsable du prospectus et responsable du contrôle des comptes

1.1. Responsable du prospectus

Monsieur Mehdi CHERIHA

Président Directeur Général de la Société MIP

1.2. Attestation du responsable du prospectus

« A notre connaissance, les données du présent prospectus sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leurs jugements sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de l'émetteur ainsi que sur les droits attachés aux titres offerts. Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée. »

Monsieur Mehdi CHERIHA

Président Directeur Général de la Société MIP



MIP
Maghreb International Publicité
Rue de l'Energie Solaire
Imp. 5 - Z.I. Charguia 1 - Tunis
Tél : 71 112 300 - Fax: 71 112 301

1.3. Responsable du contrôle des comptes

Etats financiers individuels relatifs aux exercices 2010 et 2011

Néjib MARRAKCHI, expert-comptable, membre de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie.

Adresse : Immeuble TAMAYOUZ – Bureau « E3 »- Centre Urbain Nord- 1082 Tunis- Mahrajène

Etats financiers individuels relatifs à l'exercice 2012

Auditing & Consulting Company, société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie, représentée par Monsieur Néjib MARRAKCHI.

Adresse : 51 bis rue Tarek Ibn Zied – Mutuelle ville - Tunis

Etats financiers consolidés du groupe MIP relatifs à l'exercice 2012

Auditing & Consulting Company, société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie, représentée par Monsieur Néjib MARRAKCHI.



Adresse : 51 bis rue Tarek Ibn Zied – Mutuelle ville – Tunis

Etats financiers intermédiaires arrêtés au 30/06/2013

Auditing & Consulting Company, société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie, représentée par Monsieur Néjib MARRAKCHI.

Adresse : 51 bis rue Tarek Ibn Zied – Mutuelle ville - Tunis

Opinion sur les états financiers individuels arrêtés au 31 décembre 2010:

Les états financiers individuels de la société MIP relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2010 ont fait l'objet d'un audit effectué par l'Expert-Comptable Monsieur Néjib MARRAKCHI, selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Le commissaire aux comptes a émis l'opinion suivante :

« Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

- La société a fait l'objet au cours de l'exercice 2009 d'un contrôle fiscal approfondi qui s'est dénoué par une taxation d'office d'une somme de deux cent onze mille huit cent vingt cinq dinars. La société s'est opposée à cette taxation mais l'affaire a été perdue en première instance.

Sur le plan comptable, aucune provision n'a été constatée au titre de ce redressement.

Opinion

A notre avis et sous réserve de l'observation ci-dessus mentionnée, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de la société MAGHREB INTERNATIONAL PUBLICITE « MIP » au 31 décembre 2010, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables tunisiennes.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance, avec les états financiers des informations données dans le rapport de gestion du gérant et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels. »

Opinion sur les états financiers individuels arrêtés au 31 décembre 2011:

Les états financiers individuels de la société MIP relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2011 ont fait l'objet d'un audit effectué par l'Expert-Comptable Monsieur Néjib MARRAKCHI, selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Le commissaire aux comptes a émis l'opinion suivante :

« Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

- La société a fait l'objet au cours de l'exercice 2009 d'un contrôle fiscal approfondi qui s'est dénoué par une taxation d'office d'une somme de deux cent onze mille huit cent vingt cinq dinars. La société s'est opposée à cette taxation mais l'affaire a été perdue en première instance.

Sur le plan comptable, aucune provision n'a été constatée au titre de ce redressement.

Opinion

A notre avis et sous réserve de l'observation ci-dessus mentionnée, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de la société MAGHREB INTERNATIONAL PUBLICITE « MIP »

au 31 décembre 2011, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour la situation arrêtée à cette date, conformément aux normes comptables tunisiennes.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance, avec les états financiers des informations données dans le rapport de gestion du gérant et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels. »

Opinion sur les états financiers individuels arrêtés au 31 décembre 2012:

Les états financiers individuels de la société MIP relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2012 ont fait l'objet d'un audit effectué par le cabinet Auditing & Consulting Company représenté par Monsieur Néjib MARRAKCHI, selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Le commissaire aux comptes a émis l'opinion suivante :

« Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

- La société a fait l'objet au cours de l'exercice 2009 d'un contrôle fiscal approfondi qui s'est dénoué par une taxation d'office d'une somme de deux cent onze mille huit cent vingt cinq dinars. La société s'est opposée à cette taxation mais l'affaire a été perdue en première instance.

Sur le plan comptable, aucune provision n'a été constatée au titre de ce redressement.

Opinion

A notre avis et sous réserve de l'observation ci-dessus mentionnée, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de la société MAGHREB INTERNATIONAL PUBLICITE « MIP » au 31 décembre 2012, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour la situation arrêtée à cette date, conformément aux normes comptables tunisiennes.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance, avec les états financiers des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels. »

Opinion sur les états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2012:

Les états financiers consolidés du groupe MIP relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2012 ont fait l'objet d'un audit effectué par le cabinet Auditing & Consulting Company représenté par Monsieur Néjib MARRAKCHI, selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Le commissaire aux comptes a émis l'opinion suivante :

« 5- La société « MIP » a fait l'objet au cours de l'exercice 2009 d'un contrôle fiscal approfondi qui s'est dénoué par une taxation d'office d'une somme de deux cent onze mille huit cent vingt cinq dinars. La société s'est opposée à cette taxation mais l'affaire a été perdue en première instance.

- La société « MIME » a fait l'objet au cours de l'exercice 2010 d'un contrôle fiscal approfondi qui s'est dénoué par une taxation d'un montant de trois cent dix neuf mille cinq cent quatre vingt deux dinars. La société s'est opposée à cette taxation.

Sur le plan comptable, aucune provision au titre de ces redressements n'a été constatée au niveau des états financiers de chacune de ces deux sociétés.

6- A notre avis, et sous réserve de la remarque formulée au niveau du paragraphe 5 ci-dessus, les états financiers consolidés, tels qu'ils sont annexés, sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle de la situation financière, du résultat des opérations et des mouvements de trésorerie pour l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation pour l'exercice clos au 31 décembre 2012, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

7- Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi et les normes professionnelles.

Sur la base de ces vérifications, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers consolidés des informations d'ordre comptable données dans le rapport de gestion du groupe au titre de l'exercice 2012. »

Avis sur les états financiers intermédiaires arrêtés au 30 juin 2013:

Les états financiers intermédiaires de la société MIP arrêtés au 30 juin 2013, ont fait l'objet d'un audit effectué par le cabinet Auditing & Consulting Company représenté par Monsieur Néjib MARRAKCHI. Le commissaire aux comptes a émis l'avis suivant :

« Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

- La société a fait l'objet au cours de l'exercice 2009 d'un contrôle fiscal approfondi qui s'est dénoué par une taxation d'office d'une somme de deux cent onze mille huit cent vingt cinq dinars. La société s'est opposée à cette taxation mais l'affaire a été perdue en première instance.

Sur le plan comptable, aucune provision n'a été constatée au titre de ce redressement.

- La société a procédé à la date du 25 juin 2013 à l'augmentation du capital par incorporation de la réserve spéciale d'investissement. Cette opération risque d'entraîner la déchéance des dégrèvements fiscaux déjà obtenus et s'élevant à deux cent soixante dix mille dinars.

Sur le plan comptable, aucune provision n'a été constatée au titre de ce risque.

Opinion

A notre avis et sous réserve des observations ci-dessus mentionnées, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de la société MAGHREB INTERNATIONAL PUBLICITE « MIP » au 30 juin 2013, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour la situation arrêtée à cette date, conformément aux normes comptables tunisiennes. »

1.4. Attestation du commissaire aux comptes

« Nous avons procédé à la vérification des informations financières et des données comptables figurant dans le présent prospectus en effectuant les diligences que nous avons estimées nécessaires selon les normes de la profession. Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la régularité des informations financières et comptables présentées ».

Le commissaire aux comptes

Néjib MARRAKCHI

AUDITING & CONSULTING COMPANY
Néjib MARRAKCHI
Société d'Expertise Comptable
Inscrite au Tableau de l'Ordre

1.5. Attestation de l'intermédiaire en bourse chargé de l'opération

« Nous attestons avoir accompli les diligences d'usage pour s'assurer de la sincérité du présent prospectus. »

MENA Capital Partners

Khalil BEN AMMAR

Directeur Général



1.6. Attestation du Listing Sponsor

« En notre qualité de Listing Sponsor, désigné par la société, nous confirmons avoir procédé à une appréciation de l'évaluation de la société et avoir effectué, en vue de l'opération projetée par ladite société, les diligences professionnelles d'usage.

Ces diligences ont notamment pris la forme de la vérification des documents produits par la société ainsi que d'entretiens avec des membres de sa direction et de son personnel, conformément aux dossiers-types annexés à la décision générale du Conseil du Marché Financier n°10 relative aux conditions d'exercice de l'activité de Listing Sponsor.

Par ailleurs, nous attestons avoir fourni à la société toute information relative aux obligations légales et réglementaires découlant de son opération d'introduction au marché Alternatif de la cote de la Bourse, que la société satisfait aux conditions d'introduction à ce marché et qu'elle a les moyens nécessaires afin de respecter ses obligations d'informations spécifiques et permanentes.

Nous attestons conformément à la réglementation en vigueur, que les diligences ainsi accomplies n'ont révélé dans le contenu du prospectus aucune inexactitude ni aucune omission significative de nature à induire l'investisseur en erreur ou à fausser son jugement.

Cette attestation est délivrée sur la base des documents et renseignements qui nous ont été fournis par la société et que nous avons présumés exhaustifs, véridiques et sincères.

Cette attestation ne constitue pas une recommandation de notre part de souscrire aux titres de la société, ni ne saurait se substituer aux autres attestations ou documents délivrés par elle et/ou son commissaire aux comptes. »

MAC SA

Mourad BEN CHAABANE

Directeur Général Adjoint



1.7. Responsable de l'information

Bilel CHAABENE

Directeur Général Adjoint de la société « MIP »

Rue de l'énergie, impasse N°5 – 2035, Z.I Chargaia I - Tunis

Tél: +216 71 112 300

Fax : +216 71 112 301

E-mail : contact@mip.com.tn



La notice légale est publiée au JORT N°54 du 06/05/2014



Chapitre 2. Renseignements concernant l'opération

2.1. Caractéristiques et modalités de l'opération

2.1.1. Contexte et objectifs de l'opération

Dans le cadre d'une stratégie de croissance axée sur l'expansion de son activité principale qu'est l'affichage publicitaire, ainsi que dans le but de développer ses activités sur des marchés et secteurs à fort potentiel, la société MIP a mis en place un plan d'investissement sur les 5 prochaines années.

Afin de financer ce plan d'investissement, une augmentation de capital via l'introduction de la société au marché alternatif de la cote de la Bourse a été décidée. Le but de cette augmentation est de :

- Consolider la position du groupe de leader sur le marché de l'affichage urbain en investissant dans l'expansion du parc de panneaux d'affichage ;
- Développer la présence du groupe sur des secteurs prometteurs (Photovoltaïque, Equipement LED, etc.) ;
- Renforcer les fonds propres du groupe afin de soutenir la stratégie d'expansion en maintenant une structure financière saine ;
- Bénéficier des avantages fiscaux liés à une ouverture du capital de la société à hauteur de plus de 30% ;
- Faciliter l'accès à d'autres sources de financement moins coûteuses sur le marché financier.

2.1.2. Décisions ayant autorisé l'opération

Sur proposition du Conseil d'Administration du 06/11/2013, l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 08/11/2013 a décidé d'introduire la société sur le marché alternatif de la cote de la Bourse, à travers une augmentation de capital par Appel Public à l'Epargne.

L'Assemblée Générale Extraordinaire a donné tous les pouvoirs au Conseil d'Administration pour accomplir toutes les procédures et formalités nécessaires à la finalisation de l'introduction de la société MIP au marché alternatif et pour fixer les modalités de cette introduction.

Autorisation d'augmentation du capital

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 25/01/2014 a décidé d'augmenter le capital social pour le porter de 3 250 000 dinars à 4 398 937 dinars et ce, par la création et l'émission de 1 148 937 actions nouvelles à souscrire en numéraire d'une valeur nominale de 1 dinar. Le prix d'émission a été fixé à 4,7 dinars, soit 1 dinar de nominal et 3,7 dinars de prime d'émission à libérer intégralement à la souscription.

Droit préférentiel de souscription

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 25/01/2014 a décidé de réserver l'intégralité de l'augmentation du capital projetée à de nouveaux souscripteurs. En conséquence de cette décision, les anciens actionnaires ont renoncé à leurs droits préférentiels de souscription dans ladite augmentation de capital au profit de nouveaux souscripteurs. Cette renonciation s'est traduite par la suppression de ces droits préférentiels de souscription pour la totalité de l'augmentation du capital.

2.1.3. Actions offertes au public

L'introduction de la société MIP au marché alternatif de la cote de la Bourse s'effectuera par la mise sur le marché de 1 531 916 actions d'une valeur nominale de 1 dinar chacune, représentant 34,82% du capital de la société, après augmentation, au prix de 4,7 dinars, et ce dans le cadre d'une Offre à Prix Ferme de 1 531 916 actions portant sur :

- 1 148 937 actions nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital de la société représentant 26,12% du capital après réalisation de cette augmentation ; et
- 382 979 actions anciennes à céder par des anciens actionnaires, représentant 8,71% du capital après réalisation de ladite augmentation.

En réponse à l'offre, les intéressés souscriront exclusivement à des quotités d'actions. Chaque quotité est composée de trois (3) actions nouvelles à souscrire en numéraire et d'une (1) action ancienne à acheter. Ainsi, l'offre porte sur l'acquisition par le public de 382 979 quotités.

2.2. Le prix de l'offre et sa justification

Le prix de l'action de la société MIP a été fixé dans le cadre de la présente offre à 4,7 dinars, tous frais, commissions, courtages et taxes compris.

L'évaluation de l'action de la société MIP a été effectuée par l'intermédiaire en Bourse MENA CAPITAL PARTNERS « MCP », sur la base des états financiers certifiés au 31/12/2012 et sur la base d'un business plan consolidé de la période s'étalant de 2013 à 2017, approuvé par le Conseil d'Administration de MIP du 01/04/2014 et examiné par le commissaire aux comptes de la société.

2.2.1. Choix des méthodes d'évaluation

L'évaluation de la société MIP a été effectuée selon les trois méthodes suivantes jugées les plus pertinentes par l'évaluateur :

- La méthode des Discounted Cash Flow (DCF) ;
- La méthode de Bates ;
- La méthode de l'Economic Value Added (EVA).

2.2.2. Coût du capital

Le coût du capital est le taux de rentabilité minimum que doit générer l'entreprise afin que celle-ci puisse satisfaire à la fois l'exigence de rentabilité des actionnaires (le coût des fonds propres) pour

son profil de risque et l'exigence de rentabilité des créanciers (qui est le coût de l'endettement net). Le coût de capital est donc le coût de financement global de l'entreprise.

Le coût des fonds propres a été déterminé sur la base du modèle d'évaluation des actifs financiers (CAPM) tel que :

$$I = R_f + \beta (R_m - R_f) \text{ avec:}$$

R_f = taux sans risque approché par celui des bons de trésor à long terme;

R_m = rendement moyen du marché; et

β = le coefficient de sensibilité qui mesure le risque spécifique de l'actif en question (risque spécifique de l'entreprise).

2.2.3. Choix du taux d'actualisation

Le taux d'actualisation est calculé par le recours à l'approche du Coût Moyen Pondéré du Capital (CMPC). En effet, pour un actif qui aurait été financé en partie par des fonds propres et de la dette, le coût global du capital (coût des capitaux engagés) sera un coût moyen pondéré du coût des fonds propres et du coût de la dette (net d'impôt), en fonction du poids respectif de chaque type de financement.

On aura :
$$CMPC = (V_{fp} / (V_{fp} + V_{nd})) * I + (V_{nd} / (V_{fp} + V_{nd})) * I_d * (1-t)$$

avec :

V_{fp} = Valeur des fonds propres ;

V_{nd} = Valeur de la dette nette ;

I = Coût du capital ;

I_d = Taux d'intérêt de la dette ;

t = Taux d'impôt.

Pour le calcul du taux d'actualisation de la société MIP, les paramètres suivants ont été retenus :

Calcul du CMPC

Taux sans risque	6,32%
Prime de risque	7,00%
Béta sans dettes	0,95
Béta endetté	2,03
Coût du Capital	20,57%
Taux d'intérêt	7,00%
Coût de la dette	4,90%
Dettes Nettes / (capitaux propres + Dettes Nettes)	61,99%
CMPC	10,85%

- Le taux sans risque de 6,32% correspond à la rémunération des BTA (Bons de Trésor Assimilables) sur une période de 12 ans¹ ;
- Un rendement de marché de 13,32% ;
- Une prime de risque marché conséquente de 7,00% ;
- Un β désendetté de 0,95 déterminé sur la base d'un β sectoriel de (0,87²), augmentée d'une prime supplémentaire de 9,20%.

2.2.4. Ajustements

Suite aux travaux de due diligence effectués par le cabinet « AMC Ernst & Young » qui ont fait ressortir un ajustement de (- 3 760 kDT), les actionnaires de la société MIP ont décidé de faire une augmentation de capital de 2 000 kDT entièrement libérée courant l'année 2013 afin de pallier aux risques soulevés par ces travaux de due diligence (cf. chapitre 3 page 46 « évolution du capital social »).

Le calcul de l'endettement net³ à fin 2012 tient compte des ajustements relatifs aux travaux de due diligence ainsi que de l'augmentation de capital qui a permis d'injecter 2 MDT au niveau de la trésorerie de la société.

Les principaux ajustements de la dette financière nette ont trait aux aspects suivants :

- ✓ La prise en compte des provisions pour risques fiscaux et sociaux identifiés par les travaux de la due diligence fiscale et sociale ;
- ✓ La prise en compte de l'encours des effets escomptés et non échus à la clôture de l'exercice 2012 ;
- ✓ La prise en compte des dettes fournisseurs d'immobilisations ;
- ✓ La prise en compte du passif à payer au titre des contrôles fiscaux subis par les sociétés du groupe ;
- ✓ La prise en compte des dettes fiscales échues et non encore payées ;
- ✓ La prise en compte de la provision pour départ à la retraite.

2.2.5. Méthode des Discounted Cash Flows (DCF)

La méthode des DCF considère que la valeur globale de l'entreprise est égale à la valeur actuelle des flux de trésorerie libres (FCF : « Free Cash Flows ») générés dans le futur. Les « cash flows » libres de l'entreprise sont constitués des flux liés à l'exploitation et à l'investissement. Cette méthode constitue la référence en matière d'évaluation et se prête davantage aux contextes de transactions des parts majoritaires ou de prise de participations substantielles.

Formellement on aura : $V = \sum [CF_k / (1+t)^k] + V_n / (1+t)^n$ avec $k : 1 \text{ à } n$

¹ Taux actuariel de l'adjudication de BTA du 10 octobre 2013

² Source : Damodaran

³ Endettement net ajusté = endettement net à fin 2012 (9 135 kDT) - 2 000 kDT + 3 760 kDT = 10 895 kDT

Avec :

V = Valeur globale de l'entreprise à l'instant 0 ;

CF_k = le « cash-flow » libre de l'année k ;

t = Taux d'actualisation des flux futurs, soit le CMPC ;

V_n = Valeur résiduelle de l'entreprise.

Les hypothèses de la méthode des DCF se présentent comme suit :

DCF (en kDT)	2012	2013e	2014p	2015p	2016p	2017p
Revenus	13 594	11 092	13 391	17 475	21 008	23 000
Croissance des revenus		-18,4%	20,7%	30,5%	20,2%	9,5%
EBIT	1 067	230	1 521	3 527	5 326	6 098
Marge de l'EBIT (%)	7,8%	2,1%	11,4%	20,2%	25,4%	26,5%
BFR	936	289	(890)	(1 361)	(1 965)	(2 051)
BFR/Revenus (%)	7%	3%	-7%	-8%	-9%	-9%
Variation du BFR		(647)	(1 179)	(471)	(604)	(86)
EBIT après impôts	853	161	1 217	2 822	4 261	4 879
Amortissements	1 168	1 510	1 461	1 279	1 073	1 089
- Investissements	(4 622)	(1 505)	(1 218)	(2 378)	(2 970)	(2 053)
-Variation du BFR		647	1 179	471	604	86
Free cash-flow	(2 602)	813	2 638	2 194	2 968	4 000
Free cash-flow actualisé	(2 602)	733	2 147	1 611	1 965	2 389

e : estimé

p : prévisionnel

La valeur terminale a été estimée sur la base d'un taux de croissance annuel moyen g de 1,5% selon la formule suivante :

$$\text{Valeur résiduelle} = \frac{\text{Cash-flow actualisé} \times (1+g)}{t - g}$$

Le cash-flow actualisé utilisé pour le calcul de la valeur résiduelle correspond à la moyenne des free cash-flow de 2016 et de 2017.

DCF	
Cash Flows actualisés en kDT	8 846
+ Valeur terminale en kDT	22 581
=Valeur de l'entreprise en kDT	31 427
- Dette nette 2012 ajustée* en kDT	-10 895
Immobilisations financières en kDT	71
- Intérêts minoritaires	-88
Valeur des CP post money	20 514
Augmentation de capital	-5 400
Valeur des capitaux propres pré money en kDT	15 114
Nombre d'actions anciennes	3 250 000
Valeur de l'action en DT	4,651

* ajustée des travaux de due diligence et de l'augmentation du capital

La valeur des actions de la société obtenue serait de 20,514 millions de dinars. Cette valeur (post-money) tient compte de l'augmentation de capital prévue de 5,4 millions de dinars qui financera en partie le développement envisagé de la société. La valorisation pré-money des capitaux propres, selon la méthode DCF, est de **15,114 millions de dinars**, soit un prix de **4,651 dinars** par action.

L'évaluateur a, par ailleurs, effectué les tests de sensibilité de la valeur au Coût Moyen Pondéré du Capital (CMPC) et à la croissance à l'infini (g), les résultats correspondants sont récapitulés dans le tableau ci-après :

		CMPC				
		12,35%	11,60%	10,85%	10,10%	9,35%
g	1,00%	2,909	3,538	4,266	5,114	6,117
	1,25%	3,042	3,696	4,453	5,340	6,394
	1,50%	3,182	3,861	4,651	5,580	6,689
	1,75%	3,328	4,034	4,859	5,833	7,002
	2,00%	3,481	4,217	5,079	6,103	7,337

2.2.6. Méthode de BATES

Le modèle de Bates part de la formule de Gordon Shapiro en introduisant plusieurs périodes successives où les dividendes vont croître à un taux constant, et une valeur terminale (ou valeur résiduelle) qui limite ainsi l'horizon des prévisions.

$$V = (D1 / (1+I)) + (D2 / (1+I)^2) + \dots + (DP / (1+I)^P) + \dots + (Vt / (1+I)^t)$$

I = taux d'intérêt attendu

DP = dividende de l'année P

Vt = la valeur résiduelle à l'année t.

Le modèle de Bates permet ainsi de calculer un prix d'achat d'une action à travers un PER d'entrée, considérant un « trend » de croissance attendu des dividendes (ou des résultats et d'un « payout » ; un taux de distribution des bénéfices), un taux d'intérêt attendu et surtout un objectif de revente à terme, (à travers un PER de sortie).

On peut ainsi présenter une formule réduite : **PN = P0 * A - d * B**, où

PN est le PER de sortie, lorsque l'action est revendue après une certaine période.

P0 est le niveau du PER actuel, niveau auquel peut s'acheter maintenant l'action.

A et B sont des coefficients qui sont tirés historiquement des tables de Bates. Ce sont en fait des coefficients d'actualisation dépendants du taux de croissance des bénéfices par action sur l'horizon des prévisions, et du taux d'intérêt attendu.

$$A = ((1+I) / (1+g))^n$$

$$B = ((1+g)/(g-I)) \times (1-A)$$

Avec :

I = le coût du capital ;

g = le taux de croissance des bénéfices ;

d = le taux de distribution des bénéfices ;

Bates	
PER de Sortie	14,0
Coût du capital	20,6%
Croissance des bénéfices (2012-2017)	83,7%
Période considérée	5
A	0,1
B	2,6
Taux de Distribution des Dividendes	50,0%
PER 2012	125,6
- Ajustement des travaux de DD	-3 760
Valeur des fonds propres en mDT	22 928
Augmentation du capital	-5 400
Valeur des fonds propres avant aug.	17 528
Nombre d'actions	3 250 000
Valeur de l'action en DT	5,393

La valeur pré-money des fonds propres de MIP selon la méthode de Bates est estimée à **17,528 millions de dinars**, soit un prix de **5,393 dinars** par action.

L'évaluateur a, par ailleurs, effectué les tests de sensibilité de la valeur au PER de sortie et au taux de distribution des dividendes, les résultats correspondants sont récapitulés dans le tableau ci-après :

		PER de sortie				
		10	12	14	16	18
Taux de distribution	30,00%	2,969	4,044	5,119	6,194	7,269
	40,00%	3,106	4,181	5,256	6,331	7,406
	50,00%	3,243	4,318	5,393	6,468	7,543
	60,00%	3,381	4,456	5,531	6,606	7,681
	70,00%	3,518	4,593	5,668	6,743	7,818

2.2.7. Méthode de l'ECONOMIC VALUE ADDED (EVA)

La méthode de la valeur économique ajoutée (EVA) est utilisée pour mesurer la création de valeur au cours de la période future. Cette valeur est obtenue en multipliant les capitaux investis en début de période par la différence entre le ROCE (Return On Capital Employed) et le coût global du capital (CMPC).

La valeur économique ajoutée est liée à la valeur actuelle. En effet, une fois les EVA annuelles prévisionnelles calculées, elles sont actualisées sur la base du coût moyen pondéré du capital.

La première étape consiste à déterminer les capitaux investis sur les années futures qui correspondent à la somme des capitaux propres et de l'endettement de l'entreprise et de calculer ensuite l'EVA en multipliant les capitaux investis par la différence entre la rentabilité économique après impôt des capitaux investis et le coût moyen pondéré du capital.

EVA (en kDT)	2012	2013e	2014p	2015p	2016p	2017p
Résultat net	213	-503	796	2 555	3 784	4 451
EBIT	1 067	230	1 521	3 527	5 326	6 098
Taux d'impôt		30%	20%	20%	20%	20%
EBIT(1-t)	1 067	161	1 217	2 822	4 261	4 879
FP	2 374	2 674	8 867	11 204	14 244	17 299
Endettement net	9 135	7 222	-393	-2 102	-3 849	-6 025
EVA	-183	-913	297	1 834	3 133	3 655
EVA actualisé	(183)	(824)	241	1 346	2 074	2 183

e : estimé

p : prévisionnel

La valeur terminale est déterminée en considérant l'hypothèse de continuité de l'exploitation avec un taux de croissance à l'infini constant g. L'évaluateur a retenu un taux de croissance de 1,5%.

EVA	
MVA*	5 022
Valeur terminale	23 691
Capitaux investis	11 510
=Valeur de l'entreprise en kDT	40 222
- Dette nette 2012 ajustée** en kDT	-10 895
- Intérêts minoritaires	-88
Valeur des CP post money	29 238
Augmentation de capital	-5 400
Valeur des capitaux propres pré money en kDT	23 838
Nombre d'actions anciennes	3 250 000
Valeur de l'action en DT	7,335

(*) MVA est la Market Value Added, c'est la somme des EVA actualisés au CMPC

(**) ajustée des travaux de due diligence et de l'augmentation du capital

La valeur des fonds propres de MIP selon la méthode EVA serait avant l'augmentation de capital estimée à **23,838 millions de dinars**⁴, soit un prix de **7,335 dinars** par action.

L'évaluateur a, par ailleurs, effectué un test de sensibilité sur la base du Coût Moyen Pondéré du Capital (CMPC) et du taux de croissance à l'infini (g), il en ressort ce qui suit :

		CMPC				
		12,35%	11,60%	10,85%	10,10%	9,35%
g	1,00%	5,122	5,960	6,931	8,067	9,414
	1,25%	5,255	6,121	7,128	8,310	9,718
	1,50%	5,395	6,291	7,335	8,567	10,041
	1,75%	5,541	6,468	7,553	8,839	10,386
	2,00%	5,694	6,655	7,784	9,128	10,754

2.2.8. Synthèse de l'évaluation

Les résultats des travaux d'évaluation sont résumés dans le tableau suivant :

⁴ La valeur des capitaux propres avant l'augmentation du capital en utilisant l'approche de l'actif économique est égale à 23,834 millions de dinars

Méthode	Valeur titre	Pondération
DCF	4,651	60%
Bates	5,393	20%
EVA	7,335	20%
Moyenne pondérée	5,336	100%
Valeur retenue de l'action	5,336	
Décôte Commerciale	11,9%	
Valeur recommandée par action (IPO)	4,700	

La valeur moyenne ressort ainsi à **5,336 dinars** par action, soit une valeur des capitaux propres de **17,342 millions de dinars**.

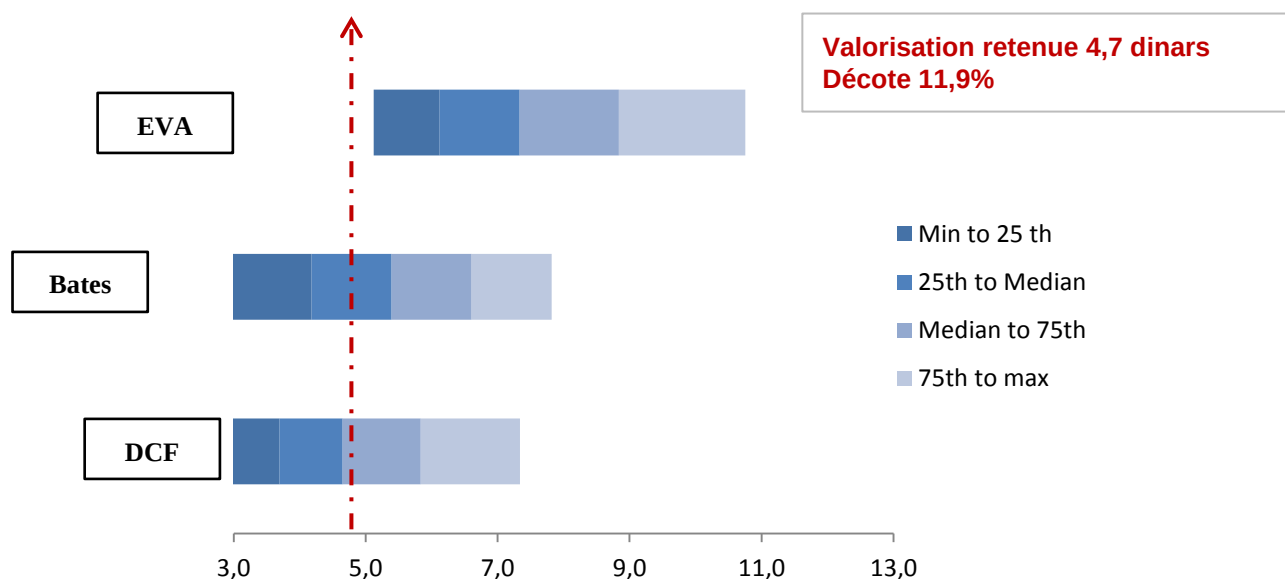
Afin de tenir compte de la dilution du capital à l'issue de cette opération, l'évaluateur a recommandé une décote de **11,9%** sur la valeur moyenne, soit une valeur de **4,7 dinars** par action et une valeur des capitaux propres de **15,275 millions de dinars**.

2.2.9. Le prix proposé

Le prix proposé est de 4,700 dinars par action. Il correspond à une valorisation de la société, hors effet de l'augmentation du capital, de 15,275 millions de dinars, soit une décote de 11,9% par rapport à la valeur moyenne pondérée de l'évaluation telle que déterminée ci-dessus.

Ce prix correspond à :

- Une valorisation par rapport à l'actif net comptable au 31/12/2012 de 6,4 fois ;
- Un PER de 71,9 fois le bénéfice de 2012 ;
- Un rapport Prix de l'action/marge brute d'autofinancement de 1106% en 2012 ;
- Un rapport Prix de l'action/marge brute d'autofinancement de 1517% en 2013 ;
- Un rapport Prix de l'action/Free Cash-Flow de -5,87 en 2012 ;
- Un rapport Prix de l'action/Free Cash-Flow de 18,79 en 2013.



2.3. Transactions récentes

Néant

2.4. Répartition du capital et des droits de vote avant et après l'offre

Actionnaires	Nationalité	Capital avant l'offre		Capital après l'offre			
		Nombre d'actions	Taux	Actions anciennes à céder au public	Actions nouvelles à souscrire par le public	Nombre d'actions après l'offre	Taux
Mehdi CHERIHA	Tunisienne	1 625 773	50,024%	191 489		1 434 284	32,605%
Mohamed Hédi CHERIHA	Tunisienne	1 623 262	49,947%	191 490		1 431 772	32,548%
Sabri CHERIHA	Tunisienne	357	0,011%			357	0,008%
Ahmed Amen Allah CHERIHA	Tunisienne	357	0,011%			357	0,008%
Sarah CHERIHA	Tunisienne	179	0,006%			179	0,004%
DISMATIC	Tunisienne	36	0,001%			36	0,001%
MED COM	Tunisienne	36	0,001%			36	0,001%
Public		0	0,000%		1 148 937	1 531 916	34,825%
Total		3 250 000	100,000%	382 979	1 148 937	4 398 937	100,000%

2.5. Modalités de paiement du prix

Pour la présente Offre, le prix de l'action de la société MIP, tous frais, commissions, courtages et taxes compris a été fixé à 4,7 dinars.

Le règlement des demandes d'acquisition par les donneurs d'ordres désirant acquérir des quotités d'actions de la société MIP, dans le cadre de l'Offre à Prix Ferme, s'effectue au comptant auprès des intermédiaires en Bourse au moment du dépôt de la demande. En cas de satisfaction partielle de la demande d'acquisition, le solde sera restitué, sans frais, ni intérêts au donneur d'ordre dans un délai ne dépassant pas les trois (3) jours ouvrables à compter du jour de la déclaration du résultat de l'Offre à Prix Ferme.

2.6. Période de validité de l'offre

L'Offre à Prix Ferme est ouverte au public du 20/05/2014 au 05/06/2014 inclus.

2.7. Date de jouissance des actions

Les actions anciennes et nouvelles porteront jouissance à partir du 1er janvier 2013.

2.8. Etablissements domiciliaires

Tous les intermédiaires en Bourse sont habilités à recueillir, sans frais, les demandes d'acquisition des quotités d'actions de la société MIP exprimées dans le cadre de la présente Offre (voir la liste des intermédiaires en Bourse en annexe).

Le jour de dénouement de l'offre, le montant de l'augmentation de capital est versé dans le compte indisponible n° 20 005 0522399922163 71 ouvert auprès de la Banque Tuniso-Koweitienne, Agence Centre Urbain Nord, conformément à l'état de dénouement espèces de la STICODEVAM.

2.9. Mode de placement, modalités et délais de délivrance des titres

L'opération proposée porte sur une Offre à Prix Ferme de 1 531 916 actions dont 382 979 actions anciennes à céder par des actionnaires actuels⁵ et 1 148 937 actions nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation du capital social réservée au public, ce qui correspond à un pourcentage de diffusion auprès de public de 34,82% après réalisation de l'augmentation, telle que décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 25/01/2014.

Le placement s'effectuera en termes de quotités d'actions composées chacune d'une (1) action ancienne et trois (3) actions nouvelles, portant sur un total de 382 979 quotités offertes, correspondant à 382 979 actions anciennes et 1 148 937 actions nouvelles.

Les quotités offertes dans le cadre de l'Offre à Prix Ferme seront réparties en deux (2) catégories:

⁵ M. Mehdi CHERIHA (191 489 actions) et M. Mohamed Hédi CHERIHA (191 490 actions)

Catégorie A :

268 085 quotités offertes représentant 70% de l'OPF, soit 804 255 actions nouvelles et 268 085 actions anciennes, réservées aux institutionnels tunisiens et/ou étrangers sollicitant au minimum 265 quotités et au maximum 54 986 quotités, soit au plus 5% du capital social après augmentation du capital.

Les OPCVM acquéreurs de quotités dans cette catégorie doivent respecter les dispositions légales notamment celles régissant les ratios prudentiels tel que défini au niveau de l'article 29 de la loi n° 2001-83 du 24 juillet 2001 portant promulgation du Code des Organismes de Placement Collectif et fixant un maximum de 10% de l'actif net en titres de créance ou de capital émis ou garantis par un même émetteur.

Catégorie B :

114 894 quotités offertes représentant 30% de l'OPF, soit 344 682 actions nouvelles et 114 894 actions anciennes, réservées aux personnes physiques et/ou morales, Tunisiennes et/ou étrangères autres que les institutionnels sollicitant au minimum 53 quotités et au maximum 5 498 quotités, soit au plus 0,5% du capital social après augmentation du capital.

Les demandes d'acquisition doivent être nominatives et données par écrit aux intermédiaires en Bourse. Ces demandes doivent préciser obligatoirement le numéro, l'heure et la date de dépôt, la quantité de quotités demandée et l'identité complète du demandeur.

L'identité complète du demandeur comprend :

- Pour les personnes physiques majeures tunisiennes : le nom, le prénom, la nature et le numéro de la pièce d'identité nationale,
- Pour les personnes physiques mineures tunisiennes : le nom, le prénom, la date de naissance ainsi que la nature et le numéro de la pièce d'identité nationale du père ou de la mère ou du tuteur légal,
- Pour les personnes morales tunisiennes : la dénomination sociale complète et le numéro d'inscription au registre de commerce,
- Pour les OPCVM : La dénomination, les références de l'agrément et l'identité du gestionnaire,
- Pour les institutionnels autres qu'OPCVM : la dénomination sociale complète ainsi que le numéro d'inscription au registre de commerce, s'il y a lieu. Pour les sociétés d'investissement à capital fixe, il y a lieu de faire suivre leur dénomination sociale par SICAF, et les sociétés d'investissement à capital risque par SICAR.
- Pour les étrangers : le nom, le prénom ou la dénomination sociale, la nature et les références des documents présentés.

Toute demande d'acquisition ne comportant pas les indications précitées ne sera pas prise en considération par la commission de dépouillement.

La demande d'acquisition doit porter sur un nombre de quotités qui ne peut être inférieur à 53 quotités correspondant à 159 actions nouvelles et à 53 actions anciennes, ni supérieur à 5 498 quotités correspondant à 16 494 actions nouvelles et à 5 498 actions anciennes pour les non institutionnels⁶ (soit au plus 0,5% du capital social après augmentation du capital), ni inférieur à 265 quotités correspondant à 795 actions nouvelles et 265 actions anciennes, ni supérieur à 54 986 quotités correspondant à 164 958 actions nouvelles et à 54 986 actions anciennes pour les institutionnels (soit au plus 5% du capital social après augmentation du capital).

En tout état de cause, la quantité demandée par demandeur doit respecter la quantité minimale et maximale fixée par catégorie.

En outre, les demandes d'acquisition pour les OPCVM ne peuvent pas porter sur plus de 10% des actifs nets, ayant servi pour le calcul de la dernière valeur liquidative publiée, précédant la date de demande d'acquisition. Tout non-respect de cette condition entraîne la nullité de la demande d'acquisition.

Aucune règle d'antériorité n'est prévue dans la satisfaction des demandes d'acquisitions reçues au cours de la période de validité de l'offre à prix ferme.

Outre la demande d'acquisition qu'elle émet pour son propre compte, une même personne pourra émettre un maximum de :

- Trois (3) demandes d'acquisition à titre de mandataire d'autres personnes. Ces demandes doivent être accompagnées d'un acte de procuration, spécifique à la présente opération, dûment signé et légalisé.
- Un nombre de demandes d'acquisition équivalent au nombre d'enfants mineurs à charge. Ces demandes doivent être accompagnées d'un extrait de naissance.

Tout acquéreur ne peut émettre qu'une seule demande d'acquisition, toutes catégories confondues, déposée auprès d'un seul intermédiaire en Bourse.

En cas de dépôt de plusieurs demandes auprès de différents intermédiaires, seule la première, par le temps, sera acceptée par la commission de dépouillement.

En cas de demandes multiples reproduites chez un même intermédiaire, seule la demande portant sur le plus petit nombre d'actions demandées sera retenue.

Tout intermédiaire chargé du placement des titres est tenu au respect des dispositions énoncées dans le présent chapitre notamment en matière de limitation des mandats et de couverture en fonds des demandes d'acquisition émanant de leurs clients.

L'ensemble des documents cités ci-dessus devra être conservé pour être éventuellement présenté à

⁶ Tels que définis par l'article 39 alinéa 3 du Règlement Général de la Bourse

des fins de contrôle.

2.9.1. Mode de répartition des titres et modalités de satisfaction des demandes d'acquisition

Les actions offertes dans le cadre de l'Offre à Prix Ferme seront réparties en deux (2) catégories :

Catégories	Nombre de quotités	Correspondant à		Répartition en % du capital social après l'opération	Répartition en % de l'OPF	Montant total en dinars
		Nombre d'actions anciennes	Nombre d'actions nouvelles			
Catégorie A : Institutionnels tunisiens et/ou étrangers sollicitant au minimum 265 quotités et au maximum 54 986 quotités.	268 085	268 085	804 255	24,38%	70%	5 039 998
Catégorie B : Personnes physiques et/ou morales, Tunisiennes et/ou étrangères autres que les institutionnels sollicitant au minimum 53 quotités et au maximum 5 498 quotités.	114 894	114 894	344 682	10,45%	30%	2 160 007
Total	382 979	382 979	1 148 937	34,82%	100%	7 200 005

Le mode de satisfaction des demandes d'acquisition se fera de la manière suivante :

Pour la catégorie A : Les demandes d'acquisition seront satisfaites au prorata sur la base d'un taux d'allocation, déterminé par le rapport quantité offerte / quantité demandée et retenue. Le reliquat non servi sera réparti par la commission de dépouillement, sans que la part de chaque institutionnel ne dépasse 5% du capital à l'issue de l'opération.

Pour la catégorie B : Les demandes d'acquisition seront satisfaites également par palier jusqu'à l'épuisement des titres alloués à cette catégorie. Les paliers de satisfaction seront fixés par la commission de dépouillement.

En cas d'excédent de titres offerts non demandés par une catégorie, le reliquat sera affecté à l'autre catégorie.

2.9.2. Transmission des demandes et centralisation

Les intermédiaires en Bourse établissent, par catégorie, les états des demandes d'acquisition reçues de leurs clients dans le cadre de l'Offre à Prix Ferme. Les intermédiaires en Bourse transmettront à la BVMT les états des demandes d'acquisition selon les modalités prévues par l'avis de la Bourse qui sera publié à cet effet sur son bulletin officiel. Ces états doivent être signés par la personne habilitée et comporter le cachet de la société d'intermédiation. En cas de discordance entre l'état figurant sur le support magnétique et l'état écrit, seul l'état écrit fait foi.

2.9.3. Ouverture des plis et dépouillement

Les états relatifs aux demandes d'acquisition données dans le cadre de l'Offre à Prix Ferme seront communiqués sous plis fermés par le bureau d'ordre central de la Bourse à la commission de dépouillement composée de représentants de la BVMT et de MCP, intermédiaire en Bourse chargé de l'opération, et en présence du commissaire du gouvernement auprès de la BVMT, des représentants

du CMF et de l'AIB. La Bourse procèdera au dépouillement des états, affectera les quotas et établira un procès-verbal à cet effet à soumettre à la commission.

2.9.4. Déclaration des résultats

Dès la réalisation de l'opération de dépouillement des demandes d'acquisition, le résultat de l'Offre à Prix Ferme fera l'objet d'un avis qui sera publié sur les Bulletins Officiels de la BVMT et du CMF précisant la suite donnée à l'Offre et, en cas de suite positive, l'avis précisera par intermédiaire, le nombre de quotités attribué, les demandes retenues et la réduction éventuelle dont les demandes d'acquisition seront frappées.

2.9.5. Règlement des espèces et livraison des titres

Au cas où l'offre connaîtrait une suite favorable, la BVMT communiquera à chaque intermédiaire, le lendemain de la publication de l'avis de résultat, l'état détaillé de ses demandes d'acquisition retenues et la quantité attribuée à chacun d'eux.

Chaque intermédiaire est tenu d'envoyer à la STICODEVAM les ordres de ségrégation des quantités acquises retenues par catégorie d'avoirs et ce, conformément aux modalités pratiques de l'opération qui seront précisées par un avis de la STICODEVAM. Le règlement des espèces et la livraison des titres seront effectués trois (03) jours ouvrables après la date de résultat de l'offre, via la compensation de la STICODEVAM.

La STICODEVAM a attribué en date du 12/03/2014 aux actions anciennes de la société MIP le code ISIN TN0007660012.

La société MIP s'engage à demander la prise en charge de ses actions nouvelles et anciennes par la STICODEVAM dès la réalisation définitive de l'augmentation du capital en numéraire.

Ainsi, les opérations de règlement et de livraison seront assurées par cette dernière.

Le registre des actionnaires sera tenu par MCP, intermédiaire en Bourse.

2.10. Renseignements divers sur l'offre

La présente offre porte sur :

- 1 148 937 actions nouvelles au prix d'émission de 4,7 dinars soit un montant de 5 400 004 dinars ;
- 382 979 actions anciennes au prix de cession de 4,7 dinars soit un montant de 1 800 001 dinars.

Au total l'offre porte donc sur 1 531 916 actions nouvelles et anciennes représentant 34,82% du capital de la société après réalisation de l'augmentation du capital.

2.11. Renseignements généraux sur les actions offertes

Forme des actions : Nominative

Catégorie : Ordinaire

Libération : Intégrale à la souscription.

Jouissance :

- ✓ Actions anciennes : A partir du 1^{er} janvier 2013
- ✓ Actions nouvelles : A partir du 1^{er} janvier 2013

2.11.1. Droits attachés aux actions

Chaque action donne droit dans la propriété de l'actif social et dans le partage des bénéfices revenant aux actionnaires à une part proportionnelle au nombre des actions émises.

Chaque membre de l'Assemblée Générale Ordinaire ou Extraordinaire a autant de voix qu'il possède et représente d'actions sans limitation, sauf exceptions légales. (Article 34 des statuts).

Les dividendes non réclamés, dans les cinq (5) ans de leur exigibilité, seront prescrits conformément à la loi (Article 42 des statuts).

2.11.2. Régime de négociabilité

Les actions sont librement négociables.

2.11.3. Régime fiscal applicable

Droit commun.

2.12. Marché des titres

Il n'existe, à la date du visa, aucun marché pour la négociation des titres offerts. Toutefois, une demande d'admission au marché alternatif de la Cote de la Bourse de Tunis a été présentée à la BVMT.

La Bourse a indiqué en date du 25 février 2014 qu'elle donnera suite à cette demande si le placement des titres prévu dans le présent prospectus est mené à bonne fin.

La société MIP a demandé l'admission au marché alternatif de la cote de la Bourse de Tunis de la totalité des actions ordinaires y compris celles objet de la présente Offre, toutes de même catégorie, de nominal 1 dinar et composant la totalité de son capital.

La Bourse a donné en date du 25 février 2014 son accord de principe quant à l'admission des actions de la société MIP au marché Alternatif de la cote de la Bourse de Tunis.

L'admission définitive des 4 398 937 actions de nominal 1 dinar chacune, composées de 3 250 000 actions anciennes et 1 148 937 actions nouvelles à émettre, reste toutefois tributaire de l'accomplissement des formalités suivantes :

- ✓ Présentation du prospectus d'admission visé par le Conseil du Marché Financier ;
- ✓ Justification de la diffusion dans le public des 34,8% du capital auprès d'au moins 100 actionnaires ou cinq institutionnels au plus tard le jour de l'introduction.

Au cas où la présente offre aboutirait à des résultats concluants, l'introduction des actions MIP se fera au marché alternatif de la cote de la Bourse, au cours de 4,7 dinars l'action et sera ultérieurement annoncée dans les bulletins officiels de la BVMT et du CMF.

2.13. Cotation des titres

La date de démarrage de la cotation des titres, sur le marché alternatif de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis, fera l'objet d'un avis qui sera publié au bulletin officiel de la BVMT.

Toutefois, la cotation des actions nouvelles ne démarrera qu'après l'accomplissement des formalités juridiques de l'augmentation du capital. Ainsi, les actions nouvelles ne seront cessibles et négociables qu'après la publication d'un avis dans le bulletin officiel de la BVMT.

2.14. Tribunaux compétents en cas de litige

Tout litige pouvant surgir suite à la présente offre sera de la compétence exclusive du Tribunal de Tunis I.

2.15. Avantage fiscal

L'article 1er de la loi n° 2010-29 du 7 juin 2010, relative à l'encouragement des entreprises à l'admission de leurs actions à la Bourse stipule que "Le taux de l'impôt sur les sociétés prévu par le premier et quatrième alinéa du paragraphe I de l'article 49 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, est réduit à 20% pour les sociétés qui procèdent à l'admission de leurs actions ordinaires à la cote de la Bourse des valeurs mobilières de Tunis à condition que le taux d'ouverture du capital au public soit au moins égal à 30%, et ce, pendant cinq ans à partir de l'année de l'admission. Cette réduction est accordée aux sociétés qui procèdent à l'admission de leurs actions ordinaires à la cote de la Bourse des valeurs mobilières de Tunis au cours de la période allant du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2014".

Par conséquent, et vu que l'introduction de la société MIP porte sur 34,82% de son capital social après augmentation du capital, elle pourrait bénéficier de cet avantage fiscal.

2.16. Listing sponsor

La société MAC SA, intermédiaire en Bourse, a été désignée par la société « MIP » pour assurer la fonction de Listing Sponsor. Elle aura pour mission d'assister la société pendant son introduction au marché alternatif de la cote de la Bourse et de l'accompagner pour l'accomplissement de ses obligations légales et réglementaires d'informations périodiques et permanentes et ce, pendant au moins les deux exercices suivant son introduction.

Cette mission pourrait être prolongée dans le cas où il n'y aurait pas eu transfert de cotation de MIP sur le marché principal de la cote de la Bourse. En cas de résiliation du mandat, pour quelque motif que ce soit, la société MIP doit, sans délai, désigner un nouveau Listing Sponsor. Le Conseil du Marché Financier doit être informé de toute désignation.

2.17. Contrat de liquidité

Un contrat de liquidité pour une période d'une année à partir de la date d'introduction est établi entre MENA CAPITAL PARTNERS « MCP », intermédiaire en Bourse et les deux actionnaires de référence

M. Mehdi CHERIHA et M. Mohamed Hédi CHERIHA portant sur 6,94% du produit de l'Offre à Prix Ferme, soit un montant de 250 000 dinars et 53 192 titres.

2.18. Régulation du cours boursier

Les actionnaires de la société MIP se sont engagés, après l'introduction de la société en Bourse, à obtenir lors de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire de la société, les autorisations nécessaires pour la régulation du cours boursier et ce, conformément à l'article 19 nouveau de la loi n°94-117 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du marché financier.

Le contrat de régulation sera confié à MENA CAPITAL PARTNERS « MCP », intermédiaire en Bourse.

2.19. Engagements de la société

2.19.1. Représentation au Conseil d'Administration

La société MIP s'engage à réserver un (01) nouveau siège au Conseil d'Administration au profit des détenteurs des actions émises dans le cadre de cette opération. Ce nouvel administrateur sera désigné par les détenteurs d'actions MIP acquises dans le cadre de l'OPF au cours d'une séance où les actionnaires majoritaires et anciens s'abstiendront de voter et proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire qui entérinera cette désignation.

2.19.2. Engagement de créer un comité permanent d'audit

La société MIP s'engage à créer un comité permanent d'audit conformément à l'article 256 bis du code des sociétés commerciales.

2.19.3. Engagement de se conformer à la loi sur la dématérialisation des titres

La société MIP s'engage à se conformer à la réglementation en vigueur en matière de tenue de comptes de valeurs mobilières.

2.19.4. Engagement de se conformer à l'annexe 12 du règlement du CMF relatif à l'APE

La société MIP s'engage à conformer ses rapports annuels sur la gestion au modèle prévu à l'annexe 12 du règlement du CMF relatif à l'appel public à l'épargne.

2.19.5. Tenue de communications financières

La société MIP s'engage à tenir une communication financière au moins une fois par an.

2.19.6. Engagement d'exercer un contrôle exclusif au sein de ses filiales

La société MIP s'engage à garder en permanence un niveau de participation suffisamment élevé lui permettant d'exercer un contrôle exclusif sur les politiques opérationnelles et financières de ses filiales, vu l'importance de celles-ci dans le groupe.

2.20. Engagements des actionnaires de référence de la société

2.20.1. Engagement de ne pas céder plus de 5% de leur participations au capital de la société

Les actionnaires de référence, Monsieur Mehdi CHERIHA et Monsieur Mohamed Hédi CHERIHA, détenant actuellement 99,97% du capital de la société « MIP », s'engagent à ne pas céder plus de 5% de leurs participations au capital de la société dans le public, sauf autorisation spéciale du Conseil du Marché Financier et ce, pendant deux (2) ans à compter de la date d'introduction.

2.20.2. Engagement de ne pas développer une activité locale concurrente

Les actionnaires de référence, Monsieur Mehdi CHERIHA et Monsieur Mohamed Hédi CHERIHA, s'engagent à ne pas développer une activité locale concurrente à celle de la société mettant en péril l'avenir de celle-ci et nuisant aux intérêts des actionnaires.

Chapitre 3. Renseignements de caractère général concernant l'émetteur et son capital

3.1. Renseignements de caractère général concernant l'émetteur

3.1.1. Dénomination et siège social

Dénomination sociale : Maghreb International Publicité « MIP »

Siège social : Rue de l'énergie solaire, impasse N°5 – 2035, Z.I Charguia I - Tunis

Tél : 71 112 300

Fax : 71 112 301

Site web: www.mip.com.tn

E-mail : contact@mip.com.tn

3.1.2. Forme juridique et législation particulière applicable

Forme juridique : Société anonyme

Législation particulière applicable : L'affichage publicitaire est régi par le décret n°2010-261 du 15 février 2010 tel que modifié par le décret n°2010-772 du 20 avril 2010 et le décret n°2012-408 du 17 mai 2012.

3.1.3. Date de constitution et durée

Date de constitution : 11/03/2004

Durée : 99 ans à compter du jour de sa constitution

3.1.4. Objet social (Article 3 des statuts)

La société a pour objet :

La publicité commerciale, services et fabrication des moyens de communication publicitaire, affiches etc... en utilisant toute matière nécessaire en Tunisie et à l'Etranger; Et généralement toutes opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets spécifiés ou à tout objet similaire ou connexe ou de nature à favoriser le développement du patrimoine social.

3.1.5. Numéro du registre du commerce

B0167672008

3.1.6. Exercice social

Du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année.

3.1.7. Clauses statutaires particulières

Répartition des bénéfices - dividendes (Article 42 des statuts)

Les produits annuels de la Société, constatés par l'inventaire, après déduction des dépenses d'exploitation, des frais généraux, des charges fiscales, sociales et financières, de tous amortissements, de toutes provisions pour risques commerciaux et industriels, ainsi que des

prélèvements nécessaires pour la constitution de tous fonds de prévoyance que le Conseil jugera utiles, constituent les bénéfices nets.

Sur ces bénéfices, après affectation, s'il y a lieu, à l'extinction des pertes des exercices antérieurs, il est prélevé:

1°) 5% (cinq pour cent) au moins pour la constitution du fonds de réserves légales. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds de réserves a atteint une somme égale au dixième du Capital Social, mais reprend son cours si cette réserve vient à être entamée.

2°) Sur l'excédent disponible, l'Assemblée Générale Ordinaire a le droit, sur proposition du Conseil d'Administration, de prélever toutes sommes qu'elle juge convenables, soit pour être portées à un ou plusieurs fonds de réserves généraux ou spéciaux dont elle règle l'affectation ou l'emploi, soit pour être reportées à nouveau sur l'exercice suivant. Le solde est réparti entre les actionnaires.

Les dividendes sont payés aux époques et aux lieux fixés par le Conseil d'Administration, entre les mains de porteurs de titres. Tous dividendes régulièrement perçus ne peuvent faire l'objet de report ou de restitution. Ceux non réclamés dans les cinq années de leur exigibilité, sont prescrits conformément à la loi.

La société s'engage à conformer l'article 42 de ses statuts à la réglementation en vigueur.

Dispositions communes aux Assemblées Ordinaires et Extraordinaires

Article 28 Nature des Assemblées

L'assemblée générale des actionnaires peut être constitutive, ordinaire ou extraordinaire.

L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires.

Les délibérations de l'assemblée, régulièrement prises, obligent tous les actionnaires, même les absents, dissidents ou incapables.

Article 29 Convocation des Assemblées

Les actionnaires sont convoqués, chaque année, en assemblée générale ordinaire par le Conseil d'Administration, dans les six premiers mois qui suivent la clôture de l'exercice, aux jour, heure et lieu indiqués sur l'avis de convocation.

En dehors de ces réunions annuelles, l'assemblée générale peut être convoquée extraordinairement, soit par le Conseil d'Administration lorsqu'il le juge utile, soit en cas de nécessité, par le commissaire aux comptes ou par des actionnaires détenant la majorité du capital social, soit un mandataire nommé par le Tribunal sur demande de tout intéressé en cas d'urgence ou à la demande d'un ou plusieurs actionnaires détenant au moins 15% du capital social.

L'assemblée générale est convoquée par un avis publié au Journal Officiel de la République Tunisienne et dans deux quotidiens dans l'un en langue arabe, dans le délai de quinze jours au moins avant la date fixée de la réunion.

Les assemblées générales extraordinaires réunies sur deuxième convocation ne peuvent se tenir et être convoquées que dans les délais et formes prescrits par la loi.

La société s'engage à conformer l'article 29 de ses statuts aux dispositions de l'article 277 du code des sociétés commerciales.

Article 30 Droit de siéger aux Assemblées Générales

Les titulaires d'actions, libérées des versements exigibles, peuvent seuls assister à l'assemblée générale, sur justification de leur identité, ou s'y faire représenter.

Tout actionnaire peut se faire représenter par toute personne munie d'un mandat spécial. Les personnes morales sont valablement représentées par leurs Présidents Directeurs Généraux ou leurs gérants ou toute autre personne dûment et expressément mandatée à cet effet.

Article 31 Conditions à remplir pour siéger ou se faire représenter

Les propriétaires d'actions doivent, pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter aux assemblées générales, être inscrits sur les registres de la société huit jours au moins avant le jour fixé pour la réunion.

Tout membre de l'assemblée qui veut se faire représenter par un mandataire doit communiquer son pouvoir au Président de l'assemblée.

Article 32 Bureau des Assemblées-Feuille de présence

L'Assemblée Générale est présidée par le Président du Conseil d'Administration, ou en son absence par un administrateur désigné par l'Assemblée.

Au cas où l'Assemblée est convoquée à la diligence d'une personne étrangère au Conseil d'Administration (commissaire aux comptes, liquidateur) c'est la personne ayant fait la convocation qui préside.

Le Président de l'Assemblée Générale est assisté de deux scrutateurs et d'un secrétaire désignés par les actionnaires présents.

Il est tenu une feuille de présence qui contient les noms et domiciles des actionnaires présents ou représentés et le nombre des actions possédées par chacun d'eux.

Cette feuille de présence est signée par les actionnaires présents ou par les mandataires et certifiée par le bureau. Elle est déposée au siège social et doit être communiquée à tout requérant.

Article 33 Ordre du jour de l'Assemblée

L'ordre du jour est arrêté par le Conseil d'Administration si la convocation est faite par lui, ou par la personne qui fait la convocation.

Ne peuvent être à l'ordre du jour que les propositions émanant du Conseil ou de la personne ayant effectué la convocation, et celles du ressort de l'Assemblée Générale Ordinaire qui ont été communiquées au Conseil, un mois avant la convocation au moyen de demandes revêtues de la signature des membres de l'assemblée représentant au moins cinq pour cent du capital social.

Aucune proposition ne peut être soumise à l'Assemblée si elle ne figure pas à son ordre du jour.

Article 34 Droit de vote à l'Assemblée Générale

Chaque membre de l'Assemblée Générale a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions, sans limitation, sous réserve de l'application des dispositions légales visant les Assemblées Constitutives ou Extraordinaires.

Les votes ont lieu soit à main levée, soit par appel nominatif, soit au scrutin secret qui est de droit lorsqu'il est réclamé par des actionnaires représentant le tiers du capital social, soit par correspondance conformément aux dispositions de l'article 278 du code des sociétés commerciales.

Article 35 Procès-verbaux de l'Assemblée Générale

Les délibérations de l'Assemblée Générale sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par les membres composant le bureau.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en Justice ou ailleurs sont signés soit par le Président du Conseil, soit par l'Administrateur temporairement délégué dans les fonctions de Président, soit par les administrateurs liquidateurs.

En cas de dissolution de la Société et pendant la liquidation, ces copies ou extraits sont signés par le liquidateur ou, le cas échéant, par l'un des liquidateurs.

Cession des actions (Article 11 des statuts : tel que modifié par l'AGE du 05/09/2013)

- I. Les actions ne sont négociables qu'à compter de l'immatriculation de la société au registre de commerce. En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la date et de la réalisation de celle-ci.
- II. Les actions sont négociées par leur transfert d'un compte à un autre.

3.1.8. Nationalité

Tunisienne

3.1.9. Capital social

Le capital social s'élève à 3 250 000 dinars divisé en 3 250 000 actions de nominal un⁷ (01) dinar entièrement libérées.

3.1.10. Matricule fiscal

867795NAM000

3.1.11. Régime fiscal

Droit commun.

⁷ L'AGE du 25 juin 2013 a décidé de réduire la valeur nominale de l'action de 10 à 01 dinar (cf. tableau d'évolution du capital social page 46).

3.1.12. Lieu où peuvent être consultés les documents de la société

Au siège social de la société sis à Rue de l'énergie solaire, impasse N°5 – 2035, Z.I Charguia I – Tunis.

3.1.13. Responsable chargé de l'information et des relations avec les actionnaires, le CMF, la BVMT, et la STICODEVAM

Monsieur Bilel CHAABENE

Directeur Général Adjoint

Rue de l'énergie solaire, impasse N°5 – 2035, Z.I Charguia I - Tunis

Tél: +216 71 112 300 – Fax : +216 71 112 301

E-mail : contact@mip.com.tn

3.2. Renseignements de caractère général concernant le capital de la société

Capital social : 3 250 000 dinars

Nombre d'actions : 3 250 000 actions

Nominal : 1⁸ dinar

Forme des actions : Nominative

Catégorie : Ordinaire

Libération : Intégrale

Jouissance : 1^{er} janvier 2013

3.3. Evolution du capital social

Date de la décision et organe qui l'a décidée	Valeur nominale en dinars	Nature de l'opération	Evolution du capital		Capital en circulation	
			Montants en dinars	Nombre d'actions ou de parts sociales	Montants en dinars	Nombre d'actions ou de parts sociales
Acte sous seing privé du 09/03/2004	100	Constitution	19 000	190	19 000	190
AGE du 19/08/2004	10	Réduction de la valeur nominale de 100 DT à 10 DT	-	-	19 000	1 900
AGE du 07/06/2008	10	Augmentation de capital par conversion des créances	201 000	20 100	220 000	22 000
AGE du 26/08/2009	10	Augmentation de capital par conversion des créances	30 000	3 000	250 000	25 000
AGE du 19/12/2011	10	Augmentation de capital par conversion des créances	100 000	10 000	350 000	35 000
AGE du 11/10/2012	10	Transformation de la forme juridique de la société d'une SARL à une SA	-	-	350 000	35 000
AGE du 25/06/2013	10	Augmentation de capital par conversion de la réserve spéciale d'investissement	900 000	90 000	1 250 000	125 000
	1	Réduction de la valeur nominale de 10 DT à 1 DT	-	-	1 250 000	1 250 000
	1	Augmentation de capital en numéraire	2 000 000	2 000 000	3 250 000	3 250 000

⁸ L'AGE du 25 juin 2013 a décidé de réduire la valeur nominale de l'action de 10 à un (1) DT.

3.4. Répartition du capital social et des droits de vote au 31/03/2014

Actionnaires	Nombre d'actions et de droits de vote	Montant en dinars	% du capital et des droits de vote
Mehdi CHERIHA	1 625 773	1 625 773	50,024%
Mohamed Hédi CHERIHA	1 623 262	1 623 262	49,947%
Sabri CHERIHA	357	357	0,011%
Ahmed Amen Allah CHERIHA	357	357	0,011%
Sarah CHERIHA	179	179	0,006%
DISMATIC	36	36	0,001%
MED COM	36	36	0,001%
Total	3 250 000	3 250 000	100,000%

3.4.1. Actionnaires détenant individuellement 3% et plus du capital et des droits de vote au 31/03/2014

Actionnaires	Nombre d'actions et de droits de vote	Montant en dinars	% du capital et des droits de vote
Mehdi CHERIHA	1 625 773	1 625 773	50,024%
Mohamed Hédi CHERIHA	1 623 262	1 623 262	49,947%
Total	3 249 035	3 249 035	99,970%

3.4.2. Capital et droits de vote détenus par l'ensemble des membres des organes d'administration et de direction au 31/03/2014

Actionnaires	Nombre d'actions et de droits de vote	Montant en dinars	% du capital et des droits de vote
Mehdi CHERIHA	1 625 773	1 625 773	50,024%
Mohamed Hédi CHERIHA	1 623 262	1 623 262	49,947%
Sabri CHERIHA	357	357	0,011%
Total	3 249 392	3 249 392	99,981%

3.4.3. Nombre d'actionnaires

Au 25/01/2014, le capital de la société MIP est réparti entre 7 actionnaires dont :

- 05 personnes physiques
- 02 personnes morales

3.5. Description sommaire du groupe MIP au 31/12/2012

3.5.1. Présentation générale du groupe MIP

3.5.1.1. Présentation des sociétés du groupe MIP au 31/12/2012

Au 31/12/2012, le groupe MIP est composé de quatre entités :

- **MIP :**

Créée en 2004, la société MIP intervient dans le domaine de l'affichage depuis l'achat d'espaces publicitaires jusqu'à la pose et la gestion des panneaux d'affichage.

En 2012, MIP lance une nouvelle activité d'affichage à travers son réseau d'abribus répartis sur tout le territoire tunisien.

Par ailleurs, elle intervient également dans le domaine du webmarketing, à travers ses sites web : www.lesannonces.tn et www.automag.tn et les Solutions Media Numériques par la gestion de l'affichage dynamique sur les réseaux d'écrans et tout autre support numérique.

- **MIME :**

Fondée en 2004, la société Maghreb Industries Métalliques et Electriques (MIME) vient compléter l'offre de MIP relative à l'affichage par le biais de la fabrication métallique des supports publicitaires et signalétiques, leur maintenance et les travaux de sous-traitance.

En 2011, elle ajoute à son portefeuille d'activité la branche photovoltaïque et éclairage LED. De ce fait, elle se positionne comme fournisseur de solutions performantes et innovantes, notamment dans l'étude, la fabrication, l'installation et la maintenance des équipements liés aux énergies renouvelables.

- **MIP PRINT :**

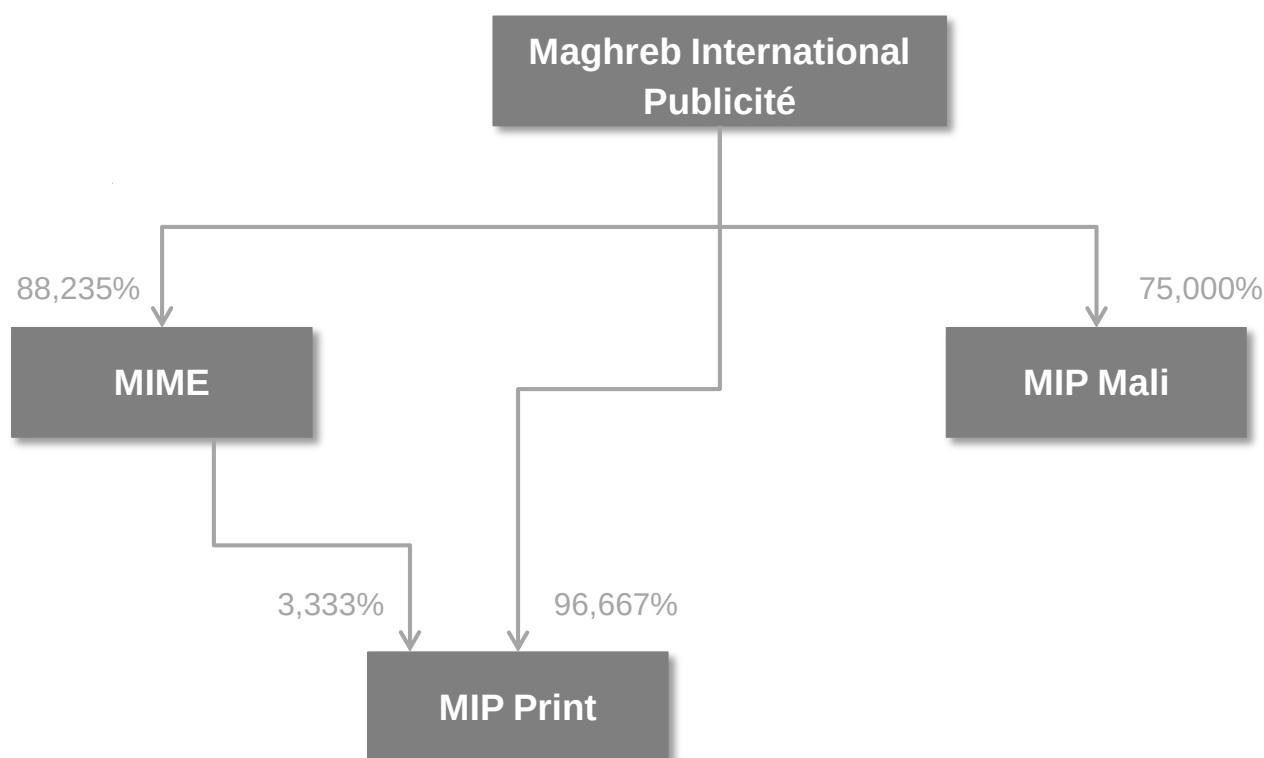
Elle a été créée en 2012, suite au spin-off de l'activité impression dans MIME.

MIP PRINT est spécialisée dans l'impression numérique et pose de grands formats et l'habillage de véhicules.

- **MIP Mali :**

MIP Mali est une société à responsabilité limitée de droit malien créée en septembre 2009, et ce dans le cadre d'une stratégie de développement régional du Groupe MIP. La société est spécialisée dans la communication « Outdoor » et notamment l'affichage publicitaire urbain.

3.5.1.2. Schéma financier du groupe MIP au 31/12/2012

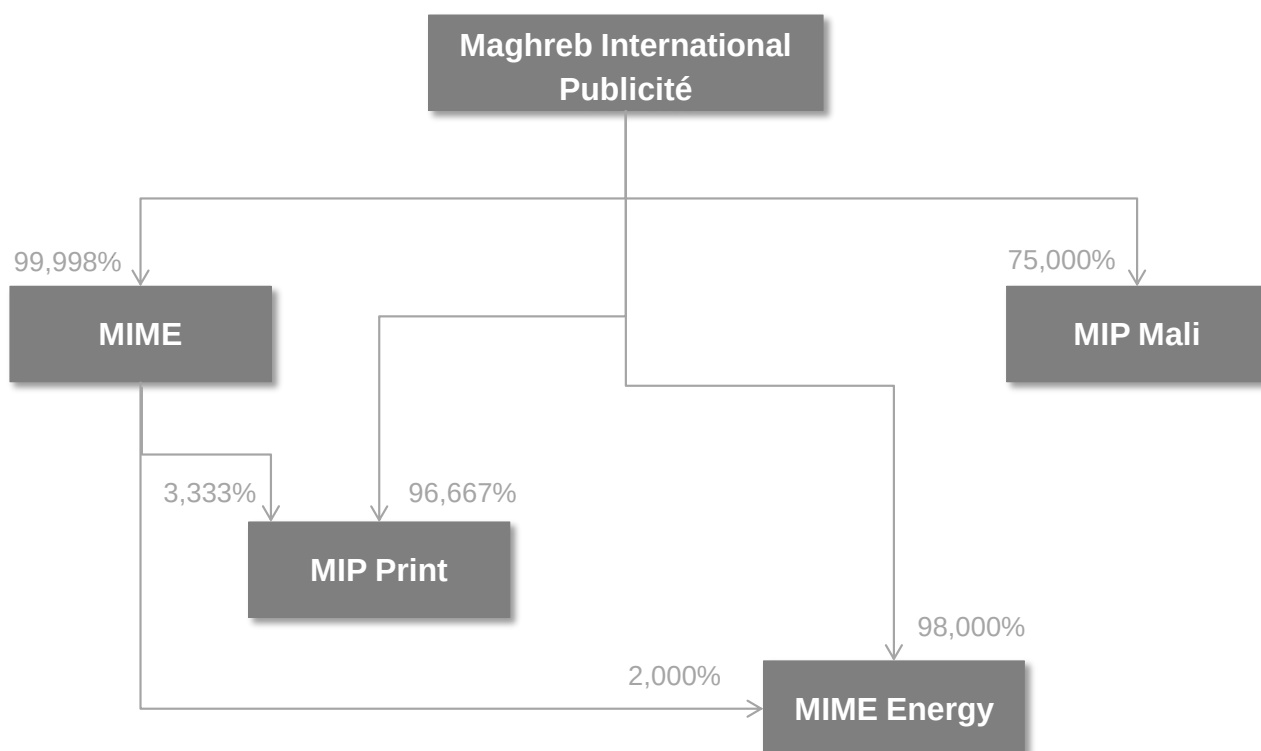


3.5.1.3. Etat des participations entre les différentes sociétés du groupe MIP au 31/12/2012

Sociétés	MIP	MIME	MIP PRINT	MIP MALI
MIP		88,235%	96,667%	75,000%
MIME	-		3,333%	-
MIP PRINT	-	-		-
MIP MALI	-	-	-	

3.5.1.4. Evénements récents modifiant le schéma financier du groupe MIP entre le 31/12/2012 et la date d'élaboration du prospectus

Dans le cadre de la réorganisation de ses activités, le groupe MIP a procédé à la filialisation de son activité de commercialisation et d'installation de panneaux photovoltaïques et d'éclairage LED qui était incorporée dans la société MIME. La nouvelle filiale MIME Energy a ainsi été créée courant l'année 2013. Le nouveau schéma financier du groupe MIP est exposé comme suit :



3.5.1.5. Chiffres clés des sociétés du groupe MIP au 31/12/2012

En dinars

Sociétés du groupe	Produits d'exploitation	Résultat d'exploitation	Résultat net	Capitaux propres avant affectation	Total passifs	Charges financières nettes	Dividendes*
MIP	8 549 817	1 079 829	480 566	1 765 566	10 599 365	467 906	235 566
MIME	6 352 821	96 470	-150 817	632 077	5 133 880	222 580	-
MIP PRINT	842 489	19 161	12 004	162 004	907 218	2 028	-
MIP MALI	46 768	-14 093	-14 561	30 289	251 631	-	-

*Dividendes distribués en 2013 au titre de l'exercice 2012

3.5.1.6. Engagements financiers des sociétés du groupe MIP au 31/12/2012

En dinars

Sociétés du groupe	Dettes à Moyen & Long terme		Dettes à Court terme			Engagement total
	Leasing	Emprunts bancaires	Leasing	Emprunts bancaires	Découverts & autres crédits bancaires	
MIP	1 805 994	1 486 477	890 972	995 824	2 091 780	7 271 047
MIME	290 193	504 987	453 624	196 958	829 649	2 275 411
MIP PRINT	74 364	-	22 199	-	4 529	101 092
MIP MALI	-	-	-	-	11	11
Total	2 170 551	1 991 464	1 366 795	1 192 782	2 925 969	9 647 561

3.5.1.7. Politique actuelle et future de financement inter-sociétés du groupe

Les sociétés du groupe recourent aux institutions financières (banques et sociétés de leasing) dans le but de financer leurs activités.

La société mère procède dans quelques cas au financement de ses filiales via des comptes courants rémunérés au taux de 8%.

Courant 2012, la société «MIP» a participé à l'augmentation du capital de la société « MIME » pour la somme de 300 000 DT pour porter sa participation de 450 000 DT à 750 000 DT.

La société «MIP» a participé en outre au capital initial de la société « MIP Print » pour la somme de 145 000 DT en numéraires pour détenir 96,7% du capital.

3.5.2. Relations de la société MIP avec les sociétés du groupe au 31/12/2012

3.5.2.1. Prêts octroyés et crédits reçus des sociétés du groupe MIP

Crédits reçus :

Néant

Prêts octroyés :

	En dinars			
	<i>MIME</i>	<i>MIP Print</i>	<i>MIP Mali</i>	<i>Total</i>
MIP	32 528 *	-	37 280	69 808

(*) Ce compte courant est rémunéré au taux de 8%. Les intérêts constatés au titre de l'exercice 2012 s'élèvent à 28 322 dinars.

3.5.2.2. Créances et dettes commerciales avec les sociétés du Groupe MIP

Créances sur les sociétés du Groupe MIP :

	En dinars			
	<i>MIME</i>	<i>MIP Print</i>	<i>MIP Mali</i>	<i>Total</i>
MIP	336 953	103 404	-	440 357

Dettes envers les sociétés du Groupe MIP :

	En dinars			
	<i>MIME</i>	<i>MIP Print</i>	<i>MIP Mali</i>	<i>Total</i>
MIP	-	515 073	-	515 073

3.5.2.3. Les apports en capitaux avec les sociétés du groupe MIP

Donnés :

	En dinars			
	<i>MIME</i>	<i>MIP Print</i>	<i>MIP Mali</i>	<i>Total</i>
MIP	300 000*	145 000**	-	445 000

(*) La société «MIP» a participé à l'augmentation du capital de la société « MIME » pour la somme de 300 000 DT pour porter sa participation de 450 000 DT en 2011 à 750 000 DT en 2012. Cette participation a été souscrite en numéraire et a donné lieu à la création de 30.000 parts sociales de 10 DT chacune.

(**) La société «MIP» a participé au capital initial de la société « MIP Print » pour la somme de 145 000 DT en numéraires. Elle détient à ce titre 1 450 parts sociales de 100 DT chacune.

Reçus :

Néant

3.5.2.4. Les dividendes et autres rémunérations encaissés par la société MIP et distribués par les sociétés du Groupe MIP

Dividendes reçus du groupe MIP :

Néant

Jetons de présence reçus du groupe MIP :

Néant

3.5.2.5. Les dividendes et autres rémunérations distribués par la société MIP et encaissés par les sociétés du Groupe MIP

Dividendes payés au groupe MIP :

Néant

Jetons de présence payés au groupe MIP :

Néant

3.5.2.6. Les garanties, sûretés réelles et cautions données ou reçues des sociétés du Groupe MIP

Données :

Néant

Reçues :

Néant

3.5.3. Relations commerciales entre la société MIP et les autres sociétés du groupe MIP durant l'exercice 2012

3.5.3.1. Chiffre d'affaires réalisé avec les autres sociétés du Groupe MIP

Encaissé :

Néant

Décaissé :

En dinars				
	<i>MIME</i>	<i>MIP Print</i>	<i>MIP Mali</i>	<i>Total</i>
MIP	1 234 292	511 481	-	1 745 773

3.5.3.2. Les achats ou ventes d'immobilisations corporelles, incorporelles, financières ou tous autres éléments d'actifs avec les sociétés du Groupe MIP

Achats :

Néant

Ventes :

Néant

3.5.3.3. Les prestations de services reçues ou données

Données :

En dinars				
	<i>MIME</i>	<i>MIP Print</i>	<i>MIP Mali</i>	<i>Total</i>
MIP	173 897	89 241	-	263 138

Reçues :

En dinars				
	<i>MIME</i>	<i>MIP Print</i>	<i>MIP Mali</i>	<i>Total</i>
MIP	392 229	211 396	-	603 625

3.5.3.4. Les contrats de gestion

Néant

3.5.3.5. Les contrats de location

- La société «MIP» donne en location à la société «MIME» un local à usage de siège social et usine pour un montant annuel, toutes taxes comprises, de 35 401 dinars au titre de l'exercice 2012.
- La société «MIP» donne en location à la société «MIP Print» un local à usage de siège social et usine pour un montant annuel, toutes taxes comprises, de 14 163 dinars au titre de l'exercice 2012.

3.6. Relations de la société MIP avec les autres parties liées au 31/12/2012

3.6.1. Informations sur les engagements

Crédits reçus :

Néant

Prêts octroyés :

En dinars				
	<i>DISMATIC</i>	<i>MIPA</i>	<i>MED COM</i>	<i>Total</i>
MIP	52 324*	-	-	52 324

(*) Ce compte courant est rémunéré au taux de 8%. Les intérêts constatés au titre de l'exercice 2012 s'élèvent à 4 038 dinars.

Créances sur les autres parties liées :

En dinars				
	<i>DISMATIC</i>	<i>MIPA</i>	<i>MED COM</i>	<i>Total</i>
MIP	73 187	228 101	35 855	337 143

Dettes envers les autres parties liées :

En dinars				
	<i>DISMATIC</i>	<i>MIPA</i>	<i>MED COM</i>	<i>Total</i>
MIP	-	44 859	24 775	69 635

3.6.2. Garanties, sûretés réelles et cautions données ou reçues

Données :

Néant

Reçues :

<i>Type d'engagement</i>	<i>Valeur totale (DT)</i>	<i>Tiers</i>	<i>Associés</i>
garanties personnelles			
* cautionnement	1 150 000	TQB	Mehdi Cheriha / Mohamed Hédi Cheriha
* cautionnement	300 000	TQB	Mehdi Cheriha / Mohamed Hédi Cheriha
* cautionnement	850 000	TQB	Mehdi Cheriha / Mohamed Hédi Cheriha
* cautionnement	200 000	Amen Bank	Mehdi Cheriha
* cautionnement	1 850 000	BTK	Mehdi Cheriha / Mohamed Hédi Cheriha
* aval	2 696 966		Mehdi Cheriha

3.6.3. Transferts de ressources et d'obligations

Données :

Néant

Reçues :

Néant

3.6.4. Dividendes et autres rémunérations encaissés par la société MIP et distribués par les autres parties liées

Néant

3.6.5. Dividendes et autres rémunérations distribués par la société MIP et encaissés par les autres parties liées

En 2013, la société MIP a distribué un dividende de 6,730 DT à la société DISMATIC relatif à sa quote-part dans les dividendes relatifs à l'exercice 2012.

En 2013, la société MIP a distribué un dividende de 6,730 DT à la société MED COM relatif à sa quote-part dans les dividendes relatifs à l'exercice 2012.

3.6.6. Relations commerciales entre la société MIP et les autres parties liées durant l'exercice 2012

3.6.6.1. Chiffre d'affaires réalisé avec les autres parties liées

Encaissé:

En dinars				
	<i>DISMATIC</i>	<i>MIPA</i>	<i>MED COM</i>	<i>Total</i>
MIP	35 401		35 400	70 801

Décaissé :

En dinars				
	<i>DISMATIC</i>	<i>MIPA</i>	<i>MED COM</i>	<i>Total</i>
MIP	1 289	-	106 537	107 826

3.6.6.2. Les achats ou ventes d'immobilisations corporelles, incorporelles, financières ou autres éléments d'actifs avec les autres parties liées

Achats :

Néant

Ventes :

En dinars				
	<i>DISMATIC</i>	<i>MIPA</i>	<i>MED COM</i>	<i>Total</i>
MIP	-	9500*	-	9 500

*Il s'agit de la vente d'un véhicule

3.6.6.3. Les prestations de services reçues ou données

Données :

Néant

Reçues :

Néant

3.6.6.4. Les contrats de location

- La société MIP donne en location à la société DISMATIC un local à usage de siège social et usine pour un montant annuel, toutes taxes comprises, de 17 837 dinars au titre de l'exercice 2012.
- La société MIP a loué du matériel à la société MIPA pour un montant, toutes taxes comprises, de 59 000 dinars.

3.6.7. Obligations et engagements de la société « MIP » envers les dirigeants

Les obligations et engagements de la société « MIP » envers le Président Directeur Général, tels qu'ils ressortent des états financiers pour l'exercice clos au 31 décembre 2012 se présentent comme suit :

En dinars		
	<i>Charges de l'exercice</i>	<i>Passifs au 31/12/2012</i>
Salaire brut annuel	414 973	50 211
Charges sociales	365	-
Total	415 339	50 211

3.6.8. Engagement des dirigeants par rapport à la société « MIP »

Néant

3.7. Dividendes

Le tableau suivant retrace l'historique de distribution des dividendes sur les trois derniers exercices ainsi que la référence de l'AGO ayant décidé la distribution.

<i>Année</i>	<i>Taux de distribution en % de la valeur nominale</i>	<i>Dividendes (en DT)</i>	<i>Dividende par action (en DT)</i>	<i>Référence AGO</i>	<i>Date de mise en paiement</i>
2010	221,3%	553 156	22,126	AGO du 19/12/2011	23/12/2011
2011	149,4%	522 967	14,942	AGO du 25/06/2012	02/08/2012
2012	67,3%	235 566	6,730	AGO du 25/06/2013	06/08/2013

3.8. Marché des titres

Les actions de la société MIP ne sont négociées ni sur le marché local, ni à l'étranger. De même, la société ne possède pas de titres de créances négociés sur le marché local ou à l'étranger.

Chapitre 4. Renseignements concernant l'activité de l'émetteur et son évolution

4.1. Présentation générale du secteur d'activité

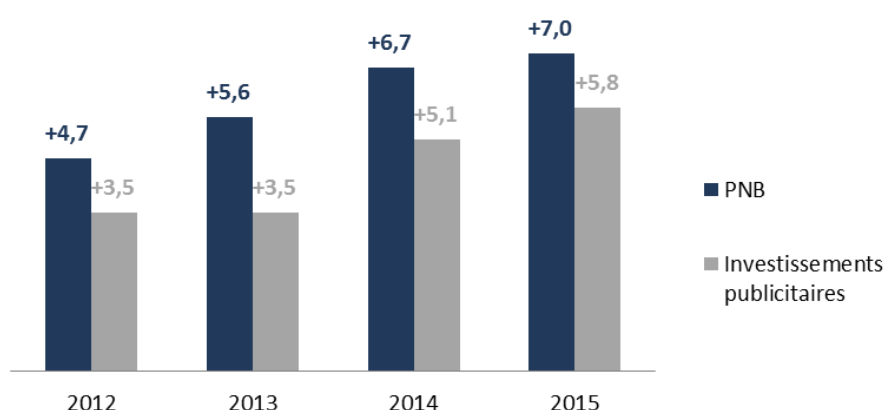
4.1.1. Présentation du marché publicitaire

4.1.1.1. Marché mondial

La publicité a connu un développement fulgurant durant les trente glorieuses grâce à l'avènement de la société de consommation dans les pays occidentaux. Déclinée sur plusieurs médias et faisant appel à des techniques de plus en plus développées, elle est devenue un marché à part entière dans l'économie mondiale brassant près de 557 milliards USD en 2012.

Selon une étude menée par ZenithOptimedia, le marché publicitaire mondial devrait croître de 3,5% en 2013 emmené principalement par les pays émergents qui connaîtront une croissance moyenne de 8,6% par an entre 2012 et 2015, alors que les marchés développés ne progresseront que de 2,8% en moyenne, et ce à cause de la situation économique de la zone euro.

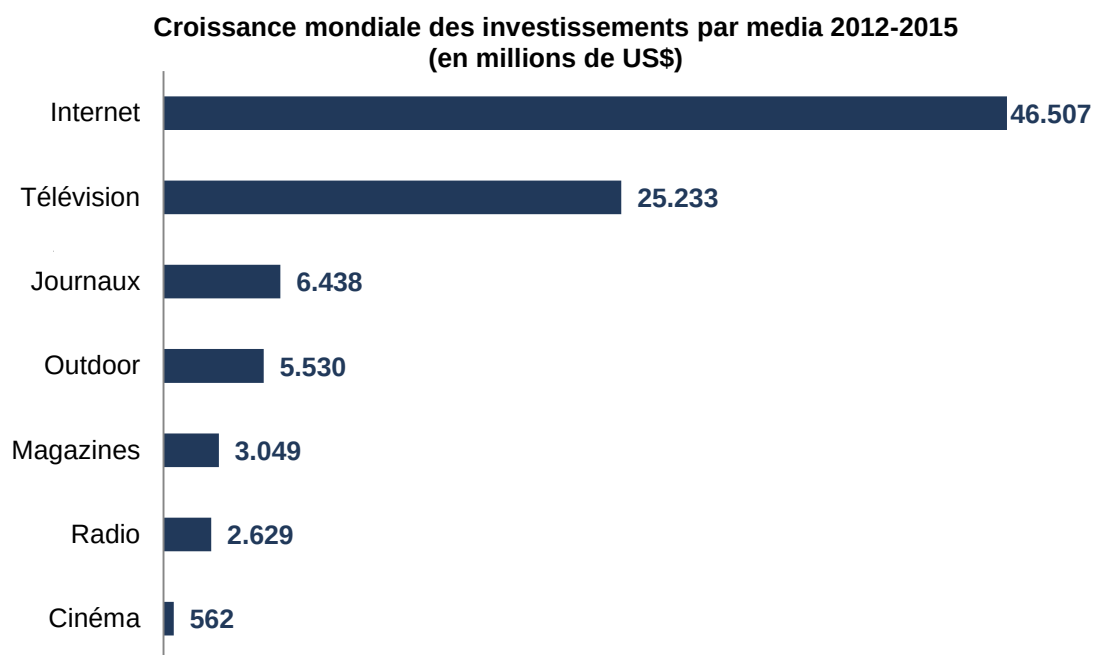
Croissance des investissements publicitaires et du PNB 2012-2015 (%)



Source : ZenithOptimedia/FMI

La zone MENA jouira d'une croissance de 5,5% en 2013, de 6,8% en 2014 et de 8,9% en 2015 suite à une nette amélioration de la confiance et de l'activité des annonceurs locaux et étrangers. Cette reprise atténuera les effets des événements du Printemps Arabe qui ont vu les investissements publicitaires reculer de 14,9% en 2011 et ne progresser que de 1,4% en 2012.

ZenithOptimedia estime que sur la période 2012-2015, l'investissement mondial total en media avoisinera les 90 milliards USD avec l'internet comme première source des nouveaux investissements.



Source : ZenithOptimedia

4.1.1.2. Marché local

En libre exercice jusqu'en 1963, sous monopole jusqu'en 1971, en profession réglementée soumise à agrément par la loi n°71-22 du 25 mai 1971, et enfin sous simple régime de cahier des charges après la suppression des autorisations administratives par la loi n°2001-66 du 10 juillet 2001, l'activité publicitaire a connu divers statuts en Tunisie.

Le marché publicitaire en Tunisie n'est pas assez développé, il est en dessous des standards internationaux.

Suite aux événements politiques du 14 janvier 2011, le marché publicitaire tunisien a vu une explosion de l'offre médias conséquence de la levée des obstacles ralentissant les investissements dans le secteur. Néanmoins, en termes de chiffre d'affaires, il a connu une baisse de 8% en 2011 et une stagnation en 2012.

Le marché annuel des investissements publicitaires représente plus de 160 MDT en 2012. L'affichage urbain vient en deuxième position avec 27% des investissements derrière la télévision qui accumule 44% des investissements et devant la radio qui en reçoit 12%.

Les 10 premiers annonceurs concentrent près de 60% des investissements constitués principalement par les opérateurs téléphoniques et les grands groupes agroalimentaires.

4.1.2. Secteur d'affichage

4.1.2.1. Affichage urbain et abribus

L'affichage urbain est défini comme étant l'utilisation d'éléments de l'environnement urbain pour l'exposition de messages qui peuvent être publicitaires ou non. Plusieurs formats existent, ils dépendent du support de l'affichage ainsi que de la surface couverte par le message.

Les supports de l'affichage urbain sont fixes ou mobiles. Les supports fixes sont généralement : le mobilier urbain (tels que les colonnes Morris, les abribus...), les supports muraux, et les 'billboards' ou 'unipôles'. Les supports mobiles se trouvent généralement embarqués soit à l'intérieur soit sur les surfaces extérieures des transports en commun comme les métros, bus ou taxis.

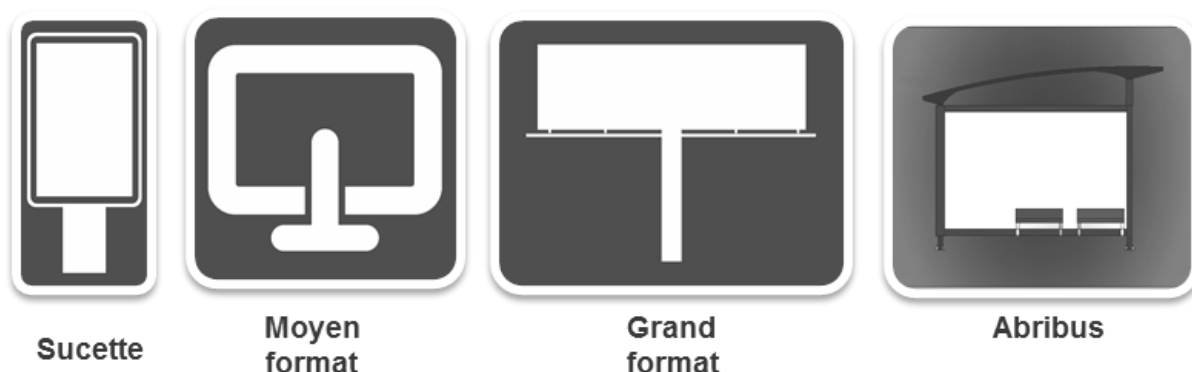
Les surfaces disponibles pour l'affichage varient selon le support. Les affiches de moins de 1m² se trouvent généralement à l'intérieur des transports en commun (bus ou métro). Les affiches ayant une surface de 2m² à 4m² se trouvent sur les trottoirs (sucette), dans les stations de transport (stations de métro, abribus, etc.) ou sur la surface extérieure des transports en commun, notamment les bus. Enfin, les affiches ayant une grande surface (10m² et plus) se trouvent principalement sur des supports tels que les 'unipôles' ou sur les murs de bâtiments ayant une forte exposition (murs aveugles).

Sur une échelle mondiale, le marché de l'affichage urbain a enregistré un recul des revenus durant les années précédentes. Sur la période 2008-2013, le marché a enregistré une baisse de 2,1% du chiffre d'affaires. Il est estimé à 9 milliards USD pour l'année 2013. Cette baisse s'explique par la baisse des budgets dédiés à la publicité par les sociétés en raison du contexte de crise des dernières années. Cependant, la reprise de la croissance économique annonce une reprise à la hausse des revenus dans le secteur de l'affichage urbain⁹.

Le marché tunisien de l'affichage urbain compte en 2013 plus de 30 acteurs se partageant plus de 12 000 faces¹⁰ recensées. Le marché annuel de pose et d'impression est estimé à 1 500 000 m² de surface disponible d'une valeur de 12,5 MDT.

Les formats proposés par les régies tunisiennes sont

- En Outdoor : le Grand Format, le 10m² (moyen format), le 2m² (sucette) et l'abribus ; et
- En Indoor : le médium et le géant.

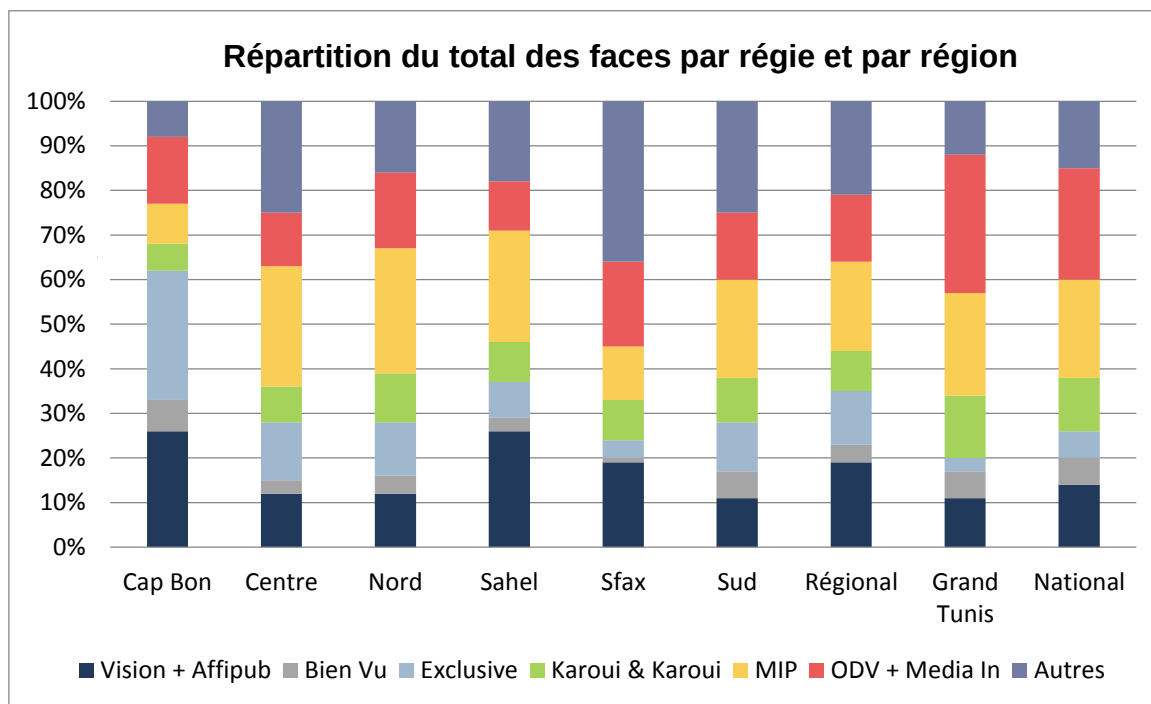


Les différents supports d'affichage en Outdoor

Au niveau des régions, près de 66% des faces se trouvent dans le Grand Tunis, suivi de la région du Sahel et de Sfax avec respectivement 11% et 7% du total des faces. La répartition des faces disponibles par région et selon leurs formats est donnée par le tableau suivant :

⁹ Source : IBISWorld, Billboard & Outdoor Advertising in the US: Market Research Report

¹⁰ La surface recensée en affichage urbain peut être mesurée en nombre de faces ou en m². A signaler qu'une face installée (ou m² installé) peut être exploitée n fois durant une année allant jusqu'à 24 fois (surface disponible).



Le nombre de faces disponibles est en constante augmentation. Sur les 10 dernières années, plus de 34 MDT ont été investis pour le maintien et l'élargissement du parc d'affichage. Ce montant a été essentiellement investi par les sept premières régies dont la participation s'élève à 89,7%. Ces investissements sont concentrés pour 63,46% sur le Grand Tunis. Le tableau suivant reprend la répartition des investissements effectués selon les régies et par format sur les 10 dernières années :

Répartition des investissements par régie et par format sur la période 2003-2013

En dinars

Format	10 m ²	2m ² /Indoor	Abribus	Grand Format	Total Régie
Régies					
MIP	2 609 750	80 000	1 035 000	3 960 000	7 684 750
ODV + Media In	1 768 250	709 000	1 190 250	1 102 500	4 770 000
Karoui & Karoui	1 141 250	679 000	-	1 620 000	3 440 250
Exclusive	1 025 750	81 000	-	1 680 000	2 786 750
Bien Vu	1 221 000	18 000	-	1 417 500	2 656 500
Vision + Affipub	248 500	822 250	1 468 550	-	2 539 300
Declic	451 000	-	-	832 500	1 283 500
IMS	563 750	-	-	585 000	1 148 750
Affichette	167 750	-	-	945 000	1 112 750
Autres	684 750	288 000	55 200	6 025 000	7 052 950
Total format	9 881 750	2 677 250	3 749 000	18 167 500	34 475 500

Source : Observatoire 3 B, Etude de l'affichage en Tunisie 2013

Sur la période 2010-2012, le chiffre d'affaires réalisé par les régies est égal à 43,6 MDT en moyenne. Les 4 plus grandes acteurs du marché (MIP, Vision+ Affipub, ODV+ Media In et Bien Vu) accaparent 69,00% du chiffre d'affaires total, MIP étant le leader en termes de part de marché. Les parts de marché des principales régies existantes se présentent comme suit :

Parts de marché moyennes des régies les plus influentes sur la période 2010-2012

<i>Régies</i>	<i>P.D.M. moyenne 2010-2012</i>
MIP	20,30%
Vision + Affipub	18,00%
ODV+ Media In	16,50%
Bien Vu	14,20%
Exclusive	9,00%
Karoui & Karoui	5,90%
Autres	16,10%
Total	100%

Source : Observatoire 3 B, Etude de l'affichage en Tunisie 2013

Le chiffre d'affaires est principalement réalisé sur le Grand Tunis, à hauteur de 28 MDT, soit 64% du chiffre d'affaires total.

En 2012, le format 10m² a été le format rapportant la plus grande partie du chiffre d'affaires : 22 MDT, viennent ensuite le Grand Format avec 9 MDT, le 2m² avec 4 MDT et l'Indoor avec 3 MDT.

Les prix de vente se pratiquent sur une base annuelle ou sur 15 jours. Les prix de vente moyens pour les différents formats sont :

En dinars

<i>Format</i>	<i>10 m²</i>	<i>2m²</i>	<i>Abribus</i>	<i>Grand format</i>	<i>Indoor métro</i>	<i>Mobile bus</i>
Prix de vente 15 jours	750	85	500	3 000	125	400
Prix de vente annuel	12 000	2 200	10 000	37 500	1 700	5 000

Source : Observatoire 3 B, Etude de l'affichage en Tunisie 2013

Du côté des clients, les dépenses en affichage publicitaire se sont contractées depuis 2010 suite à la diminution des contributions des opérateurs de télécommunication qui ont réduit leurs budgets de 28 MDT en 2010 à 20 MDT en 2012. De même les entreprises agroalimentaires ont aussi révisé leurs budgets à la baisse.

Cette baisse a été relativement compensée en 2011 par les dépenses en communication politique avec près de 5 MDT investis par l'ISIE et les différents partis politiques.

4.1.2.2. Affichage dynamique

L'affichage dynamique (appelé aussi Digital Out Of Home – DOOH) représente les moyens de signalétique numérique assistée par ordinateur. Il consiste généralement à la diffusion, dans des lieux publics, de contenus informationnels multimédias contrôlés à distance sur des écrans divers.

L'appellation dynamique provient du fait que la diffusion des messages suit des horaires prédéfinis. Ceci rend ce moyen de communication plus adapté que les moyens de signalétique conventionnels pour la diffusion de messages instantanés, ou pour la publicité sur les lieux de vente. Ce service couvre les activités de publicité, d'information ou d'événementiel.

L'affichage dynamique permet de capter davantage le regard et l'attention du consommateur et de manière plus efficace qu'avec une communication basée sur de l'affichage papier et les panneaux d'information.

On distingue deux formats d'affichage dynamique : la signalétique par écran de grand format ou murs d'écrans (Digital BillBoards & signage – DBBs) et la signalétique par écran de petite et moyenne taille (Digital Place-based Networks – DPNs).

Selon le bureau PQ Media, les revenus mondiaux de l'affichage dynamique ont atteint 6,97 milliards USD en 2011 avec une croissance de 15,3% par rapport à 2010 et sont passés à 7,88 milliards USD en 2012 moyennant une augmentation de 13.1% par rapport à l'année précédente. Les prévisions pour l'année 2013 indiquent une augmentation des revenus de 12,6%.¹¹

A l'échelle nationale, l'activité reste naissante et a un potentiel de croissance considérable. Des écrans de moyenne taille équipent de plus en plus d'espaces (aéroports, centres commerciaux, administrations, banques, universités, etc.) et gagnent en visibilité. On trouve aussi des solutions d'affichage dynamique en plein air avec des écrans de grande taille implantés près des croisements des grands axes routiers sur le Grand Tunis.

4.1.3. Publicité en ligne

La publicité en ligne consiste à diffuser des messages publicitaires via des supports accessibles par internet. Cette branche du marketing, appelée aussi Marketing Electronique, profite du développement de la couverture internet, de l'augmentation du trafic web ainsi que du changement de certaines habitudes de consommation pour atteindre une audience grandissante.

La publicité en ligne fait appel généralement à deux intervenants : un éditeur web qui offre l'espace publicitaire sur les sites qu'il administre, et une agence de publicité ou publiciste qui conçoit le contenu du message publicitaire.

La diffusion du message publicitaire se fait à travers :

- Des actions visuelles sur des sites web et qui peuvent incorporer :
 - des contenus media : textes, animations, vidéos, etc. ;
 - des fenêtres pop-up ou pop-under qui provoquent l'ouverture de la publicité dans une nouvelle instance du navigateur web suite au clic de l'utilisateur ;
 - des spots publicitaires apparaissant avant l'accès à un contenu du site et notamment avant l'accès à un contenu multimédia ;
 - des liens HyperText qui lient une partie d'un texte en ligne à une autre page.
- Une augmentation de la visibilité de certains sites dans les résultats affichés par les moteurs de recherche : Search Engine Marketing ;
- Des messages texte ou multimédia diffusés à travers les réseaux de télécommunication ou par le biais des applications pour smartphones et tablettes ;
- Un mailing où l'envoyeur inclut un message publicitaire dans une partie ou la totalité du corps de l'e-mail ;
- Des sites web dédiés tels que les sites d'annonces : offres et demandes d'emploi, vente en ligne entre particuliers, etc.

L'éditeur web peut segmenter le marché et cibler chaque segment individuellement grâce aux publicités géo-localisées utilisant l'adresse IP de la cible ou par le biais des cookies qui contiennent des informations sur l'historique de navigation de l'utilisateur donnant ainsi une indication sur ses préférences.

La rémunération de la publicité en ligne se fait à travers différentes modalités :

- Le CPC (Coût par clic) correspondant à une rémunération proportionnelle au nombre de clics uniques sur les bannières diffusées ;

¹¹ PQ Media Global Digital Out-of-Home Media Forecast 2012-2016

- Le CPM (Coût par mille) correspondant à une rémunération en fonction du nombre d'affichages du message. Ce mode de rémunération est généralement réservé aux sites à fort trafic (plus d'un million de vues par mois) ;
- Le CPS (Cost Per Sale ou coût par vente) correspondant au nombre de clics de visiteurs ayant abouti à une vente ;
- La compensation fixe, spécifique à une durée prédéterminée et indépendante de la visibilité du message ou de son impact sur les visiteurs du site.

Les revenus de la publicité en ligne ont atteint 100.2 milliards USD en 2012, soit 20% des revenus publicitaires dans les différents médias. Ils sont estimés à 116.4 milliards USD pour l'année 2013 et 167.6 milliards USD pour l'année 2016, soit 29% du total des revenus de la publicité¹².

Les revenus de la publicité en ligne sont répartis par type de support tel que représenté dans le tableau ci-dessous :

Répartition des revenus historiques et prévisionnels selon la forme de publicité en ligne

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Moteurs de recherche	40%	42%	41%	43%	43%	42%	42%	41%	41%
Bannières et affichages	34%	33%	33%	32%	30%	29%	28%	28%	27%
Annonces	21%	18%	18%	16%	15%	14%	13%	12%	12%
Videos	2%	3%	3%	3%	4%	4%	5%	6%	6%
Mobile	3%	4%	5%	6%	8%	11%	12%	13%	14%

Source : PWC

Le marché Nord-Américain vient en tête en termes de revenus pour la publicité en ligne avec 39% du total des revenus en 2012, suivi par l'Europe de l'ouest. Les marchés tels que l'Asie-Pacifique et l'Amérique Latine sont des marchés en expansion.

Sur le court et moyen terme, la croissance dans les différents marchés régionaux est prédite à la baisse. La région Afrique Moyen-Orient reste la région avec la croissance la plus importante avec un taux réalisé égal à 48% en 2012 et qui baissera à 27% en 2016. Le tableau ci-dessous présente les taux de croissance des différents marchés régionaux sur la période 2011-2016¹³.

Croissances des revenus par région sur 2011-2016

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Afrique Moyen-Orient	56%	48%	47%	39%	30%	27%
Amérique Latine	34%	37%	23%	28%	18%	16%
Asie-Pacifique	23%	25%	19%	16%	14%	13%
Europe de l'Est	38%	19%	17%	16%	13%	9%
Amérique du Nord	22%	17%	14%	12%	9%	7%
Europe de l'Ouest	14%	11%	11%	10%	7%	7%

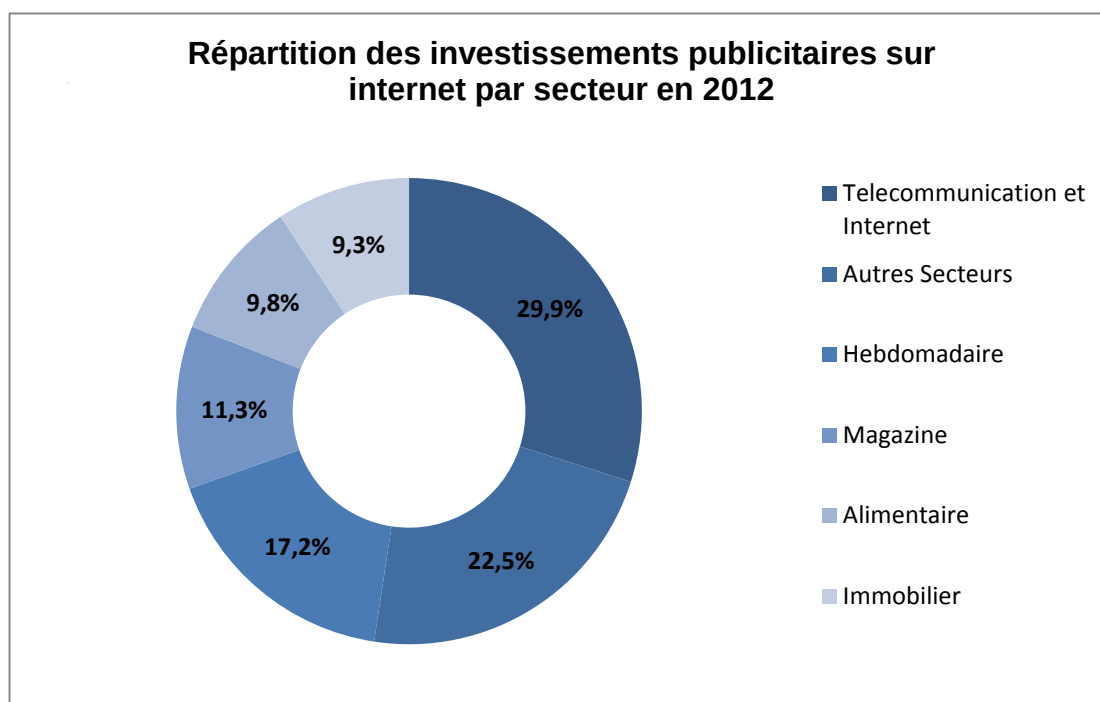
Source : eMarketer

Sur le marché tunisien, les dépenses dans la publicité en ligne représentaient 1.8% des 145.3 MDT des dépenses publicitaires nationales en 2011, avec une croissance de 22.6 % par rapport à l'année 2010. En 2012, les dépenses publicitaires s'élevaient à 183.3 MDT avec la publicité en ligne représentant 1.5%. Le secteur a enregistré une croissance à 5.1% de 2011 à 2012.

¹² Source : Global entertainment and media outlook: 2013-2017 - PWC

¹³ Source eMarketer

Les acteurs de la télécommunication et internet accaparent la plus grande part dans les dépenses en web marketing. Les deux plus grands annonceurs étant Tunisie Telecom avec 404 kDT et Tunisiana avec 221 kDT¹⁴. La répartition des montants dépensés dans la publicité en ligne selon les secteurs d'activité est donnée par le schéma suivant :



Source : SIGMA Conseil, Bilan Medias et publicité en Tunisie 2012

4.1.4. Photovoltaïque et éclairage LED

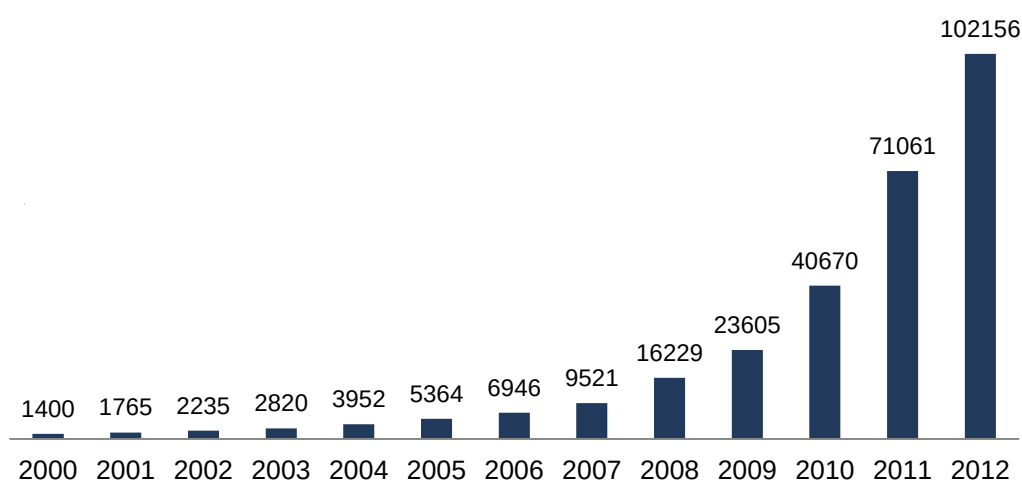
Photovoltaïque

L'énergie solaire photovoltaïque est une énergie électrique produite par conversion d'une part de l'énergie du rayonnement solaire en courant électrique grâce à l'effet photovoltaïque se produisant dans certains matériaux semi-conducteurs. Cette énergie est dite d'origine renouvelable car elle ne diminue pas à l'échelle humaine la ressource nécessaire à sa production, en l'occurrence le rayonnement solaire. En effet, chaque année, la terre reçoit 10 000 fois l'équivalent de la consommation mondiale d'énergie en rayonnement solaire.

La capacité du parc photovoltaïque mondial, égale à 23 605 GW en 2009, a atteint les 102 156 GW en 2012. La croissance moyenne sur la période citée est de 62%. La production de l'année 2012 est suffisante pour couvrir les besoins énergétiques de 30 millions de ménages¹⁵.

¹⁴ Source : bilan media sigma conseil 2012

¹⁵ Source : rapport EPIA 2013



Evolution de la capacité du parc photovoltaïque mondial sur la période 2000-2012 (en GW)

Les prévisions à l'horizon 2017 indiquent une croissance forte en dehors de l'Europe et plus particulièrement en Chine, Inde, Asie du Sud-Est, Amérique du Sud et sur la région MENA. Cette croissance sera entraînée par les besoins croissants en énergie dans ces régions et encouragée par leur présence dans des zones à fort éclairage.

La première centrale photovoltaïque a été installée en Tunisie durant les années 80 pour fournir l'électricité à des postes frontaliers isolés. Aujourd'hui le parc national photovoltaïque a une capacité de 2MW dont 1MW qui est destiné à l'électrification rurale, notamment par l'installation de kits photovoltaïques individuels. Le financement de l'installation des panneaux photovoltaïques est subventionné par l'Etat à hauteur de 30% du montant de l'investissement et la STEG peut octroyer un crédit allant jusqu'à 45% du montant, remboursable sur la facture de la STEG sur une période de 5 ans. Les 25% restants représentent l'apport du client.

Le parc installé permet l'électrification pour certaines activités telles que les télécommunications, le balisage, les postes de l'armée et de la garde forestière.

De même, la Tunisie envisage l'édification d'une première centrale thermo solaire STEG d'une capacité de production égale à 25MW à l'Horizon 2014. Une étude de pré faisabilité a été réalisée pour ce projet en collaboration avec la « GTZ » (l'agence de coopération internationale allemande pour le développement).

Eclairage LED

Contrairement à l'éclairage classique à incandescence (où la luminescence est obtenue en portant un filament en tungstène à haute température) ou l'éclairage par ampoules fluocompactes (par stimulation d'un gaz à basse ou haute pression par des décharges électriques), l'éclairage LED est produit par électroluminescence d'un semi-conducteur (diodes électroluminescentes). Ce type d'éclairage, récemment développé, offre plusieurs avantages par rapport à ses prédécesseurs.

En effet, ce type d'éclairage reste meilleur en termes de rendements (consommation réduite d'électricité, échauffement réduit, meilleure intensité lumineuse...), de durée de vie, de non nocivité (non émission de rayons à moyenne ou basse fréquence, impact amoindri au niveau écologique).

Bien que le prix des ampoules LED reste élevé par rapport aux ampoules utilisées conventionnellement (3 à 4 fois plus élevé) ce type d'éclairage est de plus en plus utilisé pour l'éclairage public, industriel et domestique grâce à ce qu'il procure en termes d'économie d'énergie et de faible coût de maintenance.

4.1.5. Signalétique et habillage de façade

Signalétique

Un panneau signalétique est un visuel ou graphique créé afin d'afficher de l'information à une audience particulière. La signalétique se décline en plusieurs familles et ce, selon les domaines de son utilisation :

- Signalétique propre aux points de vente : permettant aux utilisateurs d'indiquer leurs noms de marque ou le rôle qu'ils remplissent ;
- Signalétique directionnelle : pour orienter les utilisateurs des routes, transports en commun, etc. ;
- Signalisation routière : pour donner des indications aux conducteurs se rapportant au code de la route ;
- Signalétique intérieure : permettant de guider les personnes à l'intérieur des espaces recevant du public.

Les panneaux de signalisation peuvent être fabriqués à partir de matériaux divers (taule, plastiques, PVC, etc.) et ne sont généralement pas sujets à une réglementation du point de vue du formalisme (sauf pour les panneaux de signalisation routière). De ce fait, les fabricants de panneaux de signalisation peuvent incorporer de la conception de contenu dans le produit.

Habillage de façade

Cette activité consiste en la conception, la fabrication et le montage de façades pour établissements (commerces généralement) et ce afin de mettre en valeur un produit (exposition en vitrines) ou un nom de marque.

Outre que les travaux de fabrication et de construction de la façade, l'activité engage de l'architecture et de la décoration. De plus, le marketing du produit ou de la marque exposée est pris en compte lors de la phase de conception de la façade. Ainsi, cette activité englobe un large volet de services dans la phase de conception en plus de la phase de la réalisation de l'ouvrage.

4.1.6. Environnement législatif et réglementaire

4.1.5.1 Cadre réglementaire

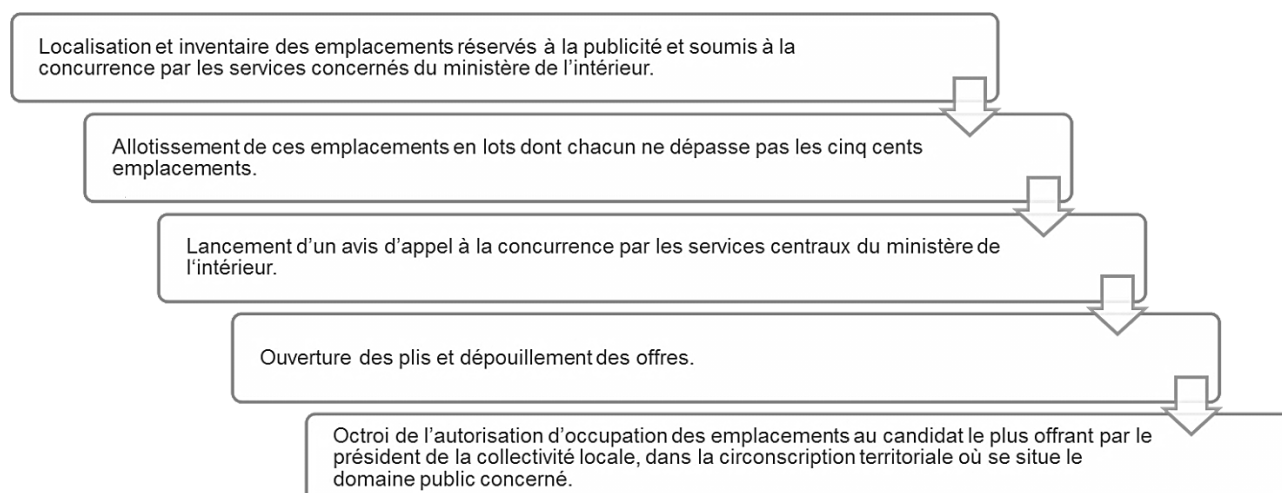
L'affichage publicitaire est régi par le décret n° 2010-261 du 15 février 2010 tel que modifié par le décret n° 2010-772 du 20 Avril 2010 et le décret n°2012-408 du 17 mai 2012.

Le décret établit les conditions et la procédure d'autorisation de la publicité dans le domaine public routier et dans les propriétés immobilières y attenantes, appartenant aux personnes.

La procédure d'autorisation et les conditions fixées par le décret concernent :

- L'occupation temporaire de parties du domaine public routier, appartenant à l'Etat ou aux collectivités locales ;
- L'autorisation d'apposition des affiches et d'implantation des panneaux et des porte-panneaux de publicité, visibles à partir de ce domaine public, dans les propriétés immobilières y attenantes, appartenant à des personnes physiques ou morales.

Procédure d'attribution des emplacements publicitaires :



4.1.5.2 Agréments métiers

La société MIP détient un agrément relatif à l'exercice de la profession d'agent de publicité commerciale. Cet agrément est régi par le décret n°2011-2913 du 7 octobre 2011, fixant les conditions et procédures d'octroi et de retrait de l'agrément pour l'exercice de la profession d'agent de publicité commerciale prévu par l'article 6 (nouveau) de la loi n°71-22 du 25 mai 1971 portant organisation de la profession d'agent de publicité commerciale telle que modifiée par la loi n°2010-13 du 22 février 2010.

4.2. Présentation générale des sociétés du groupe et de leurs activités

Les origines du groupe remontent à 1994, date de la création par la famille CHERIHA de la société MIPE (Maghreb International Presse et Edition) spécialisée dans l'édition et la gestion de campagnes-presse.

Les activités au sein du groupe sont :

- La communication publicitaire incluant l'affichage urbain, l'affichage dynamique et l'affichage web ;
- La production et la vente de produits de signalétique routière et culturelle, d'agencement muséographique, d'habillage de façade, d'agencement de points de ventes et de conception de stands ;
- L'impression numérique, les travaux de pose et dépose d'affichages et les services de maintenance des panneaux ;
- L'activité photovoltaïque incluant l'installation des systèmes photovoltaïque et la vente des solutions d'éclairages écologiques.

4.2.1. Historique et évolution du groupe

Le groupe MIP est le fruit de la stratégie de diversification et d'expansion des activités de la société MIPE, spécialisée dans l'édition et la gestion des campagnes-presse et créée en 1994 par la famille Cheriha.

Un département exclusivement consacré à l'affichage urbain a ainsi vu le jour en 1998 et une activité de fabrication des panneaux publicitaires a été constituée au cours de l'année 2000 dans le cadre d'une stratégie d'intégration verticale.

En 2004, la famille Cheriha a lancé un programme de restructuration de ses métiers et ce par :

- La filialisation de l'activité d'affichage urbain à travers la création de la société Maghreb International Publicité « MIP » détenue conjointement par M. Mohamed Hédi Cheriha (50%) et par M. Mehdi Cheriha (50%),
- Le transfert de l'unité de production des panneaux à la société Maghreb Industrie Métallique et Electrique « MIME » détenue conjointement par M. Mohamed Hédi Cheriha (50%) et par M. Mehdi Cheriha (50%).

Face aux évolutions et changements survenus dans le paysage de la communication en Tunisie, la société MIP s'est orientée vers une offre d'affichage publicitaire complète et plus diversifiée à travers:

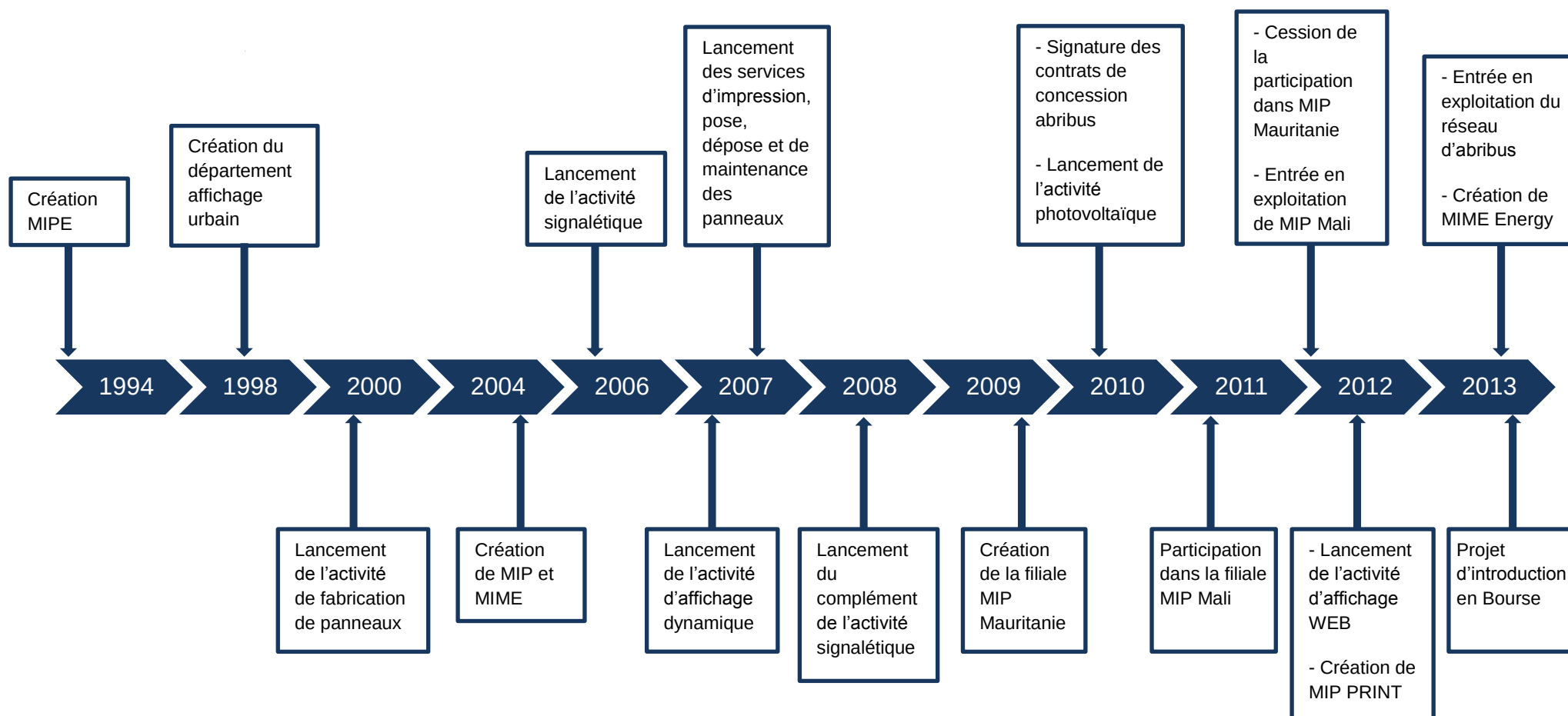
- La création en 2007 du département Digital Media Solutions spécialisé dans la gestion de l'affichage dynamique sur réseaux d'écrans et tout autre support numérique,
- Le développement en 2010 de son parc d'affichage urbain en intégrant de nouveaux mobiliers urbains de communication, notamment les abribus, et ce dans le cadre de contrats de concession pour l'installation et l'exploitation des abribus conclus avec la société Transtu (Société des transports de Tunis) et d'autres sociétés de transport régional. Le réseau d'abribus de la société est entré en exploitation à partir du mois de Janvier 2013,
- Le lancement en 2012 de l'activité d'affichage publicitaire en ligne et ce par le développement d'un site web « www.lesannonces.tn ».

Depuis sa création, la société MIME s'est engagée dans une stratégie de diversification de son portefeuille d'activités :

- Lancement en 2006 de l'activité signalétique routière et culturelle et ce, afin d'accélérer sa croissance et, indirectement, consolider le positionnement du Groupe (MIP-MIME) sur le secteur de la communication « Outdoor »,
- Spécialisation en 2007 dans les services d'impression numérique des affiches, les services de pose et dépose des affiches et dans les prestations de maintenance des panneaux d'affichage et ce afin de garantir une offre publicitaire complète allant de l'impression des affiches jusqu'à l'affichage et la gestion des panneaux d'affichage. L'activité d'impression numérique, pose et dépose des affiches publicitaires a été transférée à la nouvelle structure MIP PRINT et ce à partir du mois de Juillet 2012,
- Consolidation de son positionnement sur l'activité signalétique par le lancement en 2008 des prestations d'agencement muséographique, d'habillage de façade, d'agencement de points de ventes et de conception de stands,
- Lancement vers la fin de l'année 2010 de l'activité photovoltaïque : Vente et installation de kit d'assemblage photovoltaïque. Cette activité a été transférée à la nouvelle filiale du Groupe MIME Energy créée en Juin 2013.

Parallèlement à la croissance du Groupe sur le marché local, MIP a développé son activité d'affichage dans le cadre d'une stratégie d'expansion régionale avec :

- La création en 2009 d'une filiale en Mauritanie « MIP Mauritanie » opérant dans l'affichage urbain. La participation du Groupe dans cette société a été par la suite cédée en 2012 et ce en raison de l'importance des taxes municipales supportées sur ce marché,
- La participation en 2011 dans le capital de « MIP Mali », société spécialisée dans la communication « Outdoor » et notamment l'affichage publicitaire urbain dans le district de Bamako. L'entrée en exploitation effective de cette société a eu lieu en Septembre 2012.



4.2.2. Présentation des sociétés du groupe

4.2.2.1. MIP

Leader en Tunisie dans l'affichage urbain à travers :

- Un réseau de panneaux d'affichages avec plus de 1 500 faces et plus de 23 000 m² d'espaces publicitaires,
- Un réseau de 740 abribus exploités dès début 2013 :
 - 450 dans le cadre d'un contrat de concession conclut avec la Transtu sur une période de 25 ans et prévoyant l'installation d'un total de 1500 abribus ;
 - 290 dans le cadre d'autres contrats de concession avec des sociétés de transport régionales.

La société MIP est aussi présente dans les secteurs de :

- L'affichage dynamique qui consiste en la location d'espaces d'affichage publicitaires sur des réseaux d'écrans et tout autre support numérique,
- L'affichage web qui consiste en la vente d'espaces publicitaires sur internet via deux sites web www.lesannonces.tn et www.automag.tn développés par la société.

Le réseau de MIP est implanté sur tout le territoire Tunisien avec de nouveaux emplacements chaque mois. Ce réseau s'adresse à l'ensemble des catégories socioprofessionnelles selon le type de produit à promouvoir.

4.2.2.2. MIME

Créée en 2004, MIME réalise les activités suivantes :

- La fabrication et la vente (à la société MIP et MIP MALI et à d'autres clients hors groupe) des supports d'affichage publicitaire urbain, à savoir les panneaux, les sucettes et les abribus ;
- La fabrication des produits signalétiques incluant la signalétique routière et culturelle, agencement muséographique, d'habillage de façade, d'agencement de points de ventes et de conception de stands ;
- La fourniture pour le compte de la société MIP et d'autres sociétés hors groupe des services liés à l'affichage urbain : Impression numérique des affiches publicitaires, travaux de pose et dépose et travaux de maintenance des panneaux publicitaires.
A noter que l'activité d'impression numérique et pose & dépose a été transférée à la société MIP PRINT et ce à partir du mois de Juillet 2012 ;
- La vente et l'installation des kits d'assemblage photovoltaïques. Cette activité a été lancée vers la fin de l'année 2010 et a été transférée à une nouvelle société du groupe (MIME Energy) créée au cours du mois de Juin 2013.

MIME dispose d'une usine de 4 000 m² à la Charguia I consacrée à la fabrication métallique et équipée d'un parc de machines modernes (découpe laser, usinage, pliage, peinture, etc.).

4.2.2.3. MIP PRINT

Dès son lancement en Juillet 2012, cette filiale a assuré les travaux d'impression numérique des affiches publicitaires et les prestations de pose et dépose de ces affiches pour le compte de la société MIP (Activité assurée jusqu'au 30 Juin 2012 par MIME).

Par ailleurs, MIP PRINT réalise pour le compte de MIME des prestations d'impression numérique dans le cadre de projets de signalétique.

Sa création entre dans le cadre d'une intégration verticale de l'activité de publicité extérieure.

4.2.2.4. MIP MALI

MIP Mali est une société à responsabilité limitée de droit malien créée en Septembre 2009 et ce dans le cadre d'une stratégie de développement régional du Groupe MIP. La société est spécialisée dans la communication « Outdoor » et notamment l'affichage publicitaire urbain.

L'activité de la société est exercée dans le cadre d'une convention de partenariat signée avec la Mairie du District de Bamako prévoyant l'installation et l'exploitation d'un réseau de panneaux d'affichage grand format dans 6 communes du District de Bamako.

Depuis la signature de cette convention de partenariat, la société a lancé la phase d'investissement et d'installation des panneaux d'affichages acquis auprès de MIME et auprès de MIP Mauritanie. L'entrée en exploitation effective de la société a eu lieu à partir du mois de septembre 2012.

4.2.2.5. MIME ENERGY

MIME Energy, opère dans le secteur des énergies renouvelables. Elle offre des services d'études technico-financières et d'installations de panneaux photovoltaïques en partenariat avec la référence mondiale SolarWorld.

MIME Energy propose également des solutions d'éclairage écologique, avec ses solutions LED.

4.3. Description de l'activité au 31/12/2012

4.3.1. Société MIP

4.3.1.1. Evolution des revenus

Au 31 Décembre 2012, les revenus de la société ont atteint 8 550 kDT contre 8 368 kDT en 2011 et 8 166 kDT en 2010. Ces revenus sont générés au titre de trois activités :

- L'activité d'affichage urbain ;
- L'activité de vente d'espaces publicitaires sur internet ;
- L'activité d'affichage dynamique.

Le tableau, ci-dessous, récapitule la répartition des revenus de la société par activité sur la période 2010-2012 ainsi que leurs évolutions :

<i>En kDT</i>	2010	2011	2012
Affichage urbain	8 058	8 083	8 019
Ventes d'espaces web	-	120	83
Affichage dynamique	103	25	28
Autres revenus	4	140	420*
Total	8 166	8 368	8 550
<i>Répartition en %</i>			
Affichage urbain	98,68%	96,59%	93,79%
Ventes d'espaces web	0,00%	1,43%	0,97%
Affichage dynamique	1,27%	0,30%	0,33%
Autres revenus	0,05%	1,67%	4,91%
Total	100,00%	100,00%	100,00%
<i>Evolution en %</i>			
Affichage urbain	-	0,31%	-0,79%
Ventes d'espaces web	-	n.a	-30,83%
Affichage dynamique	-	-75,65%	11,16%
Autres revenus	-	3396,82%	200,21%
Total	-	2,48%	2,17%

* dont 273 kDT relatif à la mise à disposition de véhicules, personnel et équipement au profit des filiales qui n'était pas facturée par MIP courant les exercices précédents

Les autres produits d'exploitation ont atteint 420 kDT en 2012 contre 140 kDT en 2011 et 4 kDT en 2010. Ces produits sont principalement composés en 2012 des produits de refacturation de charges aux autres sociétés du groupe.

Notons que l'activité d'affichage urbain a une contribution moyenne de 97% dans les revenus de la société sur la période 2010-2012. Le volume d'espaces disponibles est passé de 357 927 m² en 2010 à 404 833 m² en 2012. Cette augmentation est essentiellement due aux investissements d'acquisition d'espaces en abribus effectués sur ladite période.

Le taux d'occupation des espaces publicitaires a baissé de 63% en 2010 à 52% en 2012. Cette baisse est due à l'expansion du parc d'affichage d'un côté et le lancement d'un nouveau format qui reste en phase de démarrage (abribus).

Le volume des espaces occupés a enregistré une baisse continue sur la même période et est passé de 224 723 m² en 2010 à 212 041 m² en 2011 et 209 491 m² en 2012. Ceci est dû en partie aux événements survenus en Tunisie durant ladite période. La société a pu compenser cette perte en volume par la révision de ses prix au cours des exercices 2011 et 2012. Ainsi, le prix de vente moyen par m² est passé de 35,6 DT en 2010 à 37,9 DT en 2011 et 38,3 DT en 2012.

4.3.1.2. Evolution des charges

Sur la période 2010-2012, les achats consommés se présentent comme suit :

<i>En kDT</i>	2010	2011	2012
Location d'espaces publicitaires	2 160	2 220	2 307
% Achats consommés	61%	64%	60%
Impression	1 086	936	929
% Achats consommés	31%	27%	24%
Pose et dépose	295	296	374
Autres achats	(26)	33	261
Achats consommés	3 515	3 485	3 870
Evolution annuelle	-	-0,9%	11,0%
Produits d'exploitation	8 166	8 368	8 550
Marge brute*	4 650	4 883	4 680
Taux de marge brute**	57%	58%	55%

* calculée comme étant la différence entre les Produits d'exploitation et les Achats consommés

** calculé comme étant le rapport entre la Marge brute et les Produits d'exploitation

Les achats consommés s'élèvent à 3 870 kDT en 2012. Ils ont enregistré une évolution annuelle moyenne de 5% sur la période 2010-2012. Cette rubrique est principalement relative aux :

- Redevances et charges de location d'espaces publicitaires (62% en moyenne) et ;
- Frais d'impression et de pose des affiches (facturés par les sociétés MIME et MIP PRINT) (36% en moyenne).

A la fin de l'année 2012, le taux de marge brute a atteint 55% contre 58% en 2011 et 57% en 2010. Cette évolution est principalement expliquée par l'effet cumulé de :

- L'augmentation des prix moyens de location d'espaces facturés par certaines municipalités en 2012 ;
- La présentation des charges de maintenance et d'éclairage des panneaux au niveau de cette rubrique en 2012 et ce pour un montant total de 180 kDT. Ces charges étaient présentées au niveau des autres charges d'exploitation au cours des exercices 2010 et 2011 (le taux de marge brute serait égal à 57% si on comptabilise ces charges au niveau des autres charges d'exploitation).

Les charges de location d'espaces publicitaires sont composées des redevances payées par la société aux municipalités, des charges de location d'espaces privés et des charges de location d'espaces auprès d'autres régies. Sur la période 2010-2012, ces charges ont cru à un rythme annuel moyen de 3%. Leur répartition se présente comme suit :

<i>En kDT</i>	2010	2011	2012
Redevances municipalités	1 189	1 197	1 447
Location d'espaces privés	375	363	469
Loyers d'espaces régies	596	660	390
Total	2 160	2 220	2 307
<i>% évolution</i>	-	2,8%	3,9%

4.3.2. Société MIME

4.3.2.1. Evolution des revenus

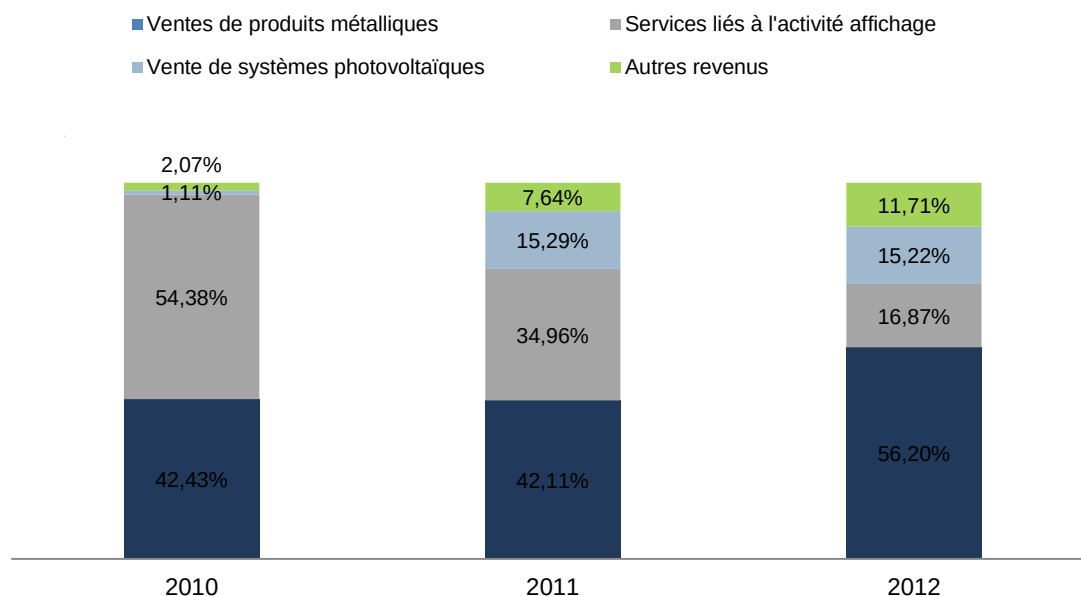
Les revenus de la société ont enregistré une augmentation annuelle moyenne de 28% passant de 3 874 kDT en 2010 à 5 186 kDT en 2011 et 6 353 kDT en 2012. Les revenus ont été réalisés principalement au titre des trois activités suivantes :

- La vente de produits métalliques incluant les panneaux d'affichage et les abribus (principalement pour le compte de la société MIP) et les produits signalétiques (habillage de façade, agencement de points de ventes, agencement muséographique, conception de stands, signalétique routière et culturelle, etc.) ;
- Les services liés à l'activité d'affichage urbain incluant l'impression des affiches publicitaires, les travaux de pose et dépose des affiches, ainsi que les travaux de maintenance du parc d'affichage de la société MIP. Il est à noter que cette activité a été externalisée chez MIP PRINT depuis juillet 2012 ;
- La vente de systèmes photovoltaïques. Cette activité a été lancée vers la fin de l'année 2010 et a été transférée à MIME Energy.

Le tableau et le diagramme suivants exposent la répartition des revenus selon les différentes activités de l'entreprise ainsi que leurs évolutions respectives :

<i>En kDT</i>	2010	2011	2012
Ventes de produits métalliques	1 644	2 184	3 570
Services liés à l'activité affichage	2 107	1 813	1 072
Vente de systèmes photovoltaïques	43	793	967
Autres revenus	80	396	744
Total	3 874	5 186	6 353
<i>Répartition en %</i>			
Ventes de produits métalliques	42,43%	42,11%	56,20%
Services liés à l'activité affichage	54,38%	34,96%	16,87%
Vente de systèmes photovoltaïques	1,11%	15,29%	15,22%
Autres revenus	2,07%	7,64%	11,71%
Total	100,00%	100,00%	100,00%
<i>Evolution en %</i>			
Ventes de produits métalliques	-	32,85%	63,46%
Services liés à l'activité affichage	-	-13,95%	-40,87%
Vente de systèmes photovoltaïques	-	1744,19%	21,94%
Autres revenus	-	393,40%	87,74%
Total	-	33,86%	22,49%

Répartition des revenus de la société MIME selon ses activités



- Les revenus réalisés au titre de la vente des produits métalliques ont enregistré une évolution annuelle moyenne de 47% sur la période 2010-2012 pour atteindre 3 570 kDT en 2012. L'évolution de ces revenus sur la période 2010-2012 est principalement enregistrée au titre des ventes des éléments de parc d'affichages (70% en TCAM) résultant de l'extension du parc installé par MIP en termes de panneaux et uni-pôles et des travaux d'installation du réseau d'abribus dans le cadre des contrats d'installation et d'exploitation signés par MIP avec la Transtu et avec les sociétés régionales de transport. Le tableau ci-dessous montre l'évolution de ces revenus :

En kDT	2010	2011	2012
Ventes parc d'affichage	902	888	2 613
Ventes produits signalétiques	743	1 296	957
Total	1 644	2 184	3 570

- Les revenus générés au titre des services liés à l'activité d'affichage urbain s'élèvent à 1 072 kDT en 2012 contre 1 813 kDT en 2011 et 2 107 kDT en 2010. Cette baisse est essentiellement expliquée par l'effet des événements déclenchés en Tunisie depuis la révolution ayant impacté négativement le secteur d'affichage publicitaire ;
- Les revenus de l'activité d'impression s'élèvent à 788 kDT en 2012. L'exercice 2012 a été marqué par le transfert de l'activité impression, pose et dépose à la société MIP PRINT et ce à partir du deuxième semestre ;
- Les revenus de ventes de systèmes photovoltaïques ont enregistré une augmentation significative sur la période historique passant de 43 kDT en 2010 à 967 kDT en 2012.

4.3.2.2. Evolution des charges

Les achats consommés ont enregistré une augmentation importante sur la période 2010-2012 passant de 1 618 kDT en 2010 à 2 047 kDT en 2011 et 3 237 kDT en 2012. Cette évolution est principalement expliquée par un effet cumulé de :

- L'augmentation du volume d'activité de la société principalement au titre de l'activité de ventes de produits métalliques et de l'activité photovoltaïque ; et
- L'augmentation des prix d'achat et d'importation des matières premières.

Les achats consommés sont principalement affectés à l'activité de fabrication de produits métalliques, ils se détaillent comme suit :

<i>En kDT</i>	2010	2011	2012
Achats matières premières	1 360	1 968	2 241
Travaux de soustraitance	84	165	342
Achat petit outillage	48	38	21
Achats pièces de rechange	51	37	96
Achats divers	167	308	334
Variation de stocks	-93	-468	204
Total	1 618	2 047	3 237

Les achats de matières premières totalisent 2 241 kDT en 2012 contre 1 968 kDT en 2011 et 1 360 kDT en 2010 représentant 83% en moyenne des achats consommés sur la période.

Comme présentés ci-dessous, ces achats sont essentiellement composés des achats de bâche, vinyle et encre, des achats d'acier, des achats de produits électriques et des achats de kits d'assemblage photovoltaïque.

<i>En kDT</i>	2010	2011	2012
Photovoltaïque	-	215	601
Acier	224	366	502
Bache, Vinyle et Encre	799	606	415
Signalétique	-	57	196
Peinture	67	114	190
Produits électriques	138	369	125
Aluminium	55	119	123
Autres	77	121	88
Total	1 360	1 968	2 241

4.3.3. Société MIP PRINT

4.3.3.1. Evolution des revenus

La société MIP PRINT a été créée en juin 2012 par le groupe et ce dans le cadre d'une stratégie de filialisation des services d'impression, de pose et dépose des affiches publicitaires. Ses revenus ont atteint 842 kDT fin 2012 répartis comme suit :

- 653 kDT au titre de l'activité d'impression ;
- 190 kDT au titre de pose et dépose des affiches publicitaires

L'activité de la société est principalement liée à la société mère MIP : 66% des revenus de l'impression et 95% des revenus de l'activité de pose et dépose des affiches ont été réalisés avec MIP.

4.3.3.2. Evolution des charges

Les achats consommés de l'entreprise s'élèvent à 308 kDT en 2012 générant un taux de marge brute de 63%. Ils se répartissent comme suit :

<i>En kDT</i>	2012	%
Bâche	138	45,0%
Vinyle	72	23,5%
Encre	71	23,1%
Autres	26	8,4%
Total	308	100,0%

Les autres charges d'exploitation correspondent à 26% des revenus soit 220 kDT. Cette rubrique est prédominée par les charges locatives à hauteur de 78% correspondant principalement :

- Aux montants facturés par MIP (56 kDT) et MIME (32 kDT) au titre de mise à disposition de véhicules de pose ;
- Aux montants facturés par MIME au titre de la mise à disposition de machines d'impression ; et
- Aux montants facturés par MIP au titre de la quote part de MIP PRINT dans les frais de location du siège de la Chargaia I.

4.3.3.3. Analyse de l'activité d'impression, pose et dépose

L'activité d'impression, de pose et de dépose du groupe a été transférée de la société MIME vers la société MIP PRINT à la fin du premier semestre de l'année 2012.

Les revenus ¹⁶générés par l'activité d'impression et de pose et dépose sont de 1 989 kDT en 2010, 1 659 kDT en 2011 et 1 831 kDT en 2012. La baisse enregistrée en 2011 est expliquée par les événements qu'a vécus la Tunisie durant cette année. En 2012, les revenus ont augmenté sans toutefois retrouver le niveau de 2010. Cette augmentation a été stimulée par l'activité des annonceurs politiques à l'occasion des élections.

4.3.4. Société MIP Mali

L'entrée en exploitation effective de la société a eu lieu à partir du mois de septembre 2012.

¹⁶ en prenant en considération l'ensemble des deux sociétés

4.3.4.1. Evolution des revenus

Les revenus de la société s'élèvent à 14 599 kFCFA soit 47 kDT¹⁷ à la clôture de l'exercice 2012 et ont été réalisés dans le cadre de deux contrats annuels d'affichage conclus avec la SONAVIE (Société Nouvelle d'Assurance-vie) et la SEMM (Société des Eaux Minérales du MALI).

L'évolution des revenus sur les 4 derniers mois de l'année 2012 et selon les taux d'occupation des espaces d'affichage sont répertoriés dans ce qui suit :

<i>Rubriques</i>	<i>Septembre</i>	<i>Octobre</i>	<i>Novembre</i>	<i>Décembre</i>	<i>Total</i>
Superficie disponible en m ²	384	384	504	504	1 776
Taux d'occupation	31%	31%	71%	86%	58%
Superficie occupée en m ²	119	120	360	433	1 032
Prix moyen en DT	45	45	45	45	45
Revenus en DT	5 395	5 440	16 307	19 626	46 768

4.3.4.2. Evolution des charges

Les achats consommés totalisent 9 kDT en 2012 et sont principalement composés des frais de maintenance des panneaux (à hauteur de 50%) et des consommations en carburant (à hauteur de 24%).

Les autres charges d'exploitation s'élèvent à 45 kDT à fin 2012 et sont essentiellement composés des :

- Charges locatives ;
- Frais d'honoraires ;
- Frais d'impression des affiches ; et
- Redevances d'installation des panneaux.

4.4. Description de l'activité au 30/06/2013

4.4.1. Société MIP

4.4.1.1. Evolutions des revenus

Les revenus de MIP ont baissé de 6,9% sur la période 30/06/2012 - 30/06/2013, et ce en raison des événements politiques qu'a connus la Tunisie au premier semestre 2013. La société MIP a été contrainte de baisser ses prix de vente d'espaces pour compenser la diminution de la demande en publicité.

Le tableau, ci-dessous, récapitule la répartition des revenus de la société par activité sur la période 30/06/2012 – 30/06/2013 ainsi que leurs évolutions :

¹⁷ Parité TND/FCFA = 0.0032194

<i>En kDT</i>	<i>30/06/2012</i>	<i>30/06/2013</i>	<i>2012</i>
Affichage urbain	3 951	3 582	8 019
Ventes d'espaces web	19	29	83
Affichage dynamique	15	43	28
Autres revenus	244	285	420
Total	4 228	3 938	8 550
<i>Répartition en %</i>			
Affichage urbain	93,44%	90,95%	93,79%
Ventes d'espaces web	0,44%	0,73%	0,97%
Affichage dynamique	0,36%	1,08%	0,33%
Autres revenus	5,76%	7,24%	4,91%
Total	100,00%	100,00%	100,00%
<i>Evolution en %</i>			
	<i>(30/06/2012-30/06/2013)</i>	<i>(2011-2012)</i>	
Affichage urbain	-9,35%	-0,79%	
Ventes d'espaces web	53,99%	-30,83%	
Affichage dynamique	181,52%	11,16%	
Autres revenus	17,03%	200,21%	
Total	-6,87%	2,17%	

4.4.1.2. Achats consommés

Durant les deux premiers semestres de 2012 et 2013, les achats consommés se présentent comme suit :

<i>En kDT</i>	<i>30/06/2012</i>	<i>30/06/2013</i>	<i>2012</i>
Location d'espaces publicitaires	1 200	1 219	2 307
% Achats consommés	59%	58%	60%
Impression & pose	704	768	1 303
% Achats consommés	35%	36%	34%
Autres achats	134	118	261
Achats consommés	2 038	2 104	3 870
Evolution annuelle	-	3,2%	11,0%
Produits d'exploitation	4 228	3 938	8 550
Marge brute*	2 190	1 833	4 680
Taux de marge brute**	52%	47%	55%

* calculée comme étant la différence entre les Produits d'exploitation et les Achats consommés

** calculé comme étant le rapport entre la Marge brute et les Produits d'exploitation

En dépit de la diminution des produits d'exploitation de 6,9%, les achats consommés ont cru de 3,2% générant un taux de marge brute en baisse de 5 points (47% contre 52% au premier semestre 2012).

La répartition des charges de location d'espaces publicitaires se présente comme suit :

<i>En kDT</i>	<i>30/06/2012</i>	<i>30/06/2013</i>	<i>2012</i>
Redevances municipalités	740	751	1 447
Location d'espaces privés	318	334	469
Loyers d'espaces régies	143	133	390
Total	1 200	1 219	2 307
<i>Evolution annuelle</i>	-	1,5%	3,9%

4.4.2. Société MIME

4.4.2.1. Evolution des revenus

Le cumul des revenus de la société MIME au 30/06/2013 est présenté au tableau suivant :

<i>En kDT</i>	<i>30/06/2012</i>	<i>30/06/2013</i>	<i>2012</i>
Ventes de produits métalliques	1 076	956	3 570
Services liés à l'activité affichage	749	21	1 072
Vente de systèmes photovoltaïques	392	531	967
Autres revenus	431	271	744
Total	2 649	1 780	6 353

Le chiffre d'affaires de la société a baissé de 32,8% passant de 2 649 kDT au 30/06/2012 à 1 780 kDT au 30/06/2013. Cette baisse est due essentiellement à la chute des revenus générés par les services liés à l'activité affichage (-97,1%) expliquée par le transfert des activités d'impression numérique et de pose et dépose à la nouvelle filiale MIP PRINT et ce à partir du deuxième semestre 2012.

Néanmoins, il est à noter que l'augmentation du chiffre d'affaires de la vente de systèmes photovoltaïques (+35,4%) qui verra sa contribution dans le total des revenus de la société doubler passant de 15% à 30%.

4.4.2.2. Evolution des charges

MIME a vu ses achats consommés diminuer de 60% passant de 1 332 kDT au 30/06/2012 à 529 kDT au 30/06/2013, suite à la baisse des ventes des différentes activités et au transfert des activités d'impression numérique et de pose et dépose, comme détaillé au tableau suivant :

<i>En kDT</i>	<i>30/06/2012</i>	<i>30/06/2013</i>	<i>2012</i>
Achats matières premières	1 364	641	2 241
Travaux de sous traitance	143	60	342
Achats petit outillage	7	2	21
Achats pièces de rechanges	25	5	96
Achats divers	-	-	334
Variation de stocks	-207	-179	204
Total	1 332	529	3 237

Cette régression provient essentiellement de la baisse de 53% du niveau des achats de matières premières qui sont présentés ci-dessous.

<i>En kDT</i>	30/06/2012	30/06/2013	2012
Photovoltaïque	405	274	601
Acier	174	156	502
Bache, Vinyle et Encre	330	-	415
Signalétique	104	62	196
Peinture	79	66	190
Produits électriques	82	26	125
Aluminium	49	17	123
Autres	140	40	88
Total	1 364	641	2 241

Les achats de matières premières sont composés principalement des achats de kits d'assemblage photovoltaïque (42,7%) et des achats d'acier (24,4%) qui ont diminué respectivement de 32,5% et de 10,2% par rapport au 30/06/2012.

Il est à noter l'absence au 30/06/2013 d'achats de bâche, vinyle et encre qui sont liés à l'activité d'impression numérique.

4.4.3. Société MIP PRINT

4.4.3.1. Evolution des revenus

Au 30 juin 2013, les revenus de MIP PRINT totalisent 1 034 kDT, ils sont essentiellement générés au titre des travaux d'impression qui représentent 71,7% des revenus comme détaillé dans le tableau suivant :

<i>En kDT</i>	30/06/2013	2012
Impression	741	653
Pose et dépose	293	190
Total	1 034	842

4.4.3.2. Evolution des charges

Les achats consommés s'élèvent à 355 kDT à fin juin 2013, ils représentent 34,3% des revenus. Cette rubrique est essentiellement composée des consommations de bâches, vinyle et encre comme présenté ci-dessous :

<i>En kDT</i>	30/06/2013	2012
Bâches	180	138
Vinyle	72	72
Encre	88	71
Autres achats	14	26
Total	355	308

4.4.4. Société MIP Mali

Les revenus de MIP Mali s'élèvent au 30/06/2013 à 53,414 kDT. Le tableau ci-dessous synthétise l'évolution de la superficie disponible, du taux d'occupation et du prix moyen de vente par m² :

	30/06/2013	2012
Superficie disponible en m ²	3 024	1 776
Superficie occupé m ²	962	1 032
Taux d'occupation	32%	58%
Prix moyen (en DT)	56	45
Revenus en DT	53 414	46 768

Quant aux achats consommés, ils s'élèvent à 14,983 kDT et sont principalement composés des frais d'impression des affiches.

4.5. Indicateurs d'activité trimestriels au 31/12/2013

En DT

Désignation	4ème Trimestre 2013	4ème Trimestre 2012	Cumul au 31/12/2013	Cumul au 31/12/2012
Revenus	1 854 915	2 453 799	7 919 100	8 549 817
Affichage urbain	1 484 881	2 280 222	6 834 728	8 019 182
Ventes d'espaces web	3 238	35 103	57 750	82 936
Affichage dynamique	165 850	12 440	214 755	27 585
Autres revenus	200 946	126 034	811 867	420 114
Investissement	161 308	1 436 968	1 650 385	3 600 780
Investissement corporel & incorporel	158 886	1 427 968	1 052 962	3 138 380
Investissement financier	2 423	9 000	597 423	462 400
Structure de l'endettement	5 938 011	7 271 049	5 938 011	7 271 049
Endettement à Long & Moyen Terme	2 847 248	3 292 471	2 847 248	3 292 471
Emprunts à moins d'un an	2 390 571	3 093 482	2 390 571	3 093 482
Découvert & autres crédits CT	700 193	885 095	700 193	885 095

4.6. Indicateurs d'activité trimestriels au 31/03/2014

En dinars

Désignation	1er Trimestre 2014	1er Trimestre 2013
Revenus	1 867 773	1 737 517
Affichage urbain	1 635 335	1 491 506
Ventes d'espaces web	8 575	10 215
Affichage dynamique	64 020	4 680
Autres revenus	159 843	231 116
Investissement	103 390	539 485
Investissement corporel & incorporel	103 390	539 485
Investissement financier	-	-
Structure de l'endettement	5 759 632	7 325 413
Endettement à Long & Moyen Terme	2 511 224	3 195 014
Emprunts à moins d'un an	2 574 472	3 194 339
Découvert & autres crédits CT	673 936	936 060

4.7. Certifications et mises à niveau

Néant

4.8. Facteurs de risque et nature spéculative de l'activité

- Risques liés à la conjoncture nationale

La situation économique, politique et sociale que traverse actuellement le pays est susceptible d'impacter les activités de la société. Les budgets publicitaires des investisseurs sont en effet tributaires de la situation économique locale. Ainsi les principaux annonceurs peuvent revoir rapidement leurs investissements publicitaires à la baisse suivant l'évolution de la situation.

- Risques liés à la concurrence

Le secteur de l'affichage urbain post-14 janvier 2011 a vu l'irruption d'un nombre d'afficheurs opérant sans autorisation. Cette concurrence déloyale est en train de grignoter les parts de marché des régies historiques.

- Risque de taux de change

MIP règle son approvisionnement en panneaux photovoltaïques et en LED en devises ce qui l'expose de ce fait aux fluctuations des taux de change, d'autant plus que la société n'est pas en train de se couvrir contre le risque de change par l'achat de devises à terme ou par l'utilisation d'autres instruments financiers.

- Risque de taux d'intérêt

Etant donné le recours important de la société au financement par les crédits bancaires et les crédits leasing, elle fait face au risque d'augmentation des taux d'intérêt sur le marché monétaire tunisien qui risque d'alourdir ses charges financières.

4.9. Dépendance de l'émetteur

- Dépendance envers les fournisseurs

La structure du Groupe MIP lui permet, suite à une intégration en amont et en aval, de sécuriser pour la société mère MIP une partie significative de l'approvisionnement en impression ainsi que les prestations de pose et de dépose auprès de sa filiale MIP PRINT et des acquisitions en supports d'affichage (panneaux, abribus, uni-pôle, maintenance réseau) auprès de sa filiale MIME.

La société MIME, quant à elle, dispose d'une liste diversifiée de fournisseurs avec qui elle entretient des relations d'affaires. Courant l'année 2012, la société MIME a réalisé près de 18% de ses achats auprès d'un seul fournisseur PROSID qui est le plus grand fournisseur d'acier en Tunisie et qui offre des conditions avantageuses pour la société en termes de prix, de qualité et de délais de règlement. En second lieu, quatre autres fournisseurs représentent individuellement entre 4% et 6% du total des achats courant la même année. Les autres, représentent chacun moins de 3% des achats de 2012.

Le Groupe MIP négocie également des contrats d'approvisionnement auprès de fournisseurs étrangers afin de couvrir la totalité de ses besoins en panneaux photovoltaïques et d'assurer la sécurité de sa production. Avec l'entretien de relations d'affaires avec plusieurs fournisseurs, les activités du Groupe MIP ne pourraient pas être affectées par une défaillance de certains de ses fournisseurs. En raison de son portefeuille de produits diversifié, la dépendance du Groupe MIP envers ses fournisseurs reste limitée.

- Dépendance envers les clients

Le Groupe MIP, multi-spécialiste, a développé un panel de clients diversifié à qui est proposée une gamme de produits étendue (Affichage urbain, signalétique intérieure et extérieure et agencement muséographique, construction et fabrication métallique, impression...). Le risque de dépendance des sociétés MIME et MIP PRINT est donc limité pour les sociétés hors groupe aussi bien sur les branches, d'impression, de la signalétique et de la construction et fabrication métallique.

Pour la société MIP, le portefeuille clients présente un top 5 des agences de communications et des annonceurs représentant respectivement 71% des revenus des agences de communication et 41% des revenus des annonceurs. Par ailleurs, la part du client le plus important dans le chiffre d'affaires ne dépasse pas les 10%. De ce fait, le risque d'une dépendance de la société envers un client particulier est insignifiant.

4.10. Litiges ou arbitrage en cours

La société a fait l'objet au cours de l'exercice 2010, d'un contrôle fiscal ayant couvert les exercices 2004, 2005, 2006 et 2007. Le montant de la taxation d'office s'est élevé à 160 kDT en principal et 51 kDT en pénalités de retards. La société a contesté la taxation d'office devant le tribunal de première instance qui a confirmé cette taxation. Dans le cadre de l'amnistie fiscale, la société a

conclu un accord avec l'administration fiscale en vertu duquel elle a pu éviter les pénalités de retards.

MIME est impliquée dans un contentieux fiscal suite à une vérification approfondie de sa situation fiscale au titre des exercices 2006, 2007, 2008 et 2009.

Le montant dégagé par la vérification fiscale s'élève à 319,5 KDT.

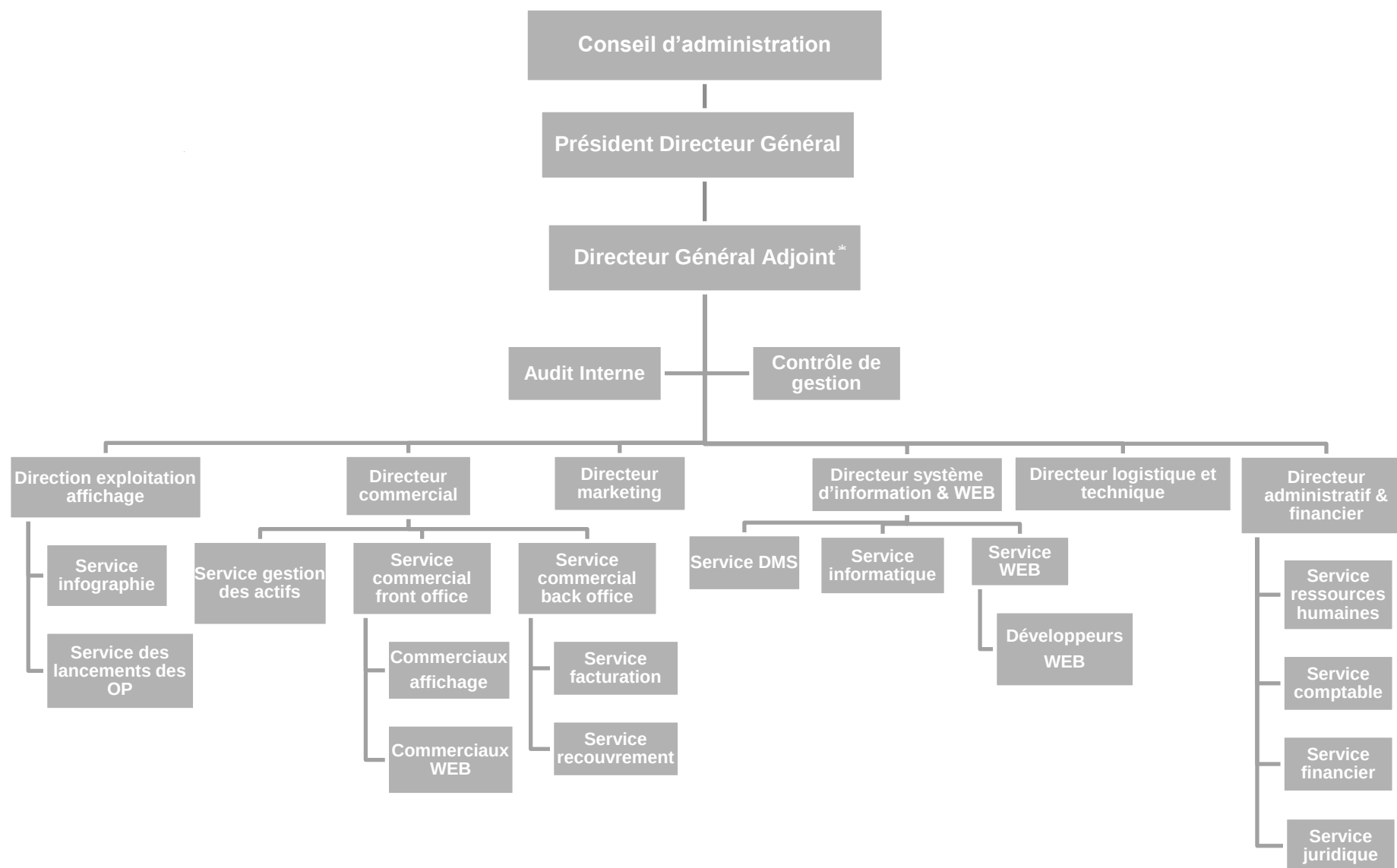
4.11. Organisation de la société

4.11.1. Gouvernance et contrôle interne

La société MIP est dirigée par un conseil d'administration composé de trois membres et présidé par Monsieur Mehdi CHERIHA.

Monsieur Mehdi CHERIHA cumule les fonctions de Directeur Général et de Président du Conseil d'Administration.

L'organisation générale actuelle de la société se traduit par l'organigramme suivant :



* Le DGA n'a pas été nommé par un Conseil d'Administration. La société s'engage à régulariser cette nomination conformément à l'article 212 du code des sociétés commerciales

L'organigramme de la société MIP s'articule autour de six directions principales :

- Direction d'exploitation affichage

Elle est responsable de la mise au point des infographies et du lancement des opérations publicitaires.

- Direction commerciale

Elle est responsable de la définition et du pilotage de la politique commerciale en vue d'accroître les ventes de l'entreprise. Ses activités portent sur :

- La gestion des portefeuilles clients,
- La mise en place d'une politique tarifaire,
- La formation et le coaching de l'équipe commerciale,
- La prospection de nouveaux marchés.

- Direction marketing

Elle est responsable du développement d'une stratégie relative à l'ensemble des produits. Ses activités portent sur :

- La garantie du positionnement et du développement de la société sur son marché, au moyen de la définition des stratégies d'offres, de l'élaboration des plans de marketing et d'investissement relatifs aux produits et services,
- La définition des plans de marketing stratégiques en fonction des orientations définies,
- La définition des stratégies commerciales et des plans de marketing opérationnels pour les produits et les services offerts aux différents segments de clientèle.

- Direction système d'information et web

Elle assure les tâches suivantes :

- Elaborer et mettre en œuvre la politique SI en cohésion avec la stratégie globale de l'entreprise,
- Proposer (au niveau du comité exécutif) les évolutions métier ou business s'appuyant sur les technologies nouvelles,
- Assurer le bon fonctionnement du processus gestion des ressources d'information.

- Direction logistique et technique

Cette direction est chargée de :

- Assurer le développement du savoir-faire technique : modernité des processus ou outils de production,
- Diriger et coordonner sur le site de production les activités techniques de fabrication, d'entretien, de maintenance, de logistique et de gestion de la production en lien avec le responsable de production.
- Définir précisément les attentes en matière d'achat de matières premières et/ou de pièces/sous-ensembles selon des critères de coût et de qualité,
- Effectuer l'évaluation et la sélection des principaux prestataires de l'entreprise,
- Résoudre les problèmes humains et matériels : régulation des approvisionnements, aménagements de la planification,

- Veiller à la bonne application des règlements en matière de qualité et de sécurité dans l'entreprise,
- Évaluer au quotidien les besoins de l'entreprise afin d'ajuster les capacités de production.
- Direction administrative et financière

Elle a pour mission de :

- Assurer et superviser la comptabilité générale de l'entreprise,
- Veiller aux diverses échéances réglementaires ou contractuelles,
- Négocier avec des partenaires extérieurs pour le compte de l'entreprise (administrations, experts comptables, banques, etc.),
- Réaliser des études financières et économiques, nécessaires aux choix d'investissements,
- Assurer une veille réglementaire et en mesurer les effets pour l'entreprise,
- Élaborer et améliorer les procédures de gestion administrative et de suivi comptable de l'entreprise,
- Assurer la communication avec le marché Financier.

De plus la société MIP dispose des structures suivantes :

- Une cellule d'audit interne qui est chargée de :
 - Coordonner les interventions des auditeurs internes avec le responsable des entités auditées,
 - Coordonner les interventions des auditeurs externes et Commissaires aux Comptes et leur faciliter la collecte de l'information auprès des opérationnels,
 - Examiner, évaluer et apprécier les dispositifs de contrôle interne,
 - Elaborer et mettre à jour des outils permettant une réalisation performante des missions d'audit,
 - Assurer le suivi régulier de la mise en œuvre des recommandations émises aussi bien dans le cadre des missions d'audit interne que des missions d'audit externe,
 - Assurer la réalisation des opérations et leur exécution selon les décisions de la direction,
 - Assurer l'enregistrement des opérations de telle façon que les comptes qui en découlent soient réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations, de la situation financière et du patrimoine de l'entreprise,
 - Veiller à la réalisation des opérations dans un cadre conforme aux lois et aux règlements,
 - Mettre en place et valider les procédures de travail,
 - Définir et mettre à jour les fiches de fonction.
- Un organe de contrôle de gestion qui est chargé de :
 - Définir et mettre en place le processus budgétaire,
 - Initier et piloter le processus d'établissement de mise à jour des budgets et mettre en place un processus de mesure et de suivi des indicateurs de performances eu égard aux objectifs de l'entreprise,
 - Etablir des états de reporting sur la performance de l'entreprise et établir les prévisions d'activité en termes d'objectifs, de budgets, d'organisations et de moyens,

- Elaborer des outils d'analyse, des indicateurs et procédures de contrôle de gestion à l'aide de traitements informatiques,
- Assurer le suivi et l'analyse hebdomadaire de l'évolution des indicateurs de performance par activité et par structure organisationnelle.

Aussi, la société MIP dispose d'un manuel de procédures qui a été mis à jour le 10 décembre 2013. Le manuel concerne les processus suivants :

- Le contrôle interne ;
- L'acquisition des emplacements ;
- La gestion des disponibilités ;
- Les ventes clients ;
- La gestion des recouvrements ;
- Les achats fournisseurs ;
- La gestion des immobilisations ;
- La gestion des banques ;
- La gestion des caisses ;
- La gestion des ressources humaines ;
- Le bureau d'ordre ; et
- Le classement et l'archivage.

Par ailleurs la société s'engage, après son introduction en Bourse, à respecter l'article 256 bis du code des sociétés commerciales concernant la création d'un comité permanent d'audit.

Enfin, et dans le cadre de son introduction en Bourse la société a confié une mission de due diligence financière, organisationnelle, juridique, fiscale et sociale au cabinet AMC Ernst & Young.

4.11.2. Système d'information

La Direction Système d'Information et Web (DSI) de MIP est composée d'un Directeur Système d'Information et de deux informaticiens.

Le système d'information de la société est structuré autour des applications suivantes :

- L'ERP « SAP BUSINESS ONE », depuis 2010, couvrant les modules suivants :
 - Module Vente,
 - Module Finance,
 - Module Approvisionnement.
- Le logiciel « SAGE PAIE PK » utilisé à partir de 2012 pour la gestion de la paie en remplacement du logiciel « OK PAIE » utilisé depuis 2004.
- Une solution interne pour la gestion métier : gestion de la logistique de pose, utilisée depuis 2013.
- Une solution GPS fournie par TUNAV pour la gestion de la flotte mobile, utilisée depuis 2013.

A savoir qu'actuellement, la DSI a pris la décision de développer un module métier en Interne basé sur une architecture WEB (le service WEB créé en 2011 se charge du développement et de la maintenance). Le développement a été entamé en mi-2013 et porte sur 3 modules - module de la gestion de la logistique de pose (opérationnel) - module de gestion de disponibilité (en cours de mise en place) – et le module gestion de Baux (non entamé).

4.12. Politique sociale et effectif

4.12.1. Politique sociale

La société est régie par la convention collective de la presse écrite signée le 25 novembre 1975 et modifiée par des textes subséquents.

Elle est dotée en outre d'une Commission Consultative d'Entreprise (CCE) et ce conformément aux articles 157 à 169 du Code du Travail ainsi que le décret numéro 95-30 du 9 janvier 1995.

Sur le plan de la sécurité sociale, la société est soumise aux dispositions du droit commun. A ce titre, les cotisations sociales à charge de l'employeur sont calculées sur la base de la masse salariale aux taux de :

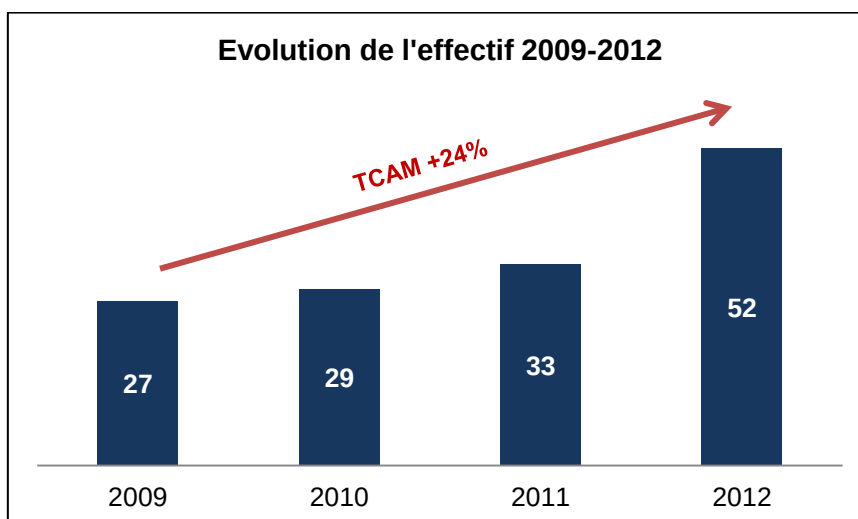
- 16,57% au titre de la sécurité sociale ; et
- au titre de l'accident de travail 0,5% pour MIP et 2,4% pour MIME et MIP PRINT.

Les cotisations salariales sont, quant à elles, retenues au taux de 9,18% sur la base des salaires bruts servis y compris tout avantage en nature accordé.

4.12.2. Effectif

L'effectif de la société a enregistré une augmentation annuelle moyenne de 24% sur la période historique 2009-2012 passant de 27 salariés en 2009 à 52 salariés en 2012.

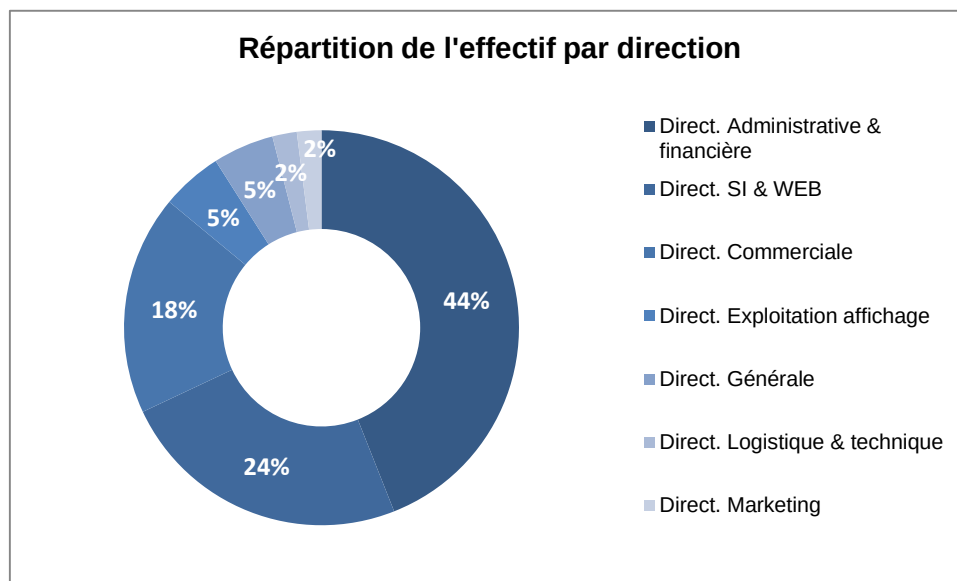
Cette croissance de l'effectif est expliquée par l'effet des recrutements effectués par la société afin de supporter l'évolution de ses activités.



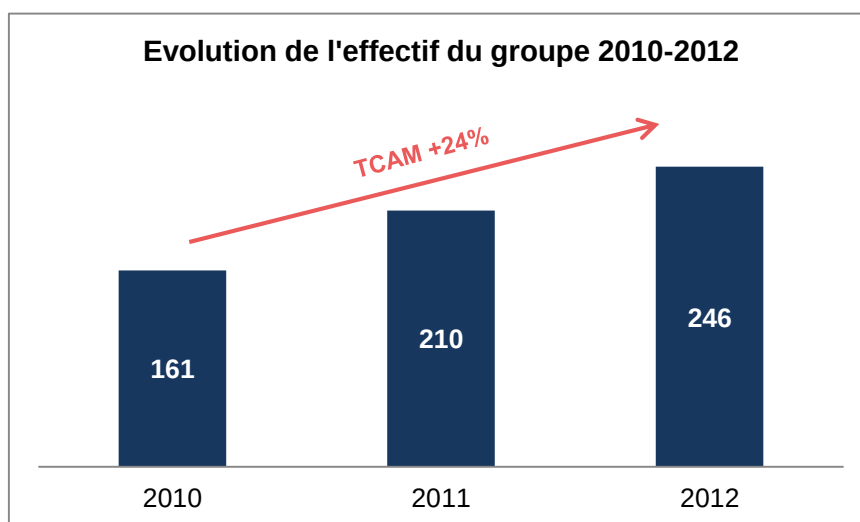
La répartition de l'effectif par catégorie socioprofessionnelle est présentée au niveau du tableau ci-dessous :

<i>Effectif</i>	<i>Déc. 12</i>	<i>En %</i>
Cadre	8	15%
Maîtrise	30	58%
Exécution	14	27%
Total	52	100%

L'effectif de la société est essentiellement affecté à la direction administrative et financière avec une contribution de 44% au 31 décembre 2012 :



Au niveau du groupe, l'effectif a cru à un rythme annuel moyen de 24% sur la période 2010-2012 comme le montre le graphique ci-dessous :



4.12.3. Politique de rémunération

Le personnel de MIP perçoit 13 mois de salaire par an. Les principaux éléments de la rémunération sont comme suit :

- salaire de base ;
- prime de transport ;
- prime de présence ;
- prime de déplacement ;
- commission sur vente pour le personnel commercial.

L'évolution des charges de personnel est donnée par le tableau suivant :

Montants en KDT	2010	2011	2012
Salaires et compléments de salaires	460	593	1166
Charges sociales	75	96	121
Autres charges de personnel	13	28	57
Total	548	717	1344
% d'évolution	-24%	31%	87%

4.13. Politique d'investissement

Investissement récent :

Les investissements récents majeurs réalisés par le groupe consistent en l'acquisition d'un terrain sis à la zone industrielle de Soliman et la construction d'un nouveau local destiné principalement à abriter les activités de la société MIME, à savoir les activités de signalétique et de construction métallique. Le nouveau local entrera en exploitation début 2014 pour un investissement total de l'ordre de 2 815 kDT réalisé sur 3 années.

La société MIP dispose d'un cycle d'investissement continu destiné à développer son réseau d'affichage urbain. Sur la période écoulée du 31/12/2012 au 30/06/2013, la société a investi près de 650 kDT essentiellement en l'acquisition d'abribus.

Investissement futur :

Le plan d'investissement mis en place par le management du groupe vise principalement à développer les activités des sociétés du groupe. Au niveau de la société mère, le plan d'investissement visera à étendre le réseau d'affichage de la société afin de consolider sa position en tant que leader sur le marché de l'affichage urbain et ce par :

- l'installation de panneaux publicitaires principalement sur les régions du Grand Tunis et du Sahel, étant donné la forte présence actuellement de MIP au niveau des régions intérieures ;
- l'expansion du parc d'abribus selon les contrats signés (sur la région du Grand Tunis) et les contrats futurs ;
- les acquisitions stratégiques de panneaux auprès de régies concurrentes afin d'améliorer la présence de la société dans certaines régions et quartiers.

Le tableau ci-dessous détaille les investissements prévisionnels en panneaux publicitaires et abribus prévus sur la période 2013-2017 :

Investissements	2013e	2014p	2015p	2016p	2017p
Investissements en billboards en Tunisie (kDT)	167	200	1 000	1 200	800
Surface acquise (en m²)	6 680	4 571	29 025	33 171	21 061
Investissements en billboards au Mali (kDT)	75	420	-	320	-
Surface acquise (en m²)	1 800	9 600	-	6 634	-
Investissements en abribus (kDT)	420	598	1 378	1 450	1 253
Nombre d'abribus installés	100	132	275	284	236
Autres investissements	593				
Total investissements (kDT)	1 255	1 218	2 378	2 970	2 053

e : estimé

p : prévisionnel

Au niveau des filiales de la société, l'activité photovoltaïque et composants énergétiques est également en pleine croissance. Le management entend disposer des ressources en fonds de roulement nécessaires au développement de l'activité d'installation et ventes des panneaux photovoltaïques.

4.14. Analyse SWOT :

Forces	Faiblesses
• Savoir-faire reconnu lui conférant une position de leader dans le secteur ; • Ancienneté et bonne notoriété sur le marché tunisien ; • Possession de machines sophistiquées et complémentaires et d'un parc auto développé ; • Synergie entre les filiales du groupe (intégration verticale en amont) ; • Stabilité des relations commerciales ; • Mise en place d'un outil de gestion intégrée SAP.	• Coût de financement important suite au recours important au leasing et à l'emprunt ; • Manque de ressources humaines notamment pour les fonctions commerciales.
Opportunités	Menaces
• Développement des marchés extérieurs (Libye, Algérie, Europe...) ; • Marché de l'investissement publicitaire en pleine expansion avec des potentiels de développement très importants ; • Développement continu du paysage urbain avec l'implantation de plusieurs multinationales ; • Possibilité de développement d'activités supplémentaires ; • Innovation dans les produits d'affichage urbain ; • Partenariat, nouveaux marchés ; • Possibilité de récupérer d'autres régions.	• Incertitude économique ; • Accroissement de la concurrence déloyale sur le marché ; • Produits de substitutions.

Chapitre 5. Patrimoine– Situation financière– Résultats

5.1. Patrimoine de la société MIP au 31/12/2012

5.1.1. Immobilisations corporelles et incorporelles au 31/12/2012

DESIGNATION	Valeurs brutes				Amortissements				VCN
	Au 01/01/2012	Acquisition	Cession Reclassement	Au 31/12/2012	Au 01/01/2012	Dotation 12	Régularisation	Au 31/12/2012	Au 31/12/2012
Immobilisations incorporelles									
Concession de marque	260	0	0	260	116	85	0	202	58
Logiciels	61 613	5 619	0	67 232	42 815	13 959	0	56 774	10 458
Fonds commercial	32 500	0	0	32 500	9 885	1 614	0	11 499	21 001
Droit d'usage	112 374	0	0	112 374	110 476	1 898	0	112 374	0
Total des immobilisations incorporelles	206 747	5 619	0	212 366	163 293	17 557	0	180 849	31 517
Immobilisations corporelles									
Terrain	1 196	0	0	1 196	0	0	0	0	1 196
Aménagement terrain rades	25 321	0	0	25 321	3 791	1 259	0	5 050	20 271
Construction	1 885	0	0	1 885	310	93	0	404	1 482
Matériel et outillage industriel	402 629	19 552	0	422 182	133 795	61 203	0	194 998	227 184
Agencements & installations techniques	238 788	19 434	0	258 222	104 511	33 685	0	138 196	120 027
Matériel de transport	815 164	0	126 850	688 314	401 441	138 483	79 104	460 819	227 495
Matériel informatique & M.M.B	379 684	88 293	0	467 976	238 995	82 749	0	321 744	146 232
Panneaux publicitaires	2 064 234	498 276	0	2 562 511	995 818	93 986	0	1 089 804	1 472 706
Panneaux à statut juridique particulier	1 850 023	1 815 275	0	3 665 299	597 674	117 317	0	714 991	2 950 308
Matériel de transport à statut juridique particulier	277 076	81 648	0	358 724	122 970	95 142	0	218 112	140 612
Immobilisations en cours	404 715	610 282	0	1 014 997	0	0	0	0	1 014 997
Total des immobilisations corporelles	6 460 715	3 132 761	126 850	9 466 627	2 599 305	623 917	79 104	3 144 118	6 322 509
Autres actifs non courants									
Charges à répartir	247 542	0	0	247 542	0	0	0	0	247 542
Frais Préliminaires	356 995	0	0	356 995	0	59 818	0	59 818	297 177
Total des autres actifs non courants	604 537	0	0	604 537	0	59 818	0	59 818	544 719
Total général	7 272 000	3 138 380	126 850	10 283 530	2 762 598	701 292	79 104	3 384 785	6 898 745

5.1.2. Immobilisations financières au 31/12/2012

La valeur des immobilisations financières s'élève au 31 décembre 2012 à 983 157 DT contre 544 650 DT au 31 décembre 2011.

Cette rubrique se détaille comme suit :

<i>En dinars</i>			
Rubriques	31/12/2012	31/12/2011	Variation
Participation MIP Mauritanie	0	17 744	- 17 744
Participation MIME	750 000	450 000	300 000
Participation MIP Mali	32 171	32 171	0
Participation MIP Print	145 000	0	145 000
Dépôt et cautionnement / SNCFT	25 751	31 901	- 6 150
Cautionnement ministère / comm	10 000	10 000	0
Cautionnement divers	20 235	2 835	17 400
Total des immobilisations financières	983 157	544 650	438 506

Participation MIME :

La société « MIP » a participé au capital de la société « MIME » pour la somme de trois cent mille dinars (300 000 DT) pour porter sa participation de 450 000 DT en 2011 à 750 000 DT en 2012. Cette participation a été souscrite en numéraire et a donné lieu à la création de 30 000 parts sociales de dix dinars chacune.

Participation MIP PRINT :

La société « MIP » a participé au capital de la société « MIP PRINT » pour la somme de cent quarante-cinq mille dinars (145 000 DT) en numéraire. Elle détient à ce titre 1 450 parts sociales.

5.2. Patrimoine de la société MIP au 30/06/2013

5.2.1. Immobilisations corporelles et incorporelles au 30/06/2013

DESIGNATION	Valeurs brutes				Amortissements				VCN
	Au 01/01/13	Acquisition	Cession Reclassement	Au 30/06/2013	Au 01/01/13	Dotation 13	Régularisation	Au 30/06/2013	Au 30/06/2013
Immobilisations incorporelles									
Concession de marque	260	0	0	260	202	42	0	244	16
Logiciels	67 232	0	0	67 232	56 774	3 904	0	60 678	6 554
Fonds commercial	32 500	0	0	32 500	11 499	804	0	12 303	20 197
Droit d'usage	112 374	0	0	112 374	112 374	0	0	112 374	0
Total des immobilisations incorporelles	212 366	0	0	212 366	180 849	4 750	0	185 599	26 767
Immobilisations corporelles									
Terrain	1 196	0	0	1 196	0	0	0	0	1 196
Aménagement terrain rades	25 321	0	0	25 321	5 050	626	0	5 676	19 644
Construction	1 885	0	0	1 885	404	47	0	450	1 435
Matériel et outillage industriel	422 182	0	0	422 182	194 998	31 290	0	226 288	195 894
Agencements & installations techniques	258 222	0	0	258 222	138 196	17 576	0	155 772	102 450
Matériel de transport	688 314	1 518	0	689 832	460 819	64 857	0	525 677	164 155
Matériels informatiques & M.M.B	467 976	5 968	0	473 944	321 744	37 253	0	358 997	114 947
Panneaux publicitaires	2 562 511	225 550	0	2 788 061	1 089 804	62 773	0	1 152 577	1 635 484
Panneaux à statut juridique particulier	3 665 299	424 200	0	4 089 499	714 991	112 058	0	827 048	3 262 451
Matériel de transport à statut juridique particulier	358 724	0	0	358 724	218 112	47 489	0	265 601	93 123
Immobilisations en cours	1 014 997	178 198	0	1 193 195	0	0	0	0	1 193 195
Total des immobilisations corporelles	9 466 627	835 435	0	10 302 061	3 144 118	373 968	0	3 518 086	6 783 975
Autres actifs non courants									
Charges a répartir	247 542	0	0	247 542	0	40 802	0	40 802	206 740
Frais Préliminaires	356 995	0	0	356 995	59 818	58 843	0	118 661	238 334
Total des autres actifs non courants	604 537	0	0	604 537	59 818	99 645	0	159 463	445 074
Total général	10 283 530	835 435	0	11 118 965	3 384 785	478 364	0	3 863 149	7 255 816

5.2.2. Immobilisations financières au 30/06/2013

La valeur des immobilisations financières s'élève au 30 juin 2013 à 1 228 157 DT contre 983 157 DT au 31 décembre 2012.

Cette rubrique se détaille comme suit :

<i>En dinars</i>			
Rubriques	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Participation MIP MAURITANIE	0	17 744	0
Participation MIME	750 000	750 000	750 000
Participation MIP MALI	32 171	32 171	32 171
Participation MIP PRINT	145 000	145 000	145 000
Participation MIME ENERGY	245 000	0	0
Dépôts et cautionnement/SNCFT	25 751	31 901	25 751
Cautionnement ministère/comm	10 000	10 000	10 000
Cautionnement divers	20 235	9 035	20 235
Total des immobilisations financières	1 228 157	995 850	983 157

Participation MIME ENERGY

La société « MIP » a participé au capital de la société « MIME ENERGY » pour la somme de deux cent quarante-cinq mille dinars (245 000 DT) en numéraires. Cette souscription a donné lieu à la création de 24 500 parts sociales de dix dinars chacune.

5.3. Principales acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles, incorporelles et financières postérieures au 30/06/2013

- Principales acquisitions d'immobilisations corporelles, incorporelles et financières :

Désignation	Montant (DT)
Logiciels	107 408
Agencements & installations techniques	14 360
Matériel informatique & M.M.B	8 940
Panneaux publicitaires	287 122
Immobilisations en cours	207 248
Participation MIME	350 000
Participation MIP MALI	2 423
TOTAL	977 502

- Principales cessions d'immobilisations corporelles, incorporelles et financières :

La société MIP a cédé du matériel de transport à un prix de 66 800 DT (leur valeur comptable nette à la date de cession est de 33 684 DT).

- **Evolution récente :**

Le compte immobilisations en cours totalise à la date du 18/04/2014 un solde débiteur de 1 400 443 DT relatif à la construction du nouveau site administratif et industriel sis à Soliman en cours d'achèvement.

La date d'achèvement des travaux est prévue pour le 30 Septembre 2014. Les coûts supplémentaires pour l'achèvement des travaux sont estimés à 230 000 DT ; le pourcentage actuel d'avancement des travaux est de 86 %.

5.4. Renseignements sur les états financiers individuels au 31 Décembre 2012

Les règles d'établissement et de présentation des états financiers individuels arrêtés au 31/12/2012 ne s'accommodent pas systématiquement des dispositions du système comptable des entreprises, notamment en ce qui concerne :

- L'état de résultat : la présentation de l'état de résultat n'est pas conforme aux modèles prévus par la NC 01 norme générale, la rubrique "Produits d'exploitation" présente le détail des régularisations (loyers N-1 en soustractif, loyer N+1 en soustractif...),
- La présentation des capitaux propres : la défalcation du résultat de l'exercice entre Bénéfice distribuable et Réserve spéciale de réinvestissement avant l'affectation par l'AGO n'est pas justifiée,
- La note sur les événements postérieurs à l'arrêté des états financiers, survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date de publication des états financiers, conformément aux dispositions du paragraphe 36 de la NC 14 relative aux éventualités et événements postérieurs à la date de clôture,
- Les soldes intermédiaires de gestion prévus par les dispositions du paragraphe 56 de la NC 01 norme générale,
- Le tableau de passage des charges par nature aux charges par destinations tel que prévu par les dispositions du paragraphe 52 et l'annexe 7 de la NC 01 norme générale,
- La note sur les parties liées comportant toutes les informations exigées par la NC 39 relative aux informations sur les parties liées,
- La note sur les mouvements des capitaux propres telle qu'exigée par les dispositions du paragraphe 83 de la NC 01 norme générale comportant notamment les renseignements sur les mouvements des capitaux propres devant permettre de réconcilier, pour chaque poste, les montants du début de la période avec les montants de fin de période en indiquant l'origine de chaque mouvement détaillant la composition des capitaux propres et des réserves, ainsi que la détermination du résultat par action,
- La note sur le détail des participations conformément à la NC 07 relative aux placements, indiquant notamment :
 - Les règles de classification et méthodes d'évaluation des participations,
 - Un état des participations indiquant par catégorie ou nature de participation : le coût d'acquisition, le pourcentage de détention, la provision constituée, le cas échéant.
- La note sur les charges à répartir et les frais préliminaires comptabilisés, comportant toutes les informations exigées par la NC 10 relative aux Charges reportées et notamment les méthodes de résorption utilisées et, le cas échéant, les taux correspondants,
- La note sur les placements conformément aux dispositions du paragraphe 27 de la NC 07 relative aux placements portant notamment sur :
 - Les règles de classification et méthodes d'évaluation des placements,
 - Un état des placements à court terme indiquant par catégories de placements de même nature, le coût d'acquisition, la valeur de marché pour les placements évalués à la valeur de marché,
 - Les montants significatifs inclus dans le résultat sur les placements au titre des dividendes, intérêts et revenus similaires des placements à court terme et à long terme, des profits et pertes de cession des placements.
- La note sur l'état des flux de trésorerie conformément aux dispositions du paragraphe 70 de la NC 01 norme générale,
- La note portant sur le rapprochement des montants de liquidités et équivalents de liquidités figurant dans le tableau des flux de trésorerie, d'une part, et au bilan, d'autre part et ce conformément aux dispositions du paragraphe 67 de la NC 01 relative à la présentation des états financiers,

- La note détaillant les emprunts à long terme et à court terme comportant les soldes à l'ouverture, les nouveaux emprunts, les remboursements, les reclassements et les soldes à la clôture, ainsi que les conditions des emprunts (l'échéancier des emprunts : taux, durée...),
- La note sur les immobilisations acquises au leasing, comportant les informations prévues par les dispositions du paragraphe 28 de la NC 41 relative aux contrats de location et notamment :
 - Un rapprochement entre le total des paiements minimaux au titre de la location à la date de clôture et leur valeur actualisée,
 - A la date de clôture, le total des paiements minimaux futurs au titre de la location et leur valeur actualisée, pour chacune des périodes suivantes : (i) à moins d'un ; (ii) à plus d'un an et moins de cinq ans ; (iii) à plus de cinq ans,
 - Les loyers conditionnels inclus dans les charges de la période,
 - Le total, à la date de clôture, des futurs paiements minimaux de contrats de sous-location que l'on s'attend à recevoir au titre de contrats de sous-location non résiliables,
 - Une description générale des dispositions significatives des contrats de location du preneur.
- Par ailleurs, il est à signaler que les rapports du commissaire aux comptes relatifs aux états financiers arrêtés au 31/12/2012 ne portent pas une opinion sur la tenue des comptes en valeurs mobilières et ce, contrairement aux dispositions de l'article 19 du décret n° 2001-2728 du 20 novembre 2001, relatif aux conditions d'inscription des valeurs mobilières et aux intermédiaires agréés pour la tenue des comptes en valeurs mobilières tel que modifié par le décret n° 2005-3144 du 6 décembre 2005.

La société s'engage à se conformer aux dispositions du système comptable des entreprises, et ce pour les états financiers arrêtés au 31/12/2013 et suivants.

5.4.1. Etats financiers comparés au 31 Décembre 2012

5.4.1.1. Bilans comparés au 31 Décembre 2012

En dinars	Notes	2012	2011	2010
Actifs				
Actifs non courants				
Actifs immobilisés				
Immobilisations incorporelles	4	212 366	206 747	194 216
Amortissements		(180 849)	(163 293)	(118 774)
		31 517	43 455	75 443
Immobilisations corporelles	5	9 466 627	6 460 715	5 261 544
Amortissements		(3 144 118)	(2 599 305)	(1 565 613)
		6 322 509	3 861 410	3 695 930
Immobilisations financières	6	983 157	544 650	60 479
Total des actifs immobilisés		7 337 182	4 449 515	3 831 852
Autres actifs non courants	7	544 719	604 537	-
Total des actifs non courants		7 881 902	5 054 052	3 831 852
Actifs courants				
Stocks		8 744	22 811	-
Clients et comptes rattachés	8	3 501 344	3 370 060	2 016 137
Provisions		124 952	126 191	87 113
		3 376 392	3 243 869	1 929 025
Autres actifs courants	9	589 243	900 972	1 115 754
Provisions		-	-	-
		589 243	900 972	1 115 754
Placements et autres actifs financiers		32 359	-	31 360
Provisions		-	-	-
		32 359	-	31 360
Liquidités et équivalents de liquidités	10	476 290	180 831	124 206
Total des actifs courants		4 483 029	4 348 483	3 200 345
Total des actifs		12 364 931	9 402 535	7 032 197

En dinars		2012	2011	2010
Capitaux propres et passifs				
Capitaux propres	11			
Capital social		350 000	350 000	250 000
Réserves légales		35 000	25 000	25 000
Réserves spéciales d'investissement		900 000	450 000	-
Résultats reportés		-	-	-
Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice		1 285 000	825 000	275 000
Résultat de l'exercice détaillé comme suit :				
Réserve spéciale d'investissement		480 566	982 967	1 003 156
Bénéfice distribuable		245 000	450 000	450 000
		235 566	532 967	553 156
Total des capitaux propres avant affectation		1 765 566	1 807 967	1 278 156
Passifs	12			
Provisions pour risques		40 000	100 000	50 000
Emprunts		3 292 471	1 712 918	2 139 671
Cautions reçues		1 800	0	
Total des passifs non courants		3 334 271	1 812 918	2 189 671
Passifs courants				
Fournisseurs et comptes rattachés	13	2 055 134	1 790 195	846 260
Autres passifs courants	14	1 191 185	1 064 307	870 170
Concours bancaires et autres passifs financiers	15	4 018 775	2 927 148	1 847 939
Total des passifs courants		7 265 094	5 781 651	3 564 370
Total des passifs		10 599 365	7 594 568	5 754 041
Total des capitaux propres et des passifs		12 364 931	9 402 535	7 032 197

5.4.1.2. Etats de résultat comparés au 31 Décembre 2012

En dinars	Notes	2012	2011	2010
Produits d'exploitation				
Ventes et services		8 401 355	8 133 978	8 164 969
Loyers facturés en n-1		440 565	498 375	552 169
Loyers de l'exercice facturés en n et relatif à n-1		(103 877)	(67 223)	(100 080)
Loyers facturés relatifs à l'exercice suivant		(443 498)	(440 565)	(498 375)
Loyers de l'exercice non encore facturés		108 156	103 877	43 106
Autres produits d'exploitation		147 117	20 979	4 001
Ventes immobilisées		-	118 921	-
Total des produits d'exploitation	16	8 549 817	8 368 342	8 165 791
Charges d'exploitation				
Variation des stocks		14 066	(22 811)	-
Achats de marchandises		3 856 000	3 507 834	3 515 475
Charges de personnel		1 344 296	717 064	547 529
Dotations aux amortissements et provisions		701 292	1 182 576	909 084
Autres charges d'exploitation	17	1 554 335	1 374 607	1 531 542
Total des charges d'exploitation		7 469 988	6 759 270	6 503 630
Résultat d'exploitation		1 079 829	1 609 072	1 662 160
Charges financières nettes				
Charges financières nettes	18	467 906	334 337	370 378
Autres gains ordinaires		17 354	109	35
Autres pertes ordinaires		28 020	2 069	627
Résultat des activités ordinaires avant impôt		601 256	1 272 774	1 291 190
Impôts sur les bénéfices		120 690	289 808	288 034
Résultat des activités ordinaires après impôt		480 566	982 967	1 003 156
Eléments extraordinaires (gains/pertes)		-	-	-
Résultat net		480 566	982 967	1 003 156

5.4.1.3. Etats des flux de trésorerie comparés au 31 Décembre 2012

<i>En dinars</i>	2012	2011	2010
Flux de trésorerie liés à l'exploitation			
Résultat net	480 566	982 967	1 003 156
Ajustements pour :			
Amortissements et provisions	701 292	1 182 576	909 084
Variations des :			
-Stocks	14 066	(22 811)	-
-Créances	(129 484)	(1 353 922)	(290 840)
-Autres actifs	279 369	246 142	(477 756)
-Fournisseurs et autres dettes	416 179	1 149 866	(471 284)
Plus ou moins values de cession	12 446	-	-
Annulation amortissement matériel leasing racheté	-	-	-
Reprise sur provision	(61 239)	(15 287)	-
Flux de trésorerie provenant de (affectés à) l'exploitation	1 713 194	2 169 530	672 361
Flux de trésorerie liés aux activités d'Investissement			
Décaissements affectés à l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(3 138 380)	(1 211 703)	(1 233 831)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	35 300	-	-
Décaissements affectés à l'acquisition d'immobilisations financières	(462 400)	(484 171)	(6 150)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières	23 894	-	-
Décaissements affectés au frais préliminaires	-	(604 537)	-
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'Investissement	(3 541 587)	(2 300 411)	(1 239 981)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Encaissement suite à l'augmentation de capital	-	100 000	-
Dividendes et autres distributions	(522 967)	(553 156)	(246 265)
Encaissements provenant des emprunts	4 804 349	1 784 735	1 886 333
Remboursements des emprunts	(2 377 484)	(1 682 231)	(867 316)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement	1 903 898	(350 653)	772 753
Variation de trésorerie	75 505	(481 533)	205 133
Trésorerie au début de l'exercice	(484 310)	(2 777)	(207 909)
Trésorerie à la clôture de l'exercice	(408 805)	(484 310)	(2 777)

5.4.1.4. Notes aux états financiers arrêtés au 31 Décembre 2012

NOTE 1 : PRESENTATION DE LA SOCIETE

1-1/ Constitution

La société MAGHREB INTERNATIONAL PUBLICITE « MIP » est une société qui a été constituée le 10 mars 2004 sous la forme d'une SARL suivant acte sous seing privé.

Elle a été transformée en société anonyme suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire du 11 octobre 2012.

Le capital social de la société s'élève au 31 décembre 2012 à 350 000 DT et se divise en 35 000 actions de 10 DT chacune réparties entre les actionnaires comme suit :

Actionnaire	Montant de la participation	Participation en pourcentage
Mohamed Hédi CHERIHA	174 730	49,92%
Mehdi CHERIHA	175 000	50,00%
Sabri CHERIHA	100	0,03%
Ahmed AMEN ALLAH CHERIHA	100	0,03%
Sarah CHERIHA	50	0,01%
"DISMATIC"	10	0,00%
"MED COM"	10	0,00%
TOTAL	350 000	100,00%

1-2/ Objet social

La société a pour objet la publicité commerciale.

Et plus généralement, toute opération commerciale, industrielle, financière, mobilière ou immobilière se rattachant directement ou indirectement à l'objet social.

1-3/ Siège social

Le siège social est fixé à la Rue 8612, Impasse N° 5 la Charguia I Tunisie.

NOTE 2 : PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS

Les états financiers de l'exercice 2012 sont établis conformément aux dispositions du nouveau système comptable promulgué par la loi n° 96-112 du 30 décembre 1996.

Ces états financiers comprennent :

- Le bilan ;
- L'état de résultat ;
- L'état des flux de trésorerie ;
- Et les notes aux états financiers.

La méthode de présentation retenue des produits et des charges est celle autorisée.

Au niveau de l'état des flux de trésorerie, les flux liés aux activités d'exploitation sont présentés en utilisant la méthode autorisée. Cette méthode consiste à présenter ces flux en corrigeant le résultat de l'exercice pour tenir compte des opérations n'ayant pas un caractère monétaire, de tout report ou régularisation d'encaissements ou de décaissements passés ou futurs et des éléments de produits ou de charges associés aux flux de trésorerie concernant les investissements ou le financement.

NOTE 3 : CONVENTIONS COMPTABLES

Les conventions prévues par le décret n° 96-2459 du 30 décembre 1996, portant approbation du cadre conceptuel de la comptabilité, sont respectées.

NOTE 4 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

La valeur brute des immobilisations incorporelles s'élève au 31 décembre 2012 à 212 366 DT contre 206 747 DT à la clôture de l'exercice précédent, soit une augmentation de 5 619 DT représentant les acquisitions de l'exercice 2012.

Ces immobilisations incorporelles se justifient comme suit :

Rubriques	31/12/2012	31/12/2011	Variation
Concession de marque	260	260	-
Logiciels	67 232	61 613	5 619
Fonds commercial	32 500	32 500	-
Droit d'usage	112 374	112 374	-
Total des immobilisations incorporelles	212 366	206 747	5 619

Ces immobilisations incorporelles sont amorties aux taux suivants:

Immobilisations	Type d'amortissement	Taux
Concession de marque	Linéaire	33%
Logiciels	Linéaire	33%
Fonds commercial	Linéaire	5%
Droit d'usage	Linéaire	33%

NOTE 5 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES

La valeur brute des immobilisations corporelles s'élève au 31 décembre 2012 à 9 466 627 DT contre 6 460 715 DT à la clôture de l'exercice précédent, soit une augmentation de 3 005 911 DT.

Les immobilisations corporelles se détaillent comme suit :

Rubriques	31/12/2012	31/12/2011	Variation
Terrain	1 196	1 196	-
Aménagement terrain Radès	25 321	25 321	-
Constructions	1 885	1 885	-
Matériel et outillage industriel	422 182	402 629	19 552
Agencements & installations techniques	258 222	238 788	19 434
Matériel de transport	688 314	815 164	(126 850)
Matériel informatique & M.M.B	467 976	379 684	88 293
Panneaux publicitaires	2 562 511	2 064 234	498 276
Panneaux à statut juridique particulier	3 665 299	1 850 023	1 815 275
Matériel de transport à statut juridique particulier	358 724	277 076	81 648
Immobilisations en cours	1 014 997	404 715	610 282
Total des immobilisations corporelles	9 466 627	6 460 715	3 005 911

Ces immobilisations sont amorties de la manière suivante :

Immobilisations	Type d'amortissement	Taux
AAI du Terrain	Linéaire	10%
Constructions	Linéaire	5%
Matériel Industriel	Linéaire	15%
Matériel de Transport	Linéaire	20%
Matériel et Mobiliers de Bureau	Linéaire	20%
AAI Divers	Linéaire	15%
Panneaux publicitaires & abri bus	Linéaire	6,67%
Panneaux à statut juridique particulier	Linéaire	6,66%
Matériel de transport à statut juridique particulier	Linéaire	33%

La durée de vie des panneaux publicitaires et des abris bus a été revue à la hausse. En conséquence, le taux d'amortissement a passé à 6,67% pour l'exercice en cours et les exercices futurs.

Les immobilisations dont la valeur d'acquisition ne dépasse pas 200 DT, sont amorties intégralement au cours de leur année d'acquisition.

Un tableau récapitulatif des immobilisations est présenté en annexes.

NOTE 6 : IMMOBILISATIONS FINANCIERES

La valeur des immobilisations financières s'élève au 31 décembre 2012 à 983 157 DT contre 544 650 DT au 31 décembre 2011.

Cette rubrique se détaille comme suit :

Rubriques	31/12/2012	31/12/2011	Variation
Participation MIP MAURITANIE	-	17 744	(17 744)
Participation MIME	750 000	450 000	300 000
Participation MIP MALI	32 171	32 171	-
Participation MIP PRINT	145 000	-	145 000
Dépôt et cautionnement/SNCFT	25 751	31 901	(6 150)
Cautionnement ministère/comm	10 000	10 000	-
Cautionnement divers	20 235	2 835	17 400
Total des immobilisations financières	983 157	544 650	438 506

6-1/Participation MIME

La société « MIP » a participé au capital de la société « MIME » pour la somme de trois cent mille dinars (300 000 DT) pour porter sa participation de 450 000 DT en 2011 à 750 000 DT en 2012. Cette participation a été souscrite en numéraires et a donné lieu à la création de 30 000 parts sociales de dix dinars chacune.

6-2/Participation MIP PRINT

La société « MIP » a participé au capital de la société « MIP PRINT » pour la somme de cent quarante cinq mille dinars (145 000 DT) en numéraires. Elle détient à ce titre 1 450 parts sociales.

NOTE 7 : AUTRES ACTIFS NON COURANTS

Les “ Autres actifs non courants ” s’élèvent au 31 décembre 2012 à 544 719 DT contre 604 537 au 31 décembre 2011.

Ils se détaillent comme suit :

Rubriques	31/12/2012	31/12/2011	Variation
Frais Préliminaires	297 177	356 995	(59 818)
Charges à répartir	247 542	247 542	-
Total	544 719	604 537	(59 818)

7-1/Frais Préliminaires

Les “ Frais préliminaires ” s’élèvent au 31 décembre 2012 à 297 177 DT et représentent les frais nets engagés par la société pour le lancement de la nouvelle activité des annonces et à la conception du site web « les annonces.tn ».

7-2/Charges à répartir

Les “ Charges à répartir ” s’élèvent au 31 décembre 2012 à 247 542 DT et représentent les frais engagés par la société et se rapportant au nouveau marché de fourniture, installation, maintenance et exploitation d’emplacements d’abris bus avec la société « TRANSTU » et d’autres sociétés régionales de transport.

L’exploitation des ces abris bus a commencé en 2013.

NOTE 8: CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

Les créances totalisent au 31 décembre 2012 un montant de 3 501 344 DT contre 3 370 060 DT au 31 décembre 2011 soit une variation positive de 131 284 DT détaillée comme suit :

Rubriques	31/12/2012	31/12/2011	Variation
Client locaux	3 104 706	2 928 671	176 035
Clients effets à recevoir	25 603	194 554	(168 950)
Clients effets impayés	121 160	-	121 160
Clients douteux	124 952	126 191	(1 239)
Clients produit non facturé	124 923	120 644	4 279
Total	3 501 344	3 370 060	131 284

8-1/Clients Douteux

Cette rubrique accuse au 31 décembre 2012 un solde s'élevant à 124 952 DT qui se détaille comme suit :

Rubriques	31/12/2012	31/12/2011	Variation
Suissi home centre	3 200	3 200	-
Muni-Monastir	3 304	3 304	-
Complexe errahba	10 937	10 937	-
Gouvernorat Ariana	13 806	13 806	-
MIPA	-	-	-
Société Concorde	2 092	2 092	-
JB cool events	5 900	5 900	-
Low chem's	4 400	4 400	-
Menix	5 881	5 881	-
Samsung électronique Tunis	4 314	4 314	-
Bits informatique	-	1 239	(1 239)
Club africain	3 390	3 390	-
Sensation events	13 361	13 361	-
Next Pub	33 145	33 145	-
Studio El Fan	18 477	18 477	-
Contact Events	2 743	2 743	-
Total	124 952	126 191	(1 239)

NOTE 9 : AUTRES ACTIFS COURANTS

Les autres actifs courants totalisent 589 243 DT au 31 décembre 2012 contre 900 972 DT à la clôture de l'exercice 2011, soit une variation négative de 311 729 DT détaillée comme suit :

Rubriques	31/12/2012	31/12/2011	Variation
Fournisseurs avances et acomptes	151 419	148 525	2 894
Personnel et comptes rattachés	5 653	38 450	(32 797)
Etat crédit d'impôt sur les sociétés	144 760	-	144 760
Opération particulière avec l'Etat	96 383	36 608	59 775
Débiteurs divers	122 132	502 382	(380 250)
Charges constatées d'avance	68 896	175 007	(106 111)
Total	589 243	900 972	(311 729)

9-1/Opération particulière avec l'Etat

Cette rubrique accuse au 31 décembre 2012 un solde s'élevant à 96 383 DT représentant l'avance versée à l'Etat dans le cadre du bénéfice de la dernière amnistie fiscale.

Signalons que la société a fait l'objet au cours de l'exercice 2009 d'un contrôle fiscal approfondi portant sur :

Impôts	Période concernée par le contrôle
Impôt sur les sociétés	du 01/03/2004 au 31/12/2007
Acomptes prévisionnels	du 01/01/2006 au 31/12/2007
T.V.A	du 01/01/2005 au 31/12/2007
Retenue à la source	du 01/01/2005 au 31/12/2007
TFP / FOPROLOS	du 01/01/2005 au 31/12/2007
TCL	du 01/01/2005 au 31/12/2007

Ce contrôle s'est dénoué par une taxation d'office d'un montant de Deux cent onze mille huit cent vingt-cinq dinars. La société s'est opposée à cette taxation. Elle a perdu le procès en première instance.

Aucune provision n'a été constatée à ce titre.

9-2/Débiteurs Divers

Cette rubrique accuse au 31 décembre 2012 un solde s'élevant à 122 132 DT contre 502 382 DT à la clôture de l'exercice 2011, soit une variation négative de 380 250 DT détaillée comme suit :

Rubriques	31/2/2012	31/12/2011	Variation
MIME	32 528	462 346	(429 818)
DISMATIC	52 324	39 567	12 758
MIP MALI	37 280	-	37 280
Débiteurs divers	-	469	(469)
Total	122 132	502 382	(380 250)

NOTE 10 : LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES

Cette rubrique totalise 476 290 DT au 31 décembre 2012 contre 180 831 DT au 31 décembre 2011 soit une variation positive de 295 459 DT détaillée comme suit :

Rubriques	31/2/2012	31/12/2011	Variation
Chèque en caisse	466 995	180 272	286 723
Caisse	6 180	559	5 621
Blocage Déblocage	3 116	-	3 116
Total	476 290	180 831	295 459

NOTE 11 : CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres avant affectation totalisent 1 285 000 DT au 31 décembre 2012 contre 825 000 DT au 31 décembre 2011, soit une variation positive de 460 000 DT qui s'analyse ainsi :

Rubriques	31/2/2012	31/12/2011	Variation
Capital social	350 000	350 000	-
Réserves légales	35 000	25 000	10 000
Réserves spéciales d'investissement	900 000	450 000	450 000
Total	1 285 000	825 000	460 000

NOTE 12 : PASSIFS NON COURANTS

Les passifs non courants totalisent 3 334 271 DT au 31 décembre 2012 contre 1 812 918 DT à la clôture de l'exercice précédent soit une variation de 1 521 354 DT détaillée comme suit :

Rubriques	31/2/2012	31/12/2011	Variation
Provisions pour risque	40 000	100 000	(60 000)
Emprunts à plus d'un an	3 292 471	1 712 918	1 579 554
Cautions reçues	1 800	-	1 800
Total	3 334 271	1 812 918	1 521 354

12-1/Emprunts à plus d'un an

Cette rubrique accuse au 31 décembre 2012 un solde s'élevant à 3 292 471 DT contre 1 712 918 DT à la clôture de l'exercice 2011, soit une variation de 1 579 554 DT justifiée comme suit :

Rubriques	31/2/2012	31/12/2011	Variation
Emprunt AB. 1 150 000 DT	132 365	384 894	(252 529)
Emprunt AB. 120 000 DT	35 732	60 630	(24 897)
Emprunt B.T.K. 990 688 DT	4	220 156	(220 152)
Emprunt B.T.K. 327 900 DT	57 556	126 580	(69 024)
Emprunt T.Q.B. 300 000 DT	214 286	-	214 286
Emprunt T.Q.B. 1 150 000 DT	958 333	-	958 333
Emprunt AB. 200 000 DT	88 201	-	88 201
Crédit leasing/TL CT61268	-	41 878	(41 878)
Crédit leasing/HL CT81930	20	30 845	(30 825)
Crédit leasing/TL CT62216	2 158	26 886	(24 728)
Crédit leasing/TL CT66053	25 959	58 102	(32 143)
Crédit leasing/AL CT 225380	8 963	18 960	(9 997)
Crédit leasing/TL CT66623	56 886	120 055	(63 169)
Crédit leasing/HL CT129410	64 706	130 415	(65 709)
Crédit leasing/AL CT226630	22 832	48 301	(25 469)
Crédit leasing/HL CT132140	22 259	39 757	(17 498)
Crédit leasing/HL CT136070	11 728	20 304	(8 575)
Crédit leasing/HL CT138850	13 859	23 357	(9 498)
Crédit leasing/TL CT100882	114 402	172 955	(58 552)
Crédit leasing/TL CT101944	127 007	188 845	(61 838)
Crédit leasing/CT103218	127 648	-	127 648
Crédit leasing/CT103152	10 061	-	10 061
Crédit leasing/CT104626	89 161	-	89 161
Crédit leasing/CT104963	28 261	-	28 261
Crédit leasing/CT106055	141 182	-	141 182
Crédit leasing/CT106423	365 442	-	365 442
Crédit leasing/CT105267	37 670	-	37 670
Crédit leasing/CT107467	176 679	-	176 679
Crédit leasing/CT107079	344 195	-	344 195
Crédit leasing/CT107081	14 914	-	14 914
Total	3 292 471	1 712 918	1 579 554

NOTE 13 : FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

Les fournisseurs et comptes rattachés présentent au 31 décembre 2012 un total de 2 055 134 DT contre 1 790 195 DT l'exercice précédent, soit une variation positive de 264 939 DT détaillée comme suit :

Rubriques	31/2/2012	31/12/2011	Variation
Fournisseurs d'exploitation	1 974 706	1 763 156	211 550
Fournisseurs d'exploitation Effets à payer	80 428	24 903	55 526
Fournisseurs Factures non parvenues	-	2 136	(2 136)
Total	2 055 134	1 790 195	264 939

NOTE 14 : AUTRES PASSIFS COURANTS

Les autres passifs courants totalisent 1 191 185 DT au 31 décembre 2012 contre 1 064 307 DT à la clôture de l'exercice précédent soit une variation positive de 126 878 DT détaillée comme suit :

Rubriques	31/2/2012	31/12/2011	Variation
Clients avances et acomptes	9 135	3 669	(5 465)
Personnel et comptes rattachés	119 479	66 703	(52 776)
Etat impôts et taxes	277 337	122 909	(154 428)
Compte courant des actionnaires	191 365	286 298	94 933
Créditeurs divers	37 256	5 969	(31 287)
CNSS	55 378	48 560	(6 818)
Compte d'attente	27 255	27 674	420
Charges à payer	30 483	61 959	31 476
Produits constatés d'avance	443 498	440 565	(2 933)
Total	1 191 185	1 064 307	126 878

14-1/ État impôts et taxes

Les dettes envers l'Etat s'élèvent au 31 décembre 2012 à 277 337 DT et s'analysent comme suit :

Rubriques	31/2/2012	31/12/2011	Variation
Retenue à la source	179 157	95 644	83 513
Etat TFP/FOPROLOS	7 424	2 569	4 855
Etat TCL	6 006	2 791	3 216
TVA à payer	48 815	15 826	32 989
Etat impôts sur les bénéfices	-	5 432	(5 432)
Etat Acompte Provisionnel	35 284	-	35 284
Droit de timbre	9	7	3
Autre	641	641	-
Total	277 337	122 909	154 428

14-2/ Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance s'élèvent au 31 décembre 2012 à 443 498 DT et représentent des loyers postérieurs au 31 décembre 2012.

NOTE 15 : CONCOURS BANCAIRES ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS

Les « concours bancaires et les autres passifs financiers » s'élèvent au 31 décembre 2012 à 4 018 775 DT contre 2 927 148 DT à la fin de l'exercice précédent.

Rubriques	31/2/2012	31/12/2011	Variation
Échéance à moins d'un an sur DMLT	3 093 482	2 246 172	(847 311)
Intérêts courus	40 198	15 836	(24 362)
Chèques décaisseur	-	70 898	(70 898)
Découvert B.T.K	358 746	270 550	(88 197)
Découvert Amen Bank	306 688	317 377	10 689
Découvert TQB	219 660	6 279	(213 382)
Découvert BT	-	37	37
Total	4 018 775	2 927 148	(1 233 422)

15-1/ Échéances à moins d'un an sur DLMT

Les échéances à moins d'un an des différents crédits s'élèvent au 31 décembre 2012 à 3 093 482 DT contre 2 246 172 DT à la fin de l'exercice 2011. Elles s'analysent comme suit :

Rubriques	31/2/2012	31/12/2011	Variation
Emprunt AB. 1 150 000	272 820	237 007	35 813
Emprunt AB. 120 000	24 897	23 363	1 534
Emprunt B.T.K. 990 688	275 190	220 334	54 856
Emprunt B.T.K. 327 900	74 771	69 195	5 577
Emprunt T.Q.B. 300 000	53 571	-	53 571
Emprunt T.Q.B. 1 150 000	191 667	-	191 667
Emprunt AB. 200 000	102 908	-	102 908
Crédit leasing/AL CT170880	-	5 165	(5 165)
Crédit leasing/AL CT179060	-	6 435	(6 435)
Crédit leasing/TL CT058708	-	26 659	(26 659)
Crédit leasing/HL CT62170	-	4 105	(4 105)
Crédit leasing/TL CT61268	41 878	42 124	(246)
Crédit leasing/HL CT81930	30 825	33 920	(3 096)
Crédit leasing/TL CT62216	24 728	22 720	2 008
Crédit leasing/TL CT66053	32 143	29 532	2 610
Crédit leasing/AL CT 225380	9 997	9 231	766
Crédit leasing/TL CT66623	63 169	58 039	5 130
Crédit leasing/HL CT129410	65 709	60 975	4 734
Crédit leasing/AL CT226630	25 469	23 517	1 952
Crédit leasing/HL CT132140	17 498	16 157	1 341
Crédit leasing/HL CT136070	8 575	7 918	657
Crédit leasing/HL CT138850	9 498	8 793	705
Crédit leasing/TL CT101944	61 838	57 099	4 739
Crédit leasing/TL CT100882	58 552	54 065	4 487
Crédit leasing/CT103218	54 136	-	54 136
Crédit leasing/CT103152	3 924	-	3 924
Crédit leasing/CT104626	33 417	-	33 417
Crédit leasing/CT104963	10 235	-	10 235
Crédit leasing/CT106055	48 616	-	48 616
Crédit leasing/CT106423	117 116	-	117 116
Crédit leasing/CT105267	11 279	-	11 279
Crédit leasing/CT107467	52 387	-	52 387
Crédit leasing/CT107079	105 561	-	105 561
Crédit leasing/CT107081	4 422	-	4 422
Emprunt Echus Non Payée	-	79 816	(79 816)
Créances AB	829 181	479 073	350 108
Créances BTK	258 019	670 928	(412 909)
Créances TQB	119 486	-	119 486
Total	3 093 482	2 246 172	847 311

NOTE 16 : REVENUS

Les revenus, qui totalisent au 31 décembre 2012 un montant de 8 549 817 DT contre 8 368 342 DT à la fin de l'exercice 2011, se détaillent comme suit :

Rubriques	31/2/2012	31/12/2011	Variation
Ventes et services	8 401 355	8 133 978	267 376
Loyers facturés en N-1	440 565	498 375	(57 810)
Loyers facturés et relatifs à N-1	(103 877)	(67 223)	(36 654)
Loyers facturés relatifs à l'exercice suivant	(443 498)	(440 565)	(2 933)
Loyers de l'exercice non encore facturés	108 156	103 877	4 279
Autres produits d'exploitation	147 117	20 979	126 138
Ventes Immobilisées	-	118 921	(118 921)
Total	8 549 817	8 368 342	181 475

NOTE 17 : AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Les autres charges d'exploitation s'élèvent au 31 décembre 2012 à 1 554 335 DT contre 1 374 607 DT au 31 décembre 2011, soit une augmentation de 179 728 DT qui se détaille comme suit :

Rubriques	31/2/2012	31/12/2011	Variation
Achats non stockés	304 513	422 381	(117 867)
Services extérieurs	440 457	396 277	44 180
Autres services extérieurs	721 869	489 609	232 259
Impôts et taxes	87 496	66 340	21 156
Total	1 554 335	1 374 607	179 728

17-1/ Services extérieurs

Les services extérieurs s'élèvent au 31 décembre 2012 à 440 457 DT contre 396 277 DT au 31 décembre 2011, soit une augmentation de 44 180 DT qui se détaille comme suit :

Rubriques	31/2/2012	31/12/2011	Variation
Loyers et leasing	-	2 887	(2 887)
Loyer siège	183 259	117 279	65 979
Loyers divers	33 809	25 607	8 202
Entretien et réparation	157 771	181 136	(23 365)
Primes d'assurance	56 829	55 867	962
Etudes et services extérieurs	8 789	13 500	(4 711)
Total	440 457	396 277	44 180

17-2/ Autres services extérieurs

Les autres services extérieurs s'élèvent à 721 869 DT au 31 décembre 2012 contre 489 609 DT au 31 décembre 2011, soit une augmentation de 232 259 DT qui se détaille comme suit :

Rubriques	31/2/2012	31/12/2011	Variation
Personnel extérieur à l'entreprise	-	310 599	(310 599)
Honoraires	140 836	(69 449)	210 285
Publicités et relations publiques	385 314	33 678	351 637
Dons et subventions	2 520	4 600	(2 080)
Frais de déplacement	88 073	92 851	(4 778)
Frais de mission	27 043	39 244	(12 200)
Frais postaux et de télécommunication	53 995	55 287	(1 291)
Services bancaires	24 087	22 800	1 287
Total	721 869	489 609	232 259

NOTE 18 : CHARGES FINANCIERES NETTES

Les « Charges financières nettes » s'élèvent au 31 décembre 2012 à 467 906 DT contre 334 337 DT au 31 décembre 2011, soit une augmentation de 133 569 DT qui se détaille comme suit :

Rubriques	31/2/2012	31/12/2011	Variation
Intérêts sur découverts bancaires	88 817	52 967	35 850
Agios / escomptes bancaires	114 042	106 081	7 961
Intérêts sur emprunts	145 404	113 156	32 248
Agios / crédits leasing	161 035	98 543	62 492
Pertes de change	48	1 905	(1 857)
Produits financiers	(41 440)	(38 315)	(3 126)
Total	467 906	334 337	133 569

NOTE 19 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

19-1/ Emprunt AMEN BANK

Pour sûreté, garantie et conservation de remboursement du montant du prêt en principal de la créance de l'AMEN BANK, soit la somme de UN MILLION CENT CINQUANTE MILLE DINARS (1 150 000 DT), ainsi que les intérêts conventionnels, indemnités, frais accessoires : la société « MIP » affecte spécialement au profit de l'AMEN BANK, qui accepte :

- 1- Un nantissement de matériel roulant sur des véhicules;
- 2- Un nantissement de matériel de premier rang, sur un matériel exploité par la société emprunteuse dans son activité et implanté dans divers emplacements, sis à Tunis, 1 Rue 8612, impasse N°5, Zone industrielle de la Chargaia.

19-2/ Emprunt BTK

Pour sûreté, garantie et conservation de remboursement du montant du prêt en principal de la créance de la BANQUE TUNISO-KOWEITIENNE, soit la somme de TROIS CENT VINGT SEPT MILLE NEUF CENT DINARS (327 900 DT), ainsi que les intérêts conventionnels, indemnités, frais accessoires : la société « MIP » affecte spécialement au profit de la BANQUE TUNISO-KOWEITIENNE, qui accepte :

- 1- Un nantissement de rang utile sur l'ensemble, sans aucune exception ni réserve, des éléments corporels et incorporels composant un fonds de commerce sis au numéro 1 rue 8612 impasse numéro 5 zone industrielle Chargaia 1, comprenant notamment:
 - L'enseigne, le nom commercial, la clientèle et l'achalandage y attachés.
 - Le droit au bail des lieux dans lesquels est exploité ledit fonds ainsi que le débiteur ne serait pas propriétaire des lieux.
 - La totalité du matériel fixe, mobile et roulant, outillage, ustensiles et installation, du mobilier commercial et de tous accessoires servant à l'exploitation du fonds ainsi que toute marchandise, matière première et outillage acquis et à acquérir qui pourraient se trouver dans ledit fonds lors de la réalisation éventuelle du gage.
- 2- Un nantissement de premier rang, sur un ensemble de matériel roulant.

19-3/ Emprunt BTK

Pour sûreté, garantie et conservation de remboursement du montant du prêt en principal de la créance de la BANQUE TUNISO-KOWEITIENNE, soit la somme de NEUF CENT QUATRE VINGT DIX MILLE SIX CENT QUATRE VINGT SEPT DINARS HUIT CENT VINGT QUATRE MILLIMES (990 687,824 DT), ainsi que les intérêts conventionnels, indemnités, frais accessoires : la société « MIP » affecte spécialement au profit de la BANQUE TUNISO-KOWEITIENNE, qui accepte :

- 1- Un nantissement de rang utile sur l'ensemble, sans aucune exception ni réserve, des éléments corporels et incorporels composant un fonds de commerce sis au numéro 1 rue 8612 impasse numéro 5 zone industrielle chargaia 1, comprenant notamment:
 - L'enseigne, le nom commercial, la clientèle et l'achalandage y attachés.
 - Le droit au bail des lieux dans lesquels est exploité ledit fonds ainsi que le débiteur ne serait pas propriétaire des lieux.
 - La totalité du matériel fixe, mobile et roulant, outillage, ustensiles et installation, du mobilier commercial et de tous accessoires servant à l'exploitation du fonds ainsi que toute

marchandise, matière première et outillage acquis et à acquérir qui pourraient se trouver dans ledit fonds lors de la réalisation éventuelle du gage.

2- Un nantissement de premier rang, sur un ensemble de matériel roulant.

19-4/ Emprunt AMEN BANK

Pour sûreté, garantie et conservation de remboursement du montant du prêt en principal de la créance de l'AMEN BANK, soit la somme de CENT VINGT MILLE DINARS (120 000 DT), ainsi que les intérêts conventionnels, indemnités, frais accessoires : la société « MIP » affecte spécialement au profit de l'AMEN BANK, qui accepte un nantissement du véhicule Mercedes Benz immatriculé sous le n° 142 TU 7183.

19-5/ Emprunt TQB

Pour sûreté, garantie et conservation de remboursement du montant du prêt en principal de la créance de TUNISIAN QATARI BANK, soit la somme d'UN MILLION CENT CINQUANTE MILLE DINARS (1 150 000 DT), ainsi que les intérêts conventionnels, indemnités, frais accessoires. La société « MIP » affecte spécialement au profit de la TUNISIAN QATARI BANK, qui accepte :

- 1- Une hypothèque immobilière de 1^{er} rang d'une superficie approximative de 2 170 m² sis à la Z.I de soliman, représentant le lot n° 9.
- 2- Des cautions personnelles et solidaires de Mr Mohamed Hédi CHERIHA et Mr Mehdi CHERIHA qui déclarent se porter cautions personnelles et solidaires de l'emprunteuse et ce jusqu'à parfait paiement.

19-6/ Emprunt TQB

Pour sûreté, garantie et conservation de remboursement du montant du prêt en principal de la créance de TUNISIAN QATARI BANK, soit la somme de TROIS CENT MILLE DINARS (300 000 DT), ainsi que les intérêts conventionnels, indemnités, frais accessoires. La société « MIP » affecte spécialement au profit de la TUNISIAN QATARI BANK, qui accepte :

- 1- Une hypothèque immobilière de 1^{er} rang d'une superficie approximative de 2 170 m² sis à la Z.I de soliman, représentant le lot n° 9.
- 2- Des cautions personnelles et solidaires de Mr Mohamed Hédi CHERIHA et Mr Mehdi CHERIHA qui déclarent se porter cautions personnelles et solidaires de l'emprunteuse et ce jusqu'à parfait paiement.

19-7/ Emprunt AMEN BANK

Pour sûreté, garantie et conservation de remboursement du montant du prêt en principal de la créance de l'AMEN BANK, soit la somme de DEUX CENT MILLE DINARS (200 000 DT), ainsi que les intérêts conventionnels, indemnités, frais accessoires : la société « MIP » affecte spécialement au profit de l'AMEN BANK, qui accepte des cautions personnelles et solidaires de Mr Mohamed Hédi CHERIHA et Mr Mehdi CHERIHA qui déclarent se porter cautions personnelles et solidaires de l'emprunteuse et ce jusqu'à parfait paiement.

TABLEAU RECAPITULATIF DES IMMOBILISATIONS AU 31-12-2012

DESIGNATION	Valeurs brutes				Amortissements				VCN
	Au 01/01/2012	Acquisition	Cession	Au 31/12/2012	Au 01/01/2012	Dotation 12	Régularisation	Au 31/12/2012	Au 31/12/2012
Immobilisations incorporelles									
Concession de marque	260	0	0	260	116	85	0	202	58
Logiciels	61 613	5 619	0	67 232	42 815	13 959	0	56 774	10 458
Fonds commercial	32 500	0	0	32 500	9 885	1 614	0	11 499	21 001
Droit d'usage	112 374	0	0	112 374	110 476	1 898	0	112 374	0
Total des immobilisations incorporelles	206 747	5 619	0	212 366	163 293	17 557	0	180 849	31 517
Immobilisations corporelles									
Terrain	1 196	0	0	1 196	0	0		0	1 196
Aménagement terrain rades	25 321	0	0	25 321	3 791	1 259	0	5 050	20 271
Construction	1 885	0	0	1 885	310	93	0	404	1 482
Matériel et outillage industriel	402 629	19 796	0	422 425	133 795	61 203	0	194 998	227 428
Agencements & installations techniques	238 788	19 434	0	258 222	104 511	33 685	0	138 196	120 027
Matériel de transport	815 164	0	126 850	688 314	401 441	138 483	79 104	460 819	227 495
Matériel informatique & M.M.B	379 684	88 293	0	467 976	238 995	82 749	0	321 744	146 232
Panneaux publicitaires	2 064 234	498 276	0	2 562 511	995 818	93 986	0	1 089 804	1 472 706
Panneaux à statut juridique particulier	1 850 023	1 815 275	0	3 665 299	597 674	117 317	0	714 991	2 950 308
Matériel de transport à statut juridique particulier	277 076	81 648	0	358 724	122 970	95 142	0	218 112	140 612
Immobilisations en cours	404 715	610 039	0	1 014 754	0	0	0	0	1 014 754
Total des immobilisations corporelles	6 460 715	3 132 761	126 850	9 466 627	2 599 305	623 917	79 104	3 144 118	6 322 509
Autres actifs non courants									
Charges à répartir	247 542	0	0	247 542	0	0	0	0	247 542
Frais Préliminaires	356 995	0	0	356 995	0	59 818	0	59 818	297 177
Total des autres actifs non courants	604 537	0	0	604 537	0	59 818	0	59 818	544 719
Total général	7 272 000	3 138 380	126 850	10 283 530	2 762 598	701 292	79 104	3 384 785	6 898 745

5.4.1.5. Notes rectificatives aux états financiers individuels arrêtés au 31/12/2012

1) Note rectificative relative à la présentation des capitaux propres

Capitaux propres & Passifs	NOTES	31-déc.-12	31-déc.-11
<u>Capitaux Propres</u>	11		
Capital Social		350 000	350 000
Réserves Légales		35 000	25 000
Réserves spéciales d'investissement		900 000	450 000
Résultats reportés		-	-
Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice		1 285 000	825 000
Résultat de l'exercice		480 566	982 967
Total des capitaux propres avant affectation		1 765 566	1 807 967
<u>Passifs</u>	12		
Provisions pour risques		40 000	100 000
Emprunts		3 292 471	1 712 918
Cautions reçues		1 800	-
Total des passifs non courants		3 334 271	1 812 918
Passifs courants			
Fournisseurs et comptes rattachés	13	2 055 134	1 790 195
Autres passifs courants	14	1 191 185	1 064 307
Concours bancaires et autres passifs financiers	15	4 018 775	2 927 148
Total des passifs courants		7 265 094	5 781 651
Total des passifs		10 599 365	7 594 568
Total des capitaux propres & des passifs		12 364 931	9 402 535

2) Note rectificative relative à présentation de l'état de résultat

Les revenus, qui totalisent au 31 décembre 2012 un montant de 8 549 817 DT contre 8 368 342 DT à la fin de l'exercice 2011, se détaillent comme suit :

Rubriques	31/12/2012	31/12/2011	Variation
Produits d'exploitation	8 402 701	8 228 442	174 258
Autres produits d'exploitation	147 117	20 979	126 138
Ventes immobilisées	-	118 921	-118 921
Total	8 549 817	8 368 342	181 475

Ainsi, l'état de résultat au 31 décembre 2012 se présente comme suit :

DESIGNATION	NOTES	31-déc.-12	31-déc.-11
Revenus			
Produits d'exploitation		8 402 701	8 228 442
Autres produits d'exploitation		147 117	20 979
Ventes immobilisées		-	118 921
Total des produits d'exploitation	16	8 549 817	8 368 342
Charges d'exploitation			
Variation des stocks		14 066	-22 811
Achats de marchandises		3 856 000	3 507 834
Charges de personnel		1 344 296	717 064
Dotations aux amortissements et aux provisions		701 292	1 182 576
Autres charges d'exploitation	17	1 554 335	1 374 607
Total des charges d'exploitation		7 469 988	6 759 270
Résultat d'exploitation		1 079 829	1 609 072
Charges financières nettes			
Charges financières nettes	18	467 906	334 337
Autres gains ordinaires		17 354	109
Autres pertes ordinaires		28 020	2 069
Résultat des activités ordinaires avant impôt		601 256	1 272 774
Impôts sur les bénéfices		120 690	289 808
Résultat des activités ordinaires après impôt		480 566	982 967
Éléments extraordinaires (gains/pertes)		-	-
RESULTAT NET		480 566	982 967

3) Note rectificative de la note 14 « Autres passifs courants »

Les autres passifs courants totalisent 1 191 185 DT au 31 décembre 2012 contre 1 064 307 DT à la clôture de l'exercice précédent soit une variation positive de 126 878 DT détaillée comme suit :

Rubriques	31/12/2012	31/12/2011	Variation
Clients avances et acomptes	9 135	3 669	5 465
Personnel et compte rattachés	119 479	66 703	52 776
État impôts et taxes	277 337	122 909	154 428
Compte courant des actionnaires	191 365	286 298	-94 933
Créditeurs divers	37 256	5 969	31 287
CNSS	55 378	48 560	6 818
Compte d'attente	27 255	27 674	-420
Charges à payer	30 483	61 959	-31 476
Produits constatés d'avance	443 498	440 565	2 933
Total	1 191 185	1 064 307	126 878

4) Note rectificative de la note 15 « Concours bancaires et autres passifs financiers »

Les « Concours bancaires et les autres passifs financiers » s'élèvent au 31 décembre 2012 à 4 018 775 DT contre 2 927 148 DT à la fin de l'exercice précédent.

Rubriques	31/12/2012	31/12/2011	Variation
Échéances à moins d'un an sur DLMT	3 093 482	2 246 172	847 311
Intérêts courus	40 198	15 836	24 362
Chèques à décaisser	0	70 898	-70 898
Découvert B.T.K	358 746	270 550	88 197
Découvert Amen Bank	306 688	317 377	-10 689
Découvert TQB	219 660	6 279	213 382
Découvert BT	0	37	-37
Total	4 018 775	2 927 148	1 091 627

5) Note rectificative de la note 19-7

Pour sûreté, garantie et conservation de remboursement du montant du prêt en principal de la créance de l'AMEN BANK, soit la somme de DEUX CENT MILLE DINARS (200 000 DT), ainsi que les intérêts conventionnels, indemnités, frais accessoires : la société « MIP » affecte spécialement au profit de l'AMEN BANK, qui accepte la caution personnelle et solidaire de Monsieur Mehdi CHERIHA qui déclare se porter caution personnelle et solidaire de l'emprunteuse et ce jusqu'à parfait paiement.

6) Note rectificative du tableau récapitulatif des immobilisations au 31/12/2013

TABLEAU RECAPITULATIF DES IMMOBILISATIONS AU 31-12-2012

DESIGNATION	Valeurs brutes				Amortissements				VCN
	Au 01/01/2012	Acquisition	Cession Reclassement	Au 31/12/2012	Au 01/01/2012	Dotation 12	Régularisation	Au 31/12/2012	Au 31/12/2012
Immobilisations incorporelles									
Concession de marque	260	0	0	260	116	85	0	202	58
Logiciels	61 613	5 619	0	67 232	42 815	13 959	0	56 774	10 458
Fonds commercial	32 500	0	0	32 500	9 885	1 614	0	11 499	21 001
Droit d'usage	112 374	0	0	112 374	110 476	1 898	0	112 374	0
Total des immobilisations incorporelles	206 747	5 619	0	212 366	163 293	17 557	0	180 849	31 517
Immobilisations corporelles									
Terrain	1 196	0	0	1 196	0	0	0	0	1 196
Aménagement terrain rades	25 321	0	0	25 321	3 791	1 259	0	5 050	20 271
Construction	1 885	0	0	1 885	310	93	0	404	1 482
Matériel et outillage industriel	402 629	19 552	0	422 182	133 795	61 203	0	194 998	227 184
Agencements & installations techniques	238 788	19 434	0	258 222	104 511	33 685	0	138 196	120 027
Matériel de transport	815 164	0	126 850	688 314	401 441	138 483	79 104	460 819	227 495
Matériel informatique & M.M.B	379 684	88 293	0	467 976	238 995	82 749	0	321 744	146 232
Panneaux publicitaires	2 064 234	498 276	0	2 562 511	995 818	93 986	0	1 089 804	1 472 706
Panneaux à statut juridique particulier	1 850 023	1 815 275	0	3 665 299	597 674	117 317	0	714 991	2 950 308
Matériel de transport à statut juridique particulier	277 076	81 648	0	358 724	122 970	95 142	0	218 112	140 612
Immobilisations en cours	404 715	610 282	0	1 014 997	0	0	0	0	1 014 997
Total des immobilisations corporelles	6 460 715	3 132 761	126 850	9 466 627	2 599 305	623 917	79 104	3 144 118	6 322 509
Autres actifs non courants									
Charges a répartir	247 542	0	0	247 542	0	0	0	0	247 542
Frais Préliminaires	356 995	0	0	356 995	0	59 818	0	59 818	297 177
Total des autres actifs non courants	604 537	0	0	604 537	0	59 818	0	59 818	544 719
Total général	7 272 000	3 138 380	126 850	10 283 530	2 762 598	701 292	79 104	3 384 785	6 898 745

5.4.1.6. Notes explicatives aux états financiers individuels arrêtés au 31/12/2012

1) Note explicative sur le changement du taux d'amortissement

La société a procédé courant l'exercice 2012 à un changement des taux d'amortissement des panneaux publicitaires & abribus et des panneaux à statut juridique particulier, en ramenant les taux d'amortissement de 10% et de 25% à 6,67%. Ce changement d'estimation comptable est fondé sur la base de l'expérience acquise par la société qui a montré que la durée de vie utile d'un panneau ou d'un abribus dépasse bien les 15 ans. Par ailleurs, l'effet de ce changement des taux d'amortissement est d'augmenter le résultat de l'exercice 2012 de 630 473 DT.

2) Note explicative sur la présentation des cautions reçues

Selon les dispositions de la Norme Comptable NC-1, les cautions reçues doivent être présentées parmi les passifs non courants de la société dans un compte spécifique à cet effet intitulé « 167-Dépôts & cautionnements reçus ». Ce compte totalise au 31/12/2012 un solde de 1 800 DT et se rapporte à une caution reçue d'un loyer d'un immeuble propriété de la société.

5.4.1.7. Notes complémentaires aux états financiers individuels arrêtés au 31/12/2012

1) Note complémentaire sur les événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Aucun événement significatif n'est survenu entre la date de clôture de l'exercice et la date de publication des états financiers.

2) Note complémentaire sur les parties liées

CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

Le détail des transactions intervenues au cours de l'exercice 2012 entre la société « MIP » et les parties liées est présenté ainsi :

<i>Partie liée</i>	<i>Pourcentage de contrôle</i>	<i>31/12/2011</i>	<i>Facturation</i>	<i>Encaissement</i>	<i>Solde au 31/12/2012</i>
"MIME"	88,24%	127 655	209 298	0	336 953
"DISMATIC"	Dirigeants communs	19 949	53 238	0	73 187
"MIP PRINT"	96,67%	0	103 404	0	103 404
"MIPA"	Dirigeants communs	159 601	68 500	0	228 101
"MEDCOM"	Dirigeants communs	454	35 400	0	35 854
Total		307 659	469 840	0	777 499

AUTRES ACTIFS COURANTS

Le solde de ce compte s'élève au 31/12/2012 à 122 132 DT et correspond au solde des opérations réalisées par la société « MIP » avec les sociétés du groupe et les parties liées. Ce compte se détaille comme suit :

<i>Partie liée</i>	<i>Pourcentage de contrôle</i>	<i>Solde au 31/12/2012</i>
"MIME"	88,24%	32 528
"DISMATIC"	Dirigeants communs	52 324
"MIP MALI"	75,00%	37 280
Total		122 132

PLACEMENTS ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS

Les placements et autres actifs financiers consistent en des placements dont l'intention de détention est égale ou inférieure à douze mois.

Ces placements sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Une provision est constatée lorsque ce coût est inférieur à leur valeur de marché déterminée à la clôture de l'exercice.

Cette rubrique accuse au 31 décembre 2012 un solde s'élevant à 32 359 DT contre une valeur nulle l'exercice précédent, soit une variation de 32 359 DT qui se détaille comme suit :

Partie liée	Pourcentage de contrôle	31/12/2011	Intérêts/compte courant	Encaissements	Solde au 31/12/2012
"MIME"	88,24%	0	28 322	0	28 322
"DISMATIC"	Dirigeants communs	0	4 038	0	4 038
Total		0	32 359	0	32 359

FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

Le détail des transactions intervenues au cours de l'exercice 2012 entre la société « MIP » et les parties liées est présenté ainsi :

Partie liée	Pourcentage de contrôle	31/12/2011	Achats	Règlement de dettes	Solde au 31/12/2012
"MIME"	88,24%	-5 447	1 626 521	1 621 074	0
"DISMATIC"	Dirigeants communs	7 004	1 289	8 293	0
"MIP PRINT"	96,67%	0	722 877	207 804	515 073
"MIPA"	Dirigeants communs	96 146	0	51 286	44 859
"MEDCOM"	Dirigeants communs	31 223	106 537	112 985	24 775
Total		128 926	2 457 224	2 001 442	584 708

3) Note complémentaire sur les mouvements des capitaux propres

Les capitaux propres sont passés de 1 807 967 DT au 31/12/2011 à 1 765 566 DT au 31/12/2012. Cette variation est détaillée dans le tableau suivant :

Libellé	Capital social	Primes d'émission	Réserves légales	Réserves spéciales d'investissement	Résultats reportés	Résultat de l'exercice	Total
Total des capitaux propres au 31/12/2011	350 000		25 000	450 000		982 967	1 807 967
Affectation assemblée générale 2012			10 000	450 000	522 967	- 982 967	0
Dividende distribués sur le bénéfice 2012					- 522 967		- 522 967
Résultat au 31/12/2012						480 566	480 566
Total des capitaux propres au 31/12/2012	350 000	0	35 000	900 000	0	480 566	1 765 566

Résultat par action	13,730
---------------------	--------

4) Note complémentaire sur les titres de participation

Un placement à long terme est un placement détenu dans l'intention de le conserver durablement notamment pour exercer sur la société émettrice un contrôle exclusif, ou une influence notable ou un contrôle conjoint, ou pour obtenir des revenus et des gains en capital sur une longue échéance ou pour protéger, ou promouvoir des relations commerciales. Un placement à long terme est également un placement qui n'a pas pu être classé parmi les placements à court terme.

Les titres de participation sont comptabilisés à leurs coûts d'acquisition. A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués à leur valeur d'usage. Les plus-values dégagées ne sont pas constatées alors que les moins-values potentielles font l'objet de provisions pour dépréciation.

Etat détaillé des titres de participations détenus dans les sociétés filiales Au 31/12/2012			
	Coût d'acquisition	% de détention	Provision constatée
Participation MIME	750 000	88,24%	0
Participation MIP MALI	32 171	75,00%	0
Participation MIP PRINT	145 000	96,67%	0
Total	927 171		0

5) Note complémentaire sur les charges à répartir et les frais préliminaires

Les charges à répartir et les frais préliminaires sont résorbés sur une durée de 3 ans.

Les autres actifs non courants présentent un solde net de 544 719 DT au 31/12/2012 contre un solde net de 604 537 DT au 31/12/2011 et se détaillent comme suit :

Nature	Valeur Brute au 31/12/2011	AANC 2012	Valeur Brute au 31/12/2012	Résorptions antérieures	Résorptions 2012	VCN au 31/12/2011	VCN au 31/12/2012
Charges a répartir	247 542	0	247 542	0		247 542	247 542
Frais Préliminaires	356 995	0	356 995	0	59 818	356 995	297 177
Total	604 537	0	604 537	0	59 818	604 537	544 719

6) Note complémentaire sur les placements et autres actifs financiers

« Les placements et autres actifs financiers » consistent en des placements dont l'intention de détention est égale ou inférieure à douze mois.

Ces placements sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Une provision est constatée lorsque ce coût est inférieur à leur valeur de marché déterminée à la clôture de l'exercice.

Cette rubrique accuse au 31 décembre 2012 un solde s'élevant à 32 359 DT contre une valeur nulle l'exercice précédent, soit une variation de 32 359 DT qui se détaille comme suit :

Partie liée	Pourcentage de contrôle	31/12/2011	Intérêts/compte courant	Encaissement	Solde au 31/12/2012
"MIME"	88,24%	0	28 322	0	28 322
"DISMATIC"	Dirigeants communs	0	4 038	0	4 038
Total		0	32 359	0	32 359

7) Note complémentaire sur le rapprochement des montants des liquidités et équivalents de liquidités

Le montant de la trésorerie et équivalent de trésorerie totalise un solde négatif de 408 805 DT au 31/12/2012 contre un solde négatif de 484 310 DT au 31/12/2011 détaillé comme suit :

Libellé	31/12/2012	31/12/2011
CHEQUES A ENCAISSER	454 470	180 272
CHEQUES IMPAYES	12 524	
A.B [107176]	-306 688	-317 377
B.T.K [050965]	-358 746	-270 550
T.Q.B [106080]	-219 660	-6 279
BANQUE BT		-37
CAISSES	6 180	559
BOLOCAGE ET DEBLOCAGE	3 116	
CHEQUES A DECAISSER TQB		-8 328
CHEQUES A DECAISSER AB		-39 620
CHEQUES A DECAISSER BTK		-22 950
Total	-408 805	-484 310

8) Note complémentaire sur les emprunts à long terme et à court terme

			Solde au 31/12/2011			Nouveaux crédits 2012	Remboursements 2012	Solde au 31/12/2012		
Crédit	Durée en mois	Taux	Échéance à plus d'un an	Échéance à moins d'un an	Total			Échéance à plus d'un an	Échéance à moins d'un an	Total
Emprunt AB 1 150 000 DT:	48	6,47%	384 894	237 007	621 901		216 716	132 365	272 820	405 185
Emprunt AB 120 000 DT:	60	6,63%	60 630	23 363	83 993		23 364	35 732	24 897	60 629
Emprunt BTK 990 688 DT:	48	7,62%	220 156	220 334	440 490		165 296	4	275 190	275 194
Emprunt BTK 327 900 DT:	60	6,36%	126 580	69 195	195 775		63 447	57 556	74 771	132 327
Emprunt TQB 300 000 DT:	48	5,34%	0	0	0	300 000	32 143	214 286	53 571	267 857
Emprunt TQB 1 150 000 DT:	84	5,34%	0	0	0	1 150 000	0	958 333	191 667	1 150 000
Emprunt AB 200 000 DT:	24	6,63%	0	0	0	200 000	8 891	88 201	102 908	191 109
Total			792 260	549 900	1 342 160	1 650 000	509 858	1 486 477	995 825	2 482 302

9) Note complémentaire sur les immobilisations acquises en leasing

Engagements sur contrats de location-financement

Le rapprochement entre les paiements futurs minimaux au titre du contrat de location-financement et la valeur actualisée des paiements minimaux nets au titre des locations se présente de la façon suivante :

Rubriques	Au 31/12/2012	
	paiements minimaux HT	valeur actualisée des paiements HT
moins d'un an	1 076 560	890 971
plus d'un an et moins de 5 ans	1 980 903	1 805 994
plus de 5 ans	0	0
Total des paiements minimaux futurs au titre de la location	3 057 463	2 696 965
Moins les montants représentant des charges financières	-360 498	
Valeurs actualisées des paiements minimaux futurs		2 696 965

10) Note complémentaire relative au tableau de passage des charges par nature aux charges par destination

Rubriques	Coût des ventes	Frais de distribution	Frais d'administration	Autres charges	TOTAL
Achats consommés	3 870 066				3 870 066
Charges financières	241 496		144 898	122 953	509 346
Impôts sur le résultat				120 690	120 690
Autres pertes ordinaires				28 020	28 020
Charges de personnel	557 697		786 598		1 344 296
Dotations aux amortissements	233 721	31 268	181 625	254 678	701 292
Autres charges d'exploitation	92 015	430 388	375 167	656 765	1 554 335
TOTAL	4 994 996	461 656	1 488 287	1 183 106	8 128 045

11) Note complémentaire sur l'état des flux de trésorerie

Variation des créances

La variation des créances s'élève à (129 484) DT et se détaille comme suit :

Rubriques	Au 31/12/2012	Au 31/12/2011	Variation
(-) Créances	-3 501 344	-3 370 060	-131 284
<i>Ajustement pour :</i>			
(+) Caution reçue	1 800	0	1 800
Total	-3 499 544	-3 370 060	-129 484

Variation des autres actifs courants

La variation des autres actifs courants s'élève à 279 369 DT et se détaille comme suit :

Rubriques	Au 31/12/2012	Au 31/12/2011	Variation
(-) Autres actifs courants	-589 243	-900 972	311 729
(-) Intérêts courus	-32 359	0	-32 359
Total	-621 603	-900 972	279 369

Variation des fournisseurs et autres dettes

La variation des fournisseurs et autres dettes s'élève à 416 179 DT et se détaille comme suit :

Rubriques	Au 31/12/2012	Au 31/12/2011	Variation
(+) Fournisseurs et comptes rattachés	2 055 134	1 790 195	264 939
(+) Autres passifs courants	1 191 185	1 064 307	126 878
<i>Ajustement pour :</i>			
(+) Intérêts courus	40 198	6 225	33 972
(+) Intérêts échus et non payés	0	9 611	-9 611
Total	3 286 517	2 870 338	416 179

12) Note complémentaire sur les soldes intermédiaires de gestion

SCHEMA DES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION (exprimé en dinars)

PRODUITS			CHARGES			SOLDES		
	2012	2011		2012	2011		2012	2011
Revenus	8 402 701	8 228 442	Coût des matières consommées	3 870 066	3 485 024	Production	8 549 817	8 368 342
Autres produits d'exploitation	147 117	20 979						
Production immobilisée	0	118 921						
Production	8 549 817	8 368 342	Achats consommés	3 870 066	3 485 024	Marge commerciale	4 679 751	4 883 319
Marge commerciale	4 679 751	4 883 319	Autres charges externes	1 466 839	1 308 267			
Sous total	4 679 751	4 883 319	Sous total	1 466 839	1 308 267	Valeur ajoutée brute	3 212 912	3 575 052
Valeur ajoutée brute	3 212 912	3 575 052	Impôts et taxes	87 496	66 340			
			Charge de personnel	1 344 296	717 064			
Sous total	3 212 912	3 575 052	Sous total	1 431 791	783 404	Excédent brut d'exploitation	1 781 121	2 791 648
Excédent brut d'exploitation	1 781 121	2 791 648	Charges financières	509 346	372 652			
Autres gains ordinaires	17 354	109	Dotation aux amortissements et provisions	701 292	1 182 576			
Produits financiers	41 440	38 315	Autres Pertes ordinaires	28 020	2 069			
			Impôt sur les bénéfices	120 690	289 808			
Sous total	1 839 914	2 830 071	Sous total	1 359 349	1 847 104	Résultat des activités ordinaires	480 566	982 967
Résultat positif des activités ordinaires	480 566	982 967	Résultat négatif des activités ordinaires			Résultat net de l'exercice	480 566	982 967
Effet positif des modifications comptable			Effet négatif des modifications comptable			Résultat net après modifications comptables	480 566	982 967

13) Note complémentaire présentant le tableau de détermination du résultat fiscal de l'exercice 2012

DECOMPTE FISCAL	
Résultat net après modifications comptables	601 256,013
I. RÉINTÉGRATION	62 196,064
Rémunération de l'exploitant individuel, ou des associés en nom des sociétés de personnes et assimilées	0,000
Rémunérations des associés gérants majoritaires (SARL)	0,000
Cadeaux et frais de réception excédentaires.	0,000
Commissions, courtages, ristournes commerciales ou non, vacations, et honoraires non déclarés.	0,000
Charges relatives aux résidences secondaires, avions et bateaux de plaisance ne faisant pas l'objet de l'exploitation.	0,000
Charges relatives aux véhicules de tourisme d'une puissance supérieure à 9 cv	0,000
Impôts directs et taxes assimilés supportés au lieu et place de personnes étrangères au titre des redevances	0,000
Taxe sur les voyages	0,000
Intérêts excédentaires des comptes courants d'associé	0,000
Transactions, amendes, confiscations et pénalités de toute nature	0,000
Moins-values de réévaluation [2]	0,000
Dons et subventions excédentaires ou non déclarés	0,000
Provisions constituées	0,000
Amortissements non déductibles	62 196,064
Déficit des établissements situés à l'étranger	0,000
Impôt sur le revenu, Impôt sur les sociétés	0,000
Autres réintégrations [3]	0,000
II. DEDUCTIONS	60 000,000
Plus-value de réévaluation	0,000
Plus-value de fusion	0,000
Dividendes	0,000
Intérêts des dépôts et titres en devises et en dinars convertibles	0,000
Bénéfices réalisés par les établissements situés à l'étranger	0,000
Reprise sur provisions non admises en déduction initialement	60 000,000
Reports déficitaires [4]	0,000
Amortissements réputés différés en période déficitaire	0,000
Autres déductions [5]	0,000
Résultat fiscal avant provisions (code B/P)	479 059,949
Déduction des provisions :	0,000
Provisions pour créances douteuses	0,000
Provisions pour dépréciation des stocks destinés à la vente	0,000
Provisions pour dépréciation de la valeur des actions et parts sociales (banques et SICAR)	0,000
Résultat fiscal après imputation des provisions (B/P)	479 059,949
Déduction du bénéfice provenant de :	0,000
Exportation	0,000
Développement régional	0,000
Agriculture et pêche	0,000
Travaux publics dans les régions de développement régional	0,000
Autres bénéfices déductibles	0,000
Déduction pour réinvestissement exonéré [7]	0,000
RESULTAT FISCAL	603 452,077
Impôt sur les bénéfices [30%]	181 035,623
Bénéfice imposable :	603 452,077
Taux minimum :	30,0%
Minimum d'impôt [20%]	120 690,415
Réinvestissement financier	245 000,000
Bénéfices à déduire	85 750,000
Taux minimum :	20,0%
Minimum d'impôt [0,1% CA TTC]	9 680,364
Chiffre d'affaires TTC :	9 680 364,000
IMPOTS SUR LES BENEFICES DUS	120 690,415
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	480 565,598
Crédit d'impôt	0,000
Retenues à la source	177 444,444
Acomptes provisionnels payés	88 006,095
Impôt à liquider	-
Crédit d'impôt	144 760,124

14) Note complémentaire sur la tenue des comptes en valeurs mobilières

La tenue des comptes des valeurs mobilières émises par la société MAGHREB INTERNATIONAL PUBLICITE « MIP » est effectuée conformément aux dispositions du décret n° 2001-2728 du 20 novembre 2001 tel que modifié par le décret 2005-3144 du 6 décembre 2005.

15) Note complémentaire sur la réserve du commissaire aux comptes relative au risque fiscal

Pour la réserve du commissaire aux comptes relative au risque fiscal non provisionné totalisant 211 825 DT, qui concerne une taxation d'office à laquelle s'est opposée la société, affaire perdue en première instance, il est à signaler que l'affaire a été perdue pour vice de forme.

Etant donné que la société ne compte pas faire appel sur ce jugement, elle a déposé une demande de réconciliation auprès de la commission de réconciliation au sein du ministère des finances pour revoir le dossier.

A ce jour, la date de l'audience de réconciliation n'a pas été fixée et selon les estimations de la société, il y a de forte chance d'abaisser le montant de la taxation.

La société s'engage à provisionner le montant de ce risque (montant minimum entre le montant de la taxation et le montant définitif qui sera arrêté par la commission de réconciliation) et ce, à partir des états financiers arrêtés au 31/12/2014 sur deux années à parts égales.

5.4.1.8 Rapports général et spécial du commissaire aux comptes relatifs à l'exercice 2012

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2012

RAPPORT GENERAL

Exercice clos le 31 décembre 2012

Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale ordinaire du 25 juin 2012, nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société MAGHREB INTERNATIONAL PUBLICITE « MIP », comprenant le bilan au 31 décembre 2012, l'état de résultat, le tableau des flux de trésorerie et les notes aux états financiers. Ces états financiers font ressortir des capitaux propres positifs de 1 765 566 Dinars, y compris le résultat bénéficiaire au 31 décembre 2012 qui s'élève à 480 566 Dinars.

I- Responsabilité de la direction dans l'établissement et la présentation des états financiers :

Les organes de gouvernance sont responsables de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux normes comptables tunisiennes. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

II- Responsabilité de l'auditeur :

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession applicables en Tunisie. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation de l'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

- La société a fait l'objet au cours de l'exercice 2009 d'un contrôle fiscal approfondi qui s'est dénoué par une taxation d'office d'une somme de deux cent onze mille huit cent vingt cinq dinars. La société s'est opposée à cette taxation mais l'affaire a été perdue en première instance.

Sur le plan comptable, aucune provision n'a été constatée au titre de ce redressement.

III- Opinion :

A notre avis et sous réserve de l'observation ci-dessus mentionnée, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de la société MAGHREB INTERNATIONAL PUBLICITE « MIP » au 31 Décembre 2012, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour la situation arrêtée à cette date, conformément aux normes comptables tunisiennes.

IV- Vérifications et informations spécifiques :

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance, avec les états financiers, des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Tunis, le 11 juin 2013

Néjib MARRAKCHI

AUDITING & CONSULTING COMPANY
A.C.C.
Société d'Expertise Comptable
Inscrite au Tableau de l'Ordre.

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2012



AUDITING AND CONSULTING COMPANY
Société d'expertise comptable

**MESSIEURS LES ACTIONNAIRES DE LA SOCIETE
MAGHREB INTERNATIONAL PUBLICITE « MIP »**

RAPPORT SPECIAL
Exercice clos le 31 décembre 2012

Messieurs,

En application des dispositions de l'article 200 et de l'article 475 du code des sociétés commerciales, nous reportons ci-dessous sur les conventions et opérations visées par les textes sus-indiqués.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte, in fine, dans les états financiers. Il ne nous appartient pas de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues au travers de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

A- Conventions et opérations autres que celles se rapportant aux sociétés du groupe

- Location à la société «DISMATIC » de pour un montant annuel, toutes taxes comprises, de 17 837 Dinars au titre de l'exercice 2012 ;
- Location à la société «MIME » du local à usage de siège social et usine sis à la Rue 8612, impasse N° 5 la Chargaia I Tunis pour un montant annuel, toutes taxes comprises, de 35 401 Dinars au titre de l'exercice 2012 ;
- Location à la société «MIP PRINT » du local à usage de siège social et usine sis à la Rue 8612, impasse N° 5 la Chargaia I Tunis pour un montant annuel, toutes taxes comprises, de 14 163 Dinars au titre de l'exercice 2012 ;
- Constatation des intérêts du compte courant de la société « MIME » pour un montant de 28 322 Dinars ;
- Constatation des intérêts du compte courant de la société « DISMATIC » pour un montant de 4 038 Dinars ;
- Ventes à la société « DISMATIC » d'espaces publicitaires pour un montant de 35 401 Dinars – TTC ;

51 bis rue Tarek Ibn Zied - Mutuelle ville - Tunis. Tél: (+216) 71 801 844 - Fax: (+216) 71 801 833 - MF: 614959MAM000

- Location de matériel à la société « MIPA » pour un montant de 59 000 Dinars – TTC ;
- Ventes à la société « MIPA » d'un véhicule pour un montant de 9 500 Dinars – TTC ;
- Ventes à la société « MEDCOM » d'espaces publicitaires pour un montant de 35 400 Dinars – TTC ;
- Facturation à la société « MIME » de la mise à disposition des véhicules pour un montant de 173 897 Dinars – TTC ;
- Facturation à la société « MIP PRINT » de la mise à disposition des véhicules pour un montant de 56 298 Dinars – TTC ;
- Facturation à la société « MIP PRINT » de la mise à disposition du personnel pour un montant de 32 943 Dinars – TTC ;
- Achats auprès de la société « MED COM » de fournitures de bureau et de supports publicitaires pour un montant de 106 537 Dinars- TTC;
- Achats auprès de la société « MIP PRINT » pour un montant de 722 877 Dinars - TTC ;
- Achats auprès de la société « DISMATIC » pour un montant de 1 289 Dinars-TTC ;
- Achats auprès de la société « MIME » pour un montant de 1 626 521 Dinars-TTC ;
- Compte courant débiteur de la société « DISMATIC » pour un montant de 52 324 Dinars ;
- Compte courant débiteur de la société « MIME » pour un montant de 32 528 Dinars ;
- Compte courant débiteur de la société « MIP MALI » pour un montant de 37 280 Dinars.

B- Obligations et engagements de la société envers les dirigeants

Les obligations et engagements de la société « MIP » envers le Président Directeur Général, tels qu'ils ressortent des états financiers pour l'exercice clos au 31 décembre 2012 se présentent comme suit :

	<u>Charges de l'exercice</u>	<u>Passifs au 31/12/2012</u>
Salaire brut annuel	414 973	50 211
Charges sociales	365	0
TOTAL	415 339	50 211

Par ailleurs, nos investigations n'ont pas relevé d'autres conventions rentrant dans le cadre des dispositions des articles précités.

Tunis, le 11 juin 2013

Néjib MARRAKCHI

AUDITING & CONSULTING COMPANY
A.C.C.
Société d'Expertise Comptable
Inscrite au Tableau d'Ordre

5.4.2. Engagements financiers au 31/12/2012

En dinars

Type d'engagement	Valeur totale	Tiers	Dirigeants	Entreprises liées	Associés	Observations
Engagements donnés						
a) garanties personnelles						
* cautionnement						
* aval						
* autres garanties						
b) garanties réelles						
* hypothèques	1 150 000	TQB				Terrain de 2170 m2 sis à la ZI Soliman représentant le lot n° 19 du plan de lotissement des TF N° 123935 et TF N° 503017 Tunis
* hypothèques	300 000	TQB				Terrain de 2170 m2 sis à la ZI Soliman représentant le lot n° 19 du plan de lotissement des TF N° 123935 et TF N° 503017 Tunis
* Nantissement	850 000	TQB				- Nantissement du fond de commerce sis à la rue 8612 Impasse n°5 Chargaia 1, inscrit au registre de commerce de tunis sous le n° B0167672008
* Nantissement	1 150 000	Amen Bank				- Nantissement de quatre véhicules - Nantissement d'un ensemble de matériel exploité par la société
* Nantissement	120 000	Amen Bank				- Nantissement du véhicule Mercedes Benz immatriculé sous le n°142 tu 7183
* Nantissement	327 900	BTK				- Nantissement du fond de commerce sis à la rue 8612 Impasse n°5 Chargaia 1, inscrit au registre de commerce de tunis sous le n° B0167672008 - Nantissement sur l'ensemble du matériel roulant
* Nantissement	990 688	BTK				- Nantissement du fond de commerce sis à la rue 8612 Impasse n°5 Chargaia 1, inscrit au registre de commerce de tunis sous le n° B0167672008 - Nantissement de matériel roulant et d'équipement
* Nantissement	100 000	BTK				- Nantissement du fond de commerce sis à la rue 8612 Impasse n°5 Chargaia 1, inscrit au registre de commerce de tunis sous le n° B0167672008
* Nantissement	1 850 000	BTK				- Nantissement du fond de commerce sis à la rue 8612 Impasse n°5 Chargaia 1, inscrit au registre de commerce de tunis sous le n° B0167672008
c) effets escomptés et non échus	246 114	Amen Bank				
c) effets escomptés et non échus	398 919	BTK				
c) effets escomptés et non échus	15 641	TQB				
d) créances à l'exportation mobilisés						
e) abandon de créances						
Total	7 499 261					
Engagements reçus						
a) garanties personnelles						
* cautionnement	1 150 000	TQB		Mehdi cheriha& Hedi cheriha		
* cautionnement	300 000	TQB		Mehdi cheriha& Hedi cheriha		
* cautionnement	850 000	TQB		Mehdi cheriha& Hedi cheriha		
* cautionnement	200 000	Amen Bank		Mehdi cheriha		
* cautionnement	1 850 000	BTK		Mehdi cheriha& Hedi cheriha		
* aval	2 696 966			Mehdi cheriha		-Traite avalisée ou titre de crédit avalisé au profit des sociétés de leasing
* autres garanties						
b) garantie réelle						
* hypothèques						
* nantissement						
c) effets escomptés et non échus						
d) créances à l'exportation mobilisés						
e) abandon de créances						
Total	7 046 966					
Engagements réciproques						
* emprunt obtenu non encore encaissé						
* crédit documentaire						
* commande d'immobilisation						
* commande de longue durée						
* contrats avec le personnel prévoyant des engagements supérieurs à ceux prévus par la convention collective						
Total						

5.4.3. Encours des crédits contractés par la société MIP

Emprunts à plus d'un an

Au 31 décembre 2012, ce poste présente un solde de 3 292 kDT contre 1 713 kDT à fin 2011. Il se détaille comme suit :

En dinars

Rubriques	31/2/2012	31/12/2011
Emprunt AB. 1 150 000 DT	132 365	384 894
Emprunt AB. 120 000 DT	35 732	60 630
Emprunt B.T.K. 990 688 DT	4	220 156
Emprunt B.T.K. 327 900 DT	57 556	126 580
Emprunt T.Q.B. 300 000 DT	214 286	-
Emprunt T.Q.B. 1 150 000 DT	958 333	-
Emprunt AB. 200 000 DT	88 201	-
Crédit leasing/TL CT61268	-	41 878
Crédit leasing/HL CT81930	20	30 845
Crédit leasing/TL CT62216	2 158	26 886
Crédit leasing/TL CT66053	25 959	58 102
Crédit leasing/AL CT 225380	8 963	18 960
Crédit leasing/TL CT66623	56 886	120 055
Crédit leasing/HL CT129410	64 706	130 415
Crédit leasing/AL CT226630	22 832	48 301
Crédit leasing/HL CT132140	22 259	39 757
Crédit leasing/HL CT136070	11 728	20 304
Crédit leasing/HL CT138850	13 859	23 357
Crédit leasing/TL CT100882	114 402	172 955
Crédit leasing/TL CT101944	127 007	188 845
Crédit leasing/CT103218	127 648	-
Crédit leasing/CT103152	10 061	-
Crédit leasing/CT104626	89 161	-
Crédit leasing/CT104963	28 261	-
Crédit leasing/CT106055	141 182	-
Crédit leasing/CT106423	365 442	-
Crédit leasing/CT105267	37 670	-
Crédit leasing/CT107467	176 679	-
Crédit leasing/CT107079	344 195	-
Crédit leasing/CT107081	14 914	-
Total	3 292 471	1 712 918

Concours bancaires

Les concours bancaires se détaillent comme suit :

En dinars

Rubriques	31/2/2012	31/12/2011
Emprunt AB. 1 150 000 DT	272 820	237 007
Emprunt AB. 120 000 DT	24 897	23 363
Emprunt B.T.K. 990 688 DT	275 190	220 334
Emprunt B.T.K. 327 900 DT	74 771	69 195
Emprunt T.Q.B. 300 000 DT	53 571	-
Emprunt T.Q.B. 1 150 000 DT	191 667	-
Emprunt AB. 200 000 DT	102 908	-
Crédit leasing/AL CT170880	-	5 165
Crédit leasing/AL CT179060	-	6 435
Crédit leasing/TL CT058708	-	26 659
Crédit leasing/HL CT62170	-	4 105
Crédit leasing/TL CT61268	41 878	42 124
Crédit leasing/HL CT81930	30 825	33 920
Crédit leasing/TL CT62216	24 728	22 720
Crédit leasing/TL CT66053	32 143	29 532
Crédit leasing/AL CT 225380	9 997	9 231
Crédit leasing/TL CT66623	63 169	58 039
Crédit leasing/HL CT129410	65 709	60 975
Crédit leasing/AL CT226630	25 469	23 517
Crédit leasing/HL CT132140	17 498	16 157
Crédit leasing/HL CT136070	8 575	7 918
Crédit leasing/HL CT138850	9 498	8 793
Crédit leasing/TL CT101944	61 838	57 099
Crédit leasing/TL CT100882	58 552	54 065
Crédit leasing/CT103218	54 136	-
Crédit leasing/CT103152	3 924	-
Crédit leasing/CT104626	33 417	-
Crédit leasing/CT104963	10 235	-
Crédit leasing/CT106055	48 616	-
Crédit leasing/CT106423	117 116	-
Crédit leasing/CT105267	11 279	-
Crédit leasing/CT107467	52 387	-
Crédit leasing/CT107079	105 561	-
Crédit leasing/CT107081	4 422	-
Emprunt Echus Non Payée	-	79 816
Créances AB	829 181	479 073
Créances BTK	258 019	670 928
Créances TQB	119 486	-
Intérêts courus	40 198	15 836
Chèques décaisseur	-	70 898
Découvert B.T.K	358 746	270 550
Découvert Amen Bank	306 688	317 377
Découvert TQB	219 660	6 279
Découvert BT	-	37
Total	4 018 775	2 927 148

5.4.4. Soldes intermédiaires de gestion comparés au 31 Décembre

SCHEMA DES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION
(exprimé en dinars)

PRODUITS				CHARGES				SOLDES			
	2012	2011	2010		2012	2011	2010		2012	2011	2010
Revenus	8 402 701	8 228 442	8 161 790	Coût des matières consommées	3 870 066	3 485 024	3 515 475	Production			
Autres produits d'exploitation	147 117	20 979	4 001						8 549 817	8 368 342	8 165 791
Production immobilisée	0	118 921	0								
Production	8 549 817	8 368 342	8 165 791	Achats consommés	3 870 066	3 485 024	3 515 475	Marge commerciale	4 679 751	4 883 319	4 650 315
Marge commerciale	4 679 751	4 883 319	4 650 315	Autres charges externes	1 466 839	1 308 267	1 477 847				
Sous total	4 679 751	4 883 319	4 650 315	Sous total	1 466 839	1 308 267	1 477 847	Valeur ajoutée brute	3 212 912	3 575 052	3 172 468
Valeur ajoutée brute	3 212 912	3 575 052	3 172 468	Impôts et taxes	87 496	66 340	53 695				
				Charge de personnel	1 344 296	717 064	547 529				
Sous total	3 212 912	3 575 052	3 172 468	Sous total	1 431 791	783 404	601 223	Excédent brut d'exploitation	1 781 121	2 791 648	2 571 245
Excédent brut d'exploitation	1 781 121	2 791 648	2 571 245	Charges financières	509 346	372 652	391 164				
Autres gains ordinaires	17 354	109	35	Dotation aux amortissements et provisions	701 292	1 182 576	909 084				
Produits financiers	41 440	38 315	20 787	Autres Pertes ordinaires	28 020	2 069	627				
				Impôt sur les bénéfices	120 690	289 808	288 034				
Sous total	1 839 914	2 830 071	2 592 066	Sous total	1 359 349	1 847 104	1 588 910	Résultat des activités ordinaires	480 566	982 967	1 003 156
Résultat positif des activités ordinaires	480 566	982 967	1 003 156	Résultat négatif des activités ordinaires				Résultat net de l'exercice	480 566	982 967	1 003 156
Effet positif des modifications comptable				Effet négatif des modifications comptable				Résultat net après modifications comptables	480 566	982 967	1 003 156

5.4.5. Tableau des mouvements des capitaux propres

En dinars	Capital Social	Prime d'émission	Réserves légales	Réserves spéciales d'investissement	Résultats reportés	Résultat de l'exercice	Total
Total des capitaux propres au 31/12/2010	250 000		25 000			1 003 156	1 278 156
Affectation (AGO du 19/12/2011)				450 000	553 156	-1 003 156	
Dividendes distribués sur le bénéfice de 2010					-553 156		-553 156
Résultat au 31/12/2011						982 967	982 967
Augmentation de capital (AGE du 19/12/2011)	100 000						100 000
Total des capitaux propres au 31/12/2011	350 000		25 000	450 000		982 967	1 807 967
Affectation (AGO du 25/06/2012)			10 000	450 000	522 967	-982 967	
Dividendes distribués sur le bénéfice de 2011					-522 967		-522 967
Résultat au 31/12/2012						480 566	480 566
Total des capitaux propres au 31/12/2012	350 000		35 000	900 000		480 566	1 765 566
Affectation (AGO du 25/06/2013)				245 000	235 566	-480 566	
Dividendes distribués sur le bénéfice de 2012					-235 566		-235 566
Résultat au 30/06/2013						-283 062	-283 062
Incorporation réserves spéciales d'investissement				-900 000			-900 000
Augmentation de capital (AGE du 25/06/2013)	900 000						900 000
Total des capitaux propres au 30/06/2013	1 250 000		35 000	245 000		-283 062	1 246 938

5.4.6. Affectation des résultats des trois derniers exercices

En dinars	2012	2011	2010
Résultat net de l'exercice	480 566	982 967	1 003 156
Résultats reportés	-	-	-
Bénéfices distribuables	480 566	982 967	1 003 156
Réserves légales	-	(10 000)	-
Réserves spéciales d'investissement	(245 000)	(450 000)	(450 000)
Réserves totales	(245 000)	(460 000)	(450 000)
Dividendes	(235 566)	(522 967)	(553 156)
Report à nouveau		-	-

5.4.7. Evolution du bénéfice net et du résultat d'exploitation

	2012	2011	2010
Résultat d'exploitation (en DT)	1 079 829	1 609 072	1 662 160
Résultat avant impôts (en DT)	601 256	1 272 774	1 291 190
Résultat net (en DT)	480 566	982 967	1 003 156
Capital social (en DT)	350 000	350 000	250 000
Valeur nominale* (en DT)	10	10	10
Nombre d'actions	35 000	35 000	25 000
Résultat net / Capital social (en %)	137%	281%	401%
Résultat avant impôts / Capital social (en %)	172%	364%	516%
Résultat d'exploitation par action (en DT)	30,852	45,973	66,486
Résultat avant impôts par action (en DT)	17,179	36,365	51,648
Résultat net par action (en DT)	13,730	28,085	40,126

*L'AGE du 25/06/2013 a décidé de réduire la valeur nominale de l'action de 10 à 1 dinar

5.4.8. Evolution des dividendes

	2012	2011	2010
Capital social (en DT)	350 000	350 000	250 000
Valeur nominale (en DT)	10	10	10
Nombre d'actions	35 000	35 000	25 000
Dividendes (en DT)	235 566	522 967	553 156
Dividendes par action (en DT)	6,730	14,942	22,126
Taux de dividendes en % de la valeur nominale	67%	149%	221%
Date de mise en paiement	06/08/2013	02/08/2012	23/12/2011

5.4.9. Evolution de la marge brute d'autofinancement

<i>En dinars</i>	2012	2011	2010
Résultat net	480 566	982 967	1 003 156
Dotations aux amortissements et aux provisions	701 292	1 182 576	909 084
Marge brute d'autofinancement	1 181 858	2 165 543	1 912 240

5.4.10. Evolution de la structure financière

5.4.10.1. Fonds de roulement

<i>En dinars</i>	2012	2011	2010
Capitaux propres avant affectation	1 765 566	1 807 967	1 278 156
Passifs non courants	3 334 271	1 812 918	2 189 671
Autres passifs financiers	3 133 680	2 262 008	1 720 956
Capitaux permanents	8 233 517	5 882 893	5 188 783
Actifs non courants	7 881 902	5 054 052	3 831 852
Placements et autres actifs financiers	32 359	0	31 360
Fonds de roulement	319 256	828 841	1 325 571

5.4.10.2. Besoin en fonds de roulement

<i>En dinars</i>	2012	2011	2010
Stocks	8 744	22 811	0
Clients et comptes rattachés	3 376 392	3 243 869	1 929 025
Autres actifs courants	589 243	900 972	1 115 754
Actifs circulants	3 974 380	4 167 652	3 044 778
Fournisseurs et comptes rattachés	2 055 134	1 790 195	846 260
Autres passifs courants	1 191 185	1 064 307	870 170
Passifs circulants	3 246 319	2 854 502	1 716 430
BFR	728 061	1 313 150	1 328 348

5.4.10.3. Trésorerie nette

<i>En dinars</i>	2012	2011	2010
Liquidités et équivalents de liquidités	476 290	180 831	124 206
Trésorerie active	476 290	180 831	124 206
Concours bancaires	885 095	665 140	126 983
Trésorerie passive	885 095	665 140	126 983
Trésorerie nette	(408 805)	(484 310)	(2 777)

5.4.11. Indicateurs de gestion

<i>En dinars</i>	2012	2011	2010
Actifs non courants	7 881 902	5 054 052	3 831 852
Actifs courants	4 483 029	4 348 483	3 200 345
Stocks	8 744	22 811	0
Clients et comptes rattachés	3 376 392	3 243 869	1 929 025
Liquidités et équivalents de liquidités	476 290	180 831	124 206
Total bilan	12 364 931	9 402 535	7 032 197
Capitaux propres avant résultat de l'exercice	1 285 000	825 000	275 000
Capitaux propres avant affectation	1 765 566	1 807 967	1 278 156
Capitaux permanents	5 099 837	3 620 885	3 467 827
Passifs non courants	3 334 271	1 812 918	2 189 671
Passifs courants	7 265 094	5 781 651	3 564 370
Fournisseurs et comptes rattachés	2 055 134	1 790 195	846 260
Total passifs	10 599 365	7 594 568	5 754 041
Chiffre d'affaires	8 402 701	8 228 442	8 161 790
Production	8 549 817	8 368 342	8 165 791
Achats consommés	3 870 066	3 485 024	3 515 475
Marge brute	4 679 751	4 883 319	4 650 315
Charges de personnel	1 344 296	717 064	547 529
Résultat d'exploitation	1 079 829	1 609 072	1 662 160
Résultat net	480 566	982 967	1 003 156

5.4.12. Ratios financiers

	2012	2011	2010
Ratios de structure			
Actifs non courants / Total bilan	63,74%	53,75%	54,49%
Stocks / Total bilan	0,07%	0,24%	0,00%
Actifs courants / Total bilan	36,26%	46,25%	45,51%
Capitaux propres avant affectation/ Total bilan	14,28%	19,23%	18,18%
Capitaux propres avant affectation/ Passifs non courants	52,95%	99,73%	58,37%
Passifs non courants / Total bilan	26,97%	19,28%	31,14%
Passifs courants / Total bilan	58,76%	61,49%	50,69%
Passifs / Total bilan	85,72%	80,77%	81,82%
Capitaux permanents / Total bilan	41,24%	38,51%	49,31%
Ratios de gestion			
Charges de personnel / Chiffre d'affaires	16,00%	8,71%	6,71%
Résultat d'exploitation / Chiffre d'affaires	12,85%	19,56%	20,37%
Chiffre d'affaires / Capitaux propres avant affectation	475,92%	455,12%	638,56%
Ratios de solvabilité			
Capitaux propres avant affectation/ capitaux permanents	34,62%	49,93%	36,86%
Ratios de liquidité			
Actifs courants/ Passifs courants	61,71%	75,21%	89,79%
(Actifs courants - Stocks)/Passifs courants	61,59%	74,82%	89,79%
Liquidités et équivalents de liquidités / Passifs courants	6,56%	3,13%	3,48%
Ratios de rentabilité			
Résultat net/ Capitaux propres avant résultat	37,40%	119,15%	364,78%
Résultat net/ Capitaux permanents	9,42%	27,15%	28,93%
Marge brute / Total production	54,74%	58,35%	56,95%
Résultat net / Chiffre d'affaires	5,72%	11,95%	12,29%
Autres ratios			
Délai de règlement des fournisseurs (en jours)*	162	157	73
Délai de recouvrement clients (en jours) **	123	120	72

* (Fournisseurs et comptes rattachés*360)/(achats consommés * 1,18)

** (Clients et comptes rattachés*360)/(chiffre d'affaires * 1,18)

5.5. Renseignements sur les états financiers consolidés au 31 Décembre 2012

Les règles d'établissement et de présentation des états financiers consolidés arrêtés au 31/12/2012 ne s'accommodent pas systématiquement des dispositions du système comptable des entreprises, notamment en ce qui concerne :

- L'état sur les engagements hors bilan et ce conformément aux dispositions de la NC 14 relative aux éventualités et événements postérieurs à la date de clôture,
- La note sur l'effet de changement de périmètre de consolidation (l'acquisition ou la sortie de filiales), sur la situation financière à la date de clôture, sur les résultats de l'exercice et sur les montants correspondants de l'exercice précédent, conformément aux dispositions du paragraphe 26 de la NC 35 relative aux états financiers consolidés,
- Les soldes intermédiaires de gestion prévus par les dispositions du paragraphe 56 de la NC 01 norme générale,
- La note sur les mouvements de capitaux propres telle qu'exigée par les dispositions du paragraphe 83 de la NC 01 norme générale comportant notamment les renseignements sur les mouvements des capitaux propres devant permettre de réconcilier, pour chaque poste, les montants du début de la période avec les montants de fin de période,
- La note sur les variations des immobilisations corporelles comportant toutes les informations prévues par les dispositions de la NC 05 relative aux immobilisations corporelles,
- La note sur les variations des immobilisations incorporelles comportant toutes les informations prévues par les dispositions de la NC 06 relative aux immobilisations incorporelles,
- La note sur les méthodes utilisées en matière de traitement des stocks incluant l'évaluation, les éléments de coûts, la valorisation et la comptabilisation des stocks conformément aux dispositions du paragraphe 44 de la NC 04 relative aux stocks,
- La note sur les placements conformément aux dispositions du paragraphe 27 de la NC 07 relative aux placements portant notamment sur :
 - Les règles de classification et méthodes d'évaluation des placements,
 - Un état des placements à court terme indiquant par catégories de placements de même nature, le coût d'acquisition, la valeur de marché pour les placements évalués à la valeur de marché.
- La note portant sur le rapprochement des montants de liquidités et équivalents de liquidités figurant dans le tableau des flux de trésorerie, d'une part, et au bilan, d'autre part et ce conformément aux dispositions du paragraphe 67 de la NC 01 relative à la présentation des états financiers,
- La note sur l'état des flux de trésorerie conformément aux dispositions du paragraphe 70 de la NC 01 norme générale.

La société s'engage à se conformer aux dispositions du système comptable des entreprises, et ce pour les états financiers consolidés arrêtés au 31/12/2013 et suivants.

5.5.1. Bilan consolidé arrêté au 31/12/2012

Bilans consolidés comparés

En dinars	Notes	2012	2011
Actifs			
Actifs non courants			
Actifs immobilisés			
Immobilisations incorporelles	3	1 199 835	916 892
Amortissements		(299 131)	(234 106)
		900 705	682 786
Immobilisations corporelles	4	13 373 822	9 113 409
Amortissements		(4 275 651)	(3 325 332)
		9 098 172	5 788 077
Immobilisations financières	5	71 451	102 134
Total des actifs immobilisés		10 070 328	6 572 997
Autres actifs non courants	6	545 420	604 537
Total des actifs non courants		10 615 748	7 177 534
Actifs courants			
Stocks	7	977 376	1 102 732
Clients et comptes rattachés	8	5 023 335	5 255 580
Provisions		(292 543)	(293 782)
		4 730 793	4 961 799
Autres actifs courants	9	819 436	706 877
Provisions		-	-
		819 436	706 877
Placements et autres actifs financiers		4 097	60
Provisions		-	-
		4 097	60
Liquidités et équivalents de liquidités	10	570 435	272 897
Total des actifs courants		7 102 137	7 044 364
Total des actifs		17 717 885	14 221 898

<i>En dinars</i>	<i>Notes</i>	<i>2 012</i>	<i>2 011</i>
Capitaux propres et passifs			
Capitaux propres	11		
Capital social		350 000	350 000
Résultats reportés		1 723 351	875 354
Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice		2 073 351	1 225 354
Résultat de l'exercice consolidé		242 842	1 112 835
Total des capitaux propres avant affectation		2 316 193	2 338 190
Intérêts minoritaires			
Réserves		88 439	33 781
Résultat de l'exercice		(30 323)	30 044
Total des intérêts minoritaires	12	58 116	63 825
Passifs			
Passifs non courants	13		
Emprunts à LMT		4 162 016	2 400 264
Provisions pour risques et charges		40 000	100 000
Cautions reçues		1 800	-
Total des passifs non courants		4 203 816	2 500 264
Passifs courants			
Fournisseurs et comptes rattachés	14	3 650 622	3 099 942
Autres passifs courants	15	1 941 320	1 872 548
Concours bancaires et autres passifs financiers	16	5 547 819	4 347 128
Total des passifs courants		11 139 761	9 319 619
Total des passifs		15 343 577	11 819 883
Total des capitaux propres et des passifs		17 717 885	14 221 898

5.5.2. Etat de résultat consolidé arrêté au 31/12/2012

<i>En dinars</i>	<i>Notes</i>	<i>2 012</i>	<i>2 011</i>
Produits d'exploitation			
Ventes de marchandises et de services		10 929 454	11 036 253
Autres produits d'exploitation		155 117	163 430
Production immobilisée		2 509 379	956 870
Total des produits d'exploitation	17	13 593 949	12 156 553
Charges d'exploitation			
Achats de marchandises consommés	18	5 702 068	4 299 752
Charges de personnel		3 407 337	2 427 666
Dotations aux amortissements et aux provisions	19	1 168 001	1 567 138
Autres charges d'exploitation	20	2 249 851	1 894 652
Total des charges d'exploitation		12 527 255	10 189 209
Résultat d'exploitation		1 066 694	1 967 344
Charges financières nettes	21	692 514	521 279
Autres gains ordinaires	22	17 831	515
Autres pertes ordinaires	23	46 110	8 286
Résultat des activités ordinaires avant impôt		345 901	1 438 295
Impôts différés		-	-
Impôts sur les bénéfices		133 382	295 416
Résultat net de l'ensemble consolidé	24	212 519	1 142 879
Intérêts minoritaires		(30 323)	30 044
Résultat net (Part du Groupe)		242 842	1 112 835

5.5.3. Etat des flux de trésorerie consolidé arrêté au 31/12/2012

En dinars	2 012	2 011
Flux de trésorerie liés à l'exploitation		
Résultat net	212 519	1 142 879
Ajustements pour :		
Amortissements et provisions	1 168 001	1 567 138
Reprises sur provisions	(61 239)	(148 300)
Variations des :		
-Stocks	125 355	(491 124)
-Créances	232 245	(2 107 269)
-Autres actifs	(116 598)	34 598
-Fournisseurs et autres dettes	660 977	2 116 953
Plus ou moins values de cession	17 713	-
Flux de trésorerie provenant de (affectés à) l'exploitation	2 238 973	2 114 876
Flux de trésorerie liés aux activités d'Investissement		
Décaissements affectés à l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(4 693 110)	(2 454 213)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	40 300	-
Décaissements affectés à l'acquisition d'immobilisations financières	(25 382)	(41 654)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières	23 894	-
Décaissements affectés aux frais préliminaires	-	(604 537)
Ajustement suite entrée en périmètre de consolidation	32 171	-
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'Investissement	(4 622 127)	(3 100 405)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Variation des réserves	282 741	914 265
Effets des modifications comptables	-	(148 864)
Dividendes et autres distributions	(522 967)	(553 156)
Encaissements provenant des emprunts	5 716 078	2 191 677
Remboursements des emprunts	(3 200 830)	(2 216 937)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement	2 275 023	186 984
Variation de trésorerie	(108 131)	(798 545)
Trésorerie au début de l'exercice	(940 717)	(142 172)
Trésorerie à la clôture de l'exercice	(1 048 848)	(940 717)

5.5.4. Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 31/12/2012

NOTE 1 : DESCRIPTION DU GROUPE

Le groupe « MIP » est composé de quatre sociétés : « MIP », « MIME », « MIP PRINT » et « MIP MALI ».

L'activité principale du groupe est :

- La publicité commerciale
- La fabrication des panneaux et des structures métalliques, plastiques et électriques.
- Et l'impression numérique.

NOTE 2 : PRINCIPES COMPTABLES

2-1/Généralités

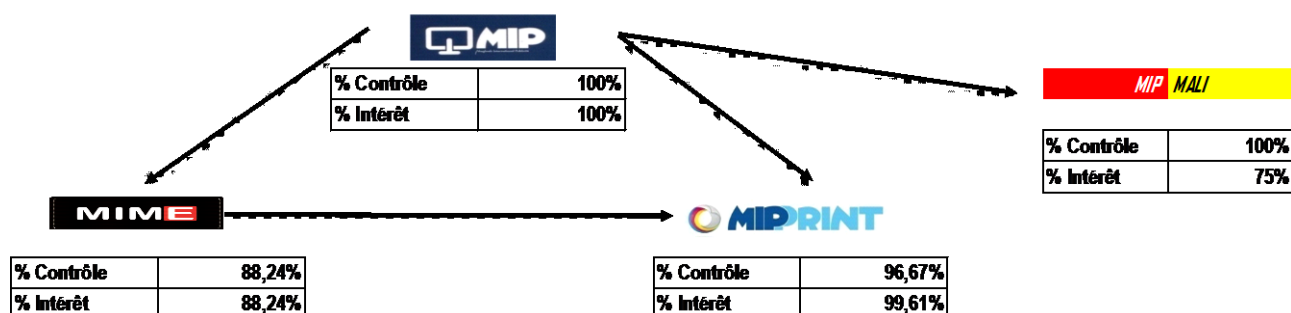
Les états financiers consolidés sont établis en conformité avec les principes comptables et les règles de consolidation fixés par la législation tunisienne, à savoir :

- La NC 35 (Etats financiers consolidés) ;
- La NC 36 (Participations dans les entreprises associées) ;
- La NC 37 (Participations dans des co-entreprises), et notamment les principes régissant les techniques, règles de présentation et de divulgation spécifiques à l'établissement des états financiers consolidés ;
- Le système comptable des entreprises et notamment les règles de présentation, d'évaluation et de divulgation des opérations.

Ces états sont exprimés en dinar tunisien.

2-2/Périmètre du groupe

L'organigramme du groupe au 31 décembre 2012 est présenté comme suit :



2-3/Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation appliquées à chaque société du groupe, sont déterminées en fonction du pourcentage des droits de vote, détenu par la société mère « MIP », ainsi que son pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de chaque société incluse dans le périmètre de consolidation.

Les méthodes de consolidation appliquées pour chaque société du périmètre de consolidation sont les suivantes :

Société	Taux de contrôle	Degré de contrôle	Méthode de consolidation
« MIME »	88,24%	Contrôle exclusif	Intégration globale
« MIP PRINT »	96,67%	Contrôle exclusif	Intégration globale
« MIP MALI »	100%	Contrôle exclusif	Intégration globale

2-4/Pourcentages d'intérêt

Les pourcentages d'intérêt expriment la part du capital détenue par la société mère, directement ou indirectement, dans chacune des sociétés constituant le périmètre de consolidation. Ils mesurent la dépendance financière de ces sociétés par rapport au groupe et servent à répartir les réserves et le résultat de chaque société entre le groupe et les intérêts hors groupe.

Les pourcentages d'intérêts du groupe se présentent comme suit :

Société	Pays	% d'intérêt au 31/12/2012	% d'intérêt au 31/12/2011
MIP (Société Mère)	Tunisie	100,00%	100,00%
MIME	Tunisie	88,24%	81,82%
MIP PRINT	Tunisie	99,61%	-
MIP MALI	MALI	75,00%	75,00%

2-5/Date de clôture

La date de clôture retenue pour l'établissement des états financiers consolidés correspond à celle des états financiers individuels, soit le 31 décembre de chaque année.

- La consolidation des sociétés de groupe donne référence à une intégration des sociétés sous contrôle exclusif.
- Les états financiers individuels de la société mère et de ses filiales, sont combinés ligne à ligne en additionnant les éléments semblables d'actifs, de passifs, de capitaux propres, de produits et de charges ;
- Les soldes et les transactions intergroupes sont intégralement éliminés ;
- Les méthodes comptables sont revues afin de s'assurer qu'elles sont uniformes au sein de toutes les sociétés du groupe ;
- Les intérêts minoritaires dans le résultat net des filiales consolidées, sont identifiés et soustraits du résultat du groupe afin d'obtenir le résultat net attribuable aux propriétaires de la mère ;
- Les intérêts minoritaires dans l'actif net des filiales consolidées sont identifiés et présentés dans le bilan consolidé séparément des passifs et des capitaux propres de la société mère.

2-6/Règles de consolidation

Les états financiers consolidés sont établis selon une optique à la fois financière et économique, suivant laquelle, les comptes consolidés ont pour objet de fournir aux actionnaires de la société mère « MIP », la véritable valeur de leurs titres et ce dans le cadre d'une même entité économique englobant les intérêts majoritaires et minoritaires.

Les conséquences de cette optique se traduisent comme suit :

- **Ecart de première consolidation** : l'excédent du prix d'acquisition des filiales sur la quote-part des capitaux propres correspondante, à la date d'acquisition, est analysé et affecté aux rubriques d'immobilisations corporelles et incorporelles concernées et amorties, le cas échéant sur leur durée de vie. L'excédent éventuel non affecté constitue un écart d'acquisition amortissable linéairement sur une durée qui n'excède pas 20 ans.

- **Résultats inter sociétés** : les résultats réalisés suites à des transactions conclues entre la société mère et les sociétés sous contrôle exclusif sont éliminés dans leur intégralité.

- **Présentation des intérêts minoritaires** : ils sont présentés au bilan et au compte de résultat respectivement entre les capitaux propres et les dettes, et en déduction du résultat consolidé.

NOTE 3 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

La valeur brute des immobilisations incorporelles s'élève au 31 décembre 2012 à 1 199 835 DT contre un solde au 31 décembre 2011 s'élevant à 916 892 DT et se détaillant comme suit :

Rubriques	2012	2011	Variations
Marque de fabrique	463	463	-
Droits d'usage	112 374	112 374	-
Fonds de Commerce	32 500	32 500	-
Logiciels	119 051	106 154	12 897
Good-will	935 447	665 401	270 046
Total	1 199 835	916 892	282 943

3-1/ Good-Will

La valeur brute du Good-will s'élève au 31 décembre 2012 à 935 447 DT représentant l'excédent du prix d'acquisition des filiales sur la quote-part des capitaux propres correspondants, à la date d'acquisition et non affecté aux rubriques d'immobilisations corporelles et incorporelles concernées.

La valeur nette du Good-will s'élève au 31 décembre 2012 à 864 049 DT contre 639 331 DT au 31 décembre 2011, soit une variation positive de 224 717 DT détaillée comme suit :

Rubriques	Valeur brute	Amort. Cumulés	Valeur nette
Acquisition par "MIP" des titres "MIME" année 2011	665 401	59 339	606 062
Acquisition par "MIP" des titres "MIME" année 2012	270 046	12 059	257 987
Total	935 447	71 398	864 049

Les écarts de première consolidation sont amortis sur 20 ans compte tenu de l'intérêt stratégique à long terme que représentent ces prises de contrôle.

3-1-1/ Good-Will « MIP » année 2011

Le Good-will « MIP » s'élève à 665 401 DT et représente la différence entre la valeur d'apport des parts sociales « MIME », soit 450 000 DT, et la quote-part de « MIP » dans les capitaux propres de celle-ci, y compris le résultat de l'exercice au cours duquel l'opération a eu lieu, soit (215 401) DT.

3-1-2/ Good-Will « MIP » année 2012

Le Good-will « MIP » s'élève à 270 046 DT et représente la différence entre la valeur d'apport des parts sociales « MIME », soit 300 000 DT, et la quote-part de « MIP » dans les capitaux propres de celle-ci, y compris le résultat de l'exercice au cours duquel l'opération a eu lieu, soit 29 954 DT.

NOTE 4 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES

La valeur brute des immobilisations corporelles s'élève au 31 décembre 2012 à 13 373 822 DT contre 9 113 409 DT à la clôture de l'exercice précédent, soit une augmentation de 4 260 413 DT qui se détaille comme suit :

Rubriques	2012	2011	Variations
Terrain	2 266	2 266	-
Aménagement terrain	49 054	49 054	-
Constructions	1 885	1 885	-
Matériel & Outillage Industriel	917 261	838 873	78 388
A.A.I	258 222	254 125	4 097
Panneaux publicitaires et Abris bus	2 477 053	1 994 699	482 354
Matériel deTransport	837 201	973 089	-135 888
Matériel Informatique et mobilier de bureau	534 607	423 172	111 435
Panneaux et Abris bus à statut juridique particulier	3 543 064	1 787 704	1 755 360
Matériel de transport à statut juridique particulier	764 473	421 835	342 638
Matériel industriel à statut juridique particulier	1 645 316	1 557 202	88 114
Immobilisations en cours	2 343 420	809 505	1 533 915
Total	13 373 822	9 113 409	4 260 413

Les immobilisations sont amorties de manière linéaire aux taux suivants:

Rubriques	2012	2011
Terrain	0%	0%
Aménagement terrain	10%	10%
Constructions	5%	5%
Matériel & Outillage Industriel	15%	15%
A.A.I	15%	15%
Panneaux publicitaires et Abris bus	6,67%	10%
Matériel de Transport	20%	20%
Matériel Informatique et mobilier de bureau	20%	20%
Panneaux et Abris bus à statut juridique particulier	6,67%	25%
Matériel de transport à statut juridique particulier	33%	33%
Matériel industriel à statut juridique particulier	25%- 15%	25%

NOTE 5 : IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Cette rubrique présente au 31 décembre 2012 un solde s'élevant à 71 451 DT contre 102 134 DT au 31 décembre 2011.

Ces immobilisations financières se détaillant comme suit :

Rubriques	2012	2011	Variations
Participation "MIP"	-	49 914	-49 914
Dépôts et cautiennements "MIP"	55 986	44 736	11 250
Dépôts et cautiennements "MIME"	8 225	7 484	741
Dépôts et cautiennements "MIP MALI"	7 240	-	7 240
Total	71 451	102 134	-30 683

NOTE 6 : AUTRES ACTIFS NON COURANTS

Cette rubrique présente au 31 décembre 2012 un solde s'élevant à 545 420 DT contre un solde au 31 décembre 2011 s'élevant à 604 537 DT et se détaillant comme suit :

Rubriques	2012	2011	Variations
Frais préliminaires	297 878	356 995	-59 117
Charges à répartir	247 542	247 542	-
Total	545 420	604 537	-59 117

NOTE 7 : STOCKS DE MARCHANDISES

Cette rubrique accuse au 31 décembre 2012 un solde de 977 376 DT contre 1 102 732 DT au 31 décembre 2011 enregistrant une diminution de 125 355 DT.

Cette diminution se détaille comme suit :

Rubriques	2012	2011	Variations
Stocks "MIP"	8 744	22 811	-14 067
Stocks "MIME"	750 156	1 079 921	-329 765
Stocks "MIP PRINT"	218 476		218 476
Total	977 376	1 102 732	-125 356

NOTE 8 : CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

Cette rubrique présente au 31 décembre 2012 un solde s'élevant à 5 023 335 DT contre 5 255 580 DT au 31 décembre 2011.

Cette rubrique se détaille comme suit :

Rubriques	2012	2011	Variations
Clients "MIP"	2 973 968	3 242 405	-268 437
Clients "MIME"	1 842 267	2 013 175	-170 908
Clients "MIP PRINT"	171 813	-	171 813
Clients "MIP MALI"	35 287	-	35 287
Total	5 023 335	5 255 580	-232 245

8-1/ Provisions pour créances douteuses

Cette rubrique présente au 31 décembre 2012 un solde s'élevant à 292 543 DT contre un solde au 31 décembre 2011 de 293 782 DT et se détaille ainsi :

Rubriques	2012	2011	Variations
Provisions "MIP"	124 952	126 191	-1 239
Provisions "MIME"	167 591	167 591	-
Total	292 543	293 782	-1 239

NOTE 9 : AUTRES ACTIFS COURANTS

Les « Autres actifs courants » présentent au 31 décembre 2012 un solde s'élevant à 819 436 DT contre 706 877 DT au 31 décembre 2011.

Les « Autres actifs courants » se justifient ainsi :

Rubriques	2012	2011	Variations
Autres actifs courants "MIP"	519 436	438 626	80 810
Autres actifs courants "MIME"	295 830	268 251	27 579
Autres actifs courants "MIP PRINT"	4 170	-	4 170
Total	819 436	706 877	112 559

NOTE 10 : LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES

Les liquidités et les équivalents de liquidités s'élèvent au 31 décembre 2012 à 570 435 DT contre 272 897 DT au 31 décembre 2011 et s'analysent comme suit :

Rubriques	2012	2011	Variations
Liquidités "MIP"	476 290	180 831	295 459
Liquidités "MIME"	85 349	92 066	-6 717
Liquidités "MIP PRINT"	8 796	-	8 796
Total	570 435	272 897	297 538

NOTE 11 : CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres s'élèvent au 31 décembre 2012 à 2 073 351 contre 1 225 354 DT au 31 décembre 2011 et se détaillent comme suit :

Rubriques	2012	2011	Variations
Capital social	350 000	350 000	-
Résultats consolidés	1 723 351	875 354	847 997
Total	2 073 351	1 225 354	847 997

NOTE 12 : INTERETS MINORITAIRES

Les intérêts minoritaires représentent la quote-part dans les capitaux propres et dans le résultat net d'une filiale attribuable aux intérêts qui ne sont pas détenus par la société mère « MIP » ni directement ni indirectement par l'intermédiaire de ses autres filiales.

Les intérêts minoritaires s'élèvent au 31 décembre 2012 à 58 116 DT contre 63 825 DT au 31 décembre 2011 et se justifient comme suit :

Rubriques	2012	2011	Variations
Quote part des minoritaires dans les réserves des sociétés consolidées	88 439	33 781	54 658
Quote part des minoritaires dans les résultats des sociétés consolidées	-30 323	30 044	-60 367
Total	58 116	63 825	-5 709

NOTE 13 : PASSIFS NON COURANTS

Cette rubrique présente au 31 décembre 2012 un solde s'élevant à 4 203 816 DT contre 2 500 264 DT au 31 décembre 2011, se détaillant comme suit :

Rubriques	2012	2011	Variations
Emprunts leasing	4 162 016	2 400 264	1 761 752
Provisions pour risques et charges "MIP"	40 000	100 000	-60 000
Cautions reçues	1 800	-	1 800
Total	4 203 816	2 500 264	1 703 552

NOTE 14 : FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

Les dettes envers les fournisseurs s'élèvent au 31 décembre 2012 à 3 650 622 DT contre un solde au 31 décembre 2011 de 3 099 942 DT.

Les soldes des fournisseurs se justifient comme suit :

Rubriques	2012	2011	Variations
Fournisseurs "MIP"	1 540 061	1 784 748	-244 687
Fournisseurs "MIME"	1 781 651	1 315 194	466 457
Fournisseurs "MIP PRINT"	230 712	-	230 712
Fournisseurs "MIP MALI"	98 198	-	98 198
Total	3 650 622	3 099 942	550 680

NOTE 15 : AUTRES PASSIFS COURANTS

Les autres passifs courants présentent au 31 décembre 2012 un solde s'élevant à 1 941 320 DT contre un solde au 31 décembre 2011 de 1 872 548 DT.

Cette rubrique se détaille comme suit :

Rubriques	2012	2011	Variations
Autres passifs courants "MIP"	1 191 185	1 064 307	126 878
Autres passifs courants "MIME"	606 792	808 241	-201 449
Autres passifs courants "MIP PRINT"	114 220	-	114 220
Autres passifs courants "MIP MALI"	29 123	-	29 123
Total	1 941 320	1 872 548	68 772

NOTE 16 : CONCOURS BANCAIRES ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS

Les concours bancaires et les autres passifs financiers s'élèvent au 31 décembre 2012 à 5 547 819 DT contre 4 347 128 DT au 31 décembre 2011.

Ces soldes se détaillent comme suit :

Rubriques	2012	2011	Variations
Concours bancaires "MIP"	4 018 775	2 927 148	1 091 627
Concours bancaires "MIME"	1 502 305	1 419 980	82 325
Concours bancaires "MIP PRINT"	26 728	-	26 728
Concours bancaires "MIP MALI"	11	-	11
Total	5 547 819	4 347 128	1 200 691

NOTE 17 : PRODUITS D'EXPLOITATION

Les produits d'exploitation s'élèvent au 31 décembre 2012 à 13 593 949 DT contre un total au 31 décembre 2011 de 12 156 553 DT et se détaillent comme suit :

Rubriques	2012	2011	Variations
Ventes et services	10 929 454	11 036 253	-106 799
Autres produits d'exploitation	155 117	163 430	-8 313
Production immobilisée	2 509 378	956 870	1 552 508
Total	13 593 949	12 156 553	1 437 396

17-1/Ventes et services

Cette rubrique présente au 31 décembre 2012 un solde s'élevant à 10 929 454 DT contre un solde au 31 décembre 2011 de 11 036 253 DT et se détaillant comme suit :

Rubriques	2012	2011	Variations
Ventes "MIP"	8 129 703	8 186 442	-56 739
Ventes "MIME"	2 556 598	2 849 811	-293 213
Ventes "MIP PRINT"	196 385	-	196 385
Ventes "MIP MALI"	46 768	-	46 768
Total	10 929 454	11 036 253	-106 799

NOTE 18 : ACHATS DE MARCHANDISES CONSOMMES

Les achats consommés s'élèvent au 31 décembre 2012 à 5 702 068 DT contre 4 299 752 DT au 31 décembre 2011.

Ces achats consommés se détaillent comme suit :

Rubriques	2012	2011	Variations
Achats "MIP"	2 458 445	2 252 924	205 521
Achats "MIME"	3 199 078	2 046 828	1 152 250
Achats "MIP PRINT"	40 476	-	40 476
Achats "MIP MALI"	4 069	-	4 069
Total	5 702 068	4 299 752	1 402 316

NOTE 19 : DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS

Cette rubrique présente au 31 décembre 2012 un solde s'élevant à 1 168 001 DT contre 1 567 138 DT au 31 décembre 2011.

Ces dotations se détaillent comme suit :

Rubriques	2012	2011	Variations
Dotations "MIP"	694 245	1 161 836	-467 591
Dotations "MIME"	420 510	379 233	41 277
Dotations "MIP PRINT"	4 702	-	4 702
Dotations "MIP MALI"	3 214	-	3 214
Dotations "Good-will"	45 330	26 069	19 261
Total	1 168 001	1 567 138	-399 137

NOTE 20 : AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Les autres charges d'exploitation présentent au 31 décembre 2012 un solde s'élevant à 2 249 851 DT contre un solde au 31 décembre 2011 de 1 894 652 DT qui s'analysent comme suit :

Rubriques	2012	2011	Variations
Autres charges d'exploitation "MIP"	1 525 829	1 273 443	252 386
Autres charges d'exploitation "MIME"	651 216	621 209	30 007
Autres charges d'exploitation "MIP PRINT"	22 495	-	22 495
Autres charges d'exploitation "MIP MALI"	50 311	-	50 311
Total	2 249 851	1 894 652	355 199

NOTE 21 : CHARGES FINANCIERES NETTES

Les charges financières totalisent au 31 décembre 2012 un montant s'élevant à 692 514 DT contre un montant au 31 décembre 2011 de 521 279 DT, et se détaillent ainsi :

Rubriques	2012	2011	Variations
Charges financières nettes "MIP"	467 906	367 764	100 142
Charges financières nettes "MIME"	222 580	153 515	69 065
Charges financières nettes "MIP PRINT"	2 028	-	2 028
Total	692 514	521 279	171 235

NOTE 22 : AUTRES GAINS ORDINAIRES

Les autres gains ordinaires totalisent au 31 décembre 2012 un montant s'élevant à 17 831 DT contre un montant au 31 décembre 2011 de 515 DT, se détaillent ainsi :

Rubriques	2012	2011	Variations
Gains ordinaires "MIP"	17 354	109	17 245
Gains ordinaires "MIME"	462	406	56
Gains ordinaires "MIP PRINT"	15	-	15
Total	17 831	515	17 316

NOTE 23 : AUTRES PERTES ORDINAIRES

Les autres pertes ordinaires totalisent au 31 décembre 2012 un montant de 46 110 DT contre 8 286 DT au 31 décembre 2011.

Ces soldes se détaillent comme suit :

Rubriques	2012	2011	Variations
Pertes ordinaires "MIP"	28 020	2 069	25 951
Pertes ordinaires "MIME"	18 090	6 217	11 873
Total	46 110	8 286	37 824

NOTE 24 : RESULTAT NET REVENANT A LA SOCIETE CONSOLIDANTE

Le résultat net revenant à la société consolidante « MIP » s'élève à 212 519 DT résultant des retraitements des résultats des différentes sociétés intégrées dans le périmètre de consolidation. Il se détaille comme suit:

Société	Résultat 2012	Retraitements	Solde
MIP	480 566	1 136 846	1 617 412
MIME	-150 817	-1 070 986	-1 221 803
MIP PRINT	12 004	-180 533	-168 529
MIP MALI	-14 561	-	-14 561
Total			212 519
Résultat du groupe			242 842
Intérêts minoritaires			-30 323

5.5.5 Note rectificative de la note 2-4- « Pourcentage d'intérêts »

2-4/Pourcentages d'intérêt

Les pourcentages d'intérêt expriment la part du capital détenue par la société mère, directement ou indirectement, dans chacune des sociétés constituant le périmètre de consolidation. Ils mesurent la dépendance financière de ces sociétés par rapport au groupe et servent à répartir les réserves et le résultat de chaque société entre le groupe et les intérêts hors groupe.

Les pourcentages d'intérêts du groupe se présentent comme suit :

Société	Pays	% d'intérêt au 31/12/2012	% d'intérêt au 31/12/2011
MIP (Société Mère)	Tunisie	100,00%	100,00%
MIME	Tunisie	88,24%	81,82%
MIP PRINT	Tunisie	99,61%	0,00%
MIP MAURITANIE	Mauritanie	0,00%	90,00%
MIP Mali	Mali	75,00%	75,00%

5.5.6 Notes complémentaires aux états financiers consolidés arrêtés au 31/12/2012

1) Note complémentaire sur les engagements hors bilan du groupe « MIP »

Note 25 : Engagement hors bilan de la société « MIP »

25-1/ Emprunt AMEN BANK

Pour sûreté, garantie et conservation de remboursement du montant du prêt en principal de la créance de l'AMEN BANK, soit la somme de UN MILLION CENT CINQUANTE MILLE DINARS (1 150 000 DT), ainsi que les intérêts conventionnels, indemnités, frais accessoires : la société « MIP » affecte spécialement au profit de l'AMEN BANK, qui accepte :

- 1- Un nantissement de matériel roulant sur des véhicules;
- 2- Un nantissement de matériel de premier rang, sur un matériel exploité par la société emprunteuse dans son activité et implanté dans divers emplacements, sis à Tunis, 1 Rue 8612, impasse N°5, Zone industrielle de la Charguia :

25-2/ Emprunt BTK

Pour sûreté, garantie et conservation de remboursement du montant du prêt en principal de la créance de la BANQUE TUNISO-KOWEITIENNE, soit la somme de TROIS CENT VINGT SEPT MILLE NEUF CENT DINARS (327 900 DT), ainsi que les intérêts conventionnels, indemnités, frais accessoires : la société « MIP » affecte spécialement au profit de la BANQUE TUNISO-KOWEITIENNE, qui accepte :

- 1- Un nantissement de rang utile sur l'ensemble, sans aucune exception ni réserve, des éléments corporels et incorporels composant un fonds de commerce sis au numéro 1 rue 8612 impasse numéro 5 zone industrielle Charguia 1, comprenant notamment:

- L'enseigne, le nom commercial, la clientèle et l'achalandage y attachés.
- Le droit au bail des lieux dans lesquels est exploité ledit fonds ainsi que le débiteur ne serait pas propriétaire des lieux.

- La totalité du matériel fixe, mobile et roulant, outillage, ustensiles et installation, du mobilier commercial et de tous accessoires servant à l'exploitation du fonds ainsi que toute marchandise, matière première et outillage acquis et à acquérir qui pourraient se trouver dans ledit fonds lors de la réalisation éventuelle du gage.

2- Un nantissement de premier rang, sur un ensemble de matériel roulant.

25-3/ Emprunt BTK

Pour sûreté, garantie et conservation de remboursement du montant du prêt en principal de la créance de la BANQUE TUNISO-KOWEITIEENNE, soit la somme de NEUF CENT QUATRE VINGT DIX MILLE SIX CENT QUATRE VINGT SEPT DINARS HUIT CENT VINGT QUATRE MILLIMES (990 687,824 DT), ainsi que les intérêts conventionnels, indemnités, frais accessoires : la société « MIP » affecte spécialement au profit de la BANQUE TUNISO-KOWEITIEENNE, qui accepte :

1- Un nantissement de rang utile sur l'ensemble, sans aucune exception ni réserve, des éléments corporels et incorporels composant un fonds de commerce sis au numéro 1 rue 8612 impasse numéro 5 zone industrielle Charguia 1, comprenant notamment:

- L'enseigne, le nom commercial, la clientèle et l'achalandage y attachés.

- Le droit au bail des lieux dans lesquels est exploité ledit fonds ainsi que le débiteur ne serait pas propriétaire des lieux.

- La totalité du matériel fixe, mobile et roulant, outillage, ustensiles et installation, du mobilier commercial et de tous accessoires servant à l'exploitation du fonds ainsi que toute marchandise, matière première et outillage acquis et à acquérir qui pourraient se trouver dans ledit fonds lors de la réalisation éventuelle du gage.

2- Un nantissement de premier rang, sur un ensemble de matériel roulant.

25-4/ Emprunt AMEN BANK

Pour sûreté, garantie et conservation de remboursement du montant du prêt en principal de la créance de l'AMEN BANK, soit la somme de CENT VINGT MILLE DINARS (120 000 DT), ainsi que les intérêts conventionnels, indemnités, frais accessoires : la société « MIP » affecte spécialement au profit de l'AMEN BANK, qui accepte un nantissement du véhicule Mercedes Benz immatriculé sous le n° 142 TU 7183.

25-5/ Emprunt TQB

Pour sûreté, garantie et conservation de remboursement du montant du prêt en principal de la créance de TUNISIAN QATARI BANK, soit la somme d'UN MILLION CENT CINQUANTE MILLE DINARS (1 150 000 DT), ainsi que les intérêts conventionnels, indemnités, frais accessoires. La société « MIP » affecte spécialement au profit de la TUNISIAN QATARI BANK, qui accepte :

1- Une hypothèque immobilière de 1er rang d'une superficie approximative de 2 170 m² sis à la Z.I de Soliman, représentant le lot n° 9.

2- Des cautions personnelles et solidaires de Mr Mohamed Hédi CHERIHA et Mr Mehdi CHERIHA qui déclarent se porter cautions personnelles et solidaires de l'emprunteuse et ce jusqu'à parfait paiement.

25-6/ Emprunt TQB

Pour sûreté, garantie et conservation de remboursement du montant du prêt en principal de la créance de TUNISIAN QATARI BANK, soit la somme de TROIS CENT MILLE DINARS (300 000 DT), ainsi que les intérêts conventionnels, indemnités, frais accessoires. La société « MIP » affecte spécialement au profit de la TUNISIAN QATARI BANK, qui accepte :

1- Une hypothèque immobilière de 1er rang d'une superficie approximative de 2 170 m² sis à la Z.I de Soliman, représentant le lot n° 9.

2- Des cautions personnelles et solidaires de Mr Mohamed Hédi CHERIHA et Mr Mehdi CHERIHA qui déclarent se porter cautions personnelles et solidaires de l'emprunteuse et ce jusqu'à parfait paiement.

25-7/ Emprunt BTK

Pour sûreté, garantie et conservation du remboursement et du paiement de toutes les sommes générées par des opérations généralement quelconque et notamment de compte courant , d'effets de commerce souscrits, acceptés ou endossés par l'emprunteuse ,Aval et caution pouvant être dues par l'emprunteur à la BTK à quelque titre et sous quelque dénomination que ce soit, à concurrence d'un montant en principal de UN MILLION HUIT CENT CINQUANTE MILLE DINARS (1 850 000 DT), la société « MIP » affecte spécialement au profit de la BANQUE TUNISO-KOWEITIENNE, qui accepte :

1- Un nantissement de rang utile sur l'ensemble, sans aucune exception ni réserve, des éléments corporels et incorporels composant un fonds de commerce sis au numéro 1 rue 8612 impasse numéro 5 zone industrielle Charguia 1, comprenant notamment:

- L'enseigne, le nom commercial, la clientèle et l'achalandage y attachés.

- Le droit au bail des lieux dans lesquels est exploité ledit fonds ainsi que le bénéfice de toute prorogation et des droits de renouvellement qui pourraient être attachés audit fonds, ceci au cas où le débiteur ne serait pas propriétaire des lieux.

- La totalité du matériel fixe, mobile et roulant, outillage, ustensiles et installation, du mobilier commercial et de tous accessoires servant à l'exploitation du fonds ainsi que toute marchandise, matière première et outillage acquis et à acquérir qui pourraient se trouver dans ledit fonds lors de la réalisation éventuelle du gage.

2- Des cautions personnelles et solidaires de Mr Mohamed Hédi CHERIHA et Mr Mehdi CHERIHA qui déclarent se porter cautions personnelles et solidaires de l'emprunteuse et ce jusqu'à parfait paiement.

25-8/ Emprunt TQB

Pour sûreté, garantie et conservation du remboursement et du paiement de toutes sommes générées par des opérations généralement quelconque et notamment de compte courant, d'effets de commerce souscrits, acceptés ou endossés par l'emprunteuse, Aval et caution, ouverture d'accréditif que la société doit ou pourrait devoir à la TQB à hauteur d'un montant de HUIT CENT CINQUANTE MILLE DINARS (850 000 DT), la société « MIP » affecte spécialement au profit de la TQB :

1- Un nantissement de rang utile sur l'ensemble, sans aucune exception ni réserve, des éléments corporels et incorporels composant un fonds de commerce sis au numéro 1 rue 8612 impasse numéro 5 zone industrielle Charguia 1, comprenant notamment:

- L'enseigne, le nom commercial, la clientèle et l'achalandage y attachés.

- Le droit au bail des lieux dans lesquels est exploité ledit fonds ainsi que le bénéfice de toute prorogation et des droits de renouvellement qui pourraient être attachés audit fonds, ceci au cas où le débiteur ne serait pas propriétaire des lieux.

- La totalité du matériel fixe, mobile et roulant, outillage, ustensiles et installation, du mobilier commercial et de tous accessoires servant à l'exploitation du fonds ainsi que toute marchandise, matière première et outillage acquis et à acquérir qui pourraient se trouver dans ledit fonds lors de la réalisation éventuelle du gage.

2- Des cautions personnelles et solidaires de Mr Mohamed Hédi CHERIHA et Mr Mehdi CHERIHA qui déclarent se porter cautions personnelles et solidaires de l'emprunteuse et ce jusqu'à parfait paiement.

25-9/ Effets Escomptés Non Encore Echus :

Les effets escomptés et non encore échus s'élèvent au 31 décembre 2012 à 660 674 DT qui se détaillent comme suit :

<u>BANQUE</u>	<u>MONTANT DE L'ESCOMPTE</u>
AMEN BANK	246 114 DT
BTK	398 919 DT
TQB	15 641 DT

25-10/ Emprunts leasing :

Monsieur Mehdi CHERIHA a donné son aval à la société MIP pour tous les crédits de leasing dont l'encours en principal s'élève au 31 décembre 2012 à 2 696 966 Dinars.

Note 26 : Engagement hors bilan de la société « MIME »

26-1/ Emprunts AMEN BANK

Pour sûreté, garantie et conservation de remboursement du montant du prêt en principal de la créance de l'AMEN BANK, soit la somme de QUATRE CENT VINGT TROIS MILLE DINARS (423 000 DT), ainsi que les intérêts conventionnels, indemnités, frais accessoires : LA SOCIETE « MIME » affecte spécialement au profit de l'AMEN BANK, qui accepte :

1- Un nantissement de matériel roulant sur le véhicule ci-après désigné :

<u>MARQUE ET NATURE</u>	<u>IMMATRICULATION</u>
- Véhicule Mitsubishi	121 TUNIS 3034
- Véhicule Mitsubishi	121 TUNIS 3035
- Véhicule Mitsubishi	121 TUNIS 3036
- Véhicule Ford	126 TUNIS 7466
- Véhicule Ford	126 TUNIS 7469
- Véhicule Ford	126 TUNIS 8740
- Véhicule Ford	126 TUNIS 8739
- Véhicule Ford	126 TUNIS 7474
- Véhicule Toyota	131 TUNIS 2637
- Véhicule Fiat	135 TUNIS 9769

3- En nantissement de matériel de premier rang, sur :

- Une machine d'impression (Hewlet Packard)
- Une machine découpe (Raven)
- Une machine laminoire (Media Presse)

26-2/ Emprunts TQB 300 000 DT CONSTRUCTION

Pour sûreté, garantie et conservation de remboursement du montant du prêt en principal de la créance de la TQB, soit la somme de TROIS CENT MILLE DINARS (300 000 DT), ainsi que les intérêts conventionnels, indemnités, frais accessoires : LA SOCIETE « MIME » affecte spécialement au profit de la TQB, qui accepte :

- Une hypothèque immobilière de 1er rang sur le terrain d'une superficie approximative de 1890 m2, sis à la Z.I de Soliman, représentant le lot N°18 du plan de lotissement du titre foncier N°503012 Tunis et acquis suivant acte SSP enregistré le 27/10/2011 sous le N°00465 quittance N°M007498

26-3/ Emprunts TQB 300 000 DT INVESTISSEMENT

Pour sûreté, garantie et conservation de remboursement du montant du prêt en principal de la créance de la TQB, soit la somme de TROIS CENT MILLE DINARS (300 000 DT), ainsi que les

intérêts conventionnels, indemnités, frais accessoires : LA SOCIETE « MIME » affecte spécialement au profit de la TQB, qui accepte :

- Une hypothèque immobilière de 1er rang sur le terrain d'une superficie approximative de 1890 m2, sis à la Z.I de soliman, représentant le lot N°18 du plan de lotissement du titre foncier N°503012 tunis et acquis suivant acte SSP enregistré le 27/10/2011 sous le N°00465 quittance N°M007498

26-4/ Effets Escomptés Non Encore Echus :

Les effets escomptés et non encore échus s'élèvent au 31 décembre 2012 à 106 022 Dinars qui se détaillent comme

suit :

<u>BANQUE</u>	<u>MONTANT DE L'ESCOMPTE</u>
AMEN BANK	89 012 DT
BTK	5 694 DT
TQB	11 316 DT

Note 27 : Engagement hors bilan de la société « MIP PRINT »

Effets Escomptés Non Encore Echus :

Les effets escomptés et non encore échus s'élèvent au 31 décembre 2012 à 7 224 Dinars qui se détaillent comme suit :

<u>BANQUE</u>	<u>MONTANT DE L'ESCOMPTE</u>
AMEN BANK	815 DT
TQB	6 409 DT

2) Note complémentaire sur l'effet du changement du périmètre de consolidation

Après avoir déterminé le périmètre de consolidation et le pourcentage d'intérêt, la démarche suivie pour la préparation des états financiers consolidés pro forma est de passer par les étapes suivantes :

- L'ajustement et l'homogénéisation des comptes individuels ;
- L'intégration des comptes ou le cumul des comptes ;
- L'élimination des opérations ayant impact sur le résultat ;
- L'élimination des opérations réciproques ;
- L'élimination des titres détenus par la société mère et la répartition des capitaux propres des sociétés consolidées ;
- Etablissement des comptes consolidés pro forma.

Le principe du caractère significatif a été adopté durant les différentes étapes du processus de consolidation.

Le seul changement dans le périmètre de consolidation pris en compte pour la préparation des états financiers consolidés 2011 pro format est la prise en compte du pourcentage d'intérêts de 2012 de MIP dans la société MIME qui est de 88,24% au lieu de 81,82% en 2011.

Capitaux propres & Passifs	NOTES	2012	2011	2011*	Var
Capitaux Propres	11				
Capital Social		350 000	350 000	350 000	0
Résultats reportés		1 723 351	875 354	887 277	-11 923
Total des capitaux propres avant résultat		2 073 351	1 225 354	1 237 277	-11 923
Résultat de l'exercice consolidé		242 842	1 112 835	1 123 439	-10 604
Total des capitaux propres avant affectation		2 316 193	2 338 190	2 360 716	-22 526
Intérêts minoritaires					
Réserves		88 439	33 781	21 858	11 923
Résultat de l'exercice		-30 323	30 044	19 440	10 604
Total des intérêts minoritaires	12	58 116	63 825	41 299	22 527

(*) Données retraitées pour les besoins de la comparaison

L'impact du changement du périmètre de consolidation sur la situation financière et sur les résultats de l'exercice 2011 est détaillé comme suit :

- Une amélioration des résultats reportés (parts du groupe) de 11 923 DT
- Une amélioration des résultats de l'exercice (parts du groupe) de 10 604 DT
- Une diminution des réserves (intérêts minoritaires) de 11 923 DT
- Une diminution des résultats de l'exercice (intérêts minoritaires) de 10 604 DT

3) Note complémentaire sur les mouvements de capitaux propres

Les capitaux propres sont passés de 2 402 014 DT au 31/12/2011 à 2 374 309 DT au 31/12/2012. Cette variation est détaillée dans le tableau suivant :

Libellé	Capital	Réserves consolidées	Attribuable aux actionnaires de la société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Soldes au 31/12/2011	350 000	1 988 189	2 338 189	63 825	2 402 014
Distribution dividendes		- 509 219	- 509 219	- 13 748	- 522 967
Variation des parts d'intérêts liées à la prise/perte de contrôle des filiales		244 381	244 381	38 362	282 743
Résultat au 31/12/2012		242 842	242 842	- 30 323	212 519
Total des capitaux propres au 31/12/2012	350 000	1 966 193	2 316 193	58 116	2 374 309

4) Note complémentaire sur les variations des immobilisations corporelles et incorporelles

TABLEAU RECAPITULATIF DES IMMOBILISATIONS AU 31-12-2012

DESIGNATION	Valeurs brutes				Amortissements			VCN	
	Au 1/1/12	Acquisition	Cession Reclassement	Au 31/12/2012	Au 1/1/12	Dotation 12	Régularisation	Au 31/12/2012	Au 31/12/2012
Immobilisations incorporelles									
Concession de marque	463	0	0	463	320	85	0	405	58
Logiciels	106 154	12 897	0	119 051	87 356	16 098	0	103 453	15 598
Fonds commercial	32 500	0	0	32 500	9 885	1 614	0	11 499	21 001
Droit d'usage	112 374	0	0	112 374	110 476	1 898	0	112 374	0
Good-will	665 401	270 046		935 447	26 069	45 330	0	71 399	864 048
Total des immobilisations incorporelles	916 892	282 943	0	1 199 835	234 106	65 025	0	299 131	900 705
Immobilisations corporelles									
Terrain	2 266	0	0	2 266	0	0	0	0	2 266
Aménagement terrain rades	49 054	0	0	49 054	7 348	2 446	0	9 794	39 260
Construction	1 885	0	0	1 885	310	93	0	404	1 482
Matériel et outillage industriel	838 873	78 388	0	917 261	246 347	118 358	0	364 704	552 557
Agencements & installations techniques	254 125	4 097	0	258 222	164 813	49 964	0	214 778	43 444
Matériel de transport	973 089	15 400	151 288	837 201	482 356	168 742	93 275	557 822	279 379
Matériels informatiques & M.M.B	423 172	111 435	0	534 607	257 906	96 518	0	354 424	180 183
Panneaux publicitaires	1 994 699	482 354	0	2 477 053	962 273	91 187	0	1 053 460	1 423 593
Panneaux à statut juridique particulier	1 787 704	1 755 360	0	3 543 064	577 541	113 605	0	691 146	2 851 918
Matériel de transport à statut juridique particulier	421 835	342 638	0	764 473	172 044	167 849	0	339 893	424 580
Matériel industriel à statut juridique particulier	1 557 202	88 114	0	1 645 316	454 393	234 831	0	689 225	956 091
Immobilisations en cours	809 505	1 533 915	0	2 343 420	0	0	0	0	2 343 420
Total des immobilisations corporelles	9 113 409	4 411 701	151 288	13 373 822	3 325 332	1 043 594	93 275	4 275 651	9 098 172
Autres actifs non courants									
Charges à répartir	247 542	0	0	247 542	0	0	0	0	247 542
Frais Préliminaires	356 995	701	0	357 696	0	59 818	0	59 818	297 878
Total des autres actifs non courants	604 537	701	0	605 238	0	59 818	0	59 818	545 420
Total général	10 634 839	4 695 345	151 288	15 178 896	3 559 437	1 168 437	93 275	4 634 599	10 544 296

5) Note complémentaire sur les méthodes utilisées en matière de traitement des stocks

Pour comptabiliser le flux d'entrée et de sortie des stocks, les sociétés « MIP », « MIP PRINT » et « MIP Mali » utilisent la méthode d'inventaire intermittent, tandis que la société « MIME » utilise la méthode de l'inventaire permanent.

Dans la méthode de l'inventaire intermittent, tous les achats sont considérés provisoirement comme des charges de l'exercice et les stocks sont déterminés de manière extracomptable à la date de l'arrêté de la situation comptable et portés dans les comptes de situation et de résultat. Les stocks correspondent ainsi aux charges préalablement comptabilisées et non consommées à la date d'arrêté de la situation comptable.

Dans la méthode d'inventaire permanent, les produits achetés ou fabriqués sont portés dans le compte de stock au moment de leur acquisition ou de leur production. Leurs sorties pour être utilisés dans la production ou pour être vendus constituent des charges de l'exercice et sont portées, de ce fait, dans l'état de résultat.

6) Note complémentaire sur les placements et autres actifs financiers

Les placements et autres actifs financiers consistent en des placements dont l'intention de détention est égale ou inférieure à douze mois.

Ces placements sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Une provision est constatée lorsque ce coût est inférieur à leur valeur de marché déterminée à la clôture de l'exercice.

A la date du 31/12/2012, le montant figurant dans la rubrique « Placements et autres actifs financiers » totalise 4 097 DT représentant les intérêts à recevoir sur comptes courants.

7) Note complémentaire sur le rapprochement des montants des liquidités et équivalents de liquidités

Le solde de la trésorerie et équivalent de trésorerie totalise un montant négatif de 1 048 848 DT au 31/12/2012 contre un montant négatif de 940 717 DT au 31/12/2011 détaillé comme suit :

Libellé	31/12/2012	31/12/2011
Liquidités « MIP »	476 290	180 831
CHEQUES A ENCAISSER	454 470	180 272
CHEQUES IMPAYES	12 524	
BOLOCAGE ET DEBLOCAGE DU FOND	3 116	
CAISSE SIEGE SOCIAL	378	269
CAISSE DIRECTION	5 486	291
CAISSE TECHNIQUE	316	
Liquidités « MIME »	85 349	92 067
CHEQUE A L'ENCAISSEMENT	67 364	90 078
AMEN BANQUE USD	15	15
AMEN BANQUE EURO	253	253
CAISSE	16 380	1 721
BLOCAGE ET DEBLOCAGE	1 337	
Liquidités « MIP PRINT »	8 796	
CHÈQUES À ENCAISSER	8 563	
CAISSE SIEGE	232	

Concours bancaires « MIP »	-885 095	-665 141
Chèques à décaisser BTK		-22 950
Chèques à décaisser AB		-39 620
chèques à décaisserTQB		-8 328
A.B [107176]	-306 688	-317 377
B.T.K [050965]	-358 746	-270 550
Banque BT		-37
T.Q.B [106080]	-219 660	-6 279
Concours bancaires « MIME »	-729 649	-548 474
Chèques à décaisser AB 107665		-106 075
Chèques à décaisser AB 111649		-68 638
Chèques à décaisser BTK		-89 730
Chèques à décaisser TQB		-43 894
AMEN BANQUE 107665	-284 111	-106 923
BTK LIBERTE		-1 892
BANQUE DE TUNISIE		-1 764
BTK CENTRE URBAIN	-182 239	-111 829
AMEN BANQ 111649	-120 843	-6 764
TQB 1001471	-142 456	-10 963
Concours bancaires « MIP PRINT »	-4 529	
AMEN BANK [081 340 603940]	-4 529	
Concours bancaires « MIP MALI »	-11	
BCI-banque pour le commerce et industrie	-11	
Total	-1 048 848	-940 717

Compte tenu de la méthode adoptée pour établir l'état de flux de flux de trésorerie , basée sur l'affectation de toutes les écritures comptables des comptes banques, caisses et valeurs à l'encaissement, le rapprochement des montants de liquidités et équivalents de liquidités figurant au niveau du tableau des flux de trésorerie, d'une part, et au niveau du bilan, d'autre part, ne dégage aucun écart.

8) Note complémentaire sur l'état des flux de trésorerie

Variation des autres actifs courants

La variation des autres actifs courants s'élève à (116 598) DT et se détaille comme suit :

Rubrique	<u>31/12/2012</u>	<u>31/12/2011</u>	<u>Variation</u>
(-) Autres actifs courants "MIP"	-519 436	-438 626	-80 810
(-) Autres actifs courants "MIME"	-295 831	-268 250	-27 580
(-) Autres actifs courants "MIP PRINT"	-4 170	0	-4 170
(-) Intérêts courus	-4 097	-60	-4 038
Total	-823 534	-706 936	-116 598

Variation des fournisseurs et autres dettes

La variation des fournisseurs et autres dettes s'élève à 660 977 DT et se détaille comme suit :

Rubrique	<u>31/12/2012</u>	<u>31/12/2011</u>	<u>Variation</u>
(+) Fournisseurs et comptes rattachés	3 650 622	3 099 942	550 679
(+) Autres passifs courants	1 941 320	1 872 548	68 772
<i>Ajustement pour :</i>			
(+) Intérêts courus	62 273	11 137	51 136
(+) Intérêts échus non payés	0	9 611	-9 611
Total	5 654 215	4 993 238	660 977

9) Note complémentaire sur les soldes intermédiaires de gestion comparés au 31 Décembre

SCHEMA DES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION (exprimé en dinars)

PRODUITS			CHARGES			SOLDES		
	2012	2011		2012	2011		2012	2011
Revenus	10 929 454	11 036 253	Coût des matières consommées	5 702 068	4 299 752	Production		
Autres produits d'exploitation	155 117	163 430					13 593 949	12 156 553
Production immobilisée	2 509 379	956 870						
Production	13 593 949	12 156 553	Achats consommés	5 702 068	4 299 752	Marge commerciale	7 891 881	7 856 801
Marge commerciale	7 891 881	7 856 801	Autres charges externes	2 104 045	1 778 122			
Sous total	7 891 881	7 856 801	Sous total	2 104 045	1 778 122	Valeur ajoutée brute	5 787 837	6 078 679
Valeur ajoutée brute	5 787 837	6 078 679	Impôts et taxes	145 806	116 530			
			Charge de personnel	3 407 337	2 427 666			
Sous total	5 787 837	6 078 679	Sous total	3 553 142	2 544 196	Excédent brut d'exploitation	2 234 694	3 534 483
Excédent brut d'exploitation	2 234 694	3 534 483	Charges financières	737 219	568 496			
Autres gains ordinaires	17 831	515	Dotation aux amortissements et provisions	1 168 001	1 567 138			
Produits financiers	44 705	47 218	Autres Pertes ordinaires	46 110	8 286			
Transfert et reprise de charges			Impôt sur les bénéfices	133 382	295 416			
Sous total	2 297 230	3 582 216	Sous total	2 084 711	2 439 336	Résultat des activités ordinaires	212 519	1 142 879
Résultat positif des activités ordinaires	212 519	1 142 879	Résultat négatif des activités ordinaires			Résultat net de l'exercice	212 519	1 142 879
Effet positif des modifications comptable			Effet négatif des modifications comptable			Résultat net après modifications comptables	212 519	1 142 879



AUDITING AND CONSULTING COMPANY
Société d'expertise comptable

**MESSIEURS LES ACTIONNAIRES
DE LA SOCIETE « MIP »**

***RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
RELATIF AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES
DE L'EXERCICE 2012***

Messieurs,

1- En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire du 25 juin 2012, nous avons examiné les états financiers consolidés de la société MAGHREB INTERNATIONAL PUBLICITE « MIP » arrêtés au 31 décembre 2012.

2- Les comptes consolidés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

3- Notre examen a été effectué conformément aux normes professionnelles en vigueur et a comporté des vérifications de la comptabilité et toutes autres procédures de révision que nous avons jugées nécessaires eus égard aux circonstances.

4- Les états financiers consolidés ci-joints, arrêtés au 31 décembre 2012, fond apparaître un total bilan qui s'élève à 17 717 885 Dinars et un résultat bénéficiaire consolidé de 242 842 Dinars.

5- La société « MIP » a fait l'objet au cours de l'exercice 2009 d'un contrôle fiscal approfondi qui s'est dénoué par une taxation d'office d'une somme de deux cent onze mille huit cent vingt cinq dinars. La société s'est opposée à cette taxation mais l'affaire a été perdue en première instance.

- La société « MIME » a fait l'objet au cours de l'exercice 2010 d'un contrôle fiscal approfondi qui s'est dénoué par une taxation d'un montant de trois cent dix neuf mille cinq cent quatre vingt deux dinars. La société s'est opposée à cette taxation.

Sur le plan comptable, aucune provision au titre de ces redressements n'a été constatée au niveau des états financiers de chacune de ces deux sociétés.

6- A notre avis, et sous réserve de la remarque formulée au niveau du paragraphe 5 ci-dessus, les états financiers consolidés, tels qu'ils sont annexés, sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle de la situation financière, du résultat des opérations et des mouvements de trésorerie pour l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation pour l'exercice clos au 31 décembre 2012, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

7- Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi et les normes professionnelles.

Sur la base de ces vérifications, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers consolidés des informations d'ordre comptable données dans le rapport de gestion du groupe au titre de l'exercice 2012.

Tunis, le 25 juin 2013

Néjib MARRAKCHI

AUDITING & CONSULTING COMPANY
Néjib Marrakchi
Société d'Expertise Comptable
Inscrite au Tableau de l'Ordre

5.6. Renseignements sur les états financiers individuels au 30/06/2013

Les règles d'établissement et de présentation des états financiers intermédiaires arrêtés au 30/06/2013 ne s'accommodent pas systématiquement des dispositions du système comptable des entreprises, notamment en ce qui concerne :

- L'état de résultat : la présentation de l'état de résultat n'est pas conforme aux modèles prévus par la NC 19, relative aux états financiers intermédiaires, la rubrique "Produits d'exploitation" présente le détail des régularisations (loyers N-1 en soustractif, loyer N+1 en soustractif...),
- La note précisant que les mêmes principes et méthodes comptables ont été utilisés dans les états financiers intermédiaires par rapport aux plus récents résultats financiers annuels ou, si les principes et les méthodes ont été modifiés, une description de la nature et des effets des modifications effectuées conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la NC19 relative aux états financiers intermédiaires,
- La note sur l'effet des changements, le cas échéant, dans la structure de l'entreprise pendant la période intermédiaire, y compris les regroupements, les acquisitions ou cession de filiales et les investissements à long terme, restructurations et abandons d'activité conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la NC19 relative aux états financiers intermédiaires,
- La note sur les émissions, rachats et remboursements de dettes et d'actions ordinaires conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la NC19 relative aux états financiers intermédiaires,
- La note sur les dividendes payés, (globalement ou par action) séparément pour les actions ordinaires et autres actions conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la NC19 relative aux états financiers intermédiaires,
- Les soldes intermédiaires de gestion prévus par les dispositions du paragraphe 56 de la NC01 norme générale,
- Le tableau de passage des charges par nature aux charges par destinations telle que prévue par les dispositions du paragraphe 52 et l'annexe 7 de la NC01 norme générale,
- La note sur les événements significatifs postérieurs à la fin de la période intermédiaire et qui n'ont pas été inclus dans les états financiers intermédiaires conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la NC19 relative aux états financiers intermédiaires,
- La note sur les mouvements dans les capitaux propres conformément aux dispositions du paragraphe 83 de la norme comptable générale NC 01 conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la NC 19 relative aux états financiers intermédiaires,
- La note sur le détail des participations conformément à la NC 07 relative aux placements, indiquant notamment :
 - Les règles de classification et méthodes d'évaluation des participations,
 - Un état des participations indiquant par catégorie ou nature de participation : le coût d'acquisition, le pourcentage de détention, la provision constituée, le cas échéant.
- La note sur les charges à répartir et les frais préliminaires comptabilisés, comportant toutes les informations exigées par la NC 10 relative aux Charges reportées et notamment les méthodes de résorption utilisées et, le cas échéant, les taux correspondants,
- La note sur les placements conformément aux dispositions du paragraphe 27 de la NC 07 relative aux placements portant notamment sur :
 - Les règles de classification et méthodes d'évaluation des placements,
 - Un état des placements à court terme indiquant par catégories de placements de même nature, le coût d'acquisition, la valeur de marché pour les placements évalués à la valeur de marché.
- La note portant sur le rapprochement des montants de liquidités et équivalents de liquidités figurant dans le tableau des flux de trésorerie, d'une part, et au bilan, d'autre part et ce conformément aux dispositions du paragraphe 67 de la NC 01 relative à la présentation des états financiers,
- La note sur l'état des flux de trésorerie conformément aux dispositions du paragraphe 70 de la NC 01 norme générale,

- La note sur les immobilisations acquises au leasing, comportant les informations prévues par les dispositions du paragraphe 28 de la NC 41 relative aux contrats de location et notamment :
 - Un rapprochement entre le total des paiements minimaux au titre de la location à la date de clôture et leur valeur actualisée,
 - A la date de clôture, le total des paiements minimaux futurs au titre de la location et leur valeur actualisée, pour chacune des périodes suivantes : (i) à moins d'un ; (ii) à plus d'un an et moins de cinq ans ; (iii) à plus de cinq ans,
 - Les loyers conditionnels inclus dans les charges de la période,
 - Le total, à la date de clôture, des futurs paiements minimaux de contrats de sous-location que l'on s'attend à recevoir au titre de contrats de sous-location non résiliables,
 - Une description générale des dispositions significatives des contrats de location du preneur.

La société s'engage à se conformer aux dispositions du système comptable des entreprises, et ce pour les états financiers intermédiaires arrêtés au 30/06/2014 et suivants.

5.6.1. Bilan arrêté au 30/06/2013

Bilans comparés

En dinars	Notes	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Actifs				
Actifs non courants				
Actifs immobilisés				
Immobilisations incorporelles	4	212 366	212 366	212 366
Amortissements		(185 599)	(172 748)	(180 849)
		26 767	39 618	31 517
Immobilisations corporelles	5	10 302 061	7 157 759	9 466 627
Amortissements		(3 518 086)	(2 833 767)	(3 144 118)
		6 783 975	4 323 993	6 322 509
Immobilisations financières	6	1 228 157	995 850	983 157
Total des actifs immobilisés		8 038 899	5 359 461	7 337 182
Autres actifs non courants	7	445 074	604 537	544 719
Total des actifs non courants		8 483 973	5 963 998	7 881 902
Actifs courants				
Stocks		8 744	-	8 744
Clients et comptes rattachés	8	3 855 566	4 040 252	3 501 344
Provisions		124 952	124 952	124 952
		3 730 615	3 915 300	3 376 392
Autres actifs courants	9	802 653	1 057 192	589 243
Provisions		-	-	-
		802 653	1 057 192	589 243
Placements et autres actifs financiers		32 359	20 151	32 359
Provisions		-	-	-
		32 359	20 151	32 359
Liquidités et équivalents de liquidités	10	414 070	122 236	476 290
Total des actifs courants		4 988 442	5 114 879	4 483 029
Total des actifs		13 472 414	11 078 877	12 364 931

En dinars	Notes	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Capitaux propres et passifs				
Capitaux propres				
Capital social		1 250 000	350 000	350 000
Réserves légales		35 000	35 000	35 000
Réserves spéciales d'investissement		245 000	900 000	900 000
Résultats reportés		-	-	-
Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice	11	1 530 000	1 285 000	1 285 000
Résultat de l'exercice détaillé comme suit :		(283 062)	159 422	480 566
Réserve spéciale d'investissement		-	-	245 000
Bénéfice distribuable		-	159 422	235 566
Total des capitaux propres avant affectation		1 246 938	1 444 422	1 765 566
Passifs				
	12			
Provisions pour risques		40 000	100 000	40 000
Emprunts		2 861 459	2 803 160	3 292 471
Cautions reçues		1 800	-	1 800
Total des passifs non courants		2 903 259	2 903 160	3 334 271
Passifs courants				
Fournisseurs et comptes rattachés	13	3 225 445	1 508 266	2 055 134
Autres passifs courants	14	1 314 456	1 430 333	1 191 185
Concours bancaires et autres passifs financiers	15	4 782 317	3 792 696	4 018 775
Total des passifs courants		9 322 218	6 731 295	7 265 094
Total des passifs		12 225 477	9 634 455	10 599 365
Total des capitaux propres et des passifs		13 472 414	11 078 877	12 364 931

5.6.2. Etat de résultat arrêté au 30/06/2013

Etats de résultat comparés

En dinars	Notes	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Produits d'exploitation				
Ventes et services		3 447 767	4 240 323	8 401 355
Loyers facturées et relatives à l'exercice antérieur		443 498	440 565	440 565
Loyers de l'exercice non encore facturés en N-1		(108 156)	(103 877)	(103 877)
Loyers facturés relatifs à l'exercice suivant		(477 856)	(578 660)	(443 498)
Loyers de l'exercice non encore facturés		541 883	228 839	108 156
Autres produits d'exploitation		51 774	1 239	147 117
Ventes immobilisées		38 948	-	-
Total des produits d'exploitation	16	3 937 857	4 228 428	8 549 817
Charges d'exploitation				
Variation des stocks		-	22 811	14 066
Achats de marchandises		2 104 404	2 015 446	3 856 000
Charges de personnel		624 687	622 957	1 344 296
Dotations aux amortissements et provisions		478 364	323 021	701 292
Autres charges d'exploitation	17	720 113	789 013	1 554 335
Total des charges d'exploitation		3 927 568	3 773 248	7 469 988
Résultat d'exploitation		10 289	455 180	1 079 829
Charges financières nettes	18	288 063	200 401	467 906
Autres gains ordinaires		101	13 936	17 354
Autres pertes ordinaires		1 380	27 769	28 020
Résultat des activités ordinaires avant impôt		(279 052)	240 946	601 256
Impôts sur les bénéfices		4 010	81 524	120 690
Résultat des activités ordinaires après impôt		(283 062)	159 422	480 566
Eléments extraordinaires		-	-	-
Résultat net		(283 062)	159 422	480 566

5.6.3. Etat des flux de trésorerie arrêté au 30/06/2013

Etats des flux de trésorerie comparés

En dinars	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Flux de trésorerie liés à l'exploitation			
Résultat net	(283 062)	159 422	480 566
Ajustements pour :			
Amortissements et provisions	478 364	323 021	701 292
Variations des :			
-Stocks	-	22 811	14 066
-Créances	(354 223)	(670 192)	(129 484)
-Autres actifs	(213 410)	(176 371)	279 369
-Fournisseurs et autres dettes	1 304 282	104 273	416 179
Plus ou moins values de cession	-	14 446	12 446
Annulation amortissement matériel leasing racheté	-	-	-
Reprise sur provision	-	(1 239)	(61 239)
Flux de trésorerie provenant de (affectés à) l'exploitation	931 951	(223 829)	1 713 194
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Décaissements affectés à l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(835 435)	(829 513)	(3 138 380)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	33 300	35 300
Décaissements affectés à l'acquisition d'immobilisations financières	(245 000)	(451 200)	(462 400)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières	-	-	23 894
Décaissements affectés au frais préliminaires	-	-	-
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(1 080 435)	(1 247 413)	(3 541 587)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Encaissement suite à l'augmentation de capital	-	-	-
Dividendes et autres distributions	(235 566)	(522 967)	(522 967)
Encaissements provenant des emprunts	1 971 024	3 434 358	4 804 349
Remboursements des emprunts	(1 935 426)	(1 714 850)	(2 377 484)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement	(199 968)	1 196 541	1 903 898
Variation de trésorerie	(348 452)	(274 701)	75 505
Trésorerie au début de l'exercice	(408 805)	(484 310)	(484 310)
Trésorerie à la clôture de l'exercice	(757 257)	(759 011)	(408 805)

5.6.4. Notes aux états financiers arrêtés au 30/06/2013

NOTE 1 : PRESENTATION DE LA SOCIETE

1-1/ Constitution

La société MAGHREB INTERNATIONAL PUBLICITE « MIP » est une société qui a été constituée le 10 mars 2004 sous la forme d'une SARL suivant acte sous seing privé.

Elle a été transformée en société anonyme suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire du 11 octobre 2012.

1-2/ Objet social

La société a pour objet la publicité commerciale.

Et plus généralement, toute opération commerciale, industrielle, financière, mobilière ou immobilière se rattachant directement ou indirectement à l'objet social.

1-3/ Siège social

Le siège social est fixé à la Rue 8612, Impasse N° 5 la Charguia I Tunisie.

NOTE 2 : PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS

Les états financiers arrêtés au 30 juin 2013 sont établis conformément aux dispositions du nouveau système comptable promulgué par la loi n° 96-112 du 30 décembre 1996.

Ces états financiers comprennent :

- Le bilan ;
- L'état de résultat ;
- L'état des flux de trésorerie ;
- Et les notes aux états financiers.

La méthode de présentation retenue des produits et des charges est celle autorisée.

Au niveau de l'état des flux de trésorerie, les flux liés aux activités d'exploitation sont présentés en utilisant la méthode autorisée. Cette méthode consiste à présenter ces flux en corrigeant le résultat de l'exercice pour tenir compte des opérations n'ayant pas un caractère monétaire, de tout report ou régularisation d'encaissements ou de décaissements passés ou futurs et des éléments de produits ou de charges associés aux flux de trésorerie concernant les investissements ou le financement.

NOTE 3 : CONVENTIONS COMPTABLES

Les conventions prévues par le décret n° 96-2459 du 30 décembre 1996, portant approbation du cadre conceptuel de la comptabilité, sont respectées.

NOTE 4 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

La valeur brute des immobilisations incorporelles s'élève au 30 juin 2013 à 212 366 DT. Elle n'a pas subi de variation par rapport à l'exercice précédent et elle se détaille comme suit :

Rubriques	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Concession de marque	260	260	260
Logiciels	67 232	67 232	67 232
Fonds commercial	32 500	32 500	32 500
Droit d'usage	112 374	112 374	112 374
Total des immobilisations incorporelles	212 366	212 366	212 366

Ces immobilisations incorporelles sont amorties aux taux suivants:

Immobilisations	Type d'amortissement	Taux
Concession de marque	Linéaire	33%
Logiciels	Linéaire	33%
Fonds commercial	Linéaire	5%
Droit d'usage	Linéaire	33%

NOTE 5 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES

La valeur brute des immobilisations corporelles s'élève au 30 juin 2013 à 10 302 061 DT contre 9 466 627 DT au 31 décembre 2012.

Les immobilisations corporelles se détaillent comme suit :

Rubriques	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Terrain	1 196	1 196	1 196
Aménagement terrain Radès	25 321	25 321	25 321
Constructions	1 885	1 885	1 885
Matériel et outillage industriel	422 182	409 187	422 182
Agencements & installations techniques	258 222	248 934	258 222
Matériel de transport	689 832	688 314	688 314
Matériel informatique & M.M.B	473 944	425 940	467 976
Panneaux publicitaires	2 788 061	2 068 734	2 562 511
Panneaux à statut juridique particulier	4 089 499	2 221 199	3 665 299
Matériel de transport à statut juridique particulier	358 724	338 690	358 724
Immobilisations en cours	1 193 195	728 361	1 014 997
Total des immobilisations corporelles	10 302 061	7 157 759	9 466 627

Ces immobilisations sont amorties de la manière suivante :

Immobilisations	Type d'amortissement	Taux
AAI du Terrain	Linéaire	10%
Constructions	Linéaire	5%
Matériel Industriel	Linéaire	15%
Matériel de Transport	Linéaire	20%
Matériel et Mobiliers de Bureau	Linéaire	20%
AAI Divers	Linéaire	15%
Panneaux publicitaires	Linéaire	6,66%
Panneaux à statut juridique part.	Linéaire	6,66%
Matériel transport à statut juridique part.	Linéaire	33%

Il est à signaler que les immobilisations dont la valeur d'acquisition ne dépasse pas 200 DT, sont amorties intégralement au cours de leur année d'acquisition.

Un tableau récapitulatif des immobilisations est présenté en annexes.

NOTE 6 : IMMOBILISATIONS FINANCIERES

La valeur des immobilisations financières s'élève au 30 juin 2013 à 1 228 157 DT contre 983 157 DT au 31 décembre 2012.

Cette rubrique se détaille comme suit :

Rubriques	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Participation MIP MAURITANIE	0	17 744	0
Participation MIME	750 000	750 000	750 000
Participation MIP MALI	32 171	32 171	32 171
Participation MIP PRINT	145 000	145 000	145 000
Participation MIME ENERGY	245 000	0	0
Dépôts et cautionnement/SNCFT	25 751	31 901	25 751
Cautionnement ministère/comm	10 000	10 000	10 000
Cautionnement divers	20 235	9 035	20 235
Total des immobilisations financières	1 228 157	995 850	983 157

6-1/Participation MIME ENERGY

La société « MIP » a participé au capital de la société « MIME ENERGY » pour la somme de deux cent quarante-cinq mille dinars (245 000 DT) en numéraires. Cette souscription a donné lieu à la création de 24 500 parts sociales de dix dinars chacune.

NOTE 7 : AUTRES ACTIFS NON COURANTS

Les " Autres actifs non courants " s'élèvent au 30 juin 2013 à 445 074 DT détaillée comme suit :

Rubriques	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Frais Préliminaires	256 375	356 995	297 177
Charges à répartir	188 699	247 542	247 542
Total	445 074	604 537	544 719

7-1/Frais Préliminaires

Les " Frais préliminaires " s'élèvent au 30 juin 2013 à 256 375 DT et représentent les frais nets engagés par la société pour le lancement de la nouvelle activité des annonces et à la conception du site web « les annonces.tn ».

7-2/Charges à répartir

Les " Charges à répartir " s'élèvent au 30 juin 2013 à 188 699 DT et représentent les frais nets engagés par la société et se rapportant au nouveau marché de fourniture, installation, maintenance et exploitation d'emplacement d'abris bus avec la société « TRANSTU » et d'autres sociétés régionales de transport.

NOTE 8: CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

Les créances totalisent au 30 juin 2013 un montant de 3 855 566 DT contre 3 501 344 DT au 31 décembre 2012. Le détail se présente comme suit :

Rubriques	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Clients locaux	2 843 081	3 183 899	3 104 706
Clients effets à recevoir	270 098	450 083	25 603
Clients effets impayés	82 873	35 712	121 160
Clients douteux	124 952	124 952	124 952
Clients produit non facturé	534 562	245 606	124 923
Total	3 855 566	4 040 252	3 501 344

Ces créances sont provisionnées à hauteur de 124 952 DT.

NOTE 9 : AUTRES ACTIFS COURANTS

Les autres actifs courants totalisent 802 653 DT au 30 juin 2013 contre 589 243 DT au 31 décembre 2012. Ces autres actifs courants se détaillent comme suit :

Rubriques	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Fournisseurs avances et acomptes	11 046	11 316	151 419
Personnel et comptes rattachés	3 958	4 635	5 653
Etat crédit d'impôt sur les sociétés	219 949	3 752	144 760
Opération particulière avec l'Etat	112 737	64 157	96 383
Débiteurs divers	320 871	525 131	122 132
Charges constatées d'avance	134 092	448 200	68 896
Total	802 653	1 057 192	589 243

9-1/Opération particulière avec l'Etat

Cette rubrique accuse au 30 juin 2013 un solde s'élevant à 112 737 DT représentant l'avance versée à l'Etat dans le cadre du bénéfice de la dernière amnistie fiscale.

Signalons que la société a fait l'objet au cours de l'exercice 2009 d'un contrôle fiscal approfondi portant sur :

<u>Impôts</u>	<u>Période concernée par le contrôle</u>
- Impôt sur les sociétés	du 01/03/2004 au 31/12/2007
- Acomptes provisionnels	du 01/01/2006 au 31/12/2007
- T.V.A	du 01/01/2005 au 31/12/2007
- Retenue à la source	du 01/01/2005 au 31/12/2007
- T F P / FOPROLOS	du 01/01/2005 au 31/12/2007
- T C L	du 01/01/2005 au 31/12/2007

Ce contrôle s'est dénoué par une taxation d'office d'un montant de Deux cent onze mille huit cent vingt-cinq dinars. La société s'est opposée à cette taxation. Elle a perdu le procès en première instance.

Aucune provision n'a été constatée à ce titre.

9-2/Débiteurs Divers

Cette rubrique accuse au 30 juin 2013 un solde s'élevant à 320 871 DT contre 122 132 DT à la date du 31 décembre 2012. Elle se présente comme suit :

Rubriques	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
MIME	14 957	435 578	32 528
DISMATIC	42 224	52 274	52 324
MEDCOM	5 854	0	0
MIP MALI	37 280	37 280	37 280
MIP PRINT	7 258	0	0
Débiteurs divers	213 298	469	0
Total	320 871	525 601	122 132

NOTE 10 : LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES

Cette rubrique totalise un solde de 414 070 DT au 30 juin 2013 contre 476 290 DT au 31 décembre 2012. Le détail se présente comme suit :

Rubriques	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Chèques en caisse	278 147	37 247	466 995
Chèques impayés	109 724	3 176	0
Caisse	26 199	58 490	6 180
Blocage Déblocage	0	23 322	3 116
Total	414 070	122 236	476 290

NOTE 11 : CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres avant affectation totalisent 1 530 000 DT au 30 juin 2013 contre 1 285 000 DT au 31 décembre 2012.

Ils se détaillent comme suit :

Rubriques	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Capital social	1 250 000	350 000	350 000
Réserves légales	35 000	35 000	35 000
Réserves spéciales d'investissement	245 000	900 000	900 000
Total	1 530 000	1 285 000	1 285 000

11-1/ Capital social

Le capital social de la société s'élève au 30 juin 2013 à 1 250 000 DT contre 350 000 DT au 30 juin 2012, soit une variation positive de 900 000 DT se rapportant à une augmentation du capital décidée par l'A.G.E du 25 juin 2013. Elle a été réalisée par incorporation de la réserve spéciale d'investissement et a donné lieu à l'émission de 90 000 parts sociales de 10 DT chacune.

NOTE 12 : PASSIFS NON COURANTS

Les passifs non courants totalisent 2 903 259 DT au 30 juin 2013 contre 3 334 271 DT l'exercice précédent. Le détail se présente comme suit :

Rubriques	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Provisions pour risques	40 000	100 000	40 000
Emprunts à plus d'un an	2 861 459	2 803 160	3 292 471
Cautions reçues	1 800	0	1 800
Total	2 903 259	2 903 160	3 334 271

12-1/Emprunts à plus d'un an

Cette rubrique accuse au 30 juin 2013 un solde s'élevant à 2 861 459 DT contre 3 292 471 DT au 31 décembre 2012.

Ces emprunts se justifient comme suit :

Rubriques	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Emprunts à plus d'un an	1 140 446	1 800 944	1 486 477
Crédit leasing à plus d'un an	1 721 013	1 002 216	1 805 994
Total	2 861 459	2 803 160	3 292 471

NOTE 13 : FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

Les fournisseurs et comptes rattachés présentent au 30 juin 2013 un total de 3 225 445 DT contre 2 055 134 DT l'exercice précédent.

Ils se détaillent comme suit :

Rubriques	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Fournisseurs d'exploitation	3 082 545	1 436 258	1 974 706
Fournisseurs d'exploitation Effets à payer	142 899	72 008	80 428
Total	3 225 445	1 508 266	2 055 134

NOTE 14 : AUTRES PASSIFS COURANTS

Les autres passifs courants totalisent 1 314 456 DT au 30 juin 2013 contre 1 191 185 DT au 31 décembre 2012. Le détail se présente comme suit :

Rubriques	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Clients avances et acomptes	3 669	3 669	9 135
Personnel et compte rattachés	76 503	18 395	119 479
État impôts et taxes	327 645	352 679	277 337
Comptes courants des actionnaires	252 932	383 765	191 365
Créditeurs divers	37 256	7 922	37 256
CNSS	125 595	46 810	55 378
Compte d'attente	0	26 858	27 255
Charges à payer	13 000	11 574	30 483
Produits constatés d'avance	477 856	578 660	443 498
Total	1 314 456	1 430 333	1 191 185

14-1/ État impôts et taxes

Les dettes envers l'Etat s'élèvent au 30 juin 2013 à 327 645 DT et s'analysent comme suit :

Rubriques	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Retenue à la source	171 262	160 863	179 157
État TFP/FOPROLOS	1 830	5 804	7 424
État TCL	5 268	5 642	6 006
TVA à payer	148 659	179 704	48 815
État Acompte Provisionnel	0	0	35 284
Droit de timbre	- 16	26	9
Autres	641	641	641
Total	327 645	352 679	277 337

14-2/ Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance s'élèvent au 30 juin 2013 à 477 856 DT et représentent des loyers postérieurs au 30 juin 2013.

NOTE 15 : CONCOURS BANCAIRES ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS

Les «Concours bancaires et les autres passifs financiers» s'élèvent au 30 juin 2013 à 4 782 317 DT contre 4 018 775 DT à la clôture de l'exercice précédent.

Rubriques	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Échéances à moins d'un an sur DLMT	3 560 093	2 875 437	3 093 482
Intérêts courus	50 898	36 012	40 198
Chèques à décaisser	0	33 948	0
Découvert B.T.K	406 350	333 758	358 746
Découvert Amen Bank	349 301	302 978	306 688
Découvert TQB	415 676	210 526	219 660
Découvert BT	0	37	0
Total	4 782 317	3 792 696	4 018 775

15-1/ Échéances à moins d'un an sur DLMT

Les échéances à moins d'un an des différents crédits s'élèvent au 30 juin 2013 à 3 560 093 DT contre 3 093 482 DT au 31 décembre 2012.

Elles s'analysent comme suit:

Rubriques	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Emprunts à moins d'un an	1 064 925	787 869	995 825
Crédits leasing à moins d'un an	863 504	535 999	890 971
Crédit de gestion	250 000	0	0
Créances bancaires	1 381 663	1 551 569	1 206 687
Total	3 560 093	2 875 437	3 093 482

NOTE 16 : REVENUS

Les revenus, qui totalisent au 30 juin 2013 un montant de 3 937 857 DT contre 8 549 817 DT à la date du 31 décembre 2012, se détaillent comme suit :

Rubriques	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Ventes et services	3 447 767	4 240 323	8 401 355
Loyers facturés en N-1	443 498	440 565	440 565
Loyers de l'exercice non encore facturés en N-1	- 108 156	- 103 877	- 103 877
Loyers facturés relatifs à l'exercice suivant	- 477 856	- 578 660	- 443 498
Loyers de l'exercice non encore facturés	541 883	228 839	108 156
Autres produits d'exploitation	51 774	1 239	147 117
Productions Immobilisées	38 948	0	0
Total	3 937 857	4 228 428	8 549 817

NOTE 17 : AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Les autres charges d'exploitation s'élèvent au 30 juin 2013 à 720 113 DT contre 1 554 335 DT au 31 décembre 2012. Elles se présentent comme suit :

Rubriques	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Achats non stockés	135 791	154 002	304 513
Services extérieurs	193 862	223 754	440 457
Autres services extérieurs	340 410	363 967	721 869
Impôts et taxes	50 050	47 290	87 496
Total	720 113	789 013	1 554 335

17-1/ Services extérieurs

Les services extérieurs s'élèvent au 30 juin 2013 à 193 862 DT contre 440 457 DT au 31 décembre 2012.

Ils se présentent comme suit :

Rubriques	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Loyer siège	61 250	58 750	183 259
Loyers divers	37 902	29 228	33 809
Entretien et réparation	67 656	75 394	157 771
Primes d'assurance	25 152	54 093	56 829
Etudes et services extérieurs	1 901	6 289	8 789
Total	193 862	223 754	440 457

17-2/ Autres services extérieurs

Les autres services extérieurs s'élèvent à 340 410 DT au 30 juin 2013 contre 721 869 DT au 31 décembre 2012.

Ils se justifient comme suit :

Rubriques	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Honoraires	119 995	85 076	140 836
Publicités et relations publiques	133 621	172 819	385 314
Dons et subventions	1 330	1 070	2 520
Frais de déplacement	34 579	50 049	88 073
Frais de missions	3 638	11 536	27 043
Frais postaux et de télécommunication	28 737	26 715	53 995
Services bancaires	18 510	16 704	24 087
Total	340 410	363 967	721 869

NOTE 18 : CHARGES FINANCIERES NETTES

Les « Charges financières nettes » s'élèvent à 288 063 DT au 30 juin 2013 contre 467 906 DT au 31 décembre 2012.

Elles se présentent comme suit :

Rubriques	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Intérêts sur découverts bancaires	66 735	33 214	88 817
Agios /escomptes bancaires	57 713	52 669	114 042
Intérêts sur emprunts	55 209	72 179	145 404
Agios /crédits leasing	108 641	62 746	161 035
Perte de changes	0	0	48
Produits financiers	- 235	- 20 406	- 41 440
Total	288 063	200 401	467 906

NOTE 19 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

19-1/ Emprunt AMEN BANK

Pour sûreté, garantie et conservation de remboursement du montant du prêt en principal de la créance de l'AMEN BANK, soit la somme de UN MILLION CENT CINQUANTE MILLE DINARS (1 150 000 DT), ainsi que les intérêts conventionnels, indemnités, frais accessoires : la société « MIP » affecte spécialement au profit de l'AMEN BANK, qui accepte :

1- Un nantissement de matériel roulant sur le véhicule ci-après désigné :

MARQUE ET NATURE	IMMATRICULATION
- Véhicule Peugeot Partner	123 TUNIS 9052
- Véhicule Peugeot 407	129 TUNIS 954
- Véhicule Peugeot 206	130 TUNIS 5339
- Véhicule Citroën Berlingo	129 TUNIS 257

2- Un nantissement de matériel de premier rang, sur : Le matériel ci-dessus désigné, exploité par la société emprunteuse dans son activité et implanté dans divers emplacements, sis à Tunis, 1 Rue 8612, impasse N°5, Zone industrielle de la Charguia :

- 08 Panneaux Statiques
- 05 Panneaux Statiques à double face
- 95 Panneaux publicitaires
- Un CARLIBAX 200 XPE avec un lot de matériel
- TV LCD 32 pouces
- 03 Panneaux+Boite yaourt
- 70 Panneaux palissade
- 10 Machines TRIV
- Unipole+ Panneaux
- 04 Panneaux+logiciel informatique

19-2/ Emprunt BTK

Pour sûreté, garantie et conservation de remboursement du montant du prêt en principal de la créance de la BANQUE TUNISO-KOWEITIENNE, soit la somme de TROIS CENT VINGT SEPT MILLE NEUF CENT DINARS (327 900 DT), ainsi que les intérêts conventionnels, indemnités, frais accessoires : LA SOCIETE « MIP » affecte spécialement au profit de la BANQUE TUNISO-KOWEITIENNE, qui accepte :

1- Un nantissement de rang utile sur l'ensemble, sans aucune exception ni réserve, des éléments corporels et incorporels composant un fonds de commerce sis au numéro 1 rue 8612 impasse numéro 5 zone industrielle Charguia 1, comprenant notamment:

- L'enseigne, le nom commercial, la clientèle et l'achalandage y attachés.
- Le droit au bail des lieux dans lesquels est exploité ledit fonds ainsi que le débiteur ne serait pas propriétaire des lieux.
- La totalité du matériel fixe, mobile et roulant, outillage, ustensiles et installation, du mobilier commercial et de tous accessoires servant à l'exploitation du fonds ainsi que toute marchandise, matière première et outillage acquis et à acquérir qui pourraient se trouver dans ledit fonds lors de la réalisation éventuelle du gage.

2- Un nantissement de premier rang, sur un ensemble de matériel roulant.

19-3/ Emprunt BTK

Pour sûreté, garantie et conservation de remboursement du montant du prêt en principal de la créance de la BANQUE TUNISO-KOWEITIENNE, soit la somme de NEUF CENT QUATRE VINGT DIX MILLE SIX CENT QUATRE VINGT SEPT DINARS HUIT CENT VINGT QUATRE MILLIMÈS (990 687,824 DT), ainsi que les intérêts conventionnels, indemnités, frais accessoires : la société « MIP » affecte spécialement au profit de la BANQUE TUNISO-KOWEITIENNE, qui accepte :

1-Un nantissement de rang utile sur l'ensemble, sans aucune exception ni réserve, des éléments corporels et incorporels composant un fonds de commerce sis au numéro 1 rue 8612 impasse numéro 5 zone industrielle Charguia 1, comprenant notamment:

- L'enseigne, le nom commercial, la clientèle et l'achalandage y attachés.
- Le droit au bail des lieux dans lesquels est exploité ledit fonds ainsi que le débiteur ne serait pas propriétaire des lieux.
- La totalité du matériel fixe, mobile et roulant, outillage, ustensiles et installation, du mobilier commercial et de tous accessoires servant à l'exploitation du fonds ainsi que toute marchandise, matière première et outillage acquis et à acquérir qui pourraient se trouver dans ledit fonds lors de la réalisation éventuelle du gage.

2- Un nantissement de premier rang, sur un ensemble de matériel roulant.

19-4/ Emprunt AMEN BANK

Pour sûreté, garantie et conservation de remboursement du montant du prêt en principal de la créance de l'AMEN BANK, soit la somme de CENT VINGT MILLE DINARS (120 000 DT), ainsi que les intérêts conventionnels, indemnités, frais accessoires : la société « MIP » affecte spécialement au profit de l'AMEN BANK, qui accepte :

1- Un nantissement de matériel roulant sur le véhicule ci-après désigné :

MARQUE ET NATURE

IMMATRICULATION

- Véhicule Mercedes Benz

142 TU 7183

19-5/ Emprunt TQB

Pour sûreté, garantie et conservation de remboursement du montant du prêt en principal de la créance de TUNISIAN QATARI BANK, soit la somme d'UN MILLION CENT CINQUANTE MILLE DINARS (1 150 000 DT), ainsi que les intérêts conventionnels, indemnités, frais accessoires. La société « MIP » affecte spécialement au profit de la TUNISIAN QATARI BANK, qui accepte :

1- Une hypothèque immobilière de 1er rang d'une superficie approximative de 2 170 m² sis à la Z.I de Soliman, représentant le lot n° 9.

2- Des cautions personnelles et solidaires de Mr Mohamed Hédi CHERIHA et Mr Mehdi CHERIHA qui déclarent se porter cautions personnelles et solidaires de l'emprunteuse et ce jusqu'à parfait paiement.

19-6/ Emprunt TQB

Pour sûreté, garantie et conservation de remboursement du montant du prêt en principal de la créance de TUNISIAN QATARI BANK, soit la somme de TROIS CENT MILLE DINARS (300 000 DT), ainsi que les intérêts conventionnels, indemnités, frais accessoires. La société « MIP » affecte spécialement au profit de la TUNISIAN QATARI BANK, qui accepte :

1- Une hypothèque immobilière de 1er rang d'une superficie approximative de 2 170 m² sis à la Z.I de Soliman, représentant le lot n° 9.

2- Des cautions personnelles et solidaires de Mr Mohamed Hédi CHERIHA et Mr Mehdi CHERIHA qui déclarent se porter cautions personnelles et solidaires de l'emprunteuse et ce jusqu'à parfait paiement.

19-7/ Emprunt AMEN BANK

Pour sûreté, garantie et conservation de remboursement du montant du prêt en principal de la créance de l'AMEN BANK, soit la somme de DEUX CENT MILLE DINARS (200 000 DT), ainsi que les intérêts conventionnels, indemnités, frais accessoires : la société « MIP » affecte spécialement au profit de l'AMEN BANK, qui accepte des cautions personnelles et solidaires de Mr Mohamed Hédi CHERIHA et Mr Mehdi CHERIHA qui déclarent se porter cautions personnelles et solidaires de l'emprunteuse et ce jusqu'à parfait paiement.

TABLEAU RECAPITULATIF DES IMMOBILISATIONS AU 30-06-2013

DESIGNATION	Valeurs brutes				Amortissements			VCN	
	Au 01/01/13	Acquisition	Cession Reclassement	Au 30/06/2013	Au 01/01/13	Dotation 13	Régularisation	Au 30/06/2013	Au 30/06/2013
Immobilisations incorporelles									
Concession de marque	260	0	0	260	202	42	0	244	16
Logiciels	67 232	0	0	67 232	56 774	3 904	0	60 678	6 554
Fonds commercial	32 500	0	0	32 500	11 499	804	0	12 303	20 197
Droit d'usage	112 374	0	0	112 374	112 374	0	0	112 374	0
Total des immobilisations incorporelles	212 366	0	0	212 366	180 849	4 750	0	185 599	26 767
Immobilisations corporelles									
Terrain	1 196	0	0	1 196	0	0	0	0	1 196
Aménagement terrain rades	25 321	0	0	25 321	5 050	626	0	5 676	19 644
Construction	1 885	0	0	1 885	404	47	0	450	1 435
Matériel et outillage industriel	422 182	0	0	422 182	194 998	31 290	0	226 288	195 894
Agencements & installations techniques	258 222	0	0	258 222	138 196	17 576	0	155 772	102 450
Matériel de transport	688 314	1 518	0	689 832	460 819	64 857	0	525 677	164 155
Matériels informatiques & M.M.B	467 976	5 968	0	473 944	321 744	37 253	0	358 997	114 947
Panneaux publicitaires	2 562 511	225 550	0	2 788 061	1 089 804	62 773	0	1 152 577	1 635 484
Panneaux à statut juridique particulier	3 665 299	424 200	0	4 089 499	714 991	112 058	0	827 048	3 262 451
Matériel de transport à statut juridique particulier	358 724	0	0	358 724	218 112	47 489	0	265 601	93 123
Immobilisations en cours	1 014 997	178 198	0	1 193 195	0	0	0	0	1 193 195
Total des immobilisations corporelles	9 466 627	835 435	0	10 302 061	3 144 118	373 968	0	3 518 086	6 783 975
Autres actifs non courants									
Charges a répartir	247 542	0	0	247 542	0	40 802	0	40 802	206 740
Frais Préliminaires	356 995	0	0	356 995	59 818	58 843	0	118 661	238 334
Total des autres actifs non courants	604 537	0	0	604 537	59 818	99 645	0	159 463	445 074
Total général	10 283 530	835 435	0	11 118 965	3 384 785	478 364	0	3 863 149	7 255 816

5.6.5. Notes rectificatives aux états financiers intermédiaires arrêtés au 30/06/2013

1) Note rectificative relative à la présentation de l'état de résultat

Les revenus, qui totalisent au 30 juin 2013 un montant de 3 937 857 DT contre 8 549 817 DT à la date du 31 décembre 2012, se détaillent comme suit :

Rubriques	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Produits d'exploitation	3 847 135	4 227 189	8 402 701
Autres produits d'exploitation	51 774	1 239	147 117
Productions Immobilisées	38 948	-	-
Total	3 937 857	4 228 428	8 549 817

Ainsi, l'état de résultat se présente comme suit :

ETAT DE RESULTAT

DESIGNATION	NOTES	30 juin 2013	30 juin 2012	31 décembre 2012
Revenus				
Produits d'exploitation		3 847 135	4 227 189	8 402 701
Autres produits d'exploitation		51 774	1 239	147 117
Productions immobilisées		38 948	-	-
Total des produits d'exploitation	16	3 937 857	4 228 428	8 549 817
CHARGES D'EXPLOITATION				
Variation des stocks		-	22 811	14 066
Achats de marchandises		2 104 404	2 015 446	3 856 000
Charges de personnel		624 687	622 957	1 344 296
Dotations aux amortissements et aux provisions		478 364	323 021	701 292
Autres charges d'exploitation	17	720 113	789 013	1 554 335
Total des charges d'exploitation		3 927 568	3 773 248	7 469 988
RESULTAT D'EXPLOITATION		10 289	455 180	1 079 829
Charges financières nettes	18	288 063	200 401	467 906
Autres gains ordinaires		101	13 936	17 354
Autres pertes ordinaires		1 380	27 769	28 020
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRE AVANT IMPOT		(279 052)	240 946	601 256
Impôts sur les bénéfices		4 010	81 524	120 690
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRE APRES IMPOT		(283 062)	159 422	480 566
Éléments extraordinaires		-	-	-
RESULTAT NET		(283 062)	159 422	480 566

2) Note rectificative de la note 7 « Autres actifs non courants »

La résorption des frais préliminaires relative au premier semestre qui s'élève à 58 843 DT a été imputée par erreur sur les charges à répartir.

La résorption des charges à répartir relative au premier semestre qui s'élève à 40 802 DT a été imputée par erreur sur les frais préliminaires.

Les “ Autres actifs non courants ” s’élèvent au 30 juin 2013 à 445 074 DT détaillée comme suit :

Rubriques	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Frais Préliminaires	238 334	356 995	297 177
Charges à répartir	206 740	247 542	247 542
Total	445 074	604 537	544 719

7-1/Frais Préliminaires

Les “ Frais préliminaires ” s’élèvent au 30 juin 2013 à 238 334 DT et représentent les frais nets engagés par la société pour le lancement de la nouvelle activité des annonces et à la conception du site web « les annonces.tn ».

7-2/Charges à répartir

Les “ Charges à répartir ” s’élèvent au 30 juin 2013 à 206 740 DT et représentent les frais nets engagés par la société et se rapportant au nouveau marché de fourniture, installation, maintenance et exploitation d’emplacement d’abris bus avec la société « TRANSTU » et d’autres sociétés régionales de transport.

5.6.6. Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires arrêtés au 30/06/2013

1) Note complémentaire sur les principes et méthodes comptables

Les états financiers sont établis conformément aux dispositions du système comptable des entreprises.

Les mêmes principes et méthodes comptables ont été utilisés dans les états financiers intermédiaires par rapport aux états financiers annuels arrêtés au 31 Décembre 2012.

2) Note complémentaire sur l’effet des changements dans la structure de l’entreprise pendant la période intermédiaire

Le premier semestre de l’année 2013 a été marqué principalement par :

- L’acquisition de panneaux publicitaires, d’abribus et d’autres supports d’affichage pour un montant global de 649 750 DT dont 424 200 DT sont financés par des crédits leasing ;
- L’augmentation des Immobilisations encours se rapportant à la nouvelle construction à Soliman de 178 198 DT, la date prévue pour la fin des travaux est estimée au 30 septembre 2014. Les coûts complémentaires à engager jusqu’à l’achèvement de cette construction sont estimés à 230 000 DT.
- La prise de participation pour un montant de 245 000 DT en numéraires dans le capital de la filiale « MIME ENERGY » nouvellement créée en 2013.

3) Note complémentaire sur les dividendes payés

Les dividendes distribués courant le premier semestre de 2013 se sont élevés à 173 999 DT.

4) Note complémentaire sur les événements significatifs postérieurs à la fin de la période intermédiaire

Aucun évènement significatif n’est survenu entre la date de fin de la période intermédiaire et la date d’arrêté des comptes par le conseil d’administration.

5) Note complémentaire sur les mouvements des capitaux propres

Les capitaux propres sont passés de 1 765 566 DT au 31/12/2012 à 1 246 938 DT au 30/06/2013. Cette variation est détaillée dans le tableau suivant:

En dinars	Capital social	Primes d'émission	Réserves légales	Réserves spéciales d'investissement	Résultats reportés	Résultat de l'exercice	Total
Total des capitaux propres au 31/12/2012	350 000	-	35 000	900 000	-	480 566	1 765 566
Affectation (AGO du 25/06/2013)				245 000	235 566	-480 566	-
Dividende distribués sur le bénéfice 2013					-235 566		-235 566
Résultat au 30/06/2013						-283 062	-283 062
Incorporation réserves spéciales d'investissement				-900 000			-900 000
Augmentation du capital en 2013	900 000						900 000
Total des capitaux propres au 30/06/2013	1 250 000	-	35 000	245 000	-	-283 062	1 246 938

6) Note complémentaire sur les titres de participations

Un placement à long terme est un placement détenu dans l'intention de le conserver durablement notamment pour exercer sur la société émettrice un contrôle exclusif, ou une influence notable ou un contrôle conjoint, ou pour obtenir des revenus et des gains en capital sur une longue échéance ou pour protéger, ou promouvoir des relations commerciales. Un placement à long terme est également un placement qui n'a pas pu être classé parmi les placements à court terme.

Les titres de participation sont comptabilisés à leurs coûts d'acquisition. A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués à leur valeur d'usage. Les plus-values dégagées ne sont pas constatées alors que les moins-values potentielles font l'objet de provisions pour dépréciation.

Etat détaillé des titres de participations détenus dans les sociétés filiales au 30/06/2013			
	Coût d'acquisition	% de détention	Provision constatée
Participation MIME	750 000	88,24%	0
Participation MIP MALI	32 171	75,00%	0
Participation MIP PRINT	145 000	96,67%	0
Participation MIME ENERGY	245 000	98,00%	0
Total	1 172 171		0

La société « MIP » a participé au capital de la société « MIME ENERGY » pour la somme de deux cent quarante-cinq mille dinars 245 000 DT en numéraire. Cette souscription a donné lieu à la création de 24 500 parts sociales de dix dinars chacune.

7) Note complémentaire sur les charges à répartir et les frais préliminaires

Les charges à répartir et les frais préliminaires sont résorbés sur une durée de 3 ans.

Les autres actifs non courants présentent un solde net de 445 074 DT au 30/06/2013 contre un solde net de 544 719 DT au 31/12/2012 et se détaillent comme suit :

Nature	Valeur Brute au 31/12/2012	AANC 2013	Valeur Brute au 30/06/2013	Résorptions antérieures	Résorptions 2013	VCN au 31/12/2012	VCN au 31/06/2013
Charges à répartir	247 542	0	247 542		40 802	247 542	206 740
Frais Préliminaires	356 995	0	356 995	59 818	58 843	297 177	238 334
Total	604 537	0	604 537	59 818	99 645	544 719	445 074

8) Note complémentaire sur « Les placements et autres actifs financiers »

Les placements et autres actifs financiers consistent en des placements dont l'intention de détention est égale ou inférieure à douze mois.

Ces placements sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Une provision est constatée lorsque ce coût est inférieur à leur valeur de marché déterminée à la clôture de l'exercice.

A la date du 30/06/2013, le montant figurant dans la rubrique « Placements et autres actifs financiers » totalise 32 359 DT, constitués des intérêts à recevoir sur les comptes courants des sociétés du groupe.

9) Note complémentaire sur le rapprochement des montants des liquidités et équivalents de liquidités

Le montant de la trésorerie et équivalent de trésorerie totalise un solde négatif de 757 257 DT au 30/06/2013 contre un solde de négatif de 408 805 DT au 31/12/2012 détaillé comme suit :

Libellé	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
CHEQUES A ENCAISSER	278 147	37 247	454 470
CHEQUES IMPAYES	109 724	3 176	12 524
A.B [107176]	-349 301	-302 978	-306 688
B.T.K [050965]	-406 350	-333 758	-358 746
B.T [300300]	0	-37	0
T.Q.B [106080]	-415 676	-210 526	-219 660
CAISSE	26 199	61 160	6 180
VIREMENT INTERNE	0	-2 670	0
BOLOCAGE ET DEBLOCAGE DU FOND	0	23 322	3 116
CHEQUES A DECAISSER TQB	0	-16 974	0
CHEQUES A DECAISSER AB	0	-16 974	0
Total	-757 257	-759 011	-408 805

10) Note sur les immobilisations acquises en leasing

Engagements sur contrats de location-financement

Le rapprochement entre les paiements futurs minimaux au titre du contrat de location-financement et la valeur actualisée des paiements minimaux nets au titre des locations se présente de la façon suivante :

en dinar tunisien	AU 30/06/2013	
	paiements minimaux HT	valeur actualisée des paiements
moins d'un an	1 012 601	863 504
plus d'un an et moins de 5 ans	1 830 397	1 721 013
plus de 5 ans	0	0
Total des paiements minimaux futurs au titre de la location	2 842 998	2 584 517
Moins les montants représentants des charges financières	-258 481	
Valeurs actualisées des paiements minimaux futurs		2 584 517

11) Note complémentaire sur le tableau de passage des charges par nature aux charges par destination

Rubriques	Coût des ventes	Frais de distribution	Frais d'administration	Autres charges	Solde au 30/06/2013
Achats consommés	2 104 404				2 104 404
Charges financières	139 222		83 533	65 543	288 297
Impôts sur le résultat				4 010	4 010
Autres pertes ordinaires				1 380	1 380
Charges de personnel	245 859		378 828		624 687
Dotations aux amortissements	182 783	15 026	84 785	195 769	478 364
Autres charges d'exploitation	36 607	154 884	166 788	361 834	720 113
TOTAL	2 708 875	169 910	713 934	628 536	4 221 255

12) Note complémentaire sur l'état des flux de trésorerie

Variation des créances

La variation des créances s'élève à (354 223) DT et se détaille comme suit :

Rubriques	Au 30/06/2013	Au 31/12/2012	Variation
(-) Créances	-3 855 566	-3 501 344	-354 223
Total	-3 855 566	-3 501 344	-354 223

Variation des autres actifs courants

La variation des autres actifs courants s'élève à (213 410) DT et se détaille comme suit :

Rubriques	Au 30/06/2013	Au 31/12/2012	Variation
(-) Autres actifs courants	-802 653	-589 243	-213 410
(-) Intérêts courus	-32 359	-32 359	0
Total	-835 013	-621 603	-213 410

Variation des fournisseurs et autres dettes

La variation des fournisseurs et autres dettes s'élève à 1 304 282 DT et se détaille comme suit :

Rubriques	Au 30/06/2013	Au 31/12/2012	Variation
(+) Fournisseurs et comptes rattachés	3 225 445	2 055 134	1 170 310
(+) Autres passifs courants	1 314 456	1 191 185	123 272
<i>Ajustement pour :</i>			
(+) Intérêts courus	50 898	40 198	10 700
(+) Intérêts échus et non payés	0	0	0
Total	4 590 799	3 286 517	1 304 282

13) Note complémentaire sur les soldes intermédiaires de gestion

PRODUITS			CHARGES			SOLDES		
	30-juin-13	30-juin-12		30-juin-13	30-juin-12		30-juin-13	30-juin-12
Revenus	3 847 135	4 227 189	Coût des matières consommées	2 104 404	2 038 257	Production		
Autres produits d'exploitation	51 774	1 239					3 937 857	4 228 428
Production immobilisée	38 948	0						
Production	3 937 857	4 228 428	Achats consommés	2 104 404	2 038 257	Marge commerciale	1 833 453	2 190 171
Marge commerciale	1 833 453	2 190 171	Autres charges externes	670 063	741 723			
Sous total	1 833 453	2 190 171	Sous total	670 063	741 723	Valeur ajoutée brute	1 163 390	1 448 448
Valeur ajoutée brute	1 163 390	1 448 448	Impôts et taxes	50 050	47 290			
			Charge de personnel	624 687	622 957			
Sous total	1 163 390	1 448 448	Sous total	674 737	670 247	Excédent brut d'exploitation	488 653	778 201
Excédent brut d'exploitation	488 653	778 201	Charges financières	288 298	220 807			
Autres gains ordinaires	101	13 936	Dotation aux amortissements et provisions	478 364	323 021			
Produits financiers	235	20 406	Autres Pertes ordinaires	1 380	27 769			
Transfert et reprise de charges			Impôt sur les bénéfices	4 010	81 524			
Sous total	488 989	812 543	Sous total	772 052	653 121	Résultat des activités ordinaires	- 283 062	159 422
Résultat positif des activités ordinaires	- 283 062	159 422	Résultat négatif des activités ordinaires			Résultat net de l'exercice	- 283 062	159 422
Effet positif des modifications comptable			Effet négatif des modifications comptable			Résultat net après modifications comptables	- 283 062	159 422

14) Note complémentaire relative à la première réserve du commissaire aux comptes

Pour la réserve du commissaire aux comptes relative au risque fiscal non provisionné totalisant 211 825 DT, qui concerne une taxation d'office à laquelle s'est opposée la société, affaire perdue en première instance, il est à signaler que l'affaire a été perdue pour vice de forme.

Etant donné que la société ne compte pas faire appel sur ce jugement, elle a déposé une demande de réconciliation auprès de la commission de réconciliation au sein du ministère des finances pour revoir le dossier.

A ce jour, la date de l'audience de réconciliation n'a pas été fixée et selon les estimations de la société, il y a de forte chance d'abaisser le montant de la taxation.

La société s'engage à provisionner le montant de ce risque (montant minimum entre le montant de la taxation et le montant définitif qui sera arrêté par la commission de réconciliation) et ce, à partir des états financiers arrêtés au 31/12/2014 sur deux années à parts égales.

15) Note complémentaire relative à la deuxième réserve du commissaire aux comptes

La deuxième réserve du commissaire aux comptes relative à un risque fiscal non provisionné totalisant 270 000 DT, concerne une augmentation du capital par incorporation de la réserve spéciale d'investissement qui risque d'entraîner la déchéance des dégrèvements fiscaux déjà obtenus.

La société s'engage, au cas où elle n'obtiendra pas une confirmation expresse de l'administration fiscale de l'absence de risque fiscal sur cette opération, de provisionner le montant de ce risque de 270 000 DT à partir des états financiers arrêtés au 31/12/2014 sur trois années à parts égales.

5.6.7. Avis du commissaire aux comptes sur les états financiers intermédiaires arrêtés au 30/06/2013



AUDITING AND CONSULTING COMPANY

Société d'expertise comptable

**MESSIEURS LES ACTIONNAIRES DE LA SOCIETE
MAGHREB INTERNATIONAL PUBLICITE « MIP »**

RAPPORT D'AUDIT DE LA SITUATION ARRETEE AU 30 JUIN 2013

Messieurs,

En exécution de la mission d'audit contractuel qui nous a été confiée par votre direction générale, nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société MAGHREB INTERNATIONAL PUBLICITE « MIP », comprenant le bilan au 30 juin 2013, l'état de résultat, le tableau des flux de trésorerie et les notes aux états financiers. Ces états financiers font ressortir des capitaux propres positifs de 1 246 938 Dinars, y compris le résultat déficitaire au 30 juin 2013 qui s'élève à 283 062 Dinars.

I- Responsabilité de la direction dans l'établissement et la présentation des états financiers :

Les organes de gouvernance sont responsables de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux normes comptables tunisiennes. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

II- Responsabilité de l'auditeur :

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession applicables en Tunisie. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

51 bis rue Tarek Ibn Zied - Mutuelle ville - Tunis. Tél: (+216) 71 801 844 - Fax: (+216) 71 801 833 - MF: 614959MAM000

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation de l'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

- La société a fait l'objet au cours de l'exercice 2009 d'un contrôle fiscal approfondi qui s'est dénoué par une taxation d'office d'une somme de deux cent onze mille huit cent vingt cinq dinars. La société s'est opposée à cette taxation mais l'affaire a été perdue en première instance.

Sur le plan comptable, aucune provision n'a été constatée au titre de ce redressement.

- La société a procédé à la date du 25 juin 2013 à l'augmentation du capital par incorporation de la réserve spéciale d'investissement. Cette opération risque d'entraîner la déchéance des dégrèvements fiscaux déjà obtenus et s'élevant à deux cent soixante dix mille dinars.

Sur le plan comptable, aucune provision n'a été constatée au titre de ce risque.

III- Opinion :

A notre avis et sous réserve des observations ci-dessus mentionnées, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de la société MAGHREB INTERNATIONAL PUBLICITE « MIP » au 30 juin 2013, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour la situation arrêtée à cette date, conformément aux normes comptables tunisiennes.

Tunis, le 07 octobre 2013

Néjib MARRAKCHI

AUDITING & CONSULTING COMPANY
A.C.C.
Société d'Expertise Comptable
Inscrite au Tableau de l'Ordre

Chapitre 6. Organes d'administration, de direction et de contrôle des comptes

6.1. Membres des organes d'administration et de direction

6.1.1. Membres des organes d'administration

Administrateur*	Représenté par	Qualité	Mandat	Adresse
Mehdi CHERIHA	Lui-même	Président	2012 - 2014	Tunis
Mohamed Hédi CHERIHA	Lui-même	Membre	2012 - 2014	Tunis
Sabri CHERIHA	Lui-même	Membre	2012 - 2014	Tunis

* Nommés par l'AGE du 11 Octobre 2012 et ce, suite à la transformation de la forme juridique de la société d'une SARL à une SA.

6.1.2. Fonctions des membres des organes d'administration et de direction dans la société

Membre	Fonction au sein de la société	Mandat/Date d'entrée en fonction	Adresse
Mehdi CHERIHA	Président Directeur Général	11 Octobre 2012	Tunis
Bilel CHAABENE	Directeur Général Adjoint	27 Novembre 2013*	Tunis

* Le DGA n'a pas été nommé par un conseil d'administration. La société s'engage à régulariser cette nomination conformément à l'article 212 du code des sociétés commerciales.

Les autres membres du Conseil d'Administration n'ont pas de fonction dans la société.

6.1.3. Principales activités exercées en dehors de la société au cours des trois dernières années par les membres des organes d'administration et de direction

Membre	Activités exercées en dehors de la société au cours des trois dernières années
Mehdi CHERIHA	Gérant de la société DISMATIC & MIPA
Mohamed Hédi CHERIHA	Gérant de la société MIPE & MED COM
Sabri CHERIHA	Salarié dans la société DISMATIC

6.1.4. Mandats d'administrateurs les plus significatifs dans d'autres sociétés

Néant

6.2. Intérêts des dirigeants dans la société au 31/12/2012

6.2.1. Rémunérations et avantages en nature attribués aux membres des organes d'administration et de direction au titre de l'exercice 2012

Les obligations et engagements de la société « MIP » envers le Président Directeur Général, tels qu'ils ressortent des états financiers pour l'exercice clos au 31 décembre 2012 se présentent comme suit :

- Salaire brut annuel : 414 973 DT
- Charges sociales : 365 DT

6.2.2. Prêts et garanties accordés en faveur des membres des organes d'administration et de direction au 31/12/2012

Néant

6.3. Contrôle

Commissaire aux comptes	Adresse	Mandat
Auditing & Consulting Company, société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie, représentée par M. Néjib MARRAKCHI	51 bis rue Tarek Ibn Zied – Mutuelle ville – Tunis Tél. : 71 801 844 – Fax : 71 801 833	2012 – 2014*

* Mandat renouvelé par l'AGO du 25 juin 2012

6.4. Nature et importance des opérations conclues depuis le début du dernier exercice avec les membres des organes d'administration et de direction ainsi qu'avec un candidat à un poste de membre du conseil d'administration ou un actionnaire détenant plus de 5% du capital :

Au 31/10/2012, la société « MIP » affecte spécialement au profit de l'AMEN BANK, qui accepte, la caution personnelle et solidaire de Monsieur Mehdi CHERIHA qui déclare se porter caution personnelle et solidaire de l'emprunteuse et ce jusqu'à parfait paiement de la créance de l'AMEN BANK d'un montant de 200 000 DT.

Chapitre 7. Renseignements concernant l'évolution récente et les perspectives d'avenir

7.1. Evolution récente et orientations

7.1.1. Evolution récente

En KDT

Désignation	1er Trimestre 2014	1er Trimestre 2013
Revenus	1 868	1 738
Affichage urbain	1 635	1 492
Ventes d'espaces web	9	10
Affichage dynamique	64	5
Autres revenus	160	231
Investissement	103	539
Investissement corporel & incorporel	103	539
Investissement financier	-	-
Structure de l'endettement	5 760	7 325
Endettement à Long & Moyen Terme	2 511	3 195
Emprunts à moins d'un an	2 574	3 194
Découvert & autres crédits CT	674	936

Au 31/03/2014, le chiffre d'affaires de la société « MIP » a atteint 1 868 kDT, en hausse de 7,5% par rapport à la même période de l'année dernière. Cette croissance provient essentiellement d'une amélioration de l'activité d'affichage urbain qui a progressé de 9,6%.

Les investissements se sont élevés à 103 kDT contre 539 kDT au 31/03/2013, soit une diminution de 80,8%.

L'endettement a baissé de 21,4% pour s'élever à 5 760 kDT au 31/03/2014 contre 7 325 kDT au 31/03/2013.

7.1.2. Stratégie de développement

La société MIP entreprendra un large programme d'investissement qui vise à étendre son réseau d'affichage urbain dans le but de consolider sa position de leader sur le marché et ce à travers :

- l'installation de panneaux publicitaires principalement sur les régions du Grand Tunis et du Sahel, étant donné la forte présence actuellement de MIP au niveau des régions intérieures,
- l'expansion du parc d'abribus selon les contrats signés (sur la région du Grand Tunis) et les contrats futurs,
- les acquisitions stratégiques de panneaux auprès de régies concurrentes afin d'améliorer la présence de la société dans certaines régions et quartiers.

Le tableau ci-dessous détaille les investissements prévisionnels du groupe sur la période 2013-2017 :

Investissements	2013e	2014p	2015p	2016p	2017p
Investissements en billboards en Tunisie (kDT)	167	200	1 000	1 200	800
Surface acquise (en m ²)	6 680	4 571	29 025	33 171	21 061
Investissements en billboards au Mali (kDT)	75	420	-	320	-
Surface acquise (en m ²)	1 800	9 600	-	6 634	-
Investissements en abribus (kDT)	420	598	1 378	1 450	1 253
Nombre d'abribus installés	100	132	275	284	236
Autres investissements	593				
Total investissements (kDT)	1 255	1 218	2 378	2 970	2 053

e : estimé

p : prévisionnel

Au niveau des filiales de la société, l'activité photovoltaïque et composants énergétiques est également en pleine croissance. Le management entend disposer des ressources en fonds de roulement nécessaires au développement de l'activité d'installation et vente des panneaux photovoltaïques.

7.2. Perspectives d'avenir

7.2.1. Perspectives d'avenir de la société MIP

Les perspectives d'avenir de la société MIP ont été établies sur la base des états financiers arrêtés au 31/12/2012 certifiés, tels qu'approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 25/06/2013.

Les prévisions de la société MIP et les hypothèses sous-jacentes de la période 2013-2017 ont été approuvés par le Conseil d'Administration du 01/04/2014 et examinées par le commissaire aux comptes de la société.

Il est à signaler que les dites prévisions ont été modifiées par rapport à celles arrêtées par le Conseil d'Administration de la société en date du 25/01/2014 et examinées par le Commissaire aux comptes (Avis daté du 10/02/2014), et ce, afin de les mettre à jour sur la base de la situation comptable provisoire arrêtée au 31/12/2013.

La société MIP s'engage à actualiser ses prévisions chaque année sur un horizon de 3 ans et à les porter à la connaissance des actionnaires et du public.

Elle est tenue à cette occasion, d'informer ses actionnaires et le public sur l'état de réalisation de ses prévisions.

L'état des réalisations par rapport aux prévisions et l'analyse des écarts doivent être insérés au niveau du rapport annuel.

7.2.1.1. Hypothèses du compte de résultat prévisionnel de la société MIP

➤ **Chiffre d'affaires :**

Les revenus prévisionnels de la société MIP observeront une augmentation annuelle moyenne de 21,0% sur la période 2013-2017 emmenés principalement par la croissance des revenus de l'activité affichage abribus (+47,1% en TCAM) :

en kDT	2012	2013e	2014p	2015p	2016p	2017p	TCAM 2013e-2017p
Revenus affichage- billboards	8 014	6 568	7 710	9 793	11 912	13 680	20,1%
<i>Croissance en %</i>	-	-18,0%	17,4%	27,0%	21,6%	14,8%	
Revenus affichage- abribus	4	240	445	658	898	1 123	47,1%
<i>Croissance en %</i>	-	6096,5%	85,5%	47,7%	36,5%	25,0%	
Revenus Web	83	58	77	97	103	109	17,3%
<i>Croissance en %</i>	-	-30,4%	32,6%	27,1%	6,1%	6,1%	
Revenus Digital Media Solutions	28	215	226	237	249	261	5,0%
<i>Croissance en %</i>	-	679,0%	5,0%	5,0%	5,0%	5,0%	
Total du Chiffre d'affaires *	8 130	7 081	8 457	10 785	13 162	15 173	21,0%
<i>Croissance en %</i>	-	-12,9%	19,4%	27,5%	22,0%	15,3%	

**Hors autres produits d'exploitation et mise à disposition de véhicules, personnel et équipements*

e : estimé

p : prévisionnel

➤ **Achats consommés :**

Les achats consommés évolueront à une allure moindre que celle du chiffre d'affaires, 14,2% contre 21,0% respectivement. Le taux de marge brute augmentera quant à lui graduellement sur la période prévisionnelle passant de 50,4% en 2013 à 57,7% en 2017.

en kDT	2012	2013e	2014p	2015p	2016p	2017p	TCAM 2013e-2017p
Achats- Affichage billboards	3 840	3 750	4 103	4 795	5 561	6 161	13,2%
% Total des achats	99,6%	95,8%	95,2%	94,3%	93,3%	92,5%	
Achats- Affichage abribus	1	166	207	292	397	498	31,7%
% Total des achats	0,0%	4,2%	4,8%	5,7%	6,7%	7,5%	
Achats- WEB	15	-	-	-	-	-	-
% Total des achats	0,4%	-	-	-	-	-	
Total des achats	3 856	3 916	4 311	5 088	5 958	6 659	14,2%
Variation des stocks	(14)	0	2	3	3	3	
Achats consommés	3 870	3 915	4 309	5 085	5 955	6 657	14,2%
Croissance en %		1,2%	10,1%	18,0%	17,1%	11,8%	
Marge brute*	4 680	3 977	4 881	6 250	7 747	9 065	22,9%
Taux de marge brute**	54,7%	50,4%	53,1%	55,1%	56,5%	57,7%	

* Calculée comme étant la différence entre les produits d'exploitation et les achats consommés

** Calculé comme étant le rapport entre la marge brute et les produits d'exploitation

e : estimé

p : prévisionnel

➤ Les charges de personnel :

Les charges de personnel augmenteront avec une moyenne annuelle de 7,3% sur la période 2013-2017 mais verront leur poids relatif diminuer passant de 18,8% du chiffre d'affaires en 2013 à 11,6% en 2017.

	2012	2013e	2014p	2015p	2016p	2017p	TCAM 2013e-2017p
Total effectif	52	42	45	46	49	51	5,0%
Charges de personnel en kDT	1344	1330	1451	1539	1652	1762	7,3%
Croissance en %	-	-1,1%	9,1%	6,0%	7,4%	6,7%	
en % du chiffre d'affaires	16,5%	18,8%	17,2%	14,3%	12,6%	11,6%	

e : estimé

p : prévisionnel

➤ Dotations aux amortissements aux provisions :

Les dotations aux amortissements et aux provisions relatives aux exercices prévisionnels (2013-2017) sont présentées dans le tableau suivant :

en kDT	2012	2013e	2014p	2015p	2016p	2017p
Dotations aux amortissements et aux provisions	701	940	926	775	719	863
Variation		34,1%	-1,5%	-16,4%	-7,2%	20,0%
% du chiffre d'affaires	8,6%	13,3%	11,0%	7,2%	5,5%	5,7%

e : estimé

p : prévisionnel

➤ Autres charges d'exploitation :

Les autres charges d'exploitation sont principalement composées des rubriques suivantes :

- Entretien et réparations des panneaux et abribus ;
- Charges locatives ; et
- Honoraires.

en kDT	2012	2013e	2014p	2015p	2016p	2017p	TCAM 2013e-2017p
Autres charges d'exploitation	1 554	1 290	1 513	1 884	2 264	2 587	19,0%
<i>Croissance en %</i>	-	-17,0%	17,3%	24,5%	20,1%	14,3%	

e : estimé

p : prévisionnel

➤ **Position fiscale de la société :**

L'impôt sur les sociétés retenu pour les besoins de mise en place des projections financières de la société sur la période 2013-2017 a été déterminé selon l'hypothèse suivante :

- Le résultat provenant de MIP est imposable au taux de 20% à partir de 2014 suite à l'ouverture de plus de 30% du capital au public, tout en respectant le minimum d'impôt dû.

➤ **Les dividendes :**

La société MIP a distribué un dividende de 235 566 DT en 2012, soit 6,730 DT par action. Le management prévoit un taux de distribution constant de 50% dès 2014.

7.2.1.2. Hypothèses du bilan prévisionnel de la société MIP

➤ **Besoin en fonds de roulement :**

Le besoin en fonds de roulement de la société évoluera sur la période 2013-2017 comme suit :

En kDT	2012	2013e	2014p	2015p	2016p	2017p
Clients et comptes rattachés	3 376	2 089	2 218	2 474	2 588	2 984
<i>var clients et cptes rattachés</i>	-	(1 288)	129	257	114	396
Stocks	9	9	11	14	17	19
<i>var stocks</i>	-	0	2	3	3	3
Autres actifs d'exploitation	589	348	416	530	647	746
<i>var autres actifs d'exp</i>	-	(241)	68	114	117	99
Fournisseurs et comptes rattachés	2 055	1 540	1 696	2 001	2 344	2 619
<i>var frs et cptes rattachés</i>	-	(515)	155	306	342	276
Autres passifs d'exploitation	1 191	928	1 109	1 414	1 726	1 989
<i>var autres passifs d'exp</i>	-	(263)	180	305	312	264
BFR	728	(23)	(160)	(397)	(817)	(859)
variation BFR	-	(751)	(138)	(236)	(420)	(42)

e : estimé

p : prévisionnel

➤ **Les investissements :**

Les investissements prévisionnels de la société seront répartis entre les investissements en panneaux et les investissements en abribus comme indiqué dans le tableau suivant :

Investissements	2013e	2014p	2015p	2016p	2017p
Investissements en billboards (kDT)	167	200	1 000	1 200	800
Surface acquise (en m²)	6 680	4 571	29 025	33 171	21 061
Investissements en abribus (kDT)	420	598	1 378	1 450	1 253
Nombre d'abribus installés	100	132	275	284	236
Autres investissements	495				
Total investissements (kDT)	1 082	798	2 378	2 650	2 053

e : estimé

p : prévisionnel

➤ **Financement du BFR et des investissements prévus :**

- **Les capitaux propres :**

Les capitaux propres de la société MIP sur la période 2013-2017 se décomposent comme suit :

En kDT	2012	2013e	2014p	2015p	2016p	2017p
Capital social initial	350	350	3 250	4 399	4 399	4 399
Prime d'émission	-	-	4 251	4 251	4 251	4 251
Augmentation de capital	-	2 900	1 149	-	-	-
Réserves : Affectation (n-1)	10	-	(9)	13	75	173
Réserves pour réinvestissements : Affectation (n-1)	450					
Réserves (n)	35	35	26	39	114	287
Réserves pour réinvestissements (n)	900	245	245	245	245	245
Affectation Résultats reportés (n-1)	-	-	(170)	199	663	1 213
Résultats reportés (n)	-	-	(170)	29	693	1 906
Résultat de l'exercice	481	(178)	423	1 478	2 773	3 577
Dividende Distribué	236	-	212	739	1 387	1 789
Capital social final	350	3 250	4 399	4 399	4 399	4 399
Total des capitaux propres	1 766	3 352	9 175	10 441	12 475	14 666

e : estimé

p : prévisionnel

- **Les emprunts :**

La société ne compte pas contracter de nouveaux emprunts à partir de 2014.

7.2.1.3. Etats financiers prévisionnels de la société MIP

7.2.1.3.1. Bilans prévisionnels

en kDT	2012	2013e	2014p	2015p	2016p	2017p
ACTIFS						
ACTIFS NON COURANTS	7 882	8 269	8 140	9 743	11 675	12 865
Immobilisations incorporelles	212	212	212	212	212	212
(-) Amortissements	(181)	(189)	(194)	(196)	(198)	(199)
Immobilisations incorporelles nettes	32	23	18	16	15	13
Immobilisations corporelles	9 467	10 549	11 347	13 724	16 375	18 428
(-) Amortissements	(3 144)	(3 875)	(4 596)	(5 226)	(5 943)	(6 804)
Immobilisations corporelles nettes	6 323	6 674	6 751	8 498	10 432	11 624
Immobilisations financières	983	1 228	1 228	1 228	1 228	1 228
(-) provisions	-	-	-	-	-	-
Immobilisations financières nettes	983	1 228	1 228	1 228	1 228	1 228
Autres actifs non courants	605	605	605	605	605	605
(-) Amortissements	(60)	(261)	(462)	(604)	(605)	(605)
Autres actifs non courants nets	545	344	143	1	-	-
ACTIFS COURANTS	4 483	3 339	7 834	7 036	7 020	8 109
Stocks	9	9	11	14	17	19
(-) Provisions	-	-	-	-	-	-
Stock Nets	9	9	11	14	17	19
Clients et comptes rattachés	3 501	2 214	2 343	2 599	2 713	3 109
(-) Provisions	(125)	(125)	(125)	(125)	(125)	(125)
Clients Nets	3 376	2 089	2 218	2 474	2 588	2 984
Autres Actifs courants	589	348	416	530	647	746
Placements et autres actifs financiers	32	32	32	32	32	32
Liquidités et équivalents de liquidités	476	861	5 157	3 985	3 735	4 327
TOTAL DES ACTIFS	12 365	11 608	15 974	16 779	18 695	20 974
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS						
CAPITAUX PROPRES	1 766	3 352	9 175	10 441	12 475	14 666
Capitaux propres avant résultat de l'exercice	1 285	3 530	8 752	8 963	9 702	11 088
Capital social	350	3 250	4 399	4 399	4 399	4 399
Prime d'émission	-	-	4 251	4 251	4 251	4 251
Réserves	935	280	271	284	359	532
Résultats reportés	-	-	(170)	29	693	1 906
modifications comptables						
Résultat de la période	481	(178)	423	1 478	2 773	3 577
PASSIFS	10 599	8 256	6 799	6 339	6 220	6 308
Passifs non courants	3 334	2 788	1 717	944	493	91
Crédits à moyen terme	3 292	2 746	1 675	902	451	49
Provisions/risques et charges	40	40	40	40	40	40
Cautions reçues	2	2	2	2	2	2
Passifs courants	7 265	5 468	5 082	5 395	5 727	6 217
Fournisseurs et comptes rattachés	2 055	1 540	1 696	2 001	2 344	2 619
Autres passifs courants	1 191	928	1 109	1 414	1 726	1 989
Emprunts à moins d'un an	-	2 999	2 278	1 980	1 658	1 608
Concours bancaires et autres passifs financiers	4 019	-	-	-	-	-
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	12 365	11 608	15 974	16 779	18 695	20 974

e : estimé

p : prévisionnel

7.2.1.3.2. Etats de résultats prévisionnels

en kDT	2012	2013e	2014p	2015p	2016p	2017p
Revenus	8 401	7 081	8 457	10 785	13 162	15 173
Autres produits d'exploitation	148	812	733	551	541	548
Total des produits d'exploitation	8 550	7 893	9 190	11 335	13 703	15 722
Variation des stocks	(14)	0	2	3	3	3
Achats de services et de marchandises	(3 856)	(3 916)	(4 311)	(5 088)	(5 958)	(6 659)
Charges de personnel	(1 344)	(1 330)	(1 451)	(1 539)	(1 652)	(1 762)
Dotations aux amortissements et aux provisions	(701)	(940)	(926)	(775)	(719)	(863)
Autres charges d'exploitation	(1 554)	(1 290)	(1 513)	(1 884)	(2 264)	(2 587)
Total des charges d'exploitation	(7 470)	(7 476)	(8 200)	(9 282)	(10 589)	(11 868)
Résultat d'exploitation	1 080	416	990	2 053	3 113	3 854
Charges financières	(500)	(568)	(520)	(286)	(158)	(61)
Produits financiers	32	-	16	37	511	679
Autres gains ordinaires	17	28	-	-	-	-
Autres pertes ordinaires	(28)	(47)	-	-	-	-
Résultat des activités ordinaires avant impôt	601	(171)	486	1 804	3 466	4 472
Impôt sur les sociétés	(121)	(7)	(63)	(327)	(693)	(894)
Résultat des activités ordinaires après impôt	481	(178)	423	1 478	2 773	3 577
Eléments extraordinaires	-	-	-	-	-	-
Résultat net	481	(178)	423	1 478	2 773	3 577

e : estimé

p : prévisionnel

7.2.1.3.3. Etats de flux de trésorerie prévisionnels

en kDT	2012	2013e	2014p	2015p	2016p	2017p
TRESORERIE D'EXPLOITATION						
Résultat net	481	(178)	423	1 478	2 773	3 577
Amortissements et provisions	701	940	926	775	719	863
Plus ou moins values de cession	12					
Reprise sur provision	(61)					
TOTAL	1 133	762	1 349	2 252	3 492	4 440
VARIATION DU BFR						
VARIATION CLIENT	(129)	1 288	(129)	(257)	(114)	(396)
VARIATION STOCK	14	(0)	(2)	(3)	(3)	(3)
VARIATION FOURNISSEUR ET AUTRES DETTES	416	(778)	336	611	654	539
VARIATION AUTRES ACTIFS	279	241	(68)	(114)	(117)	(99)
TOTAL TRESORERIE D'EXPLOITATION	1 713	1 512	1 487	2 489	3 912	4 483
TRESORERIE D'INVESTISSEMENT						
Décaissement suite à l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(3 138)	(1 082)	(798)	(2 378)	(2 650)	(2 053)
Décaissement suite à l'acquisition d'immobilisations financières	(462)	(245)	-	-	-	-
Encaissement provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	35	-	-	-	-	-
Encaissement provenant de la cession d'immobilisations financières	24					
Décaissements affectés aux frais préliminaires	-					
TOTAL TRESORERIE D'INVESTISSEMENT	(3 542)	(1 327)	(798)	(2 378)	(2 650)	(2 053)
TRESORERIE DE FINANCEMENT						
AUGMENTATION DE CAPITAL	-	2 000	5 400	-	-	-
DISTRIBUTION DIVIDENDE	(523)	(236)	-	(212)	(739)	(1 387)
AUGMENTATION D'EMPRUNT	4 804	1 039	-	-	-	-
REMBOURSEMENT D'EMPRUNT	(2 377)	(1 720)	(1 793)	(1 071)	(773)	(451)
GAINS PERTES DE CHANGE						
TOTAL TRESORERIE DE FINANCEMENT	1 904	1 084	3 607	(1 283)	(1 512)	(1 838)
VARIATION DE LA TRESORERIE	76	1 269	4 296	(1 172)	(250)	591
TRESORERIE INITIALE	(484)	(409)	861	5 157	3 985	3 735
TRESORERIE FINALE	(409)	861	5 157	3 985	3 735	4 327

e : estimé

p : prévisionnel

7.2.1.4. Indicateurs de gestion prévisionnels de la société MIP

<i>En Kdt</i>	2012	2013e	2014p	2015p	2016p	2017p
Actifs non courants	7 882	8 269	8 140	9 743	11 675	12 865
Actifs courants	4 483	3 339	7 834	7 036	7 020	8 109
Stocks	9	9	11	14	17	19
Clients et comptes rattachés	3 376	2 089	2 218	2 474	2 588	2 984
Liquidités et équivalents de liquidités	476	861	5 157	3 985	3 735	4 327
Total bilan	12 365	11 608	15 974	16 779	18 695	20 974
Capitaux propres avant résultat de l'exercice	1 285	3 530	8 752	8 963	9 702	11 088
Capitaux propres avant affectation	1 766	3 352	9 175	10 441	12 475	14 666
Capitaux permanents	5 100	6 140	10 891	11 384	12 968	14 757
Passifs non courants	3 334	2 788	1 717	944	493	91
Passifs courants	7 265	5 468	5 082	5 395	5 727	6 217
Fournisseurs et comptes rattachés	2 055	1 540	1 696	2 001	2 344	2 619
Total passifs	10 599	8 256	6 799	6 339	6 220	6 308
Chiffre d'affaires	8 401	7 081	8 457	10 785	13 162	15 173
Production	8 550	7 893	9 190	11 335	13 703	15 722
Achats consommés	3 870	3 915	4 309	5 085	5 955	6 657
Marge brute	4 680	3 977	4 881	6 250	7 747	9 065
Charges de personnel	1 344	1 330	1 451	1 539	1 652	1 762
Résultat d'exploitation	1 080	416	990	2 053	3 113	3 854
Résultat net	481	(178)	423	1 478	2 773	3 577

e : estimé

p : prévisionnel

7.2.1.5. Ratios financiers prévisionnels de la société MIP

	2012	2013e	2014p	2015p	2016p	2017p
Ratios de structure						
Actifs non courants / Total bilan	63,74%	71,24%	50,96%	58,07%	62,45%	61,34%
Stocks / Total bilan	0,07%	0,08%	0,07%	0,08%	0,09%	0,09%
Actifs courants / Total bilan	36,26%	28,76%	49,04%	41,93%	37,55%	38,66%
Capitaux propres avant affectation/ Total bilan	14,28%	28,87%	57,43%	62,22%	66,73%	69,92%
Capitaux propres avant affectation/ Passifs non courants	52,95%	120,20%	534,37%	1106,10%	2531,75%	16095,98%
Passifs non courants / Total bilan	26,97%	24,02%	10,75%	5,63%	2,64%	0,43%
Passifs courants / Total bilan	58,76%	47,11%	31,82%	32,15%	30,63%	29,64%
Passifs / Total bilan	85,72%	71,13%	42,57%	37,78%	33,27%	30,08%
Capitaux permanents / Total bilan	41,24%	52,89%	68,18%	67,85%	69,37%	70,36%
Ratios de gestion						
Charges de personnel / Chiffre d'affaires	16,00%	18,79%	17,16%	14,27%	12,55%	11,61%
Résultat d'exploitation / Chiffre d'affaires	12,85%	5,88%	11,71%	19,03%	23,65%	25,40%
Chiffre d'affaires / Capitaux propres avant affectation	475,84%	211,27%	92,18%	103,30%	105,51%	103,46%
Ratios de solvabilité						
Capitaux propres avant affectation/ capitaux permanents	34,62%	54,59%	84,24%	91,71%	96,20%	99,38%
Ratios de liquidité						
Actifs courants/ Passifs courants	61,71%	61,06%	154,13%	130,43%	122,58%	130,43%
(Actifs courants - Stocks)/Passifs courants	61,59%	60,90%	153,92%	130,17%	122,28%	130,11%
Liquidités et équivalents de liquidités / Passifs courants	6,56%	15,74%	101,47%	73,88%	65,22%	69,59%
Ratios de rentabilité						
Résultat net/ Capitaux propres avant résultat	37,40%	-5,06%	4,83%	16,48%	28,58%	32,26%
Résultat net/Capitaux permanents	9,42%	-2,91%	3,88%	12,98%	21,38%	24,24%
Marge brute / Production	54,74%	50,39%	53,11%	55,14%	56,54%	57,66%
Résultat net/ Chiffre d'affaires	5,72%	-2,52%	5,00%	13,70%	21,07%	23,58%
Autres ratios						
Délai de règlement des fournisseurs (en jours)*	162	120	120	120	120	120
Délai de recouvrement clients (en jours) **	123	90	80	70	60	60

* (Fournisseurs et comptes rattachés*360)/(achats consommés *1,18)

** (Clients et comptes rattachés*360)/(chiffre d'affaires *1,18)

e : estimé

p : prévisionnel

7.2.1.6. Marge brute d'autofinancement prévisionnelle de la société MIP

En Kdt	2012	2013e	2014p	2015p	2016p	2017p
Résultat net	481	-178	423	1478	2773	3577
Dotations aux amortissements et aux provisions	701	940	926	775	719	863
Marge brute d'autofinancement	1182	762	1349	2252	3492	4440
MBA/CA (en%)	14,1%	10,8%	16,0%	20,9%	26,5%	29,3%

e : estimé

p : prévisionnel

7.2.1.7. Avis du commissaire aux comptes sur les états financiers prévisionnels de la société MIP sur la période 2013-2017



AUDITING AND CONSULTING COMPANY

Société d'expertise comptable

**Messieurs les Actionnaires de la Société
Maghreb International Publicité « M.I.P »
Rue de l'énergie solaire impasse N° 5 La Chargaia I Tunis**

Objet : Avis sur les états financiers prévisionnels 2013-2017

A la suite de votre demande et en notre qualité de commissaire aux comptes, nous avons examiné les états financiers prévisionnels actualisés couvrant la période 2013- 2017, tels qu'ils sont joints dans ce rapport.

Ces projections ont été élaborées dans le cadre du prospectus d'introduction en bourse des titres de la société Maghreb International Publicité « M.I.P » et de l'augmentation de son capital.

Ces prévisions ainsi que les hypothèses significatives sur lesquelles elles reposent, préparées en conformité avec les normes comptables tunisiennes relèvent de la responsabilité du conseil d'administration de la société. Ces hypothèses traduisent la situation future que vous avez estimé la plus probable à la date de leur établissement.

Nous avons conduit nos travaux selon les normes professionnelles en vigueur. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'apprécier si les hypothèses les plus plausibles retenues par la direction et sur lesquelles sont basées les prévisions de bénéfice ne sont pas déraisonnables, de vérifier que les prévisions de bénéfice sont préparées de manière satisfaisante sur la base des hypothèses retenues et de s'assurer qu'elles sont correctement présentées et préparées d'une manière cohérente avec les états financiers historiques de la société par référence aux normes comptables tunisiennes. Notre mission ne couvre pas la mise à jour éventuelle du présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieures à la date de sa signature.

A notre avis, sur la base de notre examen, les prévisions concernant la période 2013-2017 ont été adéquatement établies. La base comptable utilisée aux fins de ces prévisions est conforme aux méthodes comptables utilisées par la société Maghreb International Publicité « M.I.P ».

Nous rappelons que, s'agissant de prévisions présentant par nature un caractère incertain, les réalisations différeront parfois de manière significative des prévisions présentées et que nous n'exprimerons aucune conclusion sur la possibilité de réalisation de ces prévisions.

Ce rapport est émis aux seules fins du placement public en Tunisie et ne peut être utilisé dans un autre contexte.

Tunis le 2 avril 2014

Le commissaire aux comptes

Néjib MARRAKCHI


Société d'Expertise Comptable
Inscrite au Tableau de l'Ordre

7.2.2. Perspectives d'avenir du groupe MIP

Le business plan prévisionnel du groupe MIP a été établi sur la base de la consolidation des business plan individuels des filiales MIME, MIP PRINT et MIP MALI. Le business plan consolidé a été approuvé par le Conseil d'Administration du 01/04/2014 et examiné par le commissaire aux comptes de la société.

Il est à signaler que le dit Business Plan a été modifié par rapport à celui arrêté par le Conseil d'Administration de la société en date du 25/01/2014 et examiné par le Commissaire aux comptes (Avis daté du 10/02/2014), et ce, afin de le mettre à jour sur la base de la situation comptable provisoire arrêtée au 31/12/2013.

7.2.2.1 Hypothèses du compte de résultat prévisionnel

➤ Chiffre d'affaires :

- Groupe MIP

Le total des produits d'exploitation prévisionnel consolidé augmentera annuellement en moyenne de 20,0% sur la période 2013-2017.

en kDT	2012	2013e	2014p	2015p	2016p	2017p	TCAM 2013e-2017p
Revenus	10 929	10 251	12 246	14 998	18 061	20 837	19,4%
<i>Croissance en %</i>		-6,2%	19,5%	22,5%	20,4%	15,4%	
Production immobilisée	2 509	632	1 050	2 378	2 842	2 053	34,3%
<i>Croissance en %</i>		-74,8%	66,1%	126,5%	19,5%	-27,8%	
Autres produits d'exploitation	155	209	95	100	105	110	-14,8%
<i>Croissance en %</i>		34,6%	-54,5%	5,0%	5,0%	5,0%	
Total des produits d'exploitation	13 594	11 092	13 391	17 475	21 008	23 000	20,0%
<i>Croissance en %</i>		-18,4%	20,7%	30,5%	20,2%	9,5%	

e : estimé

p : prévisionnel

- Société mère et filiales

Les chiffres d'affaires prévisionnels des différentes sociétés du groupe évolueront comme présenté dans les tableaux suivants :

- MIP

en kDT	2012	2013e	2014p	2015p	2016p	2017p	TCAM 2013e-2017p
Revenus affichage- billboards	8 014	6 568	7 710	9 793	11 912	13 680	20,1%
<i>Croissance en %</i>	-	-18,0%	17,4%	27,0%	21,6%	14,8%	
Revenus affichage- abribus	4	240	445	658	898	1 123	47,1%
<i>Croissance en %</i>	-	6096,5%	85,5%	47,7%	36,5%	25,0%	
Revenus Web	83	58	77	97	103	109	17,3%
<i>Croissance en %</i>	-	-30,4%	32,6%	27,1%	6,1%	6,1%	
Revenus Digital Media Solutions	28	215	226	237	249	261	5,0%
<i>Croissance en %</i>	-	679,0%	5,0%	5,0%	5,0%	5,0%	
Total du Chiffre d'affaires *	8 130	7 081	8 457	10 785	13 162	15 173	21,0%
<i>Croissance en %</i>	-	-12,9%	19,4%	27,5%	22,0%	15,3%	

*Hors autres produits d'exploitation et mise à disposition de véhicules, personnel et équipements

e : estimé

p : prévisionnel

- MIP PRINT

en kDT	2012	2013e	2014p	2015p	2016p	2017p	TCAM 2013e-2017p
Impression	653	1 308	1 507	1 815	2 160	2 454	17,0%
<i>Croissance en %</i>		100,4%	15,2%	20,4%	19,0%	13,6%	
Pose et dépose	190	429	505	629	768	884	19,8%
<i>Croissance en %</i>		126,2%	17,8%	24,6%	22,1%	15,1%	
Total du chiffre d'affaires	842	1 737	2 012	2 444	2 928	3 338	17,7%
<i>Croissance en %</i>		106,2%	15,8%	21,5%	19,8%	14,0%	

e : estimé

p : prévisionnel

- MIME

en kDT	2012	2013e	2014p	2015p	2016p	2017p	TCAM 2013e-2017p
CFM & SIGNALÉTIQUE	3 570	1 840	2 319	3 710	4 241	3 522	17,6%
<i>Croissance en %</i>		-48,4%	26,0%	60,0%	14,3%	-17,0%	
Photovoltaïque & LED	967	1 316	1 658	1 961	2 389	3 012	23,0%
<i>Croissance en %</i>		36,1%	26,0%	18,3%	21,8%	26,1%	
Autres revenus	827	61	61	61	61	61	0,0%
<i>Croissance en %</i>		-92,7%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	
Total du Chiffre d'affaires	5364*	3 217	4 037	5 732	6 691	6 595	19,7%
<i>Croissance en %</i>		-40,0%	25,5%	42,0%	16,7%	-1,4%	

* hors activité d'impression et activité de pose et dépose qui s'élèvent à 989 kDT

e : estimé

p : prévisionnel

Il est à signaler que le Business Plan a maintenu l'activité photovoltaïque & LED au niveau de la société MIME, alors que celle-ci est censée être transférée à la société MIME Energy depuis juin 2013.

en kDT	2012	2013e	2014p	2015p	2016p	2017p	TCAM 2013e-2017p
Total du Chiffre d'affaires	47	237	421	442	595	625	27,4%
<i>Croissance en %</i>		407,0%	77,5%	5,0%	34,6%	5,0%	

e : estimé

p : prévisionnel

➤ Achats consommés :

Les achats consommés du groupe correspondent principalement aux :

- redevances et charges de location d'espaces publicitaires ;
- charges de maintenance et d'éclairage des panneaux ;
- frais d'impression et de pose des affiches ;
- achat des matières premières (acier, kits d'assemblage photovoltaïque, bâche, vinyle, encre, etc.).

Les achats consommés évolueront selon un taux de croissance annuel moyen de 14,2% sur la période du business plan contre une croissance moyenne des produits d'exploitation de 20,0%. Cette évolution moins proportionnelle des charges s'explique par un effet d'optimisation lié à l'amélioration du taux d'occupation du parc de panneaux d'affichage et se traduirait par une amélioration des marges en conséquence.

en kDT	2012	2013e	2014p	2015p	2016p	2017p	TCAM 2013e-2017p
Achats consommés	5 702	4 691	5 197	6 401	7 463	7 992	14,2%
<i>Croissance en %</i>		-17,7%	10,8%	23,2%	16,6%	7,1%	
Marge brute*	7 892	6 401	8 194	11 074	13 545	15 009	23,7%
Taux de marge brute**	58,1%	57,7%	61,2%	63,4%	64,5%	65,3%	

* Calculée comme étant la différence entre les produits d'exploitation et les achats consommés

** Calculé comme étant le rapport entre la marge brute et les produits d'exploitation

e : estimé

p : prévisionnel

➤ Les charges de personnel :

La masse salariale augmentera en cohérence avec l'évolution de la taille du groupe et ses perspectives de développement mais perdra progressivement en importance relative. En effet, avec un taux de croissance annuel moyen de 6,0% sur la période 2013-2017, son poids relatif diminuera de 29,7% du chiffre d'affaires en 2013 à 18,4% en 2017.

	2012	2013e	2014p	2015p	2016p	2017p	TCAM 2013e-2017p
Total effectif du groupe	246	221	217	223	226	232	1,2%
Charges de personnel en kDT	3 407	3 044	3 186	3 397	3 600	3 842	6,0%
<i>Croissance en %</i>	-	-10,7%	4,7%	6,6%	6,0%	6,7%	
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	31,2%	29,7%	26,0%	22,7%	19,9%	18,4%	

e : estimé

p : prévisionnel

➤ **Dotations aux amortissements et aux provisions :**

Les dotations aux amortissements et aux provisions relatives aux exercices prévisionnels (2013-2017) sont présentées dans le tableau suivant :

en kDT	2012	2013e	2014p	2015p	2016p	2017p
Dotations aux amortissements et aux provisions	1 168	1 510	1 461	1 279	1 073	1 089
<i>Croissance en %</i>		29,3%	-3,3%	-12,4%	-16,1%	1,5%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	10,7%	14,7%	11,9%	8,5%	5,9%	5,2%

e : estimé

p : prévisionnel

➤ **Autres charges d'exploitation :**

en kDT	2012	2013e	2014p	2015p	2016p	2017p	TCAM 2013e-2017p
Autres charges d'exploitation	2 250	1 617	2 027	2 870	3 545	3 979	25,2%
<i>Croissance en %</i>		-28,1%	25,4%	41,6%	23,5%	12,2%	
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	20,6%	15,8%	16,6%	19,1%	19,6%	19,1%	

e : estimé

p : prévisionnel

Les autres charges d'exploitation augmenteront en moyenne de 25,2% sur la période 2013-2017 pour passer de 1 617 kDT à fin 2013 à 3 979 kDT à fin 2017.

Cette rubrique est principalement composée :

- des achats de consommables (carburants, énergies, etc.) ;
- des frais de publicité ;
- des charges de location ; et
- des frais d'honoraires.

➤ **Position fiscale du groupe :**

L'impôt sur les sociétés retenu pour les besoins de mise en place des projections financières du groupe sur la période 2013-2017 a été déterminé selon les hypothèses suivantes :

- Le résultat provenant de MIP est imposable au taux de 20% à partir de 2014 suite à l'ouverture de plus de 30% du capital au public ;
- Le résultat provenant des filiales locales est imposable au taux de 30% sur toute la période ;
- Le résultat provenant de la filiale malienne est imposable au taux de 35% sur toute la période.

7.2.2.2 Hypothèses du bilan consolidé prévisionnel :

➤ **Besoin en fonds de roulement :**

Le BFR consolidé évoluera comme suit :

En kDT	2012	2013e	2014p	2015p	2016p	2017p
Clients et comptes rattachés	4 731	3 268	2 733	3 173	3 461	3 833
<i>var clients et cptes rattachés</i>	-	(1 463)	(535)	440	289	371
Stocks	977	615	743	985	1 163	1 224
<i>var stocks</i>	-	(363)	128	242	178	61
Autres actifs d'exploitation	819	533	645	849	1 021	1 121
<i>var autres actifs d'exp.</i>	-	(287)	112	204	171	100
Fournisseurs et comptes rattachés	3 651	2 072	2 407	3 038	3 568	3 835
<i>var frs et cptes rattachés</i>	-	(1 579)	336	630	530	268
Autres passifs d'exploitation	1 941	2 055	2 603	3 330	4 042	4 393
<i>var autres passifs d'exp</i>	-	114	548	727	712	351
BFR	936	289	(890)	(1 361)	(1 965)	(2 051)
variation BFR	-	(647)	(1 179)	(471)	(604)	(86)

e : estimé

p : prévisionnel

7.2.2.3 Etats financiers consolidés prévisionnels

Les projections financières du groupe MIP sont établies pour une période de cinq ans et sur la base des hypothèses développées plus haut. Ci-après :

- Les bilans consolidés prévisionnels ;
- Les états de résultats consolidés prévisionnels ; et
- Les états de flux de trésorerie consolidés prévisionnels.

7.2.2.3.1 Bilans consolidés prévisionnels

en kDT	2012	2013e	2014p	2015p	2016p	2017p
ACTIFS						
ACTIFS NON COURANTS	10 616	9 649	9 406	10 505	12 402	13 367
Actifs immobilisés	10 070	9 305	9 263	10 504	12 402	13 367
Immobilisations incorporelles	1 200	264	264	264	264	264
dont GW	864					
(-) Amortissements	(299)	(239)	(246)	(248)	(250)	(251)
Immobilisations incorporelles nettes	901	26	19	16	15	13
Immobilisations corporelles	13 374	14 836	16 054	18 432	21 402	23 456
(-) Amortissements	(4 276)	(5 633)	(6 886)	(8 020)	(9 091)	(10 178)
Immobilisations corporelles nettes	9 098	9 203	9 168	10 411	12 311	13 277
Immobilisations financières	71	77	77	77	77	77
(-) provisions	-	-	-	-	-	-
Immobilisations financières nettes	71	77	77	77	77	77
Autres actifs non courants	605	605	605	605	605	605
(-) Amortissements	(60)	(261)	(462)	(605)	(605)	(605)
Autres actifs non courants nets	545	344	143	1	(0)	(0)
ACTIFS COURANTS	7 102	5 309	9 659	10 809	12 330	14 266
Stocks	977	615	743	985	1 163	1 224
(-) Provisions	-	-	-	-	-	-
Stock Nets	977	615	743	985	1 163	1 224
Clients et comptes rattachés	5 023	3 561	3 025	3 465	3 754	4 125
(-) Provisions	(293)	(293)	(293)	(293)	(293)	(293)
Client nets	4 731	3 268	2 733	3 173	3 461	3 833
Autres Actifs courants	819	533	645	849	1 021	1 121
Placements et autres actifs financiers	4	32	32	32	32	32
Liquidités et équivalents de liquidités	570	861	5 506	5 770	6 653	8 056
TOTAL DES ACTIFS	17 718	14 958	19 065	21 313	24 732	27 633

e : estimé

p : prévisionnel

en kDT	2 012	2013e	2014p	2015p	2016p	2017p
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS						
CAPITAUX PROPRES	2 374	2 674	8 867	11 204	14 244	17 299
Capital social	350	3 250	4 399	4 399	4 399	4 399
Prime d'émission	-	-	4 251	4 251	4 251	4 251
Réserves consolidées	1723*	(80)	(592)	(30)	1 768	4 135
Capitaux propres part du groupe	2 073	3 170	8 058	8 620	10 418	12 785
Intérêts minoritaires ds les réserves	88	8	14	29	42	64
Capitaux propres avant le résultat de l'exercice	2 162	3 177	8 072	8 649	10 460	12 849
Résultat de l'exercice-part du groupe	243	(512)	773	2 537	3 754	4 421
Résultat de l'exercice-intérêts minoritaires	(30)	9	22	18	31	30
Total des capitaux propres consolidés	2 374	2 674	8 867	11 204	14 244	17 299
PASSIFS	15 344	12 283	10 198	10 109	10 487	10 334
Passifs non courants	4 204	3 487	2 175	1 210	628	226
Crédits à moyen terme	4 162	3 445	2 133	1 168	586	185
Provisions/risques et charges	40	40	40	40	40	40
Cautions recues	2	2	2	2	2	2
Passifs courants	11 140	8 796	8 023	8 899	9 859	10 107
Fournisseurs et comptes rattachés	3 651	2 072	2 407	3 038	3 568	3 835
Autres passifs courants	1 941	2 055	2 603	3 330	4 042	4 393
Emprunt à moins d'un an	-	3 461	2 519	2 171	1 789	1 608
Concours bancaires et autres passifs financiers	5 548	1 209	493	360	461	270
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	17 718	14 958	19 065	21 313	24 732	27 633

* Résultats reportés au niveau des états financiers consolidés arrêtés au 31/12/2012

e : estimé

p : prévisionnel

7.2.2.3.2 Etats de résultats consolidés prévisionnels

en kDT	2012	2013e	2014p	2015p	2016p	2017p
Revenus	10 929	10 251	12 246	14 998	18 061	20 837
Production immobilisée	2 509	632	1 050	2 378	2 842	2 053
Autres produits d'exploitation	155	209	95	100	105	110
Total des produits d'exploitation	13 594	11 092	13 391	17 475	21 008	23 000
Variation des stocks (PF)	-	(105)	28	58	34	(1)
Achats de services et de marchandises	(5 702)	(4 586)	(5 225)	(6 459)	(7 497)	(7 991)
Charges de personnel	(3 407)	(3 044)	(3 186)	(3 397)	(3 600)	(3 842)
Dotations aux amortissements et aux provisions	(1 168)	(1 510)	(1 461)	(1 279)	(1 073)	(1 089)
Autres charges d'exploitation	(2 250)	(1 617)	(2 027)	(2 870)	(3 545)	(3 979)
Total des charges d'exploitation	(12 527)	(10 862)	(11 870)	(13 948)	(15 681)	(16 902)
Résultat d'exploitation	1 067	230	1 521	3 527	5 326	6 098
Charges financières	(693)	(680)	(596)	(324)	(182)	(74)
Produits financiers	-	-	-	-	-	-
Autres gains ordinaires	18	28	-	-	-	-
Autres pertes ordinaires	(46)	(47)	-	-	-	-
Résultat des activités ordinaires avant impôt	346	(470)	925	3 203	5 144	6 024
Impôt sur les sociétés	(133)	(33)	(129)	(648)	(1 360)	(1 573)
Résultat des activités ordinaires après impôt	213	(503)	796	2 555	3 784	4 451
Eléments extraordinaires	-	-	-	-	-	-
Résultat net	213	(503)	796	2 555	3 784	4 451
Intérêts minoritaires	(30)	9	22	18	31	30
Part du groupe	243	(512)	773	2 537	3 754	4 421

e : estimé

p : prévisionnel

7.2.2.3.3 Etats des flux de trésorerie consolidés prévisionnels

en kDT	2012	2013e	2014p	2015p	2016p	2017p
TRESORERIE D'EXPLOITATION						
Résultat net	213	(503)	796	2 555	3 784	4 451
Amortissements	1 168	1 510	1 461	1 279	1 073	1 089
Provisions, éléments exceptionnels et ajustement cash	(61)	(150)	-	-	-	-
Plus ou moins values de cession	18	-	-	-	-	-
TOTAL	1 337	857	2 256	3 834	4 857	5 539
VARIATION DU BFR						
VARIATION CLIENT	232	1 463	403	(689)	(498)	(477)
VARIATION STOCK	125	363	(128)	(242)	(178)	(61)
VARIATION FOURNISSEUR ET AUTRES DETTES	661	(1 465)	1 017	1 606	1 451	725
VARIATION AUTRES ACTIFS	(117)	287	(112)	(204)	(171)	(100)
TOTAL TRESORERIE D'EXPLOITATION	2 239	1 503	3 435	4 305	5 461	5 625
TRESORERIE D'INVESTISSEMENT						
Décaissement suite à l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(4 653)	(1 255)	(1 218)	(2 378)	(2 970)	(2 053)
Décaissement suite à l'acquisition d'immobilisations financières	(1)	(250)	-	-	-	-
Encaissement provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	-	-	-	-	-
Encaissement provenant de la cession d'immobilisations financières	-	-	-	-	-	-
Ajustements	32	-	-	-	-	-
Décaissements affectés aux frais préliminaires	-	-	-	-	-	-
TOTAL TRESORERIE D'INVESTISSEMENT	(4 622)	(1 505)	(1 218)	(2 378)	(2 970)	(2 053)
TRESORERIE DE FINANCEMENT						
AUGMENTATION DE CAPITAL	-	2 000	5 400	-	-	-
DISTRIBUTION DIVIDENDE	(523)	(236)	(3)	(218)	(744)	(1 396)
AUGMENTATION D'EMPRUNT	5 716	1 189	-	-	-	-
REMBOURSEMENT D'EMPRUNT	(3 201)	(2 252)	(2 254)	(1 313)	(964)	(582)
Variations réserves	283	-	-	-	-	-
GAINS PERTES DE CHANGE	-	-	-	-	-	-
TOTAL TRESORERIE DE FINANCEMENT	2 275	702	3 143	(1 531)	(1 709)	(1 978)
VARIATION DE LA TRESORERIE	(108)	700	5 361	397	782	1 594
TRESORERIE INITIALE	(941)	(1 049)	(348)	5 013	5 409	6 192
TRESORERIE FINALE	(1 049)	(348)	5 013	5 409	6 192	7 786

e : estimé

p : prévisionnel

7.2.3 Indicateurs de gestion consolidés prévisionnels

<i>En Kdt</i>	2012	2013e	2014p	2015p	2016p	2017p
Actifs non courants	10 616	9 649	9 406	10 505	12 402	13 367
Actifs courants	7 102	5 309	9 659	10 809	12 330	14 266
Stocks	977	615	743	985	1 163	1 224
Clients et comptes rattachés	4 731	3 268	2 733	3 173	3 461	3 833
Liquidités et équivalents de liquidités	570	861	5 506	5 770	6 653	8 056
Total bilan	17 718	14 958	19 065	21 313	24 732	27 633
Capitaux propres avant résultat de l'exercice	2 162	3 177	8 072	8 649	10 460	12 849
Capitaux propres avant affectation	2 374	2 674	8 867	11 204	14 244	17 299
Capitaux permanents	6 578	6 162	11 042	12 414	14 872	17 526
Passifs non courants	4 204	3 487	2 175	1 210	628	226
Passifs courants	11 140	8 796	8 023	8 899	9 859	10 107
Fournisseurs et comptes rattachés	3 651	2 072	2 407	3 038	3 568	3 835
Total passifs	15 344	12 283	10 198	10 109	10 487	10 334
Chiffre d'affaires	10 929	10 251	12 246	14 998	18 061	20 837
Production	13 594	11 092	13 391	17 475	21 008	23 000
Achats consommés	5 702	4 691	5 197	6 401	7 463	7 992
Marge brute	7 892	6 401	8 194	11 074	13 545	15 009
Charges de personnel	3 407	3 044	3 186	3 397	3 600	3 842
Résultat d'exploitation	1 067	230	1 521	3 527	5 326	6 098
Résultat net consolidé	213	(503)	796	2 555	3 784	4 451

e : estimé

p : prévisionnel

7.2.4 Ratios financiers consolidés prévisionnels

	2012	2013e	2014p	2015p	2016p	2017p
Ratios de structure						
Actifs non courants / Total bilan	59,92%	64,51%	49,34%	49,29%	50,15%	48,37%
Stocks / Total bilan	5,52%	4,11%	3,90%	4,62%	4,70%	4,43%
Actifs courants / Total bilan	40,08%	35,49%	50,66%	50,71%	49,85%	51,63%
Capitaux propres avant affectation/ Total bilan	13,40%	17,88%	46,51%	52,57%	57,60%	62,60%
Capitaux propres avant affectation/ Passifs non courants	56,48%	76,69%	407,79%	925,92%	2267,86%	7638,31%
Passifs non courants / Total bilan	23,73%	23,31%	11,41%	5,68%	2,54%	0,82%
Passifs courants / Total bilan	62,87%	58,81%	42,08%	41,75%	39,86%	36,58%
Passifs / Total bilan	86,60%	82,12%	53,49%	47,43%	42,40%	37,40%
Capitaux permanents / Total bilan	37,13%	41,19%	57,92%	58,25%	60,14%	63,42%
Ratios de gestion						
Charges de personnel / Chiffre d'affaires	31,18%	29,69%	26,01%	22,65%	19,93%	18,44%
Résultat d'exploitation / Chiffre d'affaires	9,76%	2,24%	12,42%	23,52%	29,49%	29,27%
Chiffre d'affaires / Capitaux propres avant affectation	460,32%	383,32%	138,11%	133,86%	126,79%	120,45%
Ratios de solvabilité						
Capitaux propres avant affectation/ capitaux permanents	36,09%	43,40%	80,31%	90,25%	95,78%	98,71%
Ratios de liquidité						
Actifs courants/ Passifs courants	63,75%	60,35%	120,39%	121,46%	125,06%	141,15%
(Actifs courants - Stocks)/Passifs courants	54,98%	53,36%	111,12%	110,39%	113,26%	129,04%
Liquidités et équivalents de liquidités / Passifs courants	5,12%	9,78%	68,62%	64,83%	67,48%	79,70%
Ratios de rentabilité						
Résultat net consolidé / Capitaux propres avant résultat	9,83%	-15,83%	9,86%	29,54%	36,18%	34,64%
Résultat net consolidé/ Capitaux permanents	3,23%	-8,16%	7,21%	20,58%	25,45%	25,39%
Marge brute / Production	58,05%	57,71%	61,19%	63,37%	64,47%	65,25%
Résultat net consolidé / Chiffre d'affaires	1,94%	-4,91%	6,50%	17,04%	20,95%	21,36%
Autres ratios						
Délai de règlement des fournisseurs (en jours)*	195	135	141	145	146	146
Délai de recouvrement clients (en jours) **	132	97	68	65	58	56

* (Fournisseurs et comptes rattachés*360)/(achats consommés * 1,18)

** (Clients et comptes rattachés*360)/(chiffre d'affaires * 1,18)

e : estimé

p : prévisionnel

7.2.5 Marge brute d'autofinancement consolidée prévisionnelle :

En Kdt	2012	2013e	2014p	2015p	2016p	2017p
Résultat net consolidé	213	(503)	796	2 555	3 784	4 451
Dotations aux amortissements et aux provisions	1 168	1 510	1 461	1 279	1 073	1 089
Marge brute d'autofinancement	1 381	1 007	2 256	3 834	4 857	5 539
MBA/CA (en%)	12,63%	9,82%	18,42%	25,56%	26,90%	26,58%

e : estimé

p : prévisionnel



AUDITING AND CONSULTING COMPANY

Société d'expertise comptable

Messieurs les Actionnaires de la Société
Maghreb International Publicité « M.I.P »
Rue de l'énergie solaire, impasse N° 5 La Charguia I Tunis

Objet : Avis sur les états financiers prévisionnels consolidés 2013-2017

A la suite de votre demande et en notre qualité de commissaire aux comptes, nous avons examiné les états financiers prévisionnels consolidés actualisés couvrant la période 2013- 2017, tels qu'ils sont joints dans ce rapport.

Ces projections ont été élaborées dans le cadre du prospectus d'introduction en bourse des titres de la société Maghreb International Publicité « M.I.P » et de l'augmentation de son capital.

Ces prévisions ainsi que les hypothèses significatives sur lesquelles elles reposent, préparées en conformité avec les normes comptables tunisiennes relèvent de la responsabilité du conseil d'administration de la société. Ces hypothèses traduisent la situation future que vous avez estimé la plus probable à la date de leur établissement.

Nous avons conduit nos travaux selon les normes professionnelles en vigueur. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'apprécier si les hypothèses les plus plausibles retenues par la direction et sur lesquelles sont basées les prévisions de bénéfice ne sont pas déraisonnables, de vérifier que les prévisions de bénéfice sont préparées de manière satisfaisante sur la base des hypothèses retenues et de s'assurer qu'elles sont correctement présentées et préparées d'une manière cohérente avec les états financiers historiques de la société par référence aux normes comptables tunisiennes. Notre mission ne couvre pas la mise à jour éventuelle du présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieures à la date de sa signature.

A notre avis, sur la base de notre examen, les prévisions concernant la période 2013-2017 ont été adéquatement établies. La base comptable utilisée aux fins de ces prévisions est conforme aux méthodes comptables utilisées par la société Maghreb International Publicité « M.I.P ».

Nous rappelons que, s'agissant de prévisions présentant par nature un caractère incertain, les réalisations différeront parfois de manière significative des prévisions présentées et que nous n'exprimerons aucune conclusion sur la possibilité de réalisation de ces prévisions.

Ce rapport est émis aux seules fins du placement public en Tunisie et ne peut être utilisé dans un autre contexte.

Tunis le 2 avril 2014

Le commissaire aux comptes

Néjib MARRAKCHI


Société d'Expertise Comptable
Inscrite au Tableau de l'Ordre

Annexe n°13

Au règlement du Conseil du Marché Financier relatif à l'appel public à l'épargne Informations sur les pactes conclus entre les actionnaires

1. Les Parties du Pacte

➤ Pour les personnes physiques (Les Fondateurs »)

- Nom et Prénom : M. Mehdi CHERIHA
- Adresse : 19 rue Ibn Jazzar - SIDI BOU SAID
- Numéro de la carte d'identité nationale ou de toute autre pièce d'identité si la partie concernée est de nationalité étrangère : CIN n°06269627
- Nom et Prénom : M. Mohamed Hedi CHERIHA
- Adresse : 92 Avenue de la République Soliman - Nabeul
- Numéro de la carte d'identité nationale ou de toute autre pièce d'identité si la partie concernée est de nationalité étrangère : CIN n°0812093

2. Mention de la Société dont les titres font l'objet du Pacte

- Dénomination : « Maghreb International Publicité »
- Nombre d'actions composant le capital et, s'il est différent, nombre de droits de vote existants (à la date de signature du pacte) : 3.250.000 actions

3. La date de conclusion du pacte, la durée des engagements et le cas échéant, la date d'effet du pacte

- Date de signature : Le 8 avril 2014
- Date d'effet : Le présent Pacte prendra effet à la Date de signature et s'imposera aux soussignés pendant toute la durée durant laquelle les Fondateurs détiendront une ou des Action(s) de la Société.

4. Le pourcentage du capital et des droits de vote détenus par chacun des contractants à la date de signature du pacte. Pour les titres conférant un droit de participer au capital, le nombre de titres détenus par chacun des signataires :

Actionnaires	Nombre d'actions	Montant en dinars	% du capital et de droit de vote
Mohamed Hédi CHERIHA	1 623 262	1 623 262	49,947%
Mehdi CHERIHA	1 625 773	1 625 773	50,024%



5. La teneur des conditions prévues par le pacte

Article 3 : Objet

- Dans le cadre de l'introduction en bourse de la Société, les Fondateurs déclarent par le présent Pacte agir de concert.
Les Fondateurs s'engagent, par ailleurs, à se concerter préalablement en vue de prendre toute décision relative à la Société et/ou ses Filiales.

6. Informations complémentaires

Néant

7. Signataires

Mohamed Hédi CHERIHA



Mehdi CHERIHA



Date de signature du pacte : 08/04/2014

Société Maghreb International Publicité « MIP »

Société Anonyme au capital de 3 250 000 Dinars divisé en 3 250 000 actions de valeur nominale un (1) Dinar, entièrement libérées

Registre de commerce : B0167672008

Siège social : Rue de l'énergie solaire, impasse N°5 – 2035, Z.I Chargaia I - Tunis

Tél : 71 112 300 – **Fax** : 71 112 301

Site web: www.mip.com.tn – **E-mail**: contact@mip.com.tn

Statuts déposés au greffe du Tribunal de Première Instance de Tunis, le 14/11/2013

Objet social : La publicité commerciale, services et fabrication des moyens de communication publicitaire, affiches etc.

Offre à prix ferme auprès du public de 1 531 916 actions dont :

- 1 148 937 actions nouvelles émises dans le cadre d'une augmentation de capital en numéraire par appel public à l'épargne, au prix de 4,7 dinars l'action (Nominal 1 dinar et prime d'émission de 3,7 dinars),
- 382 979 actions anciennes à un prix de 4,7 dinars l'action.

Décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 25/01/2014

(Dépôt du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire aux greffes du tribunal de première Instance de Tunis le 11/02/2014)

VISA DU CONSEIL DU MARCHÉ FINANCIER du 29 AVR. 2014

NOTICE LEGALE PUBLIÉE AU JORT N°54 du 06/05/2014

LES FONDS PROVENANT DE LA SOUSCRIPTION SERONT DÉPOSÉS AU COMPTE INDISPONIBLE
N° 20 005 0522399922163 71 OUVERT AUPRES DE LA BANQUE TUNISO-KOUEITIEENNE, AGENCE CENTRE URBAIN
NORD

DEMANDE D'ACQUISITION DE QUOTITES D'ACTIONS N°.....

Catégories de la demande (1)

☐ **Catégorie A** : Institutionnels tunisiens et/ou étrangers sollicitant au minimum 265 quotités et au maximum 54 986 quotités.

☐ **Catégorie B** : Personnes physiques et/ou morales tunisiennes et/ou étrangères, autres que les institutionnels, sollicitant au minimum 53 quotités et au maximum 5 498 quotités.

Je soussigné,

Identité du demandeur

Nom & prénom : (1) ☐ Mme ☐ Mlle ☐ Mr

Nationalité :

Pièce d'identité : (1) ☐ CIN ☐ Carte de séjour ☐ Passeport N°.....

Délivré le :/...../..... à

Profession/

Activité :

Adresse :

Code postal : **Pays** :

Tél :

Agissant pour le compte (1) :

☐ De moi-même

☐ Du mandant en qualité de:

☐ Tuteur et dont copie d'un extrait de naissance est jointe à la présente

☐ Mandataire en vertu de pouvoir donné en date du et dont copie en bonne et due forme est jointe à la présente

Identité du mandant :

Mineur	Nom et Prénom :
	Date de naissance :
OPCVM ou Fonds Etrangers	Dénomination :
	Référence du gestionnaire :
Personne Physique	Nom et prénom : (1) ☐ Mme ☐ Mlle ☐ Mr
	Pièce d'identité : (1) ☐ CIN ☐ Carte de séjour ☐ Passeport N°
	Délivrée le: / / à
Personne Morale	Dénomination :
	R.C N° :

Autres renseignements :

Adresse : **Code postal** **Pays**

Tél.

Nationalité :

Activité ou profession :

Demande par la présente l'acquisition **(2)** dequotités composées chacune d'une (1) action ancienne au prix d'achat de 4,7 DT l'une et de trois (3) actions nouvelles à souscrire en numéraire au prix d'émission de 4,7 DT l'une (1 dinar de nominal et de 3,7 DT de prime d'émission), soit 18,8 DT par quotité. Les actions anciennes et nouvelles porteront jouissance en dividendes à partir de du 1^{er} janvier 2013.

Les **(2)**quotités demandées correspondent à **(2)**actions anciennes et **(2)**actions nouvelles à souscrire en numéraire.

Je reconnais avoir reçu une copie du prospectus d'Offre Publique à Prix Ferme d'actions anciennes et d'actions nouvelles émises dans le cadre d'une augmentation de capital en numéraire par Appel Public à l'Epargne et d'admission au marché alternatif de la cote de la Bourse, et pris connaissance de son contenu. Sur cette base, j'accepte de souscrire au nombre d'actions qui me sera accordé par la commission de dépouillement tout en reconnaissant avoir pris connaissance que la quantité que j'ai demandée pourrait être réduite à la quantité attribuée par ladite commission. Etant signalé que cette souscription ne vaut pas renonciation de ma part au recours par tous moyens pour la réparation des dommages qui pourraient résulter soit de l'insertion d'informations incomplètes ou erronées, soit d'une omission d'informations dont la publication aurait influencé ma décision de souscrire.

En vertu de tout ce qui précède je verse **(1)**

☐ en espèces

☐ par chèque n° Tiré sur Agence

☐ par virement en date du effectué sur notre compte n°ouvert chez agence.....

La somme de (en toutes lettres)représentant le montant de ma demande d'acquisition des quotités d'actions et autorise l'intermédiaire en Bourse..... à acquérir en mes lieu et place ☐, aux lieu et place de mon mandant ☐ **(1)** aux quotités qui me seront attribuées par la commission de dépouillement et à accomplir les formalités conséquentes.

**Cachet et signature
de l'intermédiaire en Bourse**

**Fait en double exemplaires, dont un en ma possession
le second servant de souche**

Tunis, le

Signature du demandeur (3)

- (1) Cochez la case appropriée
(2) Remplir la ligne appropriée
(3) Faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé »

Société Anonyme au capital de 3 250 000 Dinars divisé en 3 250 000 actions de valeur nominale un (1) Dinar, entièrement libérées

Registre de commerce : B0167672008

Siège social : Rue de l'énergie solaire, impasse N°5 – 2035, Z.I Chargaia I - Tunis

Tél : 71 112 300 – Fax : 71 112 301

Site web: www.mip.com.tn – E-mail: contact@mip.com.tn

Statuts déposés au greffe du Tribunal de Première Instance de Tunis, le 14/11/2013

Objet social : La publicité commerciale, services et fabrication des moyens de communication publicitaire, affiches etc.

Offre à prix ferme auprès du public de 1 531 916 actions dont :

- 1 148 937 actions nouvelles émises dans le cadre d'une augmentation de capital en numéraire par appel public à l'épargne, au prix de 4,7 dinars l'action (Nominal 1 dinar et prime d'émission de 3,7 dinars),
- 382 979 actions anciennes à un prix de 4,7 dinars l'action.

Décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 25/01/2014

(Dépôt du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire aux greffes du tribunal de première Instance de Tunis le 11/02/2014)

VISA DU CONSEIL DU MARCHÉ FINANCIER du

NOTICE LEGALE PUBLIEE AU JORT N°54 du 06/05/2014

LES FONDS PROVENANT DE LA SOUSCRIPTION SERONT DEPOSES AU COMPTE INDISPONIBLE
N° 20 005 0522399922163 71 OUVERT AUPRES DE LA BANQUE TUNISO-KOWEITIANNE, AGENCE CENTRE URBAIN
NORD

DEMANDE D'ACQUISITION DE QUOTITES D'ACTIONS N°.....

Catégories de la demande (1)

☐ **Catégorie A :** Institutionnels tunisiens et/ou étrangers sollicitant au minimum 265 quotités et au maximum 54 986 quotités.

☐ **Catégorie B :** Personnes physiques et/ou morales tunisiennes et/ou étrangères, autres que les institutionnels, sollicitant au minimum 53 quotités et au maximum 5 498 quotités.

Je soussigné,

Identité du demandeur

Nom & prénom : (1) ☐ Mme ☐ Mlle ☐ Mr

Nationalité :

Pièce d'identité : (1) ☐ CIN ☐ Carte de séjour ☐ Passeport N°.....

Délivré le : à

Profession/

Activité :

Adresse :

Code postal : Pays :

Tél :

Agissant pour le compte (1) :

☐ De moi-même

☐ Du mandant en qualité de:

☐ Tuteur et dont copie d'un extrait de naissance est jointe à la présente

☐ Mandataire en vertu de pouvoir donné en date du et dont copie en bonne et due forme est jointe à la présente

Identité du mandant :

Mineur	Nom et Prénom :
	Date de naissance :
OPCVM ou Fonds Etrangers	Dénomination :
	Référence du gestionnaire :
Personne Physique	Nom et prénom : (1) ☐ Mme ☐ Mlle ☐ Mr
	Pièce d'identité : (1) ☐ CIN ☐ Carte de séjour ☐ Passeport N°
	Délivrée le: / / à
Personne Morale	Dénomination :
	R.C N° :

Autres renseignements :

Adresse : **Code postal** **Pays**

Tél.

Nationalité :

Activité ou profession :

Demande par la présente l'acquisition **(2)** dequotités composées chacune d'une (1) action ancienne au prix d'achat de 4,7 DT l'une et de trois (3) actions nouvelles à souscrire en numéraire au prix d'émission de 4,7 DT l'une (1 dinar de nominal et de 3,7 DT de prime d'émission), soit 18,8 DT par quotité. Les actions anciennes et nouvelles porteront jouissance en dividendes à partir de du 1^{er} janvier 2013.

Les **(2)**quotités demandées correspondent à **(2)**actions anciennes et **(2)**actions nouvelles à souscrire en numéraire.

Je reconnais avoir reçu une copie du prospectus d'Offre Publique à Prix Ferme d'actions anciennes et d'actions nouvelles émises dans le cadre d'une augmentation de capital en numéraire par Appel Public à l'Epargne et d'admission au marché alternatif de la cote de la Bourse, et pris connaissance de son contenu. Sur cette base, j'accepte de souscrire au nombre d'actions qui me sera accordé par la commission de dépouillement tout en reconnaissant avoir pris connaissance que la quantité que j'ai demandée pourrait être réduite à la quantité attribuée par ladite commission. Etant signalé que cette souscription ne vaut pas renonciation de ma part au recours par tous moyens pour la réparation des dommages qui pourraient résulter soit de l'insertion d'informations incomplètes ou erronées, soit d'une omission d'informations dont la publication aurait influencé ma décision de souscrire.

En vertu de tout ce qui précède je verse **(1)**

☐ en espèces

☐ par chèque n° Tiré sur Agence

☐ par virement en date du effectué sur notre compte n°ouvert chez agence.....

La somme de (en toutes lettres)représentant le montant de ma demande d'acquisition des quotités d'actions et autorise l'intermédiaire en Bourse..... à acquérir en mes lieu et place ☐, aux lieu et place de mon mandant ☐ **(1)** aux quotités qui me seront attribuées par la commission de dépouillement et à accomplir les formalités conséquentes.

**Cachet et signature
de l'intermédiaire en Bourse**

**Fait en double exemplaires, dont un en ma possession
le second servant de souche**

Tunis, le

Signature du demandeur (3)

(4) Cochez la case appropriée

(5) Remplir la ligne appropriée

(6) Faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé »

Société Maghreb International Publicité « MIP »

Société Anonyme au capital de 3 250 000 Dinars divisé en 3 250 000 actions de valeur nominale un (1) Dinar entièrement libérées

Registre de commerce : B0167672008

Siège social : Rue de l'énergie solaire, impasse N°5 – 2035, Z.I Chargaia I - Tunis

Tél : 71 112 300 – Fax : 71 112 301

Site web : www.mip.com.tn – E-mail : contact@mip.com.tn

Statuts déposés aux greffes du Tribunal de Première Instance de Tunis, le 14/11/2013

Objet social : La publicité commerciale, services et fabrication des moyens de communication publicitaire, affiches etc.

Offre à prix ferme auprès du public de 1 531 916 actions dont :

1 148 937 actions nouvelles émises dans le cadre d'une augmentation de capital en numéraire par appel public à l'épargne, au prix de 4,7 dinars l'action

(Nominal 1 dinar et prime d'émission de 3,7 dinars),

- 382 979 actions anciennes à un prix de 4,7 dinars l'action.

Décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 25/01/2014

(Dépôt du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire aux greffes du tribunal de première instance de Tunis le 11/02/2014)

VISA DU CONSEIL DU MARCHÉ FINANCIER du 29 AVR 2014

NOTICE LEGALE PUBLIEE AU JORT N°54 du 06/05/2014

LES FONDS PROVENANT DE LA SOUSCRIPTION SERONT DEPOSES AU COMPTE INDISPONIBLE

N° 20 005 0522399922163 71 OUVERT AUPRES DE LA BANQUE TUNISO-KOWEITienne, AGENCE CENTRE URBAIN NORD

BULLETIN DE SOUSCRIPTION ET D'ACQUISITION DE QUOTITES D'ACTIONS N°.....

Etabli conformément à l'article 176 Alinéa 3 nouveau du code des sociétés commerciales

Je soussigné

Nom, Prénom :

Représentant l'intermédiaire en Bourse :

RC Adresse

Agissant pour le compte des clients m'ayant chargé de la souscription pour compte, dont les identités figurent sur l'état ci-joint, dûment rempli et signé par moi-même.

Déclare acquérir (en toutes lettres) (en chiffres) quotités composées chacune d'une (1) action ancienne au prix d'achat de 4,7 DT l'une et de trois (3) actions nouvelles à souscrire en numéraire au prix d'émission de 4,7 DT l'une (1 dinar de nominal et de 3,7 DT de prime d'émission), soit 18,8 DT par quotité. Les actions anciennes et nouvelles porteront jouissance en dividendes à partir du 1er janvier 2013.

Etant signalé que cette souscription ne vaut pas renonciation de la part d'un ou de certains de mes clients au recours par tous moyens pour la réparation des dommages qui pourraient résulter soit de l'insertion d'informations incomplètes ou erronées, soit d'une omission d'informations dont la publication aurait influencé sa ou leur décision de souscrire.

En vertu de tout ce qui précède, je verse : (1)

(.....) En espèces ;

(.....) Par chèque n° tiré sur agence

(.....) Par virement en date du effectué sur notre compte n° ouvert chez agence

La somme de (en toutes lettres)

(en chiffres) représentant le montant de mon bulletin de souscription et d'acquisition des quotités d'actions à raison de 18,8 DT par quotité.

Fait en double exemplaires, dont un en ma (notre) possession
le second servant de souche

A le

Signature (2)

(1) Cocher la case appropriée

(2) Faire précéder la signature de la mention manuscrite « lu et approuvé »



Copie

Société Maghreb International Publicité « MIP »

Société Anonyme au capital de 3 250 000 Dinars divisé en 3 250 000 actions de valeur nominale un (1) Dinar entièrement libérées

Registre de commerce : B0167672008

Siège social : Rue de l'énergie solaire, impasse N°5 – 2035, Z.I Chargaia I - Tunis

Tél : 71 112 300 – Fax : 71 112 301

Site web : www.mip.com.tn – E-mail : contact@mip.com.tn

Statuts déposés aux greffes du Tribunal de Première Instance de Tunis, le 14/11/2013

Objet social : La publicité commerciale, services et fabrication des moyens de communication publicitaire, affiches etc.

Offre à prix ferme auprès du public de 1 531 916 actions dont :

- 1 148 937 actions nouvelles émises dans le cadre d'une augmentation de capital en numéraire par appel public à l'épargne, au prix de 4,7 dinars l'action (Nominal 1 dinar et prime d'émission de 3,7 dinars),**
- 382 979 actions anciennes à un prix de 4,7 dinars l'action.**

Décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 25/01/2014

(Dépôt du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire aux greffes du tribunal de première Instance de Tunis le 11/02/2014)

VISA DU CONSEIL DU MARCHÉ FINANCIER

14 - 0860 du 29 AVR 2014

NOTICE LEGALE PUBLIÉE AU JORT N°54 du 06/05/2014

LES FONDS PROVENANT DE LA SOUSCRIPTION SERONT DÉPOSÉS AU COMPTE INDISPONIBLE

N° 20 005 0522399922163 71 OUVERT AUPRES DE LA BANQUE TUNISO-KOWEITIENNE, AGENCE CENTRE URBAIN NORD

BULLETIN DE SOUSCRIPTION ET D'ACQUISITION DE QUOTITES D'ACTIONS N°.....
Etabli conformément à l'article 176 Alinéa 3 nouveau du code des sociétés commerciales

Je soussigné

Nom, Prénom :

Représentant l'intermédiaire en Bourse :

RC Adresse

Agissant pour le compte des clients m'ayant chargé de la souscription pour compte, dont les identités figurent sur l'état ci-joint, dûment rempli et signé par moi-même.

Déclare acquiescer (en toutes lettres) (en chiffres) quotités composées chacune d'une (1) action ancienne au prix d'achat de 4,7 DT l'une et de trois (3) actions nouvelles à souscrire en numéraire au prix d'émission de 4,7 DT l'une (1 dinar de nominal et de 3,7 DT de prime d'émission), soit 18,8 DT par quotité. Les actions anciennes et nouvelles porteront jouissance en dividendes à partir de du 1er janvier 2013.

Etant signalé que cette souscription ne vaut pas renonciation de la part d'un ou de certains de mes clients au recours par tous moyens pour la réparation des dommages qui pourraient résulter soit de l'insertion d'informations incomplètes ou erronées, soit d'une omission d'informations dont la publication aurait influencé sa ou leur décision de souscrire.

En vertu de tout ce qui précède, je verse : (1)

(.....) En espèces ;

(.....) Par chèque n° tiré sur agence

(.....) Par virement en date du effectué sur notre compte n° ouvert chez agence

La somme de (en toutes lettres)

(en chiffres) (.....) représentant le montant de mon bulletin de souscription et d'acquisition des quotités d'actions à raison de 18,8 DT par quotité.

Fait en double exemplaires, dont un en ma (notre) possession
le second servant de souche

A le

Signature (2)

(1) Cocher la case appropriée

(2) Faire précéder la signature de la mention manuscrite « lu et approuvé »

☐ Banque.....

Nom et prénom Dénomination sociale	Nature juridique (1)	Référence		Nationalité	Adresses	Nombre d'actions souscrites	Montants
		Nature de la référence (2)	Numéro				
					TOTAL		

Utiliser les abréviations suivantes :

(1) PP : Personne Physique
PM : Personne Morale
F : Fonds

(2) CIN : Carte d'Identité Nationale
DN : Date de Naissance
RC : Registre de Commerce
Au : Autre (à préciser)

Tunis le

Cachet et signature

Annexe : Liste des intermédiaires en Bourse



AFC - Arab Financial Consultants

Président Directeur Général : Youssef KORTOBI
4.Rue 7036 Menzah IV
Capital social : 1 M.DT

Tél : 71 238 019 / 71 231 938 /
71 754 720
Fax : 71 234 672
Email : afc@afc.fin.tn
Web : www.afc.com.tn



AI - Amen Invest

Président Directeur Général : Abdelaziz HAMMAMI
9 Rue du Lac NEUCHATEL - Les Berges du Lac - 1053
Tunis
Capital social : 2 M.DT

Tél : 71 965 410 / 71 965 400
Fax : 71 965 426

Email : marche@ameninvest.com.tn

Web : www.ameninvest.com



ATI - Attijari Intermédiation

Directeur Général : Fethi MZALI
Immeuble Fekih, rue des lacs de Mazurie, 1053 Les
Berges du Lac.
Capital social : 5 M.DT

Tél : 71 861 461 / 71 861 184 /
71 861 880 / 71 108 900
Fax : 71 860 346

Email : contact@attijariBourse.com.tn

Web : www.AttijariBourse.com.tn



AXIS - AXIS Capital Bourse

Directeur Général : Férid BEN BRAHIM
67, Avenue Mohamed V, 1002 Tunis.
Capital social : 1 M.DT

Tél : 71 901 250
Fax : 71 904 522
Email : contact@axiscapital.com.tn
Web : www.axiscapital.com.tn



BESTI - BEST Invest

Directeur Général : Abdallah DAY
45, rue de Japon, Immeuble Millenium, Bloc A, 2ème
étage.
Capital social : 1 M.DT

Tél : 71 905 831 / 71 951 726
Fax : 71 903 513
Email : best.invest@planet.tn
Web : www.bestinvest.com.tn



BIATC - BIAT CAPITAL

Président Directeur Général : Mourad LADJIMI
Boulevard principal-Angle Rue Turkana et Rue de
Malawi Les Berges du Lac Tunis
Capital social : 3 M.DT

Tél : 71 138 508 - 71 138 501
Fax : 71 965 772

Email : contact@biatcapital.com

Web : www.biatcapital.com



BNAC - BNA Capitaux

Directeur Général : Kamel GUESMI
Complexe Le Banquier Avenue Tahar Haddad Les
Berges Du Lac 1053 Tunis
Capital social : 5 M.DT

Tél : 71 139 500
Fax : 71 656 013 / 71 656 299 /
71 656 332 / 71 656 078
Email : bnacapitaux@planet.tn
Web : www.bnacapitaux.com.tn



CCF - Cofib Capital Finances

Directeur Général : Karim ABDELKAFI
25, Rue Docteur Calmette Cité Mahrajène-1082 Tunis
Capital social : 3 M.DT

Tél : 71 144 510
Fax : 71 843 778

Email : karim.abdelkafi@capfinance.tn

Web : www.capfinance.tn



CGF - Compagnie Gestion et Finance

Directeur Général : Khaled ZRIBI
6, Rue Jamel Eddine El Afghani - 1002 Tunis -
Capital social : 1 M.DT

Tél : 71 788 870 / 71 788 280 /
71 782 606
Fax : 71 798 314
Email : k.zribi@cgf.com.tn
Web : www.cgf.com.tn



CGI - Compagnie Générale d'Investissement

Directeur Général : Mehdi bech-hamba
16, Avenue Jean Jaures, 1000 Tunis.
Capital social : 1.25 M.DT

Tél : 71 252 044
Fax : 71 252 024

Email : cgi.bo@cgi.com.tn

Web : www.cgi.tn



FINACorp - Finance & Investment in North Africa

Directeur Général : Nouredine JEBENIANI
Rue Lac Loch Ness, Les Berges du Lac, 1053 Tunis.
Capital social : 1 M.DT

Tél : 71 656 122
Fax : 71 656 269

Email : direct@finacorp.net

Web : www.finacorp.net



MAC - MACSa

Président Directeur Général : Mohamed Abdelwaheb Chérif
Green Center, Bloc C 2ème étage, Rue du Lac Constance, Les Berges du Lac, 1053 Tunis.
Capital social : 3 M.DT

Tél : 71 137 600

Fax : 71 960 959

Email : macsa@gnet.tn

Web : www.macsa.com.tn



MAXULA - Société Maxula Bourse

Président Directeur Général : Raouf AOUADI
Centre Nawres Bureau B.22 Berges du Lac, 1053 Tunis.
Capital social : 1 M.DT

Tél : 71 960 292 / 71 960 391

Fax : 71 960 565

Email

: maxulaBourse@topnet.tn

Web

: www.maxulaBourse.com.tn



MCP - MENA CAPITAL PARTNERS

Directeur Général : Khalil BEN AMMAR
05 bis rue du lac de Tiberiade, 1053 les berges du lac-Tunis.
Capital social : 3 M.DT

Tél : 71 862 328 / 71 961 486

Fax : 71 961 471

Email : contact@menacp.net

Web : www.menacp.net



SBT - Société de Bourse de Tunisie

Directeur Général : Khaled SAHLI
Place 14 janvier 2011 - 1001 Tunis
Capital social : 1 M.DT

Tél : 71 125 500

Fax : 71 125 484

Email : khaled.sahli@bt.com.tn



SCIF - Société de Conseil et d'Intermédiation Financière

Directeur Général : Jamel HAJJEM
Rue du Lac Obeira, Les Berges de Lac 1053.
Capital social : 1 M.DT

Tél : 71 860 521 / 71 860 541

Fax : 71 860 665

Email : scif@scif.com.tn

Web : www.scif.com.tn



SIFIB - SIFIB-BH

Directeur Général : Lamine REZGUI
Immeuble Assurances SALIM - Lotissement AFH/BC5
Bloc B 3ème étage - Centre Urbain Nord - 1002 Tunis
Capital social : 3 M.DT

Tél : 71 948 429

Fax : 71 948 512

Email : sifib.bh@planet.tn



STB FINANCE – STB FINANCE

Président Directeur Général : Salwa MOUSCOU
34, Rue Hédi Karray, 1080 Tunis.
Capital social : 6.5 M.DT

Tél : 71 717 510

Fax : 71 718 450

Email

:



TSI - Tuniso-Séoudienne d'Intermédiation

Directeur Général : Hafedh SBAA
Boulevard de la Terre Centre Urbain Nord 1080 Tunis
Capital social : 1 M.DT

Tél : 71 822 555
Fax : 71 822 418

Email : tsi@tsi.fin.tn

Web : www.tsi.tn



TVAL - Tunisie Valeurs

Directeur Général : Fadhel ABDELKEFI
Immeuble Integra-Centre Urbain Nord-1082 Tunis
Mahrajène
Capital social : 10.0 M.DT

Tél : 71 189 600 / 71 789 630
Fax : 71 949 325

Email : mail@tunisievaleurs.com

Web : www.tunisievaleurs.com



UBCI FINANCE - Union Bancaire pour le Commerce et l'Industrie Finance

Directeur Général : Aness SANDLI
3, Rue Jenner, Place d'Afrique, 1002 Tunis Belvédère.
Capital social : 1 M.DT

Tél : 71 848 230
Fax : 71 840 557

Email : aness.sandli@bnpparibas.com



UFI - Union Financière

Président Directeur Général : Nabil SASSI
Boulevard 14Janvier 2011, Imm. Maghrébia Tour A,
4ème étage 1080 Tunis.
Capital social : 5 M.DT

Tél : 71 941 385 / 71 940 533
Fax : 71 940 535
Email : ufi@planet.tn
Web : www.ufi.com.tn



UIB Finance - UIB Finance

Directeur Général : Ali MELLOULI
Immeuble les reflets du Lac, Rue du Lac Turkana, 1053
les Berges du Lac.
Capital social : 1 M.DT

Tél : 71 219 116
Fax : 71 219 478

Email : contact@uibfinance.com.tn